MESSALI HADJ
PAR LES TEXTES

Documents choisis
et présentés
par
Jacques Simon

Autres livres à télécharger sur le site
https://abbassa.wordpress.com

Présentation

Il existe plusieurs ouvrages contenant les textes fondamentaux sur l'histoire sociale, culturelle, religieuse et politique de l'Algérie contemporaine, ainsi que du mouvement national.

Certains documents qu'ils contiennent fournissent un éclairage nouveau sur les origines de la révolution algérienne, en écartant le mythe de «la table rase», fondement de l'histoire officielle. Elle conduit à ne plus faire du 1er novembre une divine surprise, mais un événement fort qu'il convient de replacer dans une histoire générale plus large du mouvement nationaliste et de l'histoire mixte franco-algérienne, écrite sur la longue durée. D'autres insistent sur la singularité du nationalisme algérien inventé par Messali Hadj au sein de l'émigration algérienne et du mouvement ouvrier français et anticolonialiste. D'autres racontent l'histoire du FLN et du GPRA en la sublimant, le combat de l'ALN ou l'action diplomatique. En bref, plusieurs recueils de textes et d'analyses permettent d'avancer dans l'écriture d'une histoire large, ouverte, profonde et collective car, «isolé, aucun spécialiste ne comprendra jamais rien qu'à demi, fût-ce à son propre champ d'études» (Marc Bloch). Histoire totale et rigoureuse dont l'objectivité n'est pas vérifiée et certifiée par la sincérité de l'historien mais par la révélation de la loi intime du processus historique.

Parmi les travaux relatifs à notre sujet, retenons ceux de :

1. Claude Collo - Jean Robert Henry, *Le mouvement national algérien. Textes 1912-1954*, Paris, L'Harmattan, 1978, 343 p. (soit 39 textes).

Les textes sélectionnés avec rigueur et replacés dans leur contexte historique font de ce livre un ouvrage de qualité. Ce recueil se veut un outil de connaissance du mouvement national en Algérie avant l'apparition du FLN. Les textes qui figurent ici émanent en effet de tous les courants politiques qui ont exprimé la revendication anticoloniale sous sa forme moderne depuis le début de ce siècle : Jeunes Algériens, Elus, Oulémas, UDMA, Parti communiste algérien, Etoile Nord-Africaine et PPA-MTLD. Dans la mesure où ces mouvements - et particulièrement ce dernier - ont marqué le discours et le programme du FLN, la relecture de leurs principaux textes s'avère utile à une meilleure appréhension des origines de l'Algérie actuelle.

Il apparaît cependant que la notion de «mouvement national» comprise au sens large, pose problème dans la mesure où elle gomme la différence de nature, structurelle et politique, ainsi que la confrontation entre le mouvement nationaliste, à savoir l'ENA-PPA-MTLD et les autres courants: celui de l'Emir Khaled et des Jeunes Algériens, ceux regroupés au sein du Congrès Musulman Algérien en 1936 ou des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) où le PCA est absent, du Front algérien pour la défense et le respect des libertés (FADRL) puis au sein même du MTLD, jusqu'à la scission de 1954. Après l'explosion de Novembre, elle aboutira à la formation de deux partis opposés puis à une autre étape, à la guerre impitoyable menée par le FLN contre le MNA et l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA).

On regrettera de même le regroupement des textes en deux périodes :

- 1912-1939 : la naissance du nationalisme algérien,
- 1940-1954 : le nationalisme bloqué.

En vérité, la véritable coupure s'effectue en 1936 pendant le Front populaire, avec la démarcation de l'ENA-PPA du Congrès Musulman, favorable au plan réformiste Blum-Viollette.

2. Mahfoud Kaddache a publié, avec l'aide de Mohamed Guenanèche, deux importants recueils de textes en français et en arabe, sur l'*Etoile Nord-Africaine* et *le PPA*. A la différence des auteurs précédents, une distinction bien nette est établie entre le mouvement national construit par les messalistes et les autres mouvements. Ces deux ouvrages, avec leurs repères chronologiques utiles, prolongent en les complétant, les travaux de Mahfoud Kaddache : *La vie politique à Alger de 1919 à 1939* (Sned, 1970) et surtout son ouvrage majeur sur l'*Histoire dù nationalisme algérien. Question nationale et politique algérienne, 1919-1951* (Sned, 1980, 2 vol.)

Dans un autre travail publié avec Djilali Sari, *L'Algérie dans l'histoire*, Alger (Opu, 1989), Mahfoud Kaddache traite de la période 1900-1954, intitulée «la résistance politique». Dans cette étude, il inscrit le mouvement nationaliste dans la chaîne des insurrections depuis 1830, surdimensionne le rôle de l'Emir Khaled dans la génèse du nationalisme et il reprend la thèse traditionnelle sur la crise du MTLD et les origines de la révolution algérienne.

3. Jacques Jurquet a élaboré une œuvre d'historien assez impressionnante puisque cinq volumes, couvrant la période 1920-1956 ont déjà été publiés. L'intérêt de ce travail est de mettre en regard mouvement nationaliste et mouvement communiste. Une telle distinction n'est pas fondée, car l'ENA, après le discours de Messali Hadj à Bruxelles en 1927, reprend en les adaptant les thèses de la troisième Internationale Communiste dans ses quatre premiers Congrès, tandis que la région d'Algérie du PCF puis le PCA resteront sous la coupe du Comintern stalinisé depuis le V^e^ Congrès de l'I. C. Malgré cette critique, le travail de Jacques Jurquet est important.

4. Mohamed Harbi, dans les *Archives de la révolution algérienne*, Jeune Afrique, 1981, 532 p., qui comprennent 115 documents d'inégale importance, donne une chronologie couvrant la période 1912-1962. Il s'agit d'un ouvrage de caractère scientifique de qualité : mise au point des textes replacés dans le contexte, références précises et notes explicatives. Mohamed Harbi a sélectionné ses textes en fonction des analyses faites dans ses travaux et en particulier dans *Le FLN, mirage et réalité*, Jeune Afrique, 1980. Pour cet auteur, le FLN aurait rassemblé toutes les composantes de la population algérienne musulmane pour arracher l'indépendance, le GPRA devenant à partir de 1958, le véritable gouvernement du peuple algérien (documents 39 à 115). En restant en dehors de la dynamique unitaire créée par le FLN, la réduction du MNA à une peau de chagrin s'est effectuée de façon mécanique, avant que ce parti ne glisse à partir de 1957 (affaire Bellounis, le F.A.A.D) sur la pente de la compromission et de la trahison.

On peut aussi regretter l'absence de textes permettant de comprendre pourquoi les pays de la Ligue arabe et les monarchies du Golfe, le bloc afro-asiatique, l'URSS et tous les partis communistes, le Vietnam et la Chine ainsi que les Etats-Unis (la Maison Blanche, la CIA, le cartel pétrolier et la CISL) ont soutenu le FLN puis le GPRA, avant d'abandonner celui-ci après son implosion, au lendemain de la signature des Accords d'Evian. La postface de Charles-Robert Ageron conforte cette thèse d'un FLN

catalyseur de toutes les tendances du mouvement national puis du GPRA, dont la disparition brutale de la scène politique algérienne reste toujours inexpliquée.

Ces réserves faites, l'ouvrage de Mohamed Harbi demeure une contribution importante à l'histoire politique du FLN et du GPRA.

Depuis la crise de l'été 1962, le «printemps berbère» de 1980, l'explosion sociale d'Octobre 1988 et plus encore depuis la tragédie sanglante que traverse l'Algérie, la quasi totalité de la population algérienne n'accorde aucune légitimité au FLN et au régime militaro-policier qu'il a généré.

La décision prise par l'Assemblée nationale française de déclassifier une grande partie des Archives de la guerre d'Algérie et celle prise par le président Bouteflika de supprimer toutes les zones d'ombre de l'histoire de son pays, créent les conditions favorables pour l'écriture d'une histoire sans tabou du mouvement national et de la guerre/révolution d'Algérie. C'est pour avancer dans cette direction que nous avons rédigé ce recueil de textes sur Messali Hadj, qui reste le père fondateur du nationalisme algérien et son principal leader.

Précisons maintenant le mode d'écriture de ce travail :

1. Dans ce recueil, le «mouvement national» est compris au sens plein du terme, à savoir le combat mené par des forces sociales et politiques et tout un peuple pour édifier la nation algérienne sur les principes de la démocratie, c'est-à-dire par des élections libres de toutes les composantes de la population (musulmans, européens et juifs) à une Assemblée Constituante. Cette conception renvoie aux travaux des meilleurs historiens de la révolution française et à ceux du mouvement des nationalités du XIX^{e} et XX^{e} siècle.

De ce point de vue, le clivage ne s'établit pas entre Européens et Musulmans mais entre partisans de la nation algérienne souveraine et ceux restés attachés à l'Algérie française ou ceux qui préconisaient l'application effective du statut de 1947 (les libéraux de Jacques Chevallier, les communistes, les centralistes du MTLD...), dans la perspective d'une République algérienne au sein de l'Union française (Ferhat Abbas).

2. Cette conception du nationalisme a servi de fil rouge dans la sélection des textes de Messali Hadj, tirés d'un corpus d'un millier de textes significatifs et le découpage de cette histoire en quatre périodes :

- la période 1927-1936, du discours de Bruxelles, acte fondateur du nationalisme algérien à la dissolution de l'Etoile nord-africaine.
- l'affirmation nationaliste en Algérie : Messali et le PPA, de 1937 à 1946,
- le combat pour la Constituante au sein du MTLD, de 1947 à 1954,
- la lutte pour l'indépendance et l'émancipation totale du peuple algérien, de 1954 à 1962.

Après 1962, nous n'avons retenu qu'un texte majeur du néo-PPA, alors que Messali a écrit d'autres textes importants, dans *La Révolution prolétarienne* et surtout dans *Le Cri du Peuple*, sur la révolution algérienne, le syndicalisme, les régimes de Ben Bella et de Boumediene. Messali a aussi rédigé des *Mémoires* du plus grand intérêt.

3. Les textes présentés sont écrits par Messali Hadj. Dans certains cas nous avons reproduit, pour une compréhension plus grande de sa pensée et de son action, des documents du Bureau politique du PPA-MTLD-MNA dont quelques uns ont déjà été publiés. Mais nous avons toujours recherché, les sources originales et opéré les coupures, quand nous l'avons estimé nécessaire, à partir de ces textes.

4. Pour chacune de ces périodes, un texte de présentation restitue, de façon très brève, le contexte historique pour éclairer les documents, suivis parfois des notes

explicatives pour une lisibilité plus grande des textes. On peut aussi se reporter aux travaux que nous avons consacrés à Messali Hadj et en particulier à notre thèse sur ce dirigeant ainsi qu'à sa biographie publiée aux éditions Tirésias.

Par ailleurs nous insistons sur le fait que dans ce travail, nous n'avons pas cherché à faire une édition critique mais à fournir les textes les plus importants écrits par Messali Hadj.

5. Précisons enfin que si Messali Hadj a inventé le nationalisme algérien dont il fut le principal dirigeant, ce ne fut pas un génie humain infaillible. Il n'a pas toujours compris les bouleversements profonds intervenus dans le monde et en Algérie, dans la décennie 1940-1950, dans les rapports sociaux comme dans les mentalités. Il n'a pas assez pris la mesure des pesanteurs de la société algérienne, du traumatisme provoqué dans la population par la répression de Mai 1945. Il a nourri des illusions sur le caractère progressiste des pays de la Ligue arabe et de l'Arabie Saoudite, alors que cette monarchie était depuis 1945 (pacte de Quincy) étroitement liée aux Etats-Unis. Il a surestimé le dynamisme de la révolution anti-coloniale, le bloc afro-asiatique et son importance à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il faut aussi insister sur le caractère sommaire de la formation des cadres, l'insuffisance des analyses sur la société et l'Etat, la force du nationalisme français au sein des partis ouvriers, des syndicats et de la majorité des intellectuels, la confiance excessive dans la capacité des masses à submerger les appareils bourgeois du MTLD puis du FLN. Messali admet d'ailleurs dans plusieurs textes avoir commis beaucoup de fautes, mais qu'il n'a jamais dissimulées.

Mais dans cette appréciation, on ne peut ignorer le soutien des médias et de la gauche française ainsi que l'aide internationale apporté au FLN-GPRA, l'acharnement de la répression contre Messali Hadj, le PPA-MNA et l'USTA, la brutalité de la guerre d'Algérie qui a épuisé le pays, ainsi que la guerre d'extermination engagée par le FLN contre le MNA et l'USTA.

Ces précisions apportées, il nous est apparu que les erreurs commises par Messali Hadj sont elles-mêmes des sources de connaissance sur le personnage, le mouvement national algérien, nord-africain, le nationalisme arabe, le stalinisme, le fascisme et le mouvement anti-impérialiste, le tiers-mondisme et l'ONU mais de façon essentielle sur l'histoire des relations franco-algériennes, depuis la première guerre mondiale.

Ainsi présentés, ces textes n'ont pas d'autre objectif que de mieux faire connaître un homme, «l'éternel enfermé» dont la stature ne cessera pas de croître.

PREMIÈRE PARTIE

Messali Hadj invente le nationalisme algérien 1927-1936

C'est pendant l'Etoile Nord-Africaine, qu'a été fondé dans l'émigration algérienne en France le mouvement nationaliste. Les documents que nous présentons, qu'il faut replacer dans le contexte historique (la crise économique des années trente, le fascisme en Italie puis le national-socialisme en Allemagne, le stalinisme en URSS, la guerre d'Espagne et la répression coloniale), mettent en évidence le caractère original de cette organisation, qui, à partir de 1927 est marquée par la personnalité de Messali Hadj.

Document 1.

Le Congrès anti-impérialiste de Bruxelles (10-15 février 1927)

Le Congrès de fondation de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale s'est tenu au palais d'Egmont à Bruxelles, en présence de 175 délégués dont 107 venus de 37 pays coloniaux. Impulsé par le Bureau de la IIIe Internationale, il visait à créer un «mouvement anti-impérialiste de masse» à l'échelle mondiale. Hadj Ali, Chadly Kheirallah, Hassan Mattar et Messali Hadj représentaient l'Etoile Nord-Africaine. Messali fera la connaissance de Jawaharlâl Nehru (Inde), Mohamed Hatta (Indonésie), Lamine Senghor (Sénégal), Chekib Arslan (Congrès musulman de La Mecque, lié au Comintern), etc.

Messali expose les revendications de la section algérienne de l'Etoile, élaborées par la commission coloniale du PCF. Mais le discours de présentation de quinze minutes qu'il prononce frappera l'auditoire par le caractère radical du procès fait au colonialisme français. Messali réclame l'indépendance de l'Algérie, une assemblée élue au suffrage universel et une armée nationale, après le retrait des troupes françaises d'occupation.

Messali, dont le discours a été applaudi par les congressistes debout, est élu au Comité exécutif provisoire du présidium de la Ligue anti-impérialiste.

Le discours de Bruxelles est l'acte fondateur du nationalisme algérien. Il se différencie en effet de la politique du Comintern qui, depuis le Ve Congrès de l'I.C. préconisait l'alliance de la classe ouvrière, de la bourgeoisie, des paysans et des intellectuels au sein d'un même bloc : le Guomintang.

Le programme politique est placé en tête et les revendications démocratiques qui lui sont étroitement rattachées établissent la stratégie de l'ENA, à savoir : la mobilisation des «populations laborieuses» sous la direction de l'Etoile, pour arracher les revendications immédiates dans un processus conduisant à la formation de la nation algérienne, à l'unité de l'Afrique du Nord et l'émancipation sociale et politique de ses populations. Messali qui a étudié avec Hadj Ali les brochures du PCF, de la CGTU et les cours de l'école de formation des cadres de Bobigny, depuis l'été 1924, a assimilé les analyses marxistes sur l'impérialisme, la question nationale, l'exploitation capitaliste, le syndicalisme, la construction du parti ouvrier, l'Etat et la révolution. La démarcation avec les conférences de l'Emir Khaled, faites à Paris en juillet 1924, est très nette.

Le Comintern et le PCF critiqueront le discours de Bruxelles, car ils estimaient que pour réaliser un Guomintang en Afrique du Nord, il fallait séparer les revendications

partielles acceptables pour la bourgeoisie et les classes moyennes du programme socialiste, qu'on ne pouvait réaliser que dans une étape ultérieure, après la victoire de la révolution bourgeoise.

Document 2.

Ce tract de l'ENA s'inscrit dans une campagne de propagande et d'agitation, dans la tradition de celle menée pendant l'occupation française de la Ruhr allemande en 1923, en direction de «nos frères habitant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie». Trois thèmes sont développés :

- le soutien aux héros du Rif qui «ont repris la guerre contre leurs ennemis : les Espagnols et les Français»,
- le défaitisme révolutionnaire pour obtenir le retrait des militaires tunisiens et algériens du Maroc,
- l'unité de la lutte de «toute l'Afrique du Nord musulmane et des milliers d'ouvriers français qui se plaignent du même ennemi». Les discours et les tracts du PCF sur cette même question sont d'orientation très différente.

Document 3.

Traduction d'un tract de l'ENA en arabe diffusé parmi les travailleurs nord-africains en France. Le Manifeste dénonce la guerre menée par l'impérialisme français et il appelle à la solidarité active des Nord-Africains avec les Marocains du Moyen Atlas et du Tafilalet en guerre contre la France. Cette même politique sera menée par l'ENA-PPA pendant la guerre d'Espagne et la seconde guerre mondiale.

Document 4.

Ce numéro de *El Ouma* - le premier est paru en octobre 1930 - précise le programme politique de l'ENA (section algérienne). Il fournit une définition plus complète de l'indépendance en précisant son contenu économique, social et culturel. Il établit de façon claire, une liaison organique entre le combat pour les revendications démocratiques et le programme politique. Une attention particulière est accordée aux fellahs : droit au secours de chômage (I, 10), crédit agricole (I, 11), l'arabe, langue officielle (II, 3) et l'instruction gratuite et obligatoire en arabe (II, 6). L'ENA se préoccupe de la population d'Algérie à majorité rurale, à un moment où la crise économique mondiale se traduit par une aggravation de leur condition sociale.

Il préconise l'expropriation des banques et des moyens de production, le droit syndical et de grève et une Assemblée Constituante. Malgré la formation de partis nationalistes en Tunisie et au Maroc, *El Ouma* reste encore l'organe de défense des intérêts des musulmans des trois pays d'Afrique du Nord.

Insistons sur le fait que les documents programmatiques de l'ENA - et la tradition sera poursuivie par le PPA, le MTLD et le MNA - sont toujours adoptés au cours d'assemblées générales ou de congrès, par des délégués élus.

Document 5.

En 1929 puis en 1934, l'ENA est menacée d'interdiction et ses dirigeants connaissent procès sur procès. La déclaration faite par Messali se place sur deux plans : la dénonciation du régime colonial en termes mesurés et le droit pour les peuples des trois pays d'Afrique du Nord à recouvrer leur indépendance. Ce droit est légitime et il «ne porte pas atteinte à l'intégrité du territoire national français ni atteinte à la forme du régime républicain».

Document 6.

Discours prononcé par Messali Hadj au meeting organisé par le Congrès Musulman algérien (CMA) au stade municipal d'Alger. Messali désapprouve la Charte revendicative du CMA, alignée sur le projet Viollette qui rattachait l'Algérie à la France en accordant des droits politiques aux élites musulmanes. Porté en triomphe par la foule, Messali fait une entrée fracassante dans la vie politique d'Algérie. Après Bruxelles, le discours de Messali au stade municipal d'Alger constitue l'acte de fondation du nationalisme en Algérie.

Document 7.

A l'annonce de la dissolution de l'Etoile «par un gouvernement issu du rassemblement populaire dont nous sommes membres et auquel nous avons prêté serment», Messali manifeste sa stupeur et son indignation. L'ENA ne nuit pas au gouvernement du Front populaire, ne veut pas jeter les Français à la mer et nuire à ses intérêts en Afrique du Nord. Enfin l'ENA ne cesse de déclarer que l'émancipation totale des Algériens (Européens, Juifs et Musulmans) s'effectuera en amitié avec le peuple français.

Document 8.

Dans *El Ouma*, Imache Amar, secrétaire général de l'ENA dénonce le Front Populaire «parjure» et Messali s'en prend à Deloche qui a justifié dans *L'Humanité* la dissolution de l'Etoile. Messali dénonce le double langage de Deloche qu'il accuse vertement de «prendre les arguments dans la presse fasciste et dans la bouche du colonialisme». Mais c'est en restant sur le terrain du Front unique et en utilisant les traditions du mouvement ouvrier (le débat contradictoire dans un meeting public) que Messali combat le stalinisme du PCF.

Document 9.

Dans *La Gauche révolutionnaire*, Messali répond aux accusations faites pour justifier l'interdiction de l'Etoile. Depuis le 12 février, l'Etoile a mené un combat incessant aux côtés de la classe ouvrière, contre le fascisme et l'antisémitisme en France comme en Algérie. Elle a adhéré au rassemblement du Front populaire et lutté contre l'agression de Franco en Espagne et celle de Mussolini en Ethiopie.

L'Etoile est «une organisation essentiellement prolétarienne regroupant non seulement des ouvriers mais des parias qui ont été tour à tour exploités par l'impérialisme, le fascisme et la féodalité de chez nous». L'Etoile qui n'a rien à se reprocher, demande aux «organisations révolutionnaires dignes de ce nom» de se solidariser avec les Nord-Africains contre l'interdiction qui la frappe.

Document 1 - Discours de Messali Hadj au Congrès de Bruxelles
10-15 février 1927

L'impérialisme français s'est installé en Algérie par la force armée, la menace, les promesses hypocrites, il s'est emparé des richesses naturelles et de la terre en expropriant des dizaines de mille de familles qui vivaient sur leur sol du produit de leur travail.

Les terres expropriées ont été cédées aux colons européens, à des indigènes agents de l'impérialisme et aux sociétés capitalistes. Les expropriés ont été obligés de vendre leurs bras aux nouveaux propriétaires du sol s'ils voulaient continuer de vivre. Des populations qui vivaient dans un état de prospérité qu'elles n'ont pas aujourd'hui, l'impérialisme en a fait des affamés, des esclaves, et cette expropriation s'est faite comme partout sous le signe de la civilisation.

C'est au nom de cette soi-disant civilisation que toutes les traditions, toutes les coutumes, toutes les aspirations des populations indigènes sont foulées aux pieds. Bien loin d'apporter à ce pays l'aide qu'il aurait pu utiliser pour se développer, l'impérialisme français a joint à l'expropriation et à l'exploitation, la domination politique, la plus réactionnaire, privant les indigènes de toute liberté de condition, d'organisation, de tous droits politiques et législatifs, ou bien n'accordant des droits qu'à une toute petite minorité d'indigènes corrompus.

A cela, s'ajoute l'abêtissement systématique obtenu par l'alcool, l'introduction de nouvelles religions, la fermeture des écoles de langue arabe existant avant la colonisation et enfin, pour couronner son œuvre, l'impérialisme enrégimente les indigènes dans son armée en vue de poursuivre la colonisation, pour servir dans les guerres impérialistes et pour réprimer les mouvements révolutionnaires dans les colonies et dans la Métropole.

C'est contre cette politique coloniale, contre cette oppression que les populations laborieuses d'Afrique du Nord ont mené et mènent encore une action permanente par tous les moyens dont elles disposent, pour atteindre l'objectif qui renferme leurs aspirations de l'heure présente : l'indépendance nationale.

Cent années de colonisation

Depuis 1830, l'expropriation et l'oppression systématique et brutale ont conduit la population algérienne non pas dans la voie du progrès mais à l'esclavage. Aujourd'hui, deux millions huit cent mille hectares des meilleures terres, soit en surface soit en sous-sol, sont la propriété des Européens capitalistes. Des familles indigènes expropriées ont dû vendre leurs bras aux nouveaux propriétaires du sol ou émigrer dans les centres urbains.

En même temps, il a institué un système de domination politique détruisant les anciennes formes de la démocratie musulmane qui existaient avant la colonisation (douars, tribus, provinces) conservant seulement la caricature de ces formes, écartant les indigènes de la gestion des affaires du pays.

Cet état de fait a été codifé avec ce qu'on appelle le Code de l'Indigénat qui

fait des indigènes des sujets privés de tous droits politiques et soumis aux lois d'exception (tribunaux répressifs, cours criminelles, haute surveillance, responsabilité collective, amendes et punitions corporelles).

Le droit d'être citoyen est seulement réservé à une petite minorité d'indigènes qui ont été «assimilés» par l'impérialisme français. Seuls les Européens et les privilégiés indigènes peuvent élire leurs représentants dans les assemblées. C'est-à-dire que 540 000 Européens et quelques dizaines de mille d'indigènes élisent leurs représentants et 3 millions c'est-à-dire la majorité de la population n'ont aucun droit. Par contre ils doivent payer les impôts et faire le service militaire.

Dans le domaine culturel, la colonisation fait aussi son œuvre, 516 écoles avec 35 000 élèves indigènes donnant l'enseignement en langue française doit suffire à une population de cinq millions d'indigènes. Par contre pour huit cent mille européens il y a 1200 écoles. Les écoles libres en langue arabe ont toujours été défendues. L'accession des indigènes à l'instruction supérieure est quasi impossible.

Si l'on ajoute à tout cela le recrutement militaire obligatoire des indigènes d'Algérie dans l'armée de l'impérialisme français pour une durée de service de 6 mois supérieure aux Français, contingent dont on veut porter l'effectif d'après les nouveaux projets militaires du gouvernement français de 45 000 à 180 000 pour mieux servir les buts de l'impérialisme français, alors on aura un tableau objectif de ce que représentent cent années de «civilisation française» en Algérie.

La population d'Algérie exploitée et opprimée est en lutte permanente contre l'impérialisme français pour se libérer de son joug et conquérir l'indépendance.

Les revendications des Algériens

L'Etoile Nord-Africaine, qui représente les intérêts des populations laborieuses de l'Afrique du Nord, réclame pour les Algériens l'application des revendications suivantes et demande au Congrès de les faire siennes :

L'indépendance de l'Algérie ;

Le retrait des troupes françaises d'occupation ;

La constitution d'une armée nationale ;

La confiscation des grandes propriétés agricoles accaparées par les féodaux agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés capitalistes privées, et la remise de la terre confisquée aux paysans qui en ont été frustrés. Retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français.

Ces revendications essentielles pour lesquelles nous combattons, n'excluent pas l'action énergique immédiate pour arracher à l'impérialisme français :

L'abolition immédiate du Code de l'Indigénat et des mesures d'exception :

L'amnistie pour ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale, ou exilés pour infraction à l'indigénat ;

Liberté de presse, d'association, de réunion ; droits politiques et syndicaux égaux à ceux des Français qui sont en Algérie ;

Le remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un parlement algérien élu au suffrage universel ;

Assemblées municipales élues au suffrage universel ;

Accession à l'enseignement à tous les degrés: création d'écoles en langue arabe ;

Application des lois sociales ;
Elargissement du crédit agricole au petit fellah, etc.

Ces revendications n'ont de chances d'aboutir que si les Algériens prennent conscience de leurs droits et de leur force, s'unissent et se groupent dans leurs organisations pour les imposer au gouvernement français.

L'Etoile Nord-Africaine.

Source : *Al Raiat Al Amra* (*le Fanion Rouge*) reproduit dans *La Lutte sociale*, 11 mars 1927 et dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* (BCAF, 1928, p. 184).

Document 2 - Tract de l'Etoile Nord-Africaine : Lutte contre l'impérialisme français

1928

Il y a bientôt un siècle, l'impérialisme français entreprenait sous le coup d'éventail légendaire le rapt de notre pays.

Ce fut la conquête elle-même, nul besoin de le dire. Ce fut le massacre des femmes et des enfants, l'incendie des villages et des récoltes, le vol des richesses par une soldatesque avide de sang et de pillage.

Durant les quinze années de conquête, il a été enlevé aux indigènes : 18 millions de moutons, 3 millions de bœufs, près d'un million de dromadaires et au cours de l'expédition en Kabylie, 300 villages furent brûlés.

Nous ne relatons ici que quelques faits parmi des milliers.

Mais il est à noter que le massacre terminé, l'œuvre de brigandage n'en continue pas moins avec la férocité qui caractérise l'impérialisme français. Depuis la conquête, onze millions d'hectares des meilleures terres ont été volés et les indigènes, refoulés vers le Sud aride, sont décimés par les famines périodiques. Les amendes collectives frappent des tribus entières, les séquestres finissent de ruiner le peuple algérien qui est plongé dans la misère.

C'est là en quelques mots le résultat de la conquête.

Pour nous empêcher de crier : «Au voleur ! A l'assassin !», l'impérialisme nous baillonne avec le Code de l'Indigénat, vestige de la plus noire barbarie ; en vertu de ce Code, toutes les violences exercées par les colons sur les indigènes sont légitimées d'avance. Le vol, la torture, l'assassinat sont ouvertement encouragés et les coupables assurés de l'impunité.

Aucun droit politique, aucune liberté de réunion ou de parole.

Quoique 98 années nous séparent de la conquête, nous demeurons les otages de la guerre de 1830 et la liberté de voyage nous est parcimonieusement accordée. Même sous le régime de la féodalité que l'impérialisme prétend avoir aboli, cette iniquité n'existait pas.

Tout cela sous le masque hypocrite de la civilisation.

L'impérialisme nous enrôle de force dans son armée.

Pour l'enrichissement de quelques ratés de l'Europe, il ne craint pas de nous faire massacrer dans des luttes fratricides, contribuant inconsciemment de nous-mêmes, à l'asservissement de nos frères marocains et syriens et par répercussion fatale, au renforcement de notre propre oppression.

Et cette politique esclavagiste trouve dans nos rangs, parmi les traîtres et les vendus, des soutiens et des propagateurs. Grâce à la corruption, l'impérialisme français a su intéresser à sa politique ces éléments par lesquels il exerce son influence et sa domination. Alternativement, par la bouche de Bentami et de Chekiken, il nous laisse espérer dans une soi-disant «générosité» du loup pour l'agneau.

Musulmans ! devant un régime aussi odieux, notre conduite est toujours tracée.

Pour améliorer notre sort, unissez vos efforts. Pour la suppression du Code de l'Indigénat, pour le droit de presse et d'association, pour l'égalité du service militaire, pour la liberté d'immigration, contre l'envoi des troupes indigènes à l'extérieur, contre la guerre du Maroc : luttez contre l'impérialisme français, et pour cela :

Adhérez en masse à l'Etoile Nord-Africaine !

Vive l'indépendance de l'Algérie !

Source : cité par l'*Afrique Française*, 1928, p. 653.

Document 3 - Manifeste de l'Etoile Nord-Africaine
1928

Pour l'Indépendance de l'Afrique du Nord !
Nord-Africains dressez vous contre la guerre du Maroc !
Frères Nord-Africains !

La guerre rebondit au Maroc et, avec elle, le bombardement des villages paisibles, le massacre des innocentes populations du Moyen Atlas et du Tafilalet et la mise à feu et à sang de leur pays.

Qu'importe le prétexte pour l'impérialisme ! Il veut à tout prix détruire un «centre de résistance» qu'il considère comme un exemple dangereux pour les populations soumises apparemment, mais toujours avides de liberté. Il s'agit aussi, pour lui, «d'agrandir» le Maroc des colons et des industriels, en accaparant des terres nouvelles et des mines, et les sources de l'oued el Abid. Du même coup, il tient à s'assurer la domination dans une région qu'est appelée à traverser la voie du Transaharien.

Frères Nord-Africains !

A aucun moment, nos frères du Moyen Atlas et du Tafilalet n'ont provoqué l'impérialisme. Ils sont restés sur leur propre territoire. C'est bien l'impérialisme qui est venu les attaquer. Les escadrilles françaises, en février déjà, ont bombardé les villages sans défense, tuant des femmes et des enfants.

Mais nos frères du Moyen Atlas et du Tafilalet sont décidés à se défendre sans merci contre l'esclavage que veut leur imposer l'ennemi. Vaillants combattants, jaloux de leur liberté, à l'exemple de nos frères du Rif, ils défendront jalousement leur liberté et leur pays contre l'envahisseur et ne lacheront les armes que vainqueurs ou complètement anéantis.

Cette lutte héroïque ne doit pas nous laisser indifférents. Rester neutres, c'est non seulement permettre l'écrasement des courageux combattants du Moyen Atlas et du Tafilalet, en encourageant l'envahisseur dans sa pénétration marocaine, mais c'est aussi l'aider à renforcer ses positions dans toute l'Afrique du Nord et à développer les méthodes d'exploitation et d'oppression dont nous souffrons unanimement.

Ainsi serait reculé, pour longtemps, tout espoir de libération. Au contraire, prendre position contre l'oppresseur et pour nos frères du Maroc, c'est travailler à la victoire de ceux-ci, qui est en même temps la nôtre, et ouvrir ainsi le chemin de la libération de l'Afrique du Nord.

Frères Tunisiens !

Beaucoup d'entre vous, enrôlés de force dans l'armée de l'impérialisme, sont envoyés au Maroc pour assassiner leurs frères musulmans en lutte pour leur indépendance. Soutenez les patriotes marocains, en exigeant le retour des soldats tunisiens et leur maintien en Tunisie ! Réclamez vos droits et luttez pour un bien-être meilleur ! Organisez-vous !

Frères Algériens !

Ne soyez pas une arme docile entre les mains de l'impérialisme. Ne l'aidez pas à asservir le Maroc comme il a asservi votre pays. Ne tachez pas votre bravoure du sang de vos frères musulmans en lutte pour leur liberté. Exigez le retour des soldats algériens que l'ennemi commun sacrifie particulièrement et leur maintien en Algérie ! Réclamez vos droits ! Préparez-vous à fêter à votre manière le centenaire de l'occupation de votre pays, en organisant une vaste agitation anti-impérialiste!

Frères Marocains !

Vous qui souffrez de la domination française et espagnole, votre devoir et vos intérêts vous commandent de ne pas aider à la victoire de l'impérialisme qui vous exploite et qui vous opprime après vous avoir volé vos terres. Rejoignez immédiatement vos frères combattants ! Avec eux, vous lutterez pour reprendre les terres qu'on vous a ravies au profit des colons et des traîtres ! Menez, en faveur des combattants, une agitation à travers tout le pays !

Frères combattants !

Unifiez et extériorisez votre mouvement ! Ayez un commandement unique ! Méfiez-vous des officiers de renseignements et de leurs agents! L'impérialisme cherche à vous ravir vos terres ; luttez pour les conserver !

Faites-nous connaître les péripéties de la guerre pour nous permettre de lutter, avec plus de force, contre notre ennemi commun.

Courage et persévérance ! Nous, les peuples opprimés de l'Afrique du Nord, qui aspirons comme vous à notre indépendance, sommes avec vous. En France même, vous avez l'appui grandissant de la population laborieuse qui a déjà lutté contre l'attentat criminel du Rif.

Honneur et gloire à vous et à votre lutte héroïque !

Frères Nord-Africains !

Résistons tous à l'offensive de l'impérialisme, qu'il soit français ou espagnol. Organisons-nous, formons notre front unique anti-impérialiste ! Dressons-nous comme un seul homme contre la guerre du Maroc, pour l'indépendance de nos pays !

Vive l'indépendance du Maroc !

Vive l'Afrique du Nord libre !

L'Etoile Nord-Africaine.

Source : *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1928 (*Renseignements coloniaux*).

Document 4 - **Programme de l'Etoile Nord-Africaine**
Assemblée générale tenue à Paris
mai 1933

Programme
Première Partie

1. Abolition immédiate de l'odieux Code de l'Indigénat et de toutes les mesures d'exception ;
2. Amnistie pour tous ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale, ou exilés pour infraction à l'indigénat ou pour délit politique ;
3. Liberté de voyage absolue pour la France et pour l'étranger ;
4. Liberté de presse, d'association, de réunion, droits politiques et syndicaux ;
5. Remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement algérien élu au suffrage universel ;
6. Suppression des communes mixtes et des territoires militaires. Remplacement de ces organismes par des Assemblées Municipales élues au suffrage universel;
7. Accession de tous les Algériens à toutes les fonctions publiques sans aucune distinction. Fonction égale, traitement égal pour tous ;
8. L'instruction obligatoire en langue arabe. Accession à l'enseignement à tous les degrés. Création de nouvelles écoles arabes. Tous les actes officiels doivent être simultanément publiés en langue arabe et française ;
9. En ce qui concerne le service militaire, respect intégral de la sourate coranique verset qui dit : «Celui qui tue délibérément un Musulman est voué à l'enfer durant l'éternité et mérite la colère et la malédiction» ;
10. Application des lois sociales et ouvrières. Droit de chômage aux familles algériennes en Algérie et allocations familiales. Octroi immédiat des Assurances Sociales ;
11. Elargissement du crédit agricole aux petits fellahs, organisation plus rationnelle de l'irrigation. Développement des moyens de communication. Secours non remboursables du gouvernement aux victimes de famines périodiques.

Deuxième Partie

1. L'indépendance totale de l'Algérie ;
2. Le retrait total des troupes d'occupation ;
3. Constitution d'une armée nationale ;

Gouvernement national révolutionnaire ;

1. Une assemblée constituante élue au suffrage universel ;
2. Le suffrage universel à tous les degrés et l'éligibilité dans toutes les assemblées pour tous les habitants de l'Algérie ;
3. La langue arabe sera considérée comme langue officielle ;
4. La remise, en toute propriété à l'Etat algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics, accaparés par les conquérants;
5. La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières, et la remise de la terre confisquée

aux paysans. Le respect de la moyenne et petite propriété. Le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français ;

6. L'instruction gratuite, obligatoire à tous les degrés en langue arabe;

7. La reconnaissance par l'Etat algérien du droit syndical, de coalition et de grève, l'élaboration par lui des lois sociales ;

8. Aide immédiate aux fellahs par l'affectation à l'agriculture de crédits sans intérêts pour l'achat de machines, de semences et d'engrais, organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communication, etc.

Sources : *El Oumma*, septembre 1934, reproduit dans *Le Bulletin du Comité de l'Afrique Française* (BCAF 1934 pp. 575 576).

Document 5 - Le procès de l'Etoile Nord-Africaine
Déclaration de Messali Hadj
15 janvier 1936

Monsieur le Président, l'Etoile Nord-Africaine n'est pas une organisation paramilitaire, ayant un colonel à sa tête et obéissant à un commandement militaire, ou encore obéissant à des sociétés financières et des marchands de canons.

Depuis sa création, juin 1926, jusqu'à aujourd'hui, ni à travers toute sa propagande et ses nombreuses réunions, elle n'a jamais eu aucune bagarre, ni morts, ni blessés, et cela malgré des provocations, par exemple, interdiction de nos fêtes et réunions à la dernière minute.

L'Etoile Nord-Africaine groupe des Musulmans nord-africains, pour revendiquer la liberté de presse, de réunion, d'association, et lutte pour l'indépendance totale de l'Afrique du Nord en fait et en droit; elle ne porte nullement atteinte à l'intégrité du territoire national français, ni atteinte à la forme du régime républicain.

Le Maroc et la Tunisie ne sont pas des territoires français, leur pleine souveraineté est respectée par les traités. Dans une clause du Traité du Bardo, il est dit que les Français se retireraient après le calme rétabli, et il en est de même pour le Maroc ; la présence de la France dans ces deux pays, n'est et ne devrait être qu'une assistance pour aider ces Etats à recouvrer leur entière indépendance.

Par conséquent, pour le Maroc et la Tunisie, l'Etoile Nord-Africaine, que j'ai l'honneur de présider, ne peut tomber sous le coup des nouvelles lois et décrets-lois.

Quant à l'Algérie, qu'il me soit permis de dire qu'elle n'est pas française, Monsieur le Président, et ceci pour plusieurs raisons, car, juridiquement, le territoire national de la France se limite, au sud, par la frontière naturelle, la Méditerranée. Au-delà de la Méditerranée, c'est l'Algérie, qui appartient aux Algériens et qui est territoire algérien. L'Algérie est bien en Afrique du Nord, et la France en Europe.

L'Algérie a son passé historique, politique, elle a eu ses poètes, ses historiens, ses géographes, et ceci, les Algériens le savent bien, et tous, nous travaillons pour donner à notre pays sa véritable figure, et tirer ce peuple de la misère et de l'obscurantisme dans lequel il est plongé après un siècle de colonisation. La Justice de n'importe quel pays ne peut oublier ces considérations.

L'Algérie a été conquise militairement, mais notre cœur est toujours resté entièrement algérien, et, tous, nous aspirons à notre émancipation et notre indépendance totale.

Aussi, au nom des principes wilsoniens, qui ont donné tant d'espérance aux peuples opprimés, et qui reconnaissent la liberté aux peuples à disposer d'eux-mêmes nous sommes, nous, Nord-Africains, qui avons laissé sur les champs de bataille de 14 à 18, plus de 200 000 morts, en droit de déclarer franchement, l'aspiration suprême de 6 millions d'hommes ; aspiration qui se traduit pour nous, par notre libération nationale.

On ne peut indéfiniment maintenir un peuple sous le régime odieux que nous subissons. Dans notre propre pays, on est traité comme des étrangers. Le Code de l'Indigénat nous place au rang des esclaves. Nous ne connaissons de la civilisation, au nom de laquelle on s'est emparé de notre pays, que le percepteur, le gendarme et la prison. Il y a, maintenant, en Algérie, un million d'enfants qui ne trouvent pas de place à l'école. L'ignorance, le fanatisme entretenus par des agents de la colonisation font régner une longue nuit sur notre pays. La déportation des hommes qui protestent contre ce régime, et l'expropriation de nos bonnes terres, au profit des colons est chose courante en Algérie. Je peux dire, sans crainte de me tromper, Monsieur le Président, qu'en Afrique du Nord, il n'y a point d'humanité pour 18 millions d'Arabes.

Il y a des Français qui ne sont pas des nationalistes algériens, ni communistes, qui ont écrit et flétrit ce que nous subissons, et, pour ne citer que l'éminent journaliste du *Petit Parisien*, et qui se dit encore pour la colonisation, M. Louis Roubaud, qui a écrit un livre sur l'Afrique du Nord, où il condamne et reconnaît un problème angoissant.

Est-ce que, Monsieur le Président, un pays qui se trouve dans la situation que je viens de décrire devant vous, peut s'appeler territoire national français ? Un pays, par conséquent, où 800 000 colons possèdent 67 % de la fortune locale, et 6 millions n'ont que 33 %. Est-ce là la civilisation et la justice françaises ?

L'Etoile Nord-Africaine qui, précisément, lutte contre les abus de pouvoir, proteste contre la violence et la haine de race, se trouve aujourd'hui poursuivie pour être dissoute en vertu de lois franchement préparées, et qui ont été faites pour d'autres organisations. Les Musulmans nord-africains protestent énergiquement contre ces poursuites ; car, aujourd'hui, non seulement toute l'Afrique du Nord a les yeux dirigés ici, mais c'est l'Islam qui regarde et qui attend avec impatience la fin de ces poursuites. Quatre cents millions de Musulmans, dispersés dans le monde et qui tiennent un grand commerce avec la France, sont indignés de ces poursuites contre nous.

Monsieur le Président, je viens de parler franchement et sincèrement devant vous de ce problème que l'on veut ignorer, et je tiens à vous faire savoir que mes compatriotes et moi sommes décidés à lutter pour notre existence, pour notre liberté et pour notre libération nationale

Et nous savons parfaitement qu'en agissant ainsi nous ne portons nullement atteinte à l'intégrité nationale du territoire français...

Source : *El Ouma* n° 38, janvier février 1936.

Document 6 - Discours de Messali Hadj au stade municipal d'Alger

2 août 1936

Messieurs, mes frères,

Au nom de l'Etoile Nord-Africaine je vous apporte le salut fraternel, la solidarité des 200 000 Nord-Africains qui résident en France.

[Après avoir salué l'assistance en langue arabe, Messali présenta en français l'historique de l'Etoile Nord-Africaine et précisa la politique de son organisation.]

«... Certes, nous approuvons les revendications immédiates, qui sont modestes, légitimes, qui se trouvent dans la Charte revendicative qui a été présentée au gouvernement du Front Populaire, et que nous appuierons de toutes nos forces pour les voir réalisées, malgré leurs faiblesses, car la revendication la plus petite, la plus intime nous intéresse au plus haut point parce qu'elle contribuera à soulager la misère de cette malheureuse population.

Ici, je prends l'engagement, au nom de mon organisation devant le vénérable cheikh Ben Badis, de faire tout ce qu'il est humainement possible pour appuyer ces revendications et pour servir la noble cause que nous défendons tous. Mais nous disons franchement, catégoriquement, que nous désapprouvons la Charte revendicative, quant au rattachement de notre pays à la France et la représentation parlementaire.

En effet, notre pays se trouve, aujourd'hui, administrativement rattaché à la France et dépend de son autorité centrale. Mais ce rattachement a été la conséquence d'une conquête brutale, suivie d'une occupation militaire qui repose présentement sur le 19e Corps d'armée, et auquel le peuple n'avait jamais donné son adhésion.

Or, le rattachement dont il est question dans la Charte revendicative est demandé volontairement, au nom d'un Congrès qui, soi-disant, représente l'unanimité du peuple algérien.

Il y a par conséquent une différence fondamentale entre le rattachement de notre pays, acquis contre notre volonté, et le rattachement volontaire accepté de plein gré au congrès qui s'est tenu le 7 juin, à Alger (congrès bâclé en trois heures de temps). Nous sommes nous aussi les enfants du peuple algérien et nous n'accepterons jamais que notre pays soit rattaché à un autre pays contre sa volonté ; nous ne voulons sous aucun prétexte, hypothéquer l'avenir, l'espoir de liberté nationale du peuple algérien.

Cet avenir appartient à la génération qui vient et c'est à elle seule qu'appartiendra le droit de décider comment elle entend diriger son sort et sa destinée. Nous sommes aussi contre la représentation parlementaire pour de multiples raisons. Et nous sommes pour la suppression des délégations financières, du Gouvernement général et pour la création d'un Parlement algérien, élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion.

Ce parlement national algérien étant sur place, travaillera sous le contrôle direct

du peuple et pour le peuple. Nous pensons, quant à nous, que c'est là le seul moyen pour permettre au peuple algérien de s'exprimer librement et franchement, à l'abri de toute oppression et intrigue administrative...

J'ai entendu, tout à l'heure, les orateurs qui m'ont précédé dire avec combien d'égards et de bienveillance ils ont été reçus en France par le gouvernement du Front Populaire; je ne veux pas discuter ou amoindrir l'atmosphère dans laquelle cette réception s'est déroulée mais je dis que le peuple algérien se doit d'être vigilant. Il ne suffit pas d'envoyer une délégation présenter un cahier de revendications, ni trop se leurrer sur les réceptions et attendre que les choses se réalisent toutes seules.

Mes frères, il ne faut pas dormir sur vos deux oreilles maintenant et croire que toute l'action est terminée, car elle ne fait que commencer.

Il faut bien vous organiser, vous unir au sein de vos organisations pour être forts, pour être respectés, et pour que votre voix puissante puisse se faire entendre de l'autre côté de la Méditerranée.

Pour la liberté et la renaissance de l'Algérie, groupez-vous en masse autour de votre organisation nationale, l'Etoile Nord-Africaine, qui saura vous défendre et vous conduira dans le chemin de l'émancipation.

Je termine en criant : A bas le Code de l'Indigénat ! A bas la loi d'exception et la haine des races, vive le peuple algérien, et vive l'Etoile Nord-Africaine !

Source : *El Ouma*, n° 42, 26 août 1936.

Document 7 - Interview de Messali Hadj sur la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine.

janvier 1937

[Messali Hadj, chef de l'organisation dissoute nous déclare]

«Grande fut notre stupeur à la lecture de la presse annonçant la dissolution de l'ENA. Grande aussi fut la stupeur de tous les Nord-Africains, de la région parisienne à la province la plus reculée.

Nous étions vraiment loin de nous attendre à une pareille mesure appliquée par un gouvernement issu du rassemblement populaire, dont nous sommes membres et auquel nous avons prêté serment, dès la première heure, au même titre que les autres partis et organisations le composant.

Rien ne justifie la décision prise à notre égard, nous ne sommes pas, nous n'avons jamais été contre la France, au contraire, et de cela nous avons fourni maintes preuves orales et écrites. Certes nous sommes contre certaine politique, contre certains actes qui ne nous semblent pas devoir être favorables au peuple algérien : un Français qui s'élève contre l'action du gouvernement est-il donc considéré comme susceptible de porter atteinte au prestige du pays ?

Cela serait probablement sous un régime totalitaire, dictatorial mais, Dieu merci, la France est encore une démocratie, du moins le croyons-nous. Nous avons toujours reconnu combien la tâche du gouvernement de M. Léon Blum, était difficile, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Et pour cette raison, fidèles à la parole que nous avons donnée au rassemblement populaire, nous n'avons jamais gêné l'action du gouvernement dans la mesure où celui-ci restait fidèle au serment du 14 juillet.

Cependant il est un grand nombre de réformes que nous voudrions voir appliquer sans retard et dont voici les principales :

- Liberté de presse, de réunion,
- Abolition du Code de l'Indigénat et de toutes les lois d'exception,
- Réforme du code forestier,
- Développement de l'enseignement arabe et français,
- Création d'écoles rurales,
- Suppression des arrêtés-saisies ordonnées par le fisc,
- Création d'une caisse de chômage et organisation de la lutte contre la misère,
- Développement d'un réseau médical et sanitaire à travers l'Algérie,
- Augmentation du pouvoir d'achat des Algériens par un réajustement des salaires,
- Application des lois sociales et ouvrières,
- Application d'un programme de grands travaux pour aider à la résorption du chômage.

Y a-t-il parmi ces revendications quelque chose de choquant, quelque chose qui indique une mesure anti-française!

Certes nous réclamons l'octroi des libertés démocratiques, nous voulons la constitution d'un parlement algérien élu au suffrage universel, mais nous

entendons bien atteindre ce but grâce à la collaboration intime des Algériens. Nous ne travaillons pas pour jeter les Français à la mer, ainsi que nous l'avons affirmé, nous ne travaillons pas non plus contre l'influence française ni contre les intérêts de la France en A.F.N.

Nos attaques visent uniquement le colonialisme, ses exigences inhumaines et ses erreurs. Nous travaillons en prévision de l'avenir logique de l'Algérie pour que le peuple algérien puisse participer à la direction économique, politique et administrative de son pays: l'israélite, le musulman et le français se trouvant alors sur le même pied d'égalité...

Il faut tout de même reconnaître que si, hier, ayant à lutter contre des gouvernements et des partis politiques hostiles à l'évolution normale du peuple algérien, nos campagnes étaient parfois un peu dures, bien que justes, nous avons depuis la venue au pouvoir de M. Léon Blum, en considération du pacte de rassemblement populaire, adapté nos polémiques à la situation nouvelle.

Tous les partis composant le Front Populaire, le PC en particulier pourraient-ils en dire autant ?

Dois-je rappeler qu'on n'a pas hésité non seulement à nous admettre, mais encore à faire ostensiblement état de notre présence dans maintes manifestations du Front Populaire. Alors ? Nous ne comprenons plus la raison de la décision gouvernementale qui réside à notre avis, premièrement dans l'attitude prise par les élus algériens, type Ben Djelloul, contre l'ENA et deuxièmement dans les attaques que la presse de droite n'a cessé de diriger contre nous, attaques qui n'ont la plupart du temps rencontré dans des journaux de gauche qu'un incompréhensible silence.

Les uns disent que nous sommes communistes, les autres fascistes. Nous affirmons, nous, que nous ne sommes ni l'un ni l'autre, mais simplement des Algériens décidés à arracher nos légitimes revendications à un colonialisme que nous avions l'espoir de croire mort ...

Cependant nous voulons croire que les responsables d'une mesure injustifiée comprendront leur grande erreur, comprendront qu'il est des marches en avant que rien ne saurait arrêter.»

Source : *La Flèche*, 30 janvier 1937.

Document 8 - Réponse à M. Deloche de *L'Humanité*
février 1937

La population musulmane nord-africaine attendait avec quelque impatience et avec curiosité l'attitude qu'allait prendre le Parti communiste français, à l'égard de la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine. La dissolution date du 25 janvier, et le Parti communiste par la voix de *l'Humanité* et sous la signature de M. Deloche, n'a pris position ou, si vous voulez, n'a fait semblant de prendre position que dix-huit jours après. On ne peut pas dire que ce soit spontané, ce n'est même pas réfléchi, mais disons que c'est habileté minutieusement fardée. Il est évident que le Parti communiste n'aurait rien dit et aurait préféré le silence en pareille circonstance, si les protestations, l'indignation profonde qui s'est emparée des travailleurs nord-africains et même des communistes arabes et français n'avaient poussé ces derniers à faire quelque chose afin d'apporter un peu d'apaisement. C'est donc pour cela que nous pouvons dire que l'article de M. Deloche est tiré par les cheveux à tous les points de vue : politiquement et tactiquement...

Ce qui frappe le plus dans cet artide, ce sont deux points qui ont servi de piliers, pour charpenter ce monument d'hypocrisie et d'acrobatie politique. L'auteur s'est acharné, a concentré son intelligence, son habileté et ses connaissances coloniales pour nous dorer la pilule: 1° dans le début du «papier», il veut essayer de faire croire, que c'est une protestation, et cela est destiné aux Nord-Africains ; 2° dans le milieu et vers la fin, il veut justifier avec une roublardise qui ferait pâlir un Gascon la dissolution de l'Etoile ; cette deuxième partie est destinée à approuver ceux qui ont frappé l'Etoile. Cette manœuvre ne trompe personne, quelles que soient l'habilité et la virtuosité de la plume de M. Deloche. Ce que les Nord-Africains attendent de vous ce ne sont pas les bobards ou les ragots de concierge, ils vous demandent de dire franchement et sans détour si vous êtes pour ou contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine. Je dirai à Deloche que, pour justifier la dissolution de l'Etoile, il est allé prendre les arguments dans la presse fasciste et dans la bouche du colonialisme, car il y a un an lorsqu'il nous soutenait par sa presse, ses meetings et ses avocats, nos adversaires fascistes et colonialistes menaient une campagne violente contre nous avec les mêmes arguments. Nous disons que c'est logique dans la bouche d'un colonialiste mais que c'est indigne et répugnant de la part d'un communiste, d'un marxiste qui n'a cessé depuis 1918 de proclamer à la face du monde l'indépendance de l'Afrique du Nord et la destruction du capitalisme et de l'impérialisme. Je n'éprouve aucun goût à écrire, pour convaincre la direction du Parti communiste, sur l'honnêteté, la sincérité et la probité de l'Etoile Nord-Africaine, car il la connaît parfaitement bien, mais je précise que je ne permettrai à personne de salir notre organisation avec des arguments ridicules et stupides pour justifier sa volte-face ou son quatre-vingt dix-neuvième tournant. Voici plus de dix ans que nous connaissons le Parti communiste; l'Etoile Nord-Africaine a collaboré avec lui, nous avons tenu

des meetings ensemble, nous sommes allés en prison ensemble, nous avons souffert ensemble. Libre à la direction de passer de l'autre côté, mais nous ne lui permettrons pas de justifier son départ ou sa volte-face en nous injuriant et en accablant notre organisation par des propos pris dans la bouche des Kerillis. Nous connaissons bien des choses, nous avons notre mot à dire et s'il le faut, nous sortirons notre dossier pour défendre notre organisation, bien que nous éprouvions une répugnance pour cette sorte de polémique. En attendant de connaître votre attitude précise à l'égard de la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, nous vous demandons un meeting public et contradictoire pour éclairer l'opinion publique et le prolétariat que nous aimons et qui nous aime, avec lequel nous avons lutté et avec lequel nous continuerons à lutter contre le fascisme et le colonialisme. Rien ne sert de manœuvrer, d'intriguer ou de poignarder dans l'ombre des cabinets ministériels. La vérité et la vérité éclatante, doit se montrer au grand jour. Quoi qu'il arrive, nous irons partout pour faire entendre cette vérité.

Source : *El Ouma*, février 1937.

Document n° 9 - La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine
mars 1937

La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine a surpris et consterné l'opinion publique, et en particulier les milieux vraiment révolutionnaires. Nos amis se sont demandés : pourquoi a-t-on dissous l'Etoile Nord-Africaine ? Est-ce que cette organisation n'a pas changé dans sa politique, ou bien n'est-elle pas devenue fasciste ? Eh bien, de tout cela, il n'en est rien : l'Etoile Nord-Africaine, qui a lutté sous les gouvernements réactionnaires avec énergie et un mordant que tout le monde sait, a, à l'occasion de l'avènement du gouvernement du Front Populaire, adapté sa politique aux circonstances nouvelles dans le but de faciliter la tâche du gouvernement à l'intérieur et à l'extérieur. C'est ainsi que le 26 juin 1936, dans un meeting magnifique où assistaient nos amis Depreux, Longuet et Lozeray, j'ai eu l'honneur de prononcer un discours pour préciser notre attitude à l'égard du gouvernement, qui a été très apprécié à la présidence du Conseil et à l'Intérieur. D'autre part, au lendemain du 6 février, ou plus précisément le 4 février 1936, sur ma proposition, un grand meeting s'est tenu au 48 de la rue Duhesne où, personnellement, j'ai recommandé à mes compatriotes de repousser toutes les offres fascistes, de rester aux côtés du peuple français et de descendre avec lui dans la rue si les événements l'exigeaient.

Les libertés démocratiques pour tous. Je dis bien pour tous, car jusqu'à maintenant les Nord-Africains ne jouissent point des libertés démocratiques même en France. La dissolution de l'Etoile en est une preuve éclatante.

L'Etoile Nord-Africaine était présente, le 12 février 1934, à la Nation, aux manifestations du Mur des Fédérés ; au 14 juillet, de même, elle était présente au Panthéon pour protester contre l'agression dont notre camarade Blum fut victime au mois de février 1936 ; tout récemment encore, au grand défilé du 14 juillet 1937 où plus de 35.000 Arabes étaient groupés sous son drapeau.

En ce qui concerne l'Ethiopie, elle a, en accord avec les Noirs, organisé cinq grands meeting pour protester contre l'agression italienne. Je suis allé moi-même, avec une délégation, pour protester au nom de toute l'Afrique du Nord. Dans notre journal *El Ouma*, j'ai écrit plusieurs articles condamnant le fascisme et l'impérialisme. Nous, antisémites ? Nous, amis de Franco ? Quelle ignominie et quelle calomnie qui ne peuvent que déshonorer leurs auteurs. Nous n'avons jamais été antisémites, et pour preuves : nos relations cordiales avec Bernard Lecache, chef de la LICA (Ligue internationale contre l'antisémitisme).

En 1935, j'ai parlé dans un grand meeting à Clermont-Ferrand, organisé par le Front Populaire, en compagnie de Gabriel Cudenet et de Bernard Lecache. Depuis ce jour, en rentrant à Paris, Bernard Lecache m'avait invité à son bureau où il me promit de soutenir énergiquement nos revendications au sein du Comité national du Front Populaire, tant il était satisfait de notre collaboration et de nos sentiments. Au lendemain du 14 juillet 1936, Bernard Lecache, qui avait vu combien notre cortège était important et discipliné, nous avait écrit dans son journal, *le Droit de*

Vivre, un appel émouvant auquel j'ai répondu chaleureusement. Lors de ma tournée de propagande en Algérie, où le fascisme essaie par tous les moyens de soulever les Arabes contre les Juifs, j'ai nettement et énergiquement combattu cette propagande en appelant nos frères au calme et à la fraternisation des peuples et des races.

En ce qui concerne Franco, nous l'avons flétri publiquement par nos écrits, et l'Etoile a adressé un télégramme au président de la République espagnole avec laquelle nous nous sommes solidarisés. En Algérie, lors de mon séjour, j'ai combattu la rébellion militaire et j'ai attiré l'attention du gouvernement pour qu'il prenne des mesures capables d'éviter la venue d'un Franco algérien.

Ceux qui ont fait circuler contre nous des bruits qui ne peuvent exister dans l'imagination d'aucun révolutionnaire digne de ce nom savent parfaitement que l'Etoile n'est pas une organisation pro-fasciste ou antisémite, mais en le faisant, ils ont obéi à d'autres mobiles et d'autres desseins. L'Etoile est une organisation essentiellement prolétarienne regroupant non seulement des ouvriers, mais des parias qui ont été tour à tour exploités par l'impérialisme, le fascisme et la féodalité de chez nous. Les camarades de la Gauche Révolutionnaire me permettront de leur dire franchement que toutes les accusations que l'on essaie de porter contre nous sont dénuées de tout fondement et que nous sommes prêts à les réfuter publiquement. J'ai demandé, dans ma réponse aux stupidités de M. Deloche, d'organiser un meeting contradictoire où j'irai apporter des preuves de notre innocence et dire des vérités qui gêneront pas mal de révolutionnaires en peau de lapin. D'autre part, pour justifier la dissolution, on nous reproche d'avoir deux tendances; heureusement que nous n'en possédons que deux, car il y a des partis où, il y a qu'une seule tendance, c'est le parti de la dictature.

On nous reproche également d'être contre le projet Violette. N'est-ce pas notre droit, camarades de la Gauche Révolutionnaire, que d'avoir notre conception politique et de rester fidèles à notre programme ? En effet si nous sommes contre ce projet, c'est parce que nous avons de profondes raisons politiques, sociales et économiques. C'est d'abord un projet antidémocratique, qui fait fi de l'histoire et qui renforce le colonialisme en augmentant ses serviteurs de 20 000 laquais pour aggraver le sort de 6 millions et demi de fellahs, d'ouvriers, de petits commerçants et d'anciens militaires. Le projet Violette n'est nullement une solution, il n'est pas non plus un commencement de réformes sérieuses, c'est la discorde et la division entre une classe doublement privilégiée et une autre doublement sacrifiée. Par conséquent, on ne peut rien nous reprocher.

Nous avons adhéré au Rassemblement du Front Populaire, nous avons été fidèles au Serment et, malgré la dissolution, nous restons au Front Populaire. Cependant, la dissolution de l'Etoile, que rien ne justifie et qui a soulevé un grand mécontentement dans les masses arabes, peut être exploitée par les fascistes pour tenter d'enrôler dans leurs rangs les aigris et les mécontents. Qu'il me soit permis de souligner aux camarades de la Gauche Révolutionnaire, que cette mesure inique, injuste, et qui a été prise avec tant de désinvolture, est grave. Les Nord-Africains se demandent comment un gouvernement Front Populaire peut nous frapper, alors que nous avons placé notre confiance et notre espoir en lui.

Les organisations révolutionnaires dignes de ce nom doivent en pareille

circonstance, se solidariser et protester avec les Nord-Africains contre cette atteinte à la liberté d'opinion et d'association.

Source : *La Gauche Révolutionnaire*, n° 15, 1 mars 1937, citée par Daniel Guérin, *Ci-Gît le colonialisme*, pp. 307-309.

Deuxième Partie

L'affirmation nationaliste : L'histoire du PPA, de 1937 à 1946.

De façon réfléchie, Messali Hadj et Abdallah Filali ont fondé le PPA en France pour placer le parti et ses structures sous la protection du mouvement ouvrier et démocratique. Le PPA s'installe ensuite avec Messali et la direction au pays. Mais comme le PPA ne change pas de nature et de programme, son mode d'implantation et de développement jusqu'en 1939 est d'un immense intérêt pour plusieurs raisons : la construction d'un parti prolétarien structuré dans l'émigration ouvrière et à dominante kabyle dans une Algérie coloniale à forte population rurale, l'intégration des revendications sociales, locales, culturelles, religieuses et des particularités les plus diverses dans un parti fondé sur le mot d'ordre central de la Constituante qui concentre tout le programme démocratique et qui, dans son développement, conduit à l'abrogation du système colonial et à la transformation des structures sociales de l'Algérie.

Document 10.

Au lendemain de sa création, le Bureau politique du PPA précise dans un texte écrit par Messali sa doctrine : ni assimilation ni séparatisme mais émancipation totale du peuple algérien dans un pays démocratique ami de la France.

Document 11.

Messali expose de façon très claire le programme du PPA. Il comprend deux parties : les revendications démocratiques immédiates et le programme politique : un Etat algérien souverain dans le cadre d'un empire renové. Le PPA s'inscrit dans une continuité programmatique complète avec celui de l'Etoile, c'est-à-dire que la question nationale algérienne n'est qu'une étape dans la formation d'une Afrique du Nord unifiée, après l'abrogation du régime colonial.

Document 12.

Devant le tribunal d'Alger, Messali réaffirme que «les intérêts du peuple français et du peuple algérien sont liés». Il précise encore le sens de son combat : le refus absolu du fascisme et la transformation des délégations financières en un Parlement algérien où les européens auront toute leur place. Cette déclaration faite devant le Tribunal militaire d'Alger montre la fermeté de Messali et la continuité programmatique entre l'ENA et le PPA.

Document 13.

Dans une lettre écrite de prison, Messali témoigne amitié et reconnaissance à ses amis de la gauche socialiste, des trotskystes et des anarchistes. Cette amitié est fondée sur une même compréhension de la situation française et internationale, ainsi que la fraternité existant entre partisans d'une même cause. Messali suit avec attention la vie politique en France et le PPA s'est lié étroitement à la gauche socialiste et révolutionnaire. C'est ainsi que le PPA participe comme observateur à la Conférence internationale de Paris (19-24 février 1938). Pour la France, les délégués étaient membres de la Gauche

Révolutionnaire (GR), du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CIVA), du Rassemblement international contre la guerre et le fascisme et de l'Ecole émancipée. Au congrès national des instituteurs de Montrouge de juin 1939, le délégué d'Algérie Doukhan déposera une motion demandant :

- la solidarité du syndicat national des instituteurs avec les forces d'émancipation en Algérie
- une action inlassable en faveur d'une amnistie et de la libération des membres du Parti populaire algérien maintenus dans le bagne de Lambèze ; pour la liberté de réunion, pour la liberté de pensée, pour l'abolition du décret Régnier et du Code de l'Indigénat.

Document 14.

Messali refuse la politique néo-coloniale du général de Gaulle. Ce rejet des réformes du gouverneur Catroux est le point de départ de la mobilisation des masses qui se développera jusqu'en mai 1945.

Document 15.

Déclaration de Messali à la Commission des affaires musulmanes. Il développe avec tranquillité et fermeté la même orientation.

Document 16.

Placé dans des conditions de détention épouvantables, Messali refuse toutes les offres de collaboration de Vichy. Sa situation personnelle ne s'améliore pas après le débarquement des Alliés en novembre 1942. Tout sera fait pour le faire capituler. Mais Messali ne renonce pas et défend son programme dans sa déclaration du 18 janvier 1944.

Document 10 - Déclaration du Bureau Politique du PPA
10 avril 1937

En repoussant l'assimilation, le Parti du peuple algérien travaillera pour l'émancipation totale de l'Algérie, sans pour cela se séparer de la France. L'émancipation de l'Algérie sera l'œuvre de ses enfants et de l'aide effective du peuple français qui doivent, tous les deux, collaborer pour le bien-être général des deux pays et pour leur sécurité.

Par conséquent, l'Algérie émancipée, en jouissant des libertés démocratiques qu'elle aura conquises, au courant de son action, ayant ainsi une autonomie administrative, politique, économique à l'intérieur, elle s'intégrera librement dans le système de sécurité collectif français de la Méditerranée.

L'Algérie émancipée sera l'amie et l'alliée de la France ; les intérêts communs de nos deux pays et la sécurité exigent une entente et une collaboration franche, loyale, de tous. L'exemple de la Syrie et de la France, de l'Egypte et de l'Angleterre, de l'Irak et de l'Angleterre est tout-à-fait indiqué, et c'est cela que veut le Parti du peuple algérien. Il est donc bien clair qu'il n'y a point d'assimilation et point de séparation dans le programme du Parti du peuple algérien. L'émancipation totale étant notre but, notre idéal si l'on veut, il importe de regarder la situation actuelle avec courage et de faire, en conséquence de sa gravité, ce qui presse le plus et ce qui est indispensable. Le Parti du peuple algérien n'est pas un parti de rêveurs ou d'illuminés, il présente pour l'Algérie un cahier de revendications immédiates qu'il a hâte de voir se réaliser le plus rapidement possible, car notre parti étant avant tout pratique défendra les revendications les plus minimes, comme les plus importantes.

L'action du Parti du peuple algérien ne sera ni lutte de race, ni lutte de classe ; aux autres communautés vivant chez nous. Il tendra fraternellement la main, sans tenir compte de leur race et de leur religion ; la seule condition qu'il demandera à tous, c'est l'union de tous et la participation de tous à la direction politique, économique et sociale de notre pays.

Point de liberté à sens unique ou pour un clan ; ce que veut notre parti, c'est la liberté pour toute la population algérienne sans distinction de race et de religion. La démocratie étant pour tous doit être protégée par tous.

Voilà donc bien clairement défini le Parti du peuple algérien...

Source : *El-Ouma*, 10 avril 1937.

Document 11 - Interview à *La Justice* : Le Programme du PPA
17 août 1937

... Nous n'avons jamais mes amis et moi caché notre conception politique en ce qui concerne le problème algérien. Notre programme se compose de 2 parties : la question des revendications immédiates pour la réalisation desquelles nous n'avons jamais cessé de lutter.

Celles-ci peuvent se résumer en l'application des mesures démocratiques, des lois sociales et ouvrières, ainsi qu'en l'application de la loi de 1905 sur la séparation de l'église et de l'Etat et la restitution des biens habous et leur gérance confiée à l'Islam...[1]

Les libertés démocratiques pour lesquelles luttent tous les républicains se traduiraient en Algérie par le suffrage universel dans toutes les assemblées algériennes.

De ce fait les délégations financières se traduiraient automatiquement en un parlement algérien élu au suffrage universel, sans distinction de race et de religion, car les délégations financières actuelles, leur fonctionnement est entièrement antidémocratique puisque la minorité: 800 000 français se trouve représentée par 46 délégués européens alors que 7 millions d'arabes sont représentés par 74 délégués financiers divisés en 2 groupes : section arabe et kabyle.

Le mot Parlement national algérien qui fait peur à tout le monde, et jusqu'aux communistes, existe en fait. Ce sont bien les délégations financières qui votent le budget, qui le répartissent suivant leur bon vouloir, depuis à peu près 40 ans que l'Algérie jouit de son autonomie financière.[2]

L'économie que commande et dirige la politique et c'est bien pour cela que nous demandons que cette autonomie financière ne soit pas seulement pour les colons mais pour l'ensemble de la population algérienne sans tenir compte ni de sa race ni de sa religion.

Lorsque nous demandons la transformation des délégations financières en un parlement algérien, ce n'est point là l'indépendance de l'Algérie que nous réclamons, mais la transformation en actes des principes républicains de liberté, égalité et fraternité.

L'Algérie musulmane est un peuple ayant sa langue maternelle, sa religion, son passé glorieux, ses penseurs, ses héros et ses traditions islamiques. Nous restons aujourd'hui, malgré la colonisation, très attachés à ce passé et nous travaillons précisément en nous inspirant de ce passé pour préparer un avenir digne de lui.

Non seulement l'indépendance est un fait naturel qui se trouve ancré dans le cœur de chaque musulman algérien, mais c'est un droit qui nous est reconnu par la France qui lors de son débarquement à Sidi-Ferruch a déclaré le 5 juillet 1830: «...L'exercice de la religion mahométique restera libre, la liberté de toutes les classes d'habitants, leur religion, leur propriété, leur commerce, leur industrie ne recevront aucune atteinte, leurs femmes seront respectées... le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur...»

Ce traité en somme est un acte officiel qui sauvegarde non seulement notre religion, nos terres, notre industrie, notre commerce, mais c'est encore une garantie de notre dignité nationale et de notre personnalité civique. Plus encore la présence de la France en Algérie ne peut s'expliquer juridiquement que par l'émancipation de notre pays et son élévation au rang des nations majeures, jouissant de sa liberté et de sa destinée. En outre nous voyons actuellement dans notre pays des partis politiques travailler pour le triomphe de leurs idées. Il y a bien un parti communiste arabe soit disant libre et indépendant qui travaille pour instaurer une république soviétique et pour cela il emploie tous les moyens y compris le congrès dit musulman algérien, les Oulamas, les Marabouts...

On trouve cela tout naturel, mais pourquoi s'acharner alors contre les nationalistes qui luttent pour le triomphe de leurs idées et qui veulent œuvrer pour la constitution d'une nation algérienne où tous les habitants de ce pays s'occuperont eux-mêmes de leur propre sort...

Je voudrais apporter des précisions sur le mot nationalisme algérien et comment nous concevons l'indépendance de l'Algérie : notre nationalisme n'est ni impérialiste, ni chauvin, ni raciste, c'est le nationalisme libérateur qui ressemble à celui des révolutionnaires de 1789 et qui lutte contre l'impérialisme, contre le racisme dont nous sommes victimes et contre le féodalisme qui ravage notre pays.

Notre nationalisme est non seulement un fait naturel, mais il trouve journellement sa raison d'être dans l'intransigeance des gouvernements précédents et dans l'indifférence des gouvernements actuels. Dans mon propre pays je n'ai pas trouvé à me loger parce que je suis arabe ; le racisme dont nous sommes victimes toute la journée lorsque nous voyageons, lorsque nous avons affaire à l'administration, lorsque nous voulons aller chez certains coiffeurs, lorsque nous allons à l'hôtel est pour nous une intolérable humiliation qui tient notre nationalisme en éveil.

N'est-ce pas du racisme lorsqu'en plein Paris, ville lumière et ville de la révolution, il y a un hôpital spécial pour parquer comme des lépreux les travailleurs arabes et un service spécial de police connu sous le nom de service de la rue Lecomte qui aggrave et complique à l'infini la vie de mes compatriotes exilés volontaires...

N'est-ce point encore du racisme lorsque dans des usines, et à St-Etienne il m'a été possible de le constater, on peut voir des ouvriers arabes renvoyés et remplacés par des étrangers.

Aujourd'hui même en l'an de grâce du Front populaire nous continuons à subir ces mesures racistes et impérialistes ; les ouvriers pour aller en France dépensent 125 frs au port d'embarquement et subissent les vexations les plus dures.

Demain, en cas de grève, la France nous dira une fois de plus, défendez avec moi le droit et la civilisation, mais elle continue jusqu'aujourd'hui à refuser les allocations familiales qui sont en somme, le biberon de lait pour nos enfants...

Quant à l'indépendance de l'Algérie, celle-ci doit se faire avec l'aide de la France, comme d'ailleurs c'est son devoir de nation émancipatrice.

Cette émancipation est en train de se faire tous les jours et nous voulons quant à nous voir la France réviser sa politique et aborder le problème avec plus

d'humanité, de sérieux, de compréhension pour que cette indépendance puisse se réaliser naturellement en sauvegardant l'intérêt de la France et du peuple algérien.

Nous ne sommes pas des rêveurs, ni des illuminés, nous sommes avant tout des hommes pratiques, réalistes et nous disons franchement que l'Algérie libre et indépendante ne peut vivre seule.

Comme toutes les nations qui s'allient à d'autres nations pour leur défense, elle excitait la convoitise des impérialistes européens de même que nous disons que la France ne peut pas vivre sans l'amitié non seulement de l'Algérie mais de toute l'Afrique du Nord et pour cela nous croyons fermement que le problème de la sécurité de l'Afrique du Nord, le respect des intérêts de tous, le développement économique et la mise en valeur des richesses de notre pays ne peuvent se réaliser dans l'harmonie, dans l'ordre et la paix que par une politique de compréhension réelle, par la collaboration où l'autonomie politique, financière et administrative de chacun serait respectée.

L'idée de l'empire français avec un système de Dominion ou de fédération existe en France et certains hommes dénués de considération et qui ont du bon sens politique la préconise.

Mais la France d'aujourd'hui, il faut le dire n'attache pas une grande importance au problème colonial, elle poursuit une politique de petite semaine qui franchement ne répond plus aux exigences de ce problème autour duquel s'agitent tant d'autres questions. Le gouvernement de Front Populaire a, l'année dernière à cette époque, reconnu l'indépendance de la Syrie et a couronné cet acte par l'alliance entre la Syrie et la France.

L'Angleterre qui est une grande puissance coloniale, a abordé ce problème et a déjà reconnu l'indépendance de l'Irak, de l'Egypte avec lesquels elle a contracté des alliances.

Nous voulons nous aussi voir notre propre pays sans pour cela se séparer de la France, suivre le même chemin que la Syrie, l'Irak et l'Egypte. Est-ce anti-français, est-ce vouloir jeter les Français à la mer que de réclamer l'émancipation de son pays.

Nous connaissons les Français, il y a à peu près vingt ans que je vis avec eux, je dis que c'est un grand peuple qui possède 2 000 ans d'activité politique, économique et culturelle.

C'est un peuple qui a fait plusieurs révolutions et qui a pu clamer la liberté pour tous.

Comme les Français, j'aime bien mon pays, j'aime bien ma langue maternelle, j'aime bien mes traditions islamiques et je travaille pour le faire sortir de cette situation lamentable.

Je veux qu'il puisse par son travail, par sa culture, bénéficier des richesses de son sol et jouir entièrement de sa liberté.

Messali Hadj

Source : *La Justice*, 17 août 1937, cité dans *Le PPA*, de Kaddache et Guenanèche, p. 27.

Document 12 - Déclaration de Messali Hadj devant le tribunal d'Alger

2 novembre 1937

Monsieur le Président,

Je tiens à donner lecture de la présente déclaration pour faire connaître ce que je pense réellement, et ne pas être jugé sur des rapports policiers inexacts ou de fausses interprétations de mon action. Je désire que la justice soit saisie officiellement de mes conceptions politiques.

Tout d'abord je proteste énergiquement contre l'inculpation d'excitation a des désordres ou manifestations contre la souveraineté française, et aussi contre l'inculpation de reconstitution de ligue dissoute.

J'ai, au courant de ma propagande, aussi bien en France qu'en Algérie, exposé le programme du Parti du peuple algérien, ainsi que les moyens d'action pour œuvrer à sa réalisation. Je n'ai jamais déclaré qu'il «fallait jeter les Français à la mer». En aucun cas, dans aucune réunion, je n'ai poussé mes auditeurs à agir par la violence ; au contraire, j'ai toujours dit avec précision que la réalisation de la charte politique doit s'accomplir dans le cadre de la légalité et avec l'aide effective de la France.

Notre principale revendication politique est certes la création d'un «Parlement Algérien», mais il ne faut pas oublier que celui-ci existe à travers les délégations financières, malheureusement d'une façon anti-démocratique. Nous demandons sa transformation en une assemblée algérienne élue au suffrage universel sans distinction de races ni de religions. Je déclare que les intérêts du peuple français et du peuple algérien sont liés.

En ce qui concerne les attaques dont je suis l'objet, les insinuations qu'on répand par la presse dans certains milieux politiques, tendant à me faire passer pour un agent de l'étranger, d'Hitler ou de Mussolini, je déclare avec force, flétrir toutes ces attaques, reposant sur des allégations fausses et mensongères. A ce sujet, j'ai déjà écrit plusieurs articles dans le journal *El Ouma*, et notamment celui du n° 48 en date du 20 mars 1937, intitulé: «La propagande fasciste en Méditerranée et en pays arabes», qui dit :

«Que l'on ne se trompe pas sur la propagande fasciste et qu'on ne la sous-estime pas, car l'Italie fait une politique islamique pour ses propres intérêts; mais il est autant de l'intérêt français que du nôtre de savoir parer à ce danger par une politique de compréhension, de meilleure collaboration.»

La France ne doit pas ignorer la véritable situation des Nord-Africains devant les promesses que le fascisme fait miroiter à leurs yeux, la France du Front Populaire va-t-elle s'obstiner à maintenir sa politique actuelle ? Laissera t-elle le code de l'indigénat, les lois d'exception, continuer à servir contre les autochtones ? Refusera-t-elle toujours les libertés démocratiques au peuple algérien ? Nous pensons quant à nous, que c'est bien le moment pour le Gouvernement de Front Populaire de commencer à gagner la confiance et l'amitié des populations musulmanes en se penchant sur leur sort et en faisant

droit à leurs revendications immédiates, ainsi qu'en pratiquant une politique de liberté et d'émancipation.

Nous n'avons aucun goût, ni pour le fascisme ni pour l'impérialisme, nous aimons la liberté, la démocratie et nous repoussons de toutes nos forces toute servitude et toute oppression. La politique de méfiance, de crainte et d'hésitation à notre égard doit, dans l'intérêt commun de nos deux peuples, disparaître et faire place à une ère meilleure d'entente et de collaboration.

Nous disons que le moment est grave, mais bien auparavant nous avons tenu ce même langage et nous avons tendu la même main. Nous voulons être compris, et surtout voir se réaliser nos légitimes revendications. Serons-nous entendus ? Serons-nous écoutés ? Espérons-le. C'est l'intérêt général qui le veut, pour ne pas dire qu'il l'exige.

J'ajoute qu'à Genève, j'ai eu l'occasion de faire partie d'une délégation qui a été reçue par le Président en exercice de la Société des Nations. Nous étions venus protester contre l'agression de Mussolini, vis-à-vis de l'Ethiopie. En outre, j'ai été élu membre du Comité National Amsterdam-Pleyel contre la guerre et le fascisme.

Au risque de me répéter, je déclare encore une fois de plus que le moment est trop grave et qu'il est de l'intérêt de tous de se rapprocher, de se comprendre par une politique sincère, franche, capable de gagner la confiance et de l'Algérie Musulmane, et de l'Islam.

A l'heure où vous me jugez, au nom de mon parti, au nom de mes frères inculpés, je dépose entre vos mains cette déclaration. Elle est l'expression exacte de ma pensée ; je ne la laisserai déformer par aucune intrigue et par aucun mensonge.

Messali Hadj
Détenu politique à la prison d'Alger,
Ce jour, le 2 novembre 1937.

Source : *El Ouma*, 5 novembre 1937, cité dans *Le PPA*, de Kaddache et Guenanèche, pp. 32-34.

Document 13 - **A nos amis français des bons et des mauvais jours**
18 mai 1939

Nous ne pouvons pas faire paraître ce journal sans parler de nos amis Français, qui nous ont conservé leur amitié, leur sympathie et leur solidarité durant toute cette période de répression qu'a connue toute l'Afrique du Nord.

Alors que les staliniens et certains socialistes en peau de lapin ont endossé la tunique et le casque colonial pour se mettre au service de leur Patrie retrouvée comme par enchantement, nos amis, Daniel Guérin, Marceau Pivert, Finidori, Lauzon, Chambelland, Charbit, Me Berthon, Me Longuet, Depreux, Feliconi, Challaye, Colette Audry, André Ferrat, Me Gérard Rosenthal, Me Marcel Fourrier, Professeur Bataillon et combien d'autres camarades dont le nom nous échappe ont de tout temps manifesté leur solidarité agissante par la plume, par les réunions et par la presse aux peuples opprimés. Nous profitons de la parution du *Parlement Algérien* pour adresser à nos amis l'expression de notre gratitude et de notre sympathie sans oublier nos amis de S.I.A. de *La Révolution Prolétarienne*, de *Juin 36*, de la *Lutte Ouvrière*, du Rassemblement Colonial, du Libertaire, les Jeunes, le C.V.I.A. [1]

La population musulmane saura que ces hommes et ces groupements n'ont jamais cessé la lutte en faveur des peuples coloniaux, et que certains d'entre eux-mêmes ont connu les rigueurs du colonialisme et du capitalisme français pour être restés fidèles à leurs idées politiques.

Dès l'arrestation de notre frère Messali et de ses amis, notre camarade Daniel Guérin, membre de la Commission Coloniale du Parti Socialiste en 1937, lui a écrit une lettre très aimable à Barberousse pour se solidariser avec lui et pour lui renouveler sa sympathie et sa confiance. Notre camarade Lachartre fit le même geste. A l'occasion de son passage à Alger l'éminent professeur Félicien Challaye a multiplié des démarches auprès du Parquet pour rendre visite à Messali à Barberousse. Ce qui nous rend ces hommes plus sympathiques encore et ce qui fait leur grande valeur, c'est qu'ils poursuivent leur tâche avec continuité, sans aucune publicité et sans aucune démagogie.

---

1. Daniel Guérin. Né en 1904, dans une famille bourgeoise parisienne. Etudes de sciensces politiques. Après deux séjours en Syrie et en Indochine, il devient anticolonialiste. Il écrit dans la *Révolution prolétarienne* et se lie avec Marceau Pivert qu'il représente à la Commission coloniale de la SFIO. Il suit Pivert au parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) après leur exclusion de la SFIO, en 1938. Très proche de l'ENA puis du PPA et ami de Messali Hadj qu'il est l'un des rares dirigeants à tutoyer, il lui manifestera toujours son estime. Daniel Guérin a écrit plusieurs ouvrages sur les questions coloniales : *Au service des colonisés* (1954), *Ci-Gît le colonialisme* (1973), *Quand l'Algérie s'insurgeait* (1979). Marceau Pivert, leader de la Gauche socialiste puis du PSOP. Il écrit dans la *Révolution prolétarienne*, revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire. Autres collaborateurs : Robert Louzon, Jean-Pierre Finidori, Maurice Chambelland, C. Delsol, R.Hagnauer. Felicien Challaye, historien qui mène un double combat anticolonial et pacifiste : au Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, à la Ligue pour la défense des indigènes et à la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. Maîtres Berthon (PCF), Robert-JeanLonguet, Gérard Rosenthal et Edouard Depreux (SFIO) furent des avocats de Messali. Marcel Fourier : communisant et anti-impérialiste.

Tout récemment encore nos amis de S.I.A., avaient organisé un meeting qui fut interdit en dernière heure pour protester contre la répression en Afrique du Nord et pour demander la libération de tous les emprisonnés politiques des colonies françaises. Malgré cette interdiction, cette manifestation a eu son succès, car, S.I.A. avait fait distribuer plus de 20 000 tracts et coller plus de 800 affiches dans les rues de Paris et de sa banlieue. [1]

Les ouvriers français qui commencent à revenir de leur erreurs parce que égarés par les bandes staliniennes qui ont trahi les peuples coloniaux, ont été très impressionnés par cette manifestation de S.I.A. Les staliniens de la main tendue aux catholiques sont tellement devenus ridicules et odieux, que leurs propres troupes les abandonnent pour aller rejoindre les véritables prolos qui luttent sincèrement et honnêtement.

Dans le dernier numéro de *Juin 36*, notre ami Daniel Guérin a consacré un article aux élections du Conseil Général de la 1ère circonscription d'Alger, dans lequel il s'est réjoui de la victoire qu'a remporté le candidat du PPA malgré une croisade des forces réactionnaires, bien entendu il n'a pas manqué de mettre en relief la défaite du candidat du père Joseph Staline. Puis Daniel Guérin avec sa bonhomie et son caractère franc s'est plu à rappeler les mauvais jours de la lutte en déclarant : «Nous avons été toujours à côté du PPA et des peuples coloniaux, et la victoire que les amis de Messali viennent de remporter sur le colonialisme est un peu notre victoire, car le P.S.O.P. n'a jamais abandonné les travailleurs coloniaux, et c'est pour cela que nous nous réjouissons avec le P.P.A.» C'est là un langage que nous faisons notre et auquel nous sommes très sensibles, et nous remercions tous les amis qui ont comme Daniel Guérin manifesté en tout temps leur aide et leur solidarité aux peuples coloniaux.

Face aux menaces de guerre, les travailleurs coloniaux et français doivent se grouper pour se défendre et pour défendre leur existence.

Sur les traces de cette première victoire, il faut nous unir et nous préparer à en gagner d'autres, aussi les Algériens sont décidés à continuer la lutte pour arracher les libertés démocratiques qu'on ne peut plus continuer à leur refuser.

Source : *Le Parlement Algérien*, 18 mai 1939.

---

1. SIA, organe de la Solidarité Internationale Antifasciste, hebdomadaire (nov.38-août 39). CVIA. Comité de vigilance des intellectuels anti fascistes. *Que faire ?* Revue communiste mensuelle ; n° 1, 1934 puis *Revue marxiste* mensuelle (octobre 1937-automne 39). *La lutte ouvrière*, Organe hebdomadaire du Parti ouvrier internationaliste (POI), section française de la IVe Internationale. (juin 36-juil.39). *Les Cahiers Rouges*, Revue théorique du PSOP. *Le libertaire*, Organe hebdomadaire de l'Union anarchiste. *Juin 36*, Organe bi-mensuel de la Fédération socialiste de la Seine (fév.38) puis organe bi-mensuel du PSOP, après juin 1938. Ecrivent : Marceau Pivert, Daniel Guérin, Colette Audry...

En Juin 1937, le PPA et le POI organisent un meeting commun. «Au nom du PPA, Boumendjel avait appelé les Nord-Africains à resserrer leurs liens avec les ouvriers français, à se grouper en un front unique de lutte avec le POI, le seul parti représentant les traditions de Lenine et de Trotsky». *La lutte ouvrière*, 7 juin 1937. Peu après, *La lutte ouvrière*, n° 50, 24 juin 1937 parle d'un meeting commun PPA-POI à Saint-Denis.

Document 14 - Lettre de Messali Hadj aux présidents et membres du Comité de libération

11 octobre 1943

Nul en Algérie n'ignore la situation tragique dans laquelle se débat une population de 8 millions d'arabes et bien moins le gouvernement qui dispose de tous les moyens de renseignements et d'information. Ce n'est pas d'aujourd'hui ou d'hier que cette situation existe, il y a fort longtemps que le peuple algérien crie et appelle au secours tous les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir.

Qu'a-t-on fait pour lui ? Oh ! rien ou presque rien. C'est précisément pour cette question qu'en ma qualité de président du Parti du Peuple Algérien et toujours fidèle à son programme politique, j'ai l'honneur de vous écrire la présente lettre pour signaler à votre haute attention ce que je crois être la vérité et ce qu'il importe de faire dans les circonstances actuelles pour apaiser les inquiétudes du peuple musulman et pour garder sa confiance.

Nous vivons des circonstances d'une gravité exceptionnelle. Il importe donc non seulement de dire la vérité, mais encore d'aller droit au sujet qui inquiète à juste titre la population musulmane...

... Les Musulmans algériens observent sérieusement la marche de l'histoire et les événements qui se déroulent et qui bouleversent l'humanité tout entière ne leur échappent point. Il faut compter aujourd'hui avec l'évolution de ce peuple : la jeunesse musulmane, celle des facultés comme celle des bureaux et des champs, est animée d'un sentiment national incontestable. Un espoir immense la guide et fait frémir de joie et d'amour à l'idée de la Liberté et de l'Indépendance ; ceci est tellement vrai qu'un nombre considérable de la jeunesse estudiantine est actuellement en prison pour avoir exprimé le désir de vivre libre dans le pays de ses ancêtres.

On a pu croire que le Comité de la Libération nationale allait entreprendre avec beaucoup d'énergie et de clairvoyance une nouvelle politique capable de dissiper le malaise algérien et de satisfaire les aspirations de ce peuple. Un geste symbolique de la part de ce comité au lendemain de sa création s'imposait. Des réalisations sérieuses et substantielles étaient impatiemment attendues. Une déclaration du gouvernement assurant le peuple de ses bonnes intentions était également attendue. Au lieu de cela la politique indigène a continué son œuvre de mesures répressives, d'incompréhension et d'indifférence totale aux revendications réitérées du peuple. C'est ainsi qu'on a encore arrêté du mois d'avril de cette année jusqu'à ce jour des dizaines de jeunes gens dans trois départements.

La répression ne connaît plus de bornes et s'étend sur tout le pays. Tout dernièrement seulement deux élus musulmans, Ferhat Abbas et Sayah Abdelkader ont été internés pour avoir exprimé démocratiquement leurs sentiments politiques au sein des Délégations financières. Outre cette mesure d'internement, toute la section a été dissoute malgré son caractère électif.

Ces agissements tant injustes qu'impopulaires ont accentué la colère du peuple

et augmenté sa méfiance à l'égard de l'autorité...

...Le Comité de la Libération nationale qui se fait un devoir de démocratiser la vie de la société indigène ne peut sans se contredire ignorer cet état de choses. Pour ma part, je crois traduire le sentiment profond du peuple en n'accordant aucune importance à toutes ces déclarations démocratiques tant que huit millions d'arabes seront encore systématiquement écartés de la gérance des affaires de leur pays au profit dune minorité féodale.

Pour le peuple algérien la démocratisation veut dire l'égalité pleine et entière entre tous les habitants de l'Algérie, c'est aussi la suppression totale de la politique de l'Indigénat, c'est la liberté de la presse, de réunion et d'association. C'est encore la démocratisation de toutes les Assemblées algériennes et c'est enfin le suffrage universel pour un Parlement algérien élu sans distinction de race ni de religion.

Aussi longtemps que les principes démocratiques ne seront pas suivis, le peuple musulman algérien continuera à n'attacher aucune confiance et aucune considération à aucun gouvernement et à aucun parti. Si la France veut gagner la confiance du peuple algérien, elle doit elle aussi à l'instar de l'Angleterre créer une «table ronde» autour de laquelle viendront siéger les représentants du peuple. Car enfin, toutes réserves faites, la politique coloniale de la Grande Bretagne a conduit à l'émancipation et à l'indépendance l'Egypte, l'Irak, le Canada et l'Australie. Pourquoi la France qui se réclame des principes des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté des peuples à disposer d'eux mêmes ne reconnaîtrait-elle pas aux heures que nous vivons ce que l'Angleterre a reconnu aux autres pays ?

L'Algérie, de par son passé historique, par sa langue et ses traditions islamiques, forme un peuple digne d'occuper une place parmi les autres nations et de contribuer par son apport intellectuel, moral et matériel au progrès de la civilisation.

Fidèle serviteur du peuple algérien, je suis certain que l'exposé ci-dessus renferme des aspirations légitimes et en m'adressant à vous j'accomplis honnêtement mon devoir envers mes compatriotes, la Démocratie et la Justice. Je ne peux terminer cette lettre, Messieurs, sans en appeler à votre conscience, à votre intelligence, pour ne pas décevoir les aspirations nationales du peuple algérien; aussi je veux enfin élever auprès de vous la protestation la plus énergique contre la répression qui s'abat sur mes compatriotes, contre la faim qui les tenaille et les misères qui les assaillent partout.

M. Messali Hadj, Président du PPA
en résidence forcée à Boghari.

Source : SHAT, 1945, 1 H 2811.

Document 15 - Déclaration de Messali Hadj
7 janvier 1944

Avant d'aborder le sujet pour lequel je suis ici, je veux remercier infiniment la Commission qui me fait l'honneur aujourd'hui de m'exprimer après mon retour d'In-Salah sur les revendications musulmanes à l'ordre du jour.

Au moment où la Commission va procéder à l'examen approfondi sur les aspirations des populations musulmanes, il est de mon devoir, en ma qualité de président du Parti du peuple algérien qui représente la majorité de l'opinion publique, de vous dire comment nous envisageons la solution du problème algérien.

Il ressort du discours prononcé le 12 décembre 1943 à Constantine par M. le général de Gaulle au point de vue des revendications musulmanes un projet Viollette sensiblement amélioré.

Tout en restant fidèle au programme du Parti du peuple algérien déjà plusieurs fois exprimé, je tiens à remercier sincèrement M. le président du Comité de la Libération nationale qui a montré dans son discours l'intérêt qu'il portait aux affaires musulmanes de ce pays.

En 1937, le projet Viollette semblait avoir divisé l'opinion publique musulmane. En réalité, ses chauds partisans hésitaient au fond de leurs pensées. Il y avait dans cet acquiescement du désespoir et de l'incompréhension.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même, il y a, il faut le reconnaître, un changement dans les esprits qui se traduit par une évolution politique fort remarquable.

En ce qui nous concerne, nous sommes toujours opposés au projet Viollette de 1937, comme à celui de 1943, pour les raisons suivantes :

Parce qu'il est antidémocratique, il créé une catégorie de privilégiés et maintient la grande masse toujours soumise à la politique coloniale.

D'autre part, ce projet est contraire aux aspirations du peuple algérien musulman qui reste attaché fidèlement à sa langue, à sa religion et à son passé historique.

A la place de la politique d'assimilation qui s'est révélée inopérante parce qu'illogique, une politique d'émancipation s'impose naturellement pour résoudre le problème algérien.

Une telle initiative entreprise par le gouvernement trouvera, dans les circonstances actuelles, sinon l'unanimité entière, du moins une écrasante majorité de la population musulmane.

Messieurs, nous vivons une époque troublée, les musulmans algériens sont profondément mécontents du régime colonial qu'ils subissent depuis un siècle.

Les musulmans algériens ne veulent plus être traités, dans leur propre pays, en hommes inférieurs vis-à-vis des autres minorités qui vivent heureusement en jouissant de tous les avantages. Le musulman algérien demande avec ardeur à jouir de la citoyenneté algérienne, lui garantissant le respect de sa langue, de sa religion, de ses droits politiques, sociaux et économiques pour son émancipation.

C'est ainsi qu'il conçoit la démocratie, les libertés de l'homme et du citoyen et de la liberté aux peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dans un pays comme l'Algérie où se coudoient plusieurs races et plusieurs religions, on ne peut sans tourner le dos à la démocratie qui, aujourd'hui ou demain, sera la base de toutes sociétés, continuer à écarter par un système politique colonial 8 millions d'Arabes de la gérance de leur pays au profit d'une minorité qui détient entre ses mains aujourd'hui toute la direction du pays.

Pour mettre fin à cet état de choses, cause de tout le malaise algérien, et qui pèse lourdement sur le moral du peuple musulman, je demande la démocratisation de toutes les assemblées algériennes et la transformation des délégations financières en un parlement algérien élu au suffrage universel sans distinction de races ou de religions.

Dans ce parlement trouveront place, sur le même pied d'égalité, Arabes, Européens et israélites, et tous fraternellement unis travailleront, chacun selon leurs capacités, pour une Algérie libre et heureuse. Tous iront au-devant de l'avenir avec un esprit nouveau, laissant derrière ainsi toutes les anciennes routines, l'égoïsme et la haine qui ont cruellement éprouvé notre beau pays.

Lorsque nous formulons de telles revendications, nous ne demandons guère l'impossible, simplement nous désirons normaliser une situation de fait qui, malheureusement, a tenu a l'écart les musulmans algériens jusqu'à ce jour. Ceci est tellement vrai que lorsqu'on jette un coup d'œil sur l'administration algérienne, on constate immédiatement l'existence d'un État algérien avec son parlement qui sont les délégations financières, jouissant d'une autonomie financière, avec son sénat qui est le conseil supérieur qui ratifie en somme les décisions prises par le parlement déjà indiqué.

La France, nation protectrice et émancipatrice, qui aura dans son sein élevé, éduqué et œuvré pour l'émancipation du peuple algérien, aura non seulement gagné entièrement le cœur des 8 millions de citoyens algériens, mais encore ce geste renforcera son prestige et sa puissance dans le bassin méditerranéen, et du même coup lui gagnera l'amitié sincère et agissante du Maroc, de la Tunisie, du Liban, de la Syrie et du monde arabe.

Et avant de terminer, Messieurs, j'attire respectueusement votre attention sur deux faits :

1. Les idées politiques que je viens d'exprimer devant vous ont été déjà soutenues par moi maintes fois devant les tribunaux de France et d'Algérie, devant lesquels j'ai eu l'honneur de comparaître pour ces mêmes opinions.

C'est vous dire, Messieurs, que je n'ai pas attendu l'armistice de juin 1940 pour manifester mes sentiments à l'égard du problème algérien.

2. Je prie la Commission de soumettre à la bienveillance du gouvernement un projet d'amnistie générale pour tous les détenus politiques en résidence forcée ou internés. Il est une tradition républicaine en France qui veut que toute réalisation soit précédée par la libération de ceux qui, précisément, sont allés en prison et ont souffert pour elle.

Source : *Commission des réformes musulmanes*, pp. 141-144, reproduit dans Kaddache, *Nationalisme*, pp. 183-184.

Document 16 - Lettre adressée à la Commission des dossiers d'internement

16 février 1944

Messieurs les membres de la Commission des vérifications des dossiers,
Messieurs les membres,

En réponse à la demande formulée par la commission des vérifications des dossiers concernant les motifs d'éloignement des internés politiques, et ceux en résidence forcée, j'ai l'honneur de vous écrire le présent mémoire pour attirer votre haute attention sur ma situation en particulier et demande également de me présenter devant vous en présence de mon avocat.

Le 28 mars 1941, j'ai été condamné à 15 ans de travaux forcés par le tribunal militaire d'Alger, en exécution des lois arbitraires de cette époque.

Après cette condamnation raciste, mes amis et moi nous avons été transférés, les uns à la prison centrale de Lambèse, et les autres à la prison de Berrouaghia, où nous dûmes subir un régime qui dépasse en horreur toute imagination. A la suite de ce régime, 7 de mes amis ont trouvé la mort dans les différentes prisons d'Algérie et les deux autres sont devenus fous.

Et nous qui avons survécu aux souffrances atroces de cette incarcération, nous ne sommes pas moins malades, car notre état de santé a été bien atteint par la faim, le froid et l'isolement total auquel nous avons été soumis.

Malgré le caractère politique de notre condamnation, nous avons été traités comme des assassins et des voleurs.

Quelques mois après les événements de novembre 1942, une personnalité politique du Gouvernement était venue me rendre visite à la prison centrale de Lambèse pour m'annoncer ma libération prochaine et celle de mes amis.

Durant cet entretien, il m'a été précisé qu'un certain nombre de mes amis seront libérés entièrement et que les autres doivent, après leur libération, rejoindre les résidences forcées désignées par le Gouvernement pour au plus tard une période de deux mois.

Aucune condition ne m'a été imposée. Il m'a été simplement demandé de ne pas me livrer à une politique partisane et d'agitation. En outre, il m'a été spécifié par la même personne que, durant ma résidence forcée, je ne pouvais recevoir mes amis et discuter les affaires du parti et pouvoir même écrire au Gouvernement pour attirer son attention sur le problème algérien.

Et pour répéter fidèlement ses propres paroles, il m'a affirmé que le Gouvernement n'avait aucune intention de me maintenir sous l'éteignoir. En effet, le 25 avril 1943, 15 de mes amis ont été libérés entièrement. Et nous, au nombre de 16 personnes, nous fûmes dirigés chacun vers sa résidence, sauf moi qui fus conduit à Alger par un inspecteur de la police judiciaire.

Le lendemain de mon arrivée dans la capitale, le 29 avril 1943, M.Touron, commissaire de police, s'est présenté à mon domicile pour me conduire devant lui. Le directeur des Affaires musulmanes m'a fait savoir que je devais quitter Alger pour aller à Boghari, lieu de ma résidence surveillée, et cela, m'a t-il

précisé, ne durera pas plus de deux mois.

Une semaine après mon arrivée à Boghari, une pression tant administrative que policière a été faite sur la population musulmane pour l'éloigner de mon entourage, et le 19 juillet de cette même année, une perquisition a été effectuée en mon domicile. Ma femme, mon fils âgé de 13 ans et moi avons subi de longs interrogatoires.

Le 10 novembre dernier, mon fils a eu la typhoïde. Une complication est survenue pour aggraver son transfert immédiat pour une intervention chirurgicale. A cet effet, j'ai demandé l'autorisation pour l'accompagner à Blida. Cette demande est restée sans réponse. Il faut être un père de famille pour mesurer la profondeur de ma douleur quand l'autorisation d'accompagner mon fils à la vie ou à la mort m'a été refusée.

Et pour comble de malheurs, au moment où mon fils venait de subir cette grave opération, un ordre d'éloignement à nouveau à In Salah m'a été signalé parce que j'avais commis le crime d'écrire une lettre à M. le général de Gaulle, le 11 octobre 1943, pour attirer son attention sur le malaise algérien.

Le 10 décembre dernier, jour de mon éloignement, je me trouvais seul avec mon enfant, car ma femme venait de partir pour Alger, pour des soins pour elle-même et pour ma petite fille âgée de 3 ans. C'est vous dire, Messieurs, que ma présence auprès de lui était indispensable pour des soins qui nécessitaient quelques connaissances d'ordre médical. Devant cette situation aussi délicate, j'ai demandé l'ajournement de mon éloignement. Malgré cette considération légitime et médicale, j'ai dû abandonner mon fils dans cet état pour suivre la police qui m'a dirigé sur In Salah. Et, dès mon arrivée à ma nouvelle résidence, j'ai été enfermé dans une maison et gardé militairement avec interdiction de lire la presse et de correspondre librement avec ma famille.

Le 3 janvier 1944, j'ai été conduit à Alger sans que je sache le motif de mon retour. Et à ma descente de l'avion, j'ai été accueilli par M. le commissaire Touron et deux policiers, qui m'ont conduit au Gouvernement général pour exprimer mes idées politiques devant la Commission des réformes musulmanes sur les revendications du peuple algérien. Etant très fatigué ce jour-là par des voyages successifs et précipités, j'ai dû remettre mon audition au 15 janvier 1944, dont ci-joint un extrait de ma déclaration qui a été publiée par la presse du 18 courant.

Messieurs, telle est ma situation, et tels sont les chemins que j'ai traversés avant d'arriver à ma résidence actuelle de Reibell.

C'est vous dire, Messieurs, pourquoi je suis maintenu toujours dans l'éloignement et soumis aux vexations indiquées plus haut. Je n'en vois pas personnellement la cause, sinon parce que je suis un Arabe et parce que j'ai osé en ma qualité de président du Parti du peuple algérien, prendre la défense de huit millions d'Arabes que déciment la faim, le froid, la maladie, l'expropriation et l'exploitation. Oui, je n'en vois pas d'autre raison que celle-là, car, voyez-vous Messieurs, tous ceux, communistes, gaullistes et républicains qui étaient avec moi en prison et qui ont été condamnés par les mêmes lois que mes amis et moi, jouissent non seulement de leur liberté pleine et entière depuis 10 mois passés, mais encore ils bénéficient actuellement de la liberté de presse, de

réunion et d'association. Ce qui est très significatif et qui se passe de tout commentaire, c'est que les étrangers qui ont été condamnés par les mêmes lois que nous, ont déjà bénéficié, il y a longtemps, de leur libération totale. Messieurs, vous constatez que dans notre propre pays nous sommes traités et considérés inférieurs aux étrangers. Y a t-il vraiment, Messieurs, humiliation plus grande que celle-là.

En conséquence, je constate avec un regret amer que la démocratie, les droits de l'homme et du citoyen ne s'appliquent qu'aux Européens, et que dans le domaine de la pratique, ils ne sont pour les Arabes qu'un vain mot.

Veuillez agréer, Messieurs les membres de la Commission, l'expression de mes sentiments respectueux.

Reibell, ce jour 16 février 1944
Signé : Messali Hadj en résidence forcée à Reibell.

Source : Amar Belkhodja, Archives partielles, dar a de Ksar Chellala, publié dans le *Quotidien d'Oran*, 3 juin 1999.

Troisième partie :

Le combat pour la Constituante

1947-1954

Le MTLD a été créé en 1947, au lendemain de la révolution manquée de mai 1945 et dans un cadre institutionnel nouveau: celui de l'Algérie du Statut.

La résolution écrite par Messali et adoptée par le premier Conseil national du MTLD, établit une continuité programmatique et politique avec l'Etoile Nord-Africaine et le PPA. La démarcation avec le PCA, l'UDMA et les Oulémas ralliés au Statut de l'Algérie est aussi nette que celle qui séparait l'ENA-PPA du Congrès Musulman, pendant le Front Populaire.

Le MTLD est déchiré par une série de crises mais qui se ramènent, en dernière analyse, à la confrontation entre partisans et adversaires de la Constituante qui affirme la souveraineté du peuple algérien et tout le programme démocratique.

La crise publique du MTLD se manifeste pendant la formation du Front algérien (FADRL) qui reproduisait dans un nouveau contexte, le Congrès Musulman de 1936. Elle se développera pendant le second Congrès du MTLD et elle deviendra ouverte quand le Comité Central se prononcera pour un Congrès National Algérien (CNA), une version nouvelle du FADRL. Messali réagira en impulsant la création d'un Comité de Salut Public (CSP) qui regroupera la quasi totalité des militants de l'émigration et la plupart des kasmas et régions d'Algérie.

Le CSP refonde alors le MTLD au Congrès d'Hornu et sa nouvelle direction, le Conseil National de la Révolution (CNRA) prépare l'insurrection générale à la fin décembre, après la session de l'ONU. Le CRUA devancera l'action en «allumant la mèche», le 1er novembre. Mais dès le lendemain, c'est tout le MTLD qui en s'engageant dans l'action évite le désastre et donne une impulsion à la guerre/révolution.

Les textes que nous présentons établissent que la crise du MTLD qui se prolongera dans la guerre entre FLN-MNA, avait des racines sociales, politiques et idéologiques importantes.

Document 17.

Retour d'Afrique noire, Messali séjourne a Paris chez Brahim Maïza, secrétaire général du PPA, sorti de la clandestinité après la loi d'amnistie du 9 mars 1946. Messali retrouve ses amis de la gauche socialiste (Daniel Guérin), ceux de la Révolution prolétarienne (Pierre Monatte, Charbit, Marceau Pivert, Pierre Rosmer, Robert Louzon, Maurice Chambelland, Jacques Pera), les trotskystes du Parti communiste Internationaliste (PCI) et les syndicalistes de l'Ecole Emancipée. Il rencontre aussi secrètement Edouard Depreux, son ancien avocat devenu ministre de l'Intérieur.

Dans *Combat*, il parle de ses emprisonnements en Algérie et en Afrique et de son refus de toute collaboration avec Vichy. Il condamne toujours l'impérialisme, le fascisme, l'antisémitisme et le racisme. Malgré la confiance qu'il a accordé au peuple français, le Front Populaire et la gauche ont beaucoup déçu les Algériens. L'avenir est incertain mais «nous sommes prêts à tendre la main à tous les véritables démocrates pour l'instauration d'une véritable démocratie en Algérie».

Document 18.

Dans une résolution votée par le premier Conseil national du MTLD, Messali réaffirme que le programme de l'ENA-PPA reste inchangé. La démarcation avec le PCA, l'UDMA et les Oulémas, ralliés au statut de l'Algérie reste aussi nette.

Document 19.

Le 9, 10 et 11 février 1947, Chedly El Mekki, représentant du MTLD au Caire, participe au Congrès Islamique Mondial de Karachi. Le Congrès applaudit le message rédigé par Messali Hadj dont il exige la libération et «il assure de son entière solidarité les mouvements de libération du Maghrib». Chedly El Mekki rencontrera ensuite les dirigeants du Pakistan et le Pandit Nehru.

Peu après, Messali entreprend son voyage en Orient. Il accomplit le pèlerinage de La Mecque, rencontre le roi Ibn Séoud d'Arabie, et réside pendant un mois au Caire où il plaide le dossier algérien devant le Parlement égyptien et la Ligue arabe. Il a des entretiens avec les plus hautes personnalités politiques, littéraires, diplomatiques et les universitaires de El Azhar. Messali devient Hadj à 53 ans et il se fait reconnaître comme la principale figure du «Maghreb arabe».

Mais le fait majeur de son voyage en Orient est sa rencontre très discrète avec Abdel Krim qui s'est réfugié au Caire ; les deux dirigeants mettent au point un plan de lutte. Cela établit que la préparation de la bataille sur le plan diplomatique à l'ONU que prépare Messali avec les principaux dirigeants de «l'Islam» n'est qu'une opération de camouflage masquant la préparation d'un soulèvement armé généralisé de toute l'Afrique du Nord.

De retour en France, Messali prépare à Chantilly avec Azzam Pacha, le secrétaire général de la Ligue arabe, la bataille diplomatique à l'ONU et, de façon plus souterraine, les préparatifs de la lutte armée. C'est à cette date qu'il reçoit Aït Ahmed et le charge de rédiger un rapport pour reconstituer l'organisation spéciale (O.S) démantelée par la police en 1950 et dissoute ensuite par le Comité central du MTLD. Le rapport de Aït Ahmed est très différent de celui de Zeddine, car l'OS ne constitue plus - comme la commission économique, syndicale ou culturelle -, qu'une commission militaire spécialisée d'un parti dirigé par une direction élue par un Congrès. Messali accepte ce rapport qui correspond à sa position défendue à Zeddine en 1947 et il envoie Aït Ahmed au Caire pour renforcer la délégation du MTLD.

Messali retourne ensuite en Algérie pour engager le MTLD dans la lutte politique dans la perspective de l'application du plan décidé avec Abdel Krim. La crise du MTLD va commencer.

Document 20.

Cet appel aux Nations Unies est un document de grande valeur. Il dresse un tableau politique de l'Algérie après les élections de 1948. Il dénonce l'Union Française, l'Algérie du Statut et la répression contre les «autochtones». Il confirme, avec l'absence de toute référence au monde arabo-islamique, que l'influence de Azzam Pacha et de la Ligue Arabe ne s'effectuent que sur un plan précis : le soutien sur le plan diplomatique ; mais c'est le peuple algérien qui arrachera seul par son combat l'indépendance.

Document 21.

Devenu minoritaire au sein du Comité central, partisan d'un regroupement avec l'UDMA, le PCA et les Oulémas dans un Front algérien (FADRL), Messali qui veut

redonner le parti à ses militants, pour préparer le prochain Congrès, déjà vérouillé par la direction, mène une tournée de propagande dans le pays. Il sera arrêté et déporté à Niort. En désaccord politique avec la direction, Messali charge Moulay Merbah de le représenter au IIe Congrès du MTLD (4-5-6 avril) à Alger. Le message de Messali constitue un véritable contre-rapport de celui du Comité central. A l'issue du Congrès, la victoire de la direction sortante est complète : son rapport et les nouveaux statuts sont adoptés et cinq dirigeants messalistes sont écartés du Comité central : Filali Abdallah, Mustapha Ben Boulaïd (qui lui, sera réintégré dans le nouveau C.C. à la suite de l'insistance de Messali), Hocine Mokri, Amar Boudjrida, Mamchaoui Mohamed et Mestari. Pour les mêmes raisons, Moulay Merbah et Ahmed Mezerna sont écartés du Bureau politique.

Document 22.

Le 14 juillet 1953, la police tire sur un cortège d'Algériens qui participaient au défilé du PCF et de la CGT. Peu après Messali rédige un article dans *l'Algérie libre* et la délégation du MTLD à Paris fait une déclaration qui reprend le message de Messali Hadj aux ouvriers nord-africains de la région parisienne, largement diffusé en tracts. Dans ce message, Messali dénonce la politique de «l'impérialisme français [qui] veut avec la collaboration des beni-oui-oui de toute espèce et des politiciens nouveaux, maintenir sa domination coloniale et ses privilèges». Il demande aussi aux ouvriers spécialisés qui sont «l'avant-garde de nos frères» de renforcer le mouvement national et d'être «tous unis dans le combat pour la liberté et une vie meilleure».

Document 23.

Dans un message aux assemblées départementales, Messali qui considère qu'il existe une situation nouvelle (la montée des luttes en Tunisie et au Maroc et la crise sociale en France) prépare le Parti à la mobilisation pour une prochaine action.

Document 24.

Dans une lettre à la direction d'Alger, Messali lui demande d'engager le parti dans une lutte qui le place à la hauteur de la situation. Cette lettre éclaire les rapports entre le Président du parti en résidence surveillée et son Comité central maître de tout l'appareil du parti et associé à la gestion de la ville d'Alger par Jacques Chevallier, son maire. Elle ruine le mythe de Messali autocrate, dirigeant le parti de façon bureaucratique.

Document 25.

Sa lettre n'ayant produit aucun effet, le président du MTLD se tourne vers la base du parti. A la conférence fédérale de France (27-28 décembre 1953), Messali dénonce dans un message aux cadres et militants la politique des Centralistes, devenue proche de celle de l'UDMA-PCA et des libéraux de Jacques Chevallier. La crise politique entre Messali et la majorité du Comité central, différée depuis la condamnation par Messali de l'entrée du MTLD dans le Front algérien (FADRL), éclate au grand jour.

Document 26.

Dans ce message à l'assemblée générale du Cercle Zimmerwald fondé sur les positions de l'internationalisme prolétarien, Messali Hadj qui, depuis les grandes grèves de l'été 1953, a repris confiance dans l'action du prolétariat français, réaffirme qu'il existe une unité entre la lutte des Nord-Africains et celle du prolétariat de France : «En

conséquence, la classe ouvrière française a besoin dans sa lutte contre le capitalisme des forces des peuples nord-africains en lutte contre l'impérialisme et vice-versa.»

Document 27.

Messali, ayant appelé les militants à se regrouper dans un Comité de Salut public (CSP) pour préparer un congrès extraordinaire du parti, est suivi et, «en l'espace de deux mois, janvier et en février 1954, toute l'organisation de la Fédération de France bascula du côté messaliste, en dehors de quelques noyaux sans grande importance à Lyon, Marseille, Sochaux et de permanents retenus du côté du Comité central par la mensualité» (Mohamed Boudiaf, *La préparation du 1er novembre*, pp. 28-29).

En pleine débandade, le Comité central charge Messali d'organiser le prochain congrès extraordinaire. Redevenu maître du parti et de son journal, Messali analyse de très près dans *L'Algérie libre*, la situation politique en France et en Afrique du Nord.

Document 28.

Dans une série de lettres aux militants, Messali Hadj parle des difficultés rencontrées ar le CSP pour préparer le Congrès du parti, par suite du sabotage organisé par les centralistes.

Document 29.

Depuis la fin juin, le CSP a réussi le pari d'effectuer le redressement du parti en France et en Algérie. Il peut alors tenir des assemblées départementales pour l'élection des délégués et organiser le congrès extraordinaire du MTLD à Hornu en Belgique, du 14 au 16 juillet 1954.

Dans un long message au congrès, Messali analyse les causes profondes de la crise politique au sein du parti, à un moment où la Tunisie et le Maroc sont engagés dans une guerre de libération.

Document 30.

A l'issue du congrès d'Hornu, les délégués adoptent un manifeste tiré pour l'essentiel du rapport fait par Messali. Le manifeste qui accorde une large place aux causes de la crise, considère que le parti renoue avec le programme et les traditions de l'ENA-PPA et qu'il s'oriente vers la mobilisation pour généraliser l'action nationale en Afrique du Nord.

Document 31.

Après le congrès d'Hornu et la formation d'une nouvelle direction, le Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA) s'engage dans les préparatifs pour l'insurrection généralisée, après la session de l'ONU de novembre. Messali adresse au CNR les dernières recommandations.

Document 32.

Messali considère que la décision prise par la Ligue arabe de soutenir l'action de l'Algérie à l'ONU créé une situation très favorable.

Quelques jours plus tard, la radio du Caire annonçait que le FLN avait déclenché le 1er novembre la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

Document 17 - **Interview à *Combat***
26 juillet 1946

«Du 27 août 1937 au 26 avril 1943, *déclarait en décembre 1944 M. Messali*, je me suis trouvé successivement à Barberousse, à la prison militaire d'Alger, à la prison de Maison-Carrée et enfin à la centrale de Lambèse, pour y purger une condamnation de seize ans de travaux forcés, infligée par la justice militaire, le 28 mars 1941, sous le régime de Vichy.

- *Où avez-vous appris l'armistice ?*

- J'étais en juin 1940 à la prison militaire d'Alger, et durant l'époque trouble qui a suivi la signature de l'armistice, j'ai été transféré à la prison centrale de Maison-Carrée.

Le 21 juin j'ai été pressenti par un officier supérieur, qui, disait-il, intervenait à titre personnel, pour me mettre à la disposition du gouvernement français afin d'aider à résister à la domination d'Hitler. J'ai répondu que l'on connaissait mes idées et mes intentions. J'étais prêt à donner tout mon concours pour sauver l'Afrique du Nord, comme la France, de toute domination étrangère. Mais cela ne pouvait se faire, à mon avis, que dans la mesure où l'on pouvait prendre en considération les revendications et les aspirations du peuple algérien. Je vivais alors dans un isolement absolu, ne sachant nullement comment évoluaient les événements.

- *Mais ensuite, lorsque le régime de Vichy s'est organisé, que Pétain a pris définitivement le pouvoir, que les commissions d'armistice allemande et italienne se sont installées en Algérie, que s'est-il passé ? Vichy n'a-t-il pas sollicité votre adhésion à l'ordre nouveau ?*

- Oui, de nombreuses ouvertures ont été faites à mes amis, à Alger, en vue de notre adhésion au régime de Pétain. Des promesses furent faites aux uns et aux autres. Le 23 novembre 1940, mon avocat me déclara : «On me charge de vous demander de cesser le combat pour s'entendre : d'accepter une politique de collaboration sur un pied d'égalité entre Français et Musulmans, mais à la condition de renoncer au suffrage universel, au parlement algérien etc.» Je refusai.

Le 6 mars 1941 une personnalité officielle vint jusqu'à la prison et me fit demander une déclaration. Je refusai. Le 11 mars, alors que j'attendais ma comparution devant le tribunal militaire, le commandant S., chef du centre d'information et d'études au Gouvernement général vint me voir, et, après m'avoir affirmé qu'une nouvelle politique musulmane de compréhension et d'amitié, allait être appliquée, insista pour obtenir de moi la déclaration que depuis quatre mois on me réclamait sans cesse. Il me dit même : «Vous, Musulmans, vous êtes désormais les égaux des Juifs, puisque le décret Crémieux a été aboli.»

J'ai répondu : «L'abolition du décret Crémieux ne peut être considérée comme un progrès par le peuple algérien. En ôtant leurs droits aux Juifs, vous n'accordez aux Musulmans aucun droit nouveau. L'égalité que vous venez de réaliser entre

Musulmans et Juifs est une égalité par le bas.»

Le commandant S. insista : «Comme nous voulons vous présenter sous votre vrai jour, faites-nous une déclaration. Nous la transmettrons au gouverneur général Abrial. Vous serez libéré.»

J'ai refusé toute déclaration et j'ai répondu : «Si vous voulez une véritable collaboration, libérez-nous d'abord, laissez-nous nous réunir, mes amis et moi. Nous examinerons s'il y a lieu d'adopter une nouvelle attitude en raison de la nouvelle situation extérieure et intérieure.»

Le 28 mars 1941, Pétain régnant, Hadj Messali était condamné à seize ans de travaux forcés.

- Et aujourd'hui, quelle est votre position vis-à-vis de la France nouvelle, née de la Résistance ?

Aujourd'hui, comme autrefois, et sans doute, comme demain, je reste démocrate. J'ai constamment lutté à côté du peuple français contre toutes les formes de fascisme et de l'impérialisme. Si la France nouvelle veut réellement reconsidérer sa position à l'égard des problèmes coloniaux et, en particulier, le problème algérien, nous sommes prêts à réaliser une politique de collaboration sur des bases vraiment démocratiques qui ne s'arrêtent ni à la religion, ni à la race, ni à a couleur de la peau.

En ce qui concerne le fascisme international et le racisme, notre position, c'est-à-dire celle du PPA, est connue en France comme en Algérie. Personnellement, je suis un enfant du peuple. Je suis un colonisé. Avec l'ensemble de mes compatriotes nous souffrons d'un impérialisme qui s'apparente au fascisme et au racisme. Je suis démocrate et anti-raciste comme le veut ma religion qui a été toujours démocratique par excellence et qui accepte, sur un pied de parfaite égalité, les hommes de toutes les races venus à elle.

- Ainsi restez-vous fidèle à votre conception d'une Algérie nouvelle dont tous les habitants se trouveraient placés sur un pied de parfaite égalité ?

- Le programme du PPA n'a jamais varié sur cette question, même pas sous le régime de Vichy.

- Même au temps de Vichy ? Que voulez-vous dire ?

- Je dois, en effet, vous signaler, que sous Vichy, au cours de mes interrogatoires par la justice militaire, il m'a été demandé si les Juifs étaient compris dans la communauté algérienne que je voulais voir se réaliser et s'ils devaient bénéficier du suffrage universel que j'ai toujours réclamé pour l'ensemble des populations d'Algérie. J'ai répondu que oui, précisant que c'était là la seule solution que l'on pouvait apporter au problème algérien, et que l'on ne pouvait exclure de la communauté algérienne aucune fraction de la population. Je suis anti-raciste et j'ai toujours condamné de la façon la plus formelle et la plus énergique la théorie des races supérieures et des races inférieures.

Nous rappelons à Messali qu'au temps du Front Populaire il faisait confiance au peuple de France et avait consenti à renoncer provisoirement à certaines positions de son parti pour permettre une œuvre constructive.

- Que pensez-vous, lui demandons-nous, de l'attitude des élus musulmans d'aujourd'hui et, particulièrement, de Ferhat Abbas, lesquels, dans leur additif au Manifeste ont simplement réclamé, dans un esprit de grande conciliation, l'égalité des

responsabilités et de la représentation, en attendant le suffrage universel ?

- En effet, en 1936, j'ai accordé une confiance entière au peuple de France. J'ai fait preuve, je crois, de compréhension en laissant de côté certains points de notre programme politique, sachant bien que le peuple français nous aiderait, au moment opportun, à réaliser l'ensemble d'un programme aussi démocratique que l'était et que l'est demeuré le nôtre.

Je dois vous dire que, comme tout le peuple algérien, mes amis et moi, avons été très déçus. Cette déception nous commande aujourd'hui davantage de réserves qu'autrefois. Dans la mesure où le peuple français et son gouvernement manifesteront une véritable compréhension du problème algérien et compte tenu de l'évolution politique de nos coreligionnaires, nous serons très heureux de tendre la main à ce gouvernement et d'envisager avec lui une collaboration loyale, franche et féconde.

En ce qui concerne les propositions qui figurent dans l'additif du Manifeste signé en juin 1943, et la position actuelle de mon ami Abbas, j'estime que leurs signataires ont fait acte de sagesse politique et de modération. Cette sagesse n'a malheureusement pas été appréciée à sa juste valeur par les autorités françaises, puisque celles-ci continuent à pratiquer la politique d'assimilation qui s'est traduite par l'ordonnance du 7 mars 1944 contraire aux aspirations unanimes du peuple algérien.

Déçus, en 1936, par le Front Populaire et par les gouvernements qui lui ont succédé, frappés par tous ces gouvernements et, plus sévèrement encore, par celui de Vichy, déçus à nouveau en 1943 et incompris jusqu'à nos jours, sacrifiés enfin par ceux qui furent nos amis de combat et firent appel à notre concours efficace dans les circonstances les plus difficiles, nous avons le droit aujourd'hui, nous avons même le devoir de manifester, au nom du peuple algérien, de sérieuses appréhensions quant à l'avenir. Mais nous sommes prêts à tendre la main à tous les véritables démocrates pour l'instauration d'une véritable démocratie en Algérie.

Source : *Combat*, 26 juillet 1946.

Document 18 - Résolution de politique générale votée par le premier Conseil national du MTLD

4 septembre 1947

Le Conseil national du MTLD, réuni le 7 novembre 1947 à Alger :

«Proclame que l'impérialisme français a usurpé à la suite d'une injuste agression, les droits souverains de la Nation algérienne.

«Souligne avec une extrême satisfaction que la suppression de l'Etat algérien et la politique d'administration directe et d'assimilation n'ont pas entraîné la disparition de la Nation algérienne.

«Rappelle avec une fierté légitime que depuis 1830, date de la conquête française, la Patrie algérienne n'a fait qu'affirmer, avec une constance admirable et par tous les moyens, son existence et sa volonté de reconquérir une vie nationale digne et libre.

«Flétrit vigoureusement la thèse impérialiste niant au mépris des lois de l'évolution historique l'existence de la Nation algérienne.

«Affirme avec force que la Nation algérienne est une réalité incontestable inscrite dans le cœur de chaque Algérien et que la conception idéaliste de la Nation détruit toutes les allégations mensongères et les manœuvres de division de la propagande impérialiste.

«Déclare que tant que le Peuple algérien n'est pas souverain et n'exerce pas le pouvoir ses intérêts légitimes et ses droits imprescriptibles seront toujours piétinés et son destin sera à la merci du bon plaisir colonialiste.

«Précise que les objectifs du MTLD sont et demeurent :

1. L'abolition de la domination impérialiste et le rétablissement de la souveraineté du peuple algérien.

2. La constitution d'un Etat national avec tous les attributs de la souveraineté (exercice du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire).

3. L'application stricte des principes de la démocratie exprimée par les mots d'ordre suivants : La parole au peuple et la Constituante algérienne souveraine élue au suffrage universel et direct par un collège unique sans distinction de race ou de religion.

Précise également que ses moyens d'action sont et demeurent :

1. La lutte politique sous toutes ses formes.

2. L'organisation des masses.

3. Une propagande inlassable affirmant les droits sacrés de la Nation algérienne et dénonçant implacablement les crimes de la politique impérialiste et de ses soutiens.

«Considère que le problème algérien est avant tout un problème de souveraineté. Il s'agit en effet de savoir qui est souverain ! Est-ce le peuple algérien ou l'impérialisme omnipotent, avec son appareil d'oppression politique économique et sociale.

«Estime en toute objectivité, que c'est ainsi que se pose aujourd'hui le problème algérien ; le poser d'une autre manière c'est non seulement faire une erreur

lourde de conséquences, mais aussi tromper les masses, c'est même faire une œuvre de complicité avec l'impérialisme français.

«Parce que l'Algérie ne connaîtra vraiment la liberté et le bien-être que lorsque le problème de la souveraineté sera résolu et qu'il appartient au peuple algérien conscient et organisé derrière son Mouvement national d'avant-garde de le trancher.»

Source : *Maghrib al Arabi*, 2 septembre 1947.

Document 19 - Interview à *L'Algérie libre*

1er mars 1952

Q.- Une certaine propagande issue des milieux que l'on devine essaie de faire croire que le bloc des peuples arabes et musulmans manque de cohésion. Voudriez-vous nous donner quelques exemples de solidarité arabe et islamique manifestés à l'égard de l'Algérie et de l'Afrique du Nord ?

R.- Il va s'en dire que le colonialisme fait et propage tout ce qui est humainement possible pour discréditer le monde arabe et musulman. Cet acharnement prouve lui-même que la montée sur la scène mondiale du monde arabo-islamique, tout neuf, tout disposé à la lutte, à sa libération comme à celle de ses frères, inquiète profondément l'impérialisme européen.

L'existence du monde arabe est un fait incontestable. Le rôle qu'il joue sur la scène internationale avec l'appui des autres puissances musulmanes et asiatiques est déterminant. Je suis convaincu qu'il y a beaucoup moins de différends et de mésentente chez les Arabes que chez les signataires du Pacte Atlantique, qui sont bien loin de s'entendre sur les problèmes qui les intéressent.

En effet, le monde arabo-islamique manifeste sa solidarité pleine et entière à l'égard du Maghreb arabe. J'ai été profondément touché par le souci et l'intérêt que les Etat arabes et musulmans ont manifesté à l'égard du problème algérien. Ils en parlent avec respect et ils sont pleins d'admiration pour la résistance algérienne.

L'accueil chaleureux qui m'a été réservé par son Altesse l'Emir Fayçal, ministre des Affaires étrangères d'Arabie séoudite, son excellence Salah Eddine Pacha, ministre des Affaires étrangères d'Egypte, connu pour son honnêteté et sa foi patriotique, son Excellence Abderrahmane Azzam Pacha, Secrétaire général de la Ligue Arabe, cette grande personnalité arabe constamment sur la brèche, prouve l'intérêt porté par ces puissances à la cause algérienne.

J'ai eu également des entretiens avec de hautes personnalités politiques, littéraires, diplomatiques et universitaires d'El Azhar en particulier. J'ai vu également les différents représentants des Etats islamiques au Caire. Partout j'ai été accueilli dans un climat de fraternité. J'ai également été l'hôte de Sa Majesté Ibn Séoud en Arabie.

Q.- En quoi a consisté principalement votre activité politique au Moyen-Orient ?

R.- En dehors des contacts que j'ai eus avec des rois, des princes, des ministres, des hommes politiques, des journalistes et autres qui m'ont permis d'expliquer à tous le problème algérien, j'ai eu principalement l'occasion de déposer un mémoire sur le bureau de la Ligue Arabe et de faire un exposé devant la commission politique de cet organisme. J'ai fait cet exposé au cours d'une séance présidée par son Excellence Salah Eddine Pacha, en présence de son Excellence Abderrahmane Azzam Pacha et en présence de tous les représentants des Etats arabes. Le président de séance après m'avoir adressé des paroles de bienvenue, enchaîna sur mon exposé pour assurer à tous que le problème algérien était d'une affaire très sérieuse et qu'il fallait que la Ligue se penche de plus près sur cette affaire.

Entre autres contacts aussi j'ai eu l'occasion d'assister à l'inauguration du congrès des Frères Musulmans et de dire quelques mots au nom du peuple algérien.

Q.- A votre retour du Caire vous vous êtes rendu en France à Chantilly pour suivre les travaux de l'ONU. Notre presse a déjà rendu compte de votre activité à cette occasion. Voudriez-vous nous donner vos impressions sur ce point ?

R.- A Chantilly j'ai eu beaucoup de contacts. J'ai eu l'occasion de recevoir maintes fois son Excellence Salah Eddine Pacha. Au cours de la réception que nous avons organisée, tous les pays arabes et musulmans étaient représentés. Chacun de nos hôtes s'est tour à tour levé pour assurer le peuple algérien de sa solidarité pleine et entière. C'était un moment émouvant. Chacun parlait soit en arabe, en français, en anglais, en urdu ou dans sa langue nationale. Comme à La Mecque, je sentais de nouveau la grandeur et l'universalité de l'Islam.

A Chantilly, j'ai également reçu tous les leaders d'Afrique du Nord et c'est là qu'a été signée la motion de solidarité avec le peuple tunisien.

J'ai déposé à l'ONU un mémoire qui fait le point de la lutte du peuple algérien pour son indépendance. Pour ce qui est de l'ONU nous pouvons dire que cette session a permis à un vaste mouvement anti-colonialiste de se manifester dans différents votes aussi bien devant l'Assemblée Générale qu'au Conseil de tutelle et particulièrement lors de la discussion de la question marocaine. Un rôle déterminant a été également joué par le bloc des Etats arabes et asiatiques qui a tendance à devenir une puissante réalité.

Source : *L'Algérie libre*, 1er mars 1952.

Document 20 - Mémoire aux Nations Unies
s.d. [1950]

[Après un long historique sur l'Algérie depuis l'Antiquité, Messali Hadj fait un bilan de la colonisation puis de la situation actuelle, avant de présenter le mouvement national algérien.]

Caractère démocratique du Mouvement nationaliste algérien

L'impérialisme français n'est jamais à court d'arguments pour plaider en faveur de ses privilèges et de son maintien. Parmi les mille et un moyens qu'il utilise dans ce domaine, il nous reste à vous signaler deux facteurs auxquels il a recours pour impressionner et égarer l'opinion publique mondiale. Le premier argument consiste à présenter les mouvements nationaux algériens comme des mouvements racistes et xénophobes à base de fanatisme religieux et de chauvinisme. Le deuxième ordre d'arguments consiste à les présenter comme des mouvements d'inspiration étrangère.

Ces assertions, en ce qui concerne le mouvement national algérien, sont complètement fausses et nous allons, à l'aide de témoignages que l'auteur de cette brochure a vécus personnellement, vous le prouver.

De 1918 à nos jours, j'ai personnellement vécu en France, en particulier à Paris. Au cours de cette période, d'ailleurs très mouvementée, j'ai participé à toutes les manifestations populaires et à tous les mouvements démocratiques.

Le mouvement nationaliste algérien actuel a pris naissance à Paris au lendemain de la fin de la première guerre mondiale.

Ce fut d'abord l'Etoile Nord-Africaine, créée en 1925, avec comme programme l'indépendance de l'Afrique du Nord. Cette organisation a été poursuivie et dissoute plusieurs fois sous les noms de «Etoile Nord-Africaine», «la Glorieuse Etoile Nord-Africaine», «l'Union des Musulmans Nord-Africains» et enfin le «Parti du Peuple Algérien».

Depuis 1929 jusqu'à nos jours, ce mouvement national connaît la répression la plus féroce sous prétexte que son programme politique portait atteinte à l'intégrité du territoire national français.

Nous vous laissons, Messieurs les Délégués, le soin de conclure si l'Afrique du Nord peut être logiquement, politiquement, géographiquement et historiquement considérée comme un territoire national français.

Pendant 12 ans, c'est-à-dire de 1925 jusqu'à 1937, le mouvement national algérien a collaboré loyalement et franchement avec les partis démocratiques français à Paris.

Au moment de la naissance du mouvement fasciste français, événement qui se situe en 1933, après une série de scandales et cracks politiques ou financiers, connus sous le nom d'Oustrick, de Rochette, de Mme Hanau et de Stavisky, le mouvement national algérien s'était rangé immédiatement aux côtés des partis politiques français qui s'étaient groupés pour lutter contre l'impérialisme et le fascisme.

A la veille des événements sanglants qui se sont déroulés à Paris, le 6 février 1934, les nationalistes algériens, à la tête desquels je me trouvais, ont rejoint les rangs démocratiques pour mener la lutte auprès du peuple de Paris, contre le fascisme qui se livrait à ses premières démonstrations dans la capitale française.

Le 12 février 1934, nous avons participé à la grandiose manifestation qui s'était déroulée de la place de la Nation à la porte de Vincennes. L'Etoile Nord-Africaine a été membre du Front Populaire au lendemain de sa formation. A ce titre, nous avons participé à toutes les manifestations et à toutes les activités de cette formation démocratique, au même titre que le parti radical-socialiste, le parti socialiste, la Ligue des droits de l'homme et le parti communiste, ainsi que différents groupements intellectuels et artistiques. Paris a connu deux grandes manifestations du Front Populaire, les 14 juillet 1935 et 14 juillet 1936. A ces deux grands événements, qui ont vu se déployer les forces démocratiques du Front Populaire à travers Paris et toute la France, le mouvement nationaliste algérien a participé, au nombre de 50 000 avec ses pancartes, son drapeau et ses mots d'ordre. Nous avons également participé au congrès du Front Populaire qui a eu lieu les 11, 12 et 13 juillet 1936, à la salle Pleyel, à Paris.

Le Mouvement nationaliste algérien a immédiatement, en 1935, pris fait et cause pour l'Ethiopie contre l'agression italienne. Nous avons, à Paris, tenu plusieurs meetings et organisé plusieurs manifestations contre l'impérialisme italien.

Le 5 septembre 1935, l'auteur de ces lignes est parti de Paris pour Genève, avec une délégation composée de membres du Front Populaire, pour protester contre l'agression italienne auprès de la Société des Nations. Reçu par le président de la Société des Nations de cette époque, j'ai stigmatisé, en présence de la délégation, l'agression italienne, les convoitises impérialistes causes de toutes les guerres et de toutes les catastrophes que subit l'humanité.

Cette grande activité avec les mouvements démocratiques français et notre participation effective à tous ces événements politiques prouvent amplement le caractère démocratique du Mouvement national algérien et détruit toutes les accusations mensongères de l'impérialisme français.

En outre, on ne peut, sincèrement, faire de comparaison entre un mouvement national des peuples colonisés et un mouvement national des nations libres et indépendantes comme par exemple la France, l'Italie et l'Allemagne. Le nationalisme des peuples opprimés est un nationalisme libérateur qui trouve sa raison d'être dans l'exploitation et l'agression impérialiste. Il est, en somme, une réaction logique, sincère et juste, contre la violence et les servitudes de la domination impérialiste. Par contre, le nationalisme italien, français, japonais et autres de 1935, est un nationalisme chauvin et raciste qui ne se contentait pas des possessions coloniales déjà acquises, mais cherchait à les renforcer par de nouvelles conquêtes.

Donc, si l'un est libérateur, l'autre est oppresseur.

Le deuxième argument, actuellement, consiste à dire que les peuples opprimés ne sauraient être libres et indépendants parce que ces derniers ne possèdent ni techniciens, ni économie organisée, ni armée nationale. Ils seraient donc une proie facile pour un agresseur éventuel.

Tout d'abord, cet argument n'a rien de sérieux et de sincère, car si telle était

l'intention de l'impérialisme français c'est-à-dire, si sa mission tendait à libérer un peuple, il aurait durant sa présence dans notre pays, œuvré sincèrement pour préparer économiquement, techniquement, industriellement et militairement ce peuple à se gouverner lui-même.

En ce qui concerne l'Algérie, si la France était animée d'un esprit libérateur, elle aurait certainement eu tout le temps nécessaire pour faire de notre pays un Etat libre et indépendant car, après 118 ans de présence française en Algérie, il était possible aux différents gouvernements français d'accomplir cette haute mission civilisatrice, si telle avait été leur intention.

La réalité nous prouve le contraire ; et quand les Français déclarent qu'après 118 ans nous n'avons ni techniciens, ni économie organisée, ni armée nationale, ils condamnent eux-mêmes, et d'une façon magistrale, la colonisation et reconnaissent en même temps que leur présence dans notre pays n'a été qu'une affaire commerciale qui a enrichi les envahisseurs et transformé le peuple algérien en une armée de mendiants, de guenillards et de souffreteux.

Union Française ou nouvelle duperie ?

Notre méfiance à l'égard de tous les gouvernements français et même à l'égard des partis politiques est loin d'être le fait d'une quelconque légèreté d'esprit, elle est malheureusement le résultat d'une profonde déception survenue à la suite d'une expérience que nous avons réalisée d'abord depuis 118 ans, ensuite depuis notre collaboration avec les mouvements démocratiques français.

Comme il est dit plus haut, nous avions, pendant 12 ans, non seulement collaboré honnêtement avec les mouvements dits démocratiques, mais encore, nous avions placé notre confiance en eux et cru à leurs promesses, formulées plus d'une fois, mais jamais réalisées.

La politique coloniale, avec toutes ses rigueurs, nous a été appliquée par ces prétendus démocrates, et quelquefois même avec plus d'aggravation que par les gouvernements de droite. Ainsi en 1937, après l'avènement du gouvernement du Front Populaire, une répression féroce a été déclenchée contre les mouvements nationalistes nord-africains.

L'Etoile Nord-Africaine a été dissoute par décret du président du Conseil, M. Léon Blum, le 26 janvier 1937. Cette dissolution a été suivie par des perquisitions et des arrestations en France et en Algérie. L'auteur de ces lignes a été lui-même arrêté et condamné à deux ans d'emprisonnement.

A partir de ce moment, la répression s'est amplifiée jusqu'à remplir les prisons et les camps de concentration. Personnellement je reste, jusqu'à ce jour, frappé d'interdiction de séjour et privé des droits politiques et civiques par les gouvernements de la IV[e] République, alors que ces mesures auxquelles je suis soumis sont les restes d'une condamnation du temps du gouvernement de Vichy. Et, pour terminer sur ce chapitre, le peuple algérien a, lors des événements du 8 mai 1945, subi des tortures, des cruautés et des actes de banditisme et de sauvagerie qui dépassent en horreur toute imagination. Ces répressions sanglantes, cette haine, ce mépris de la personnalité humaine qu'on ne cesse de nous infliger ont conduit naturellement le peuple algérien à la méfiance dont il est question plus haut et à retirer toute sa confiance à tous les gouvernements qui, derrière une phraséologie démocratique, agissent encore en colonialistes.

Acculé par les événements nés de la deuxième guerre mondiale, l'épée poussée dans les reins par une opinion publique mondiale condamnant le colonialisme, débordé par l'évolution du peuple algérien et sa combativité permanente, l'impérialisme français, la mort dans l'âme, a tenté encore une manœuvre de plus pour se maintenir en créant « l'Union française », qui n'est en réalité qu'une nouvelle duperie de plus pur cru des affaires coloniales françaises.

Ceux des hommes et des peuples qui ignorent les dessous de la politique coloniale française peuvent évidemment se laisser duper et croire que la France, en créant l'Union Française a, du coup, supprimé le pacte colonial pour le remplacer par un système politique plus humain et tendant à libérer les peuples encore subjugués. D'autres sont allés jusqu'à considérer l'Union Française comme le Commonwealth anglais. Non, car il n'y a là rien de semblable au système anglais. Le Commonwealth est une association de plusieurs Etats que des traités lient, d'une part, entre eux et, d'autre part, avec la Grande-Bretagne. Cette association librement consentie, et faite d'un commun accord, laisse à chacun des Etats sa liberté et le respect de sa souveraineté. En un mot, les Etats formant cette association, connue sous le nom de Commonwealth jouissent de leur souveraineté intérieure et extérieure.

L'Union française n'a rien de commun avec le système politique du Commonwealth britannique. Elle est diamétralement opposée ; puisque des Etats soumis au régime de protectorat tels que le Maroc et la Tunisie, qui ont à leur tête des souverains, continuent de subir le colonialisme français comme par le passé.

Les événements d'Indochine sont très instructifs, en même temps qu'ils constituent une preuve éclatante que l'Union française n'a apporté aucun changement dans les relations de la France avec les peuples opprimés. L'Indochine comme Madagascar, qui ont placé leur confiance dans l'Union française, sont aujourd'hui le théâtre d'opérations militaires.

Certes, la Constitution de la République française votée le 13 octobre 1946, par voie de référendum, comporte un chapitre qui est consacré à la création de l'Union française. En le parcourant on trouve les mots de «liberté», «d'égalité» entre les nationaux et les sujets français, «sans distinction de race ni de religion». Il prévoit également des organismes pour régler les rapports entre l'impérialisme français et ses victimes d'outre-mer.

En vérité, ce n'est là que de la littérature qui a pour but de duper l'opinion publique et les peuples opprimés eux-mêmes. L'Union française est une étiquette nouvelle collée sur la même marchandise dans le but de permettre aux colonialistes de perpétuer leur domination.

L'Union française a été frappée de stérilité dès sa création parce qu'elle est le produit de ceux qui ont intérêt à la conservation de l'empire colonial français, puisque l'organisme dirigeant de cette grande trouvaille, qui est l'assemblée de l'Union française, a été créé sans consultation des peuples colonisés.

Ni consultation, ni plébiscite n'ont précédé la création de l'Union française. Ce sont les dirigeants de la politique coloniale de la rue Oudinot qui ont créé ce système politique, sans avoir auparavant demandé l'avis des peuples intéressés.

L'assemblée de l'Union française elle-même est non seulement dominée par les colons qui sont représentés par un nombre d'élus supérieur à celui des représentants des pays d'outre-mer, mais elle n'est, en outre, qu'une assemblée à voix consultative.

Toute son activité politique et ses décisions ne sont que l'émanation des intérêts de la puissance impérialiste française au détriment de 70 millions d'être humains.

D'autre part, cette Assemblée a dernièrement décidé l'envoi d'une commission d'enquête en Algérie pour s'informer sur les truquages, la répression et les assassinats qui ont entouré les élections des 4 et 11 avril 1948 à l'Assemblée algérienne. Cette décision qui semble être un geste démocratique, a été repoussée par le gouvernement, de même que par l'Administration algérienne. Le ministère qui s'intitule pompeusement le «Ministère de la France d'Outre-mer» est intervenu auprès de l'Assemblée de l'Union française pour lui faire savoir, avec une certaine irritation, qu'elle n'était pas qualifiée pour décider l'envoi d'une quelconque commission d'enquête dans les territoires de l'Empire.

L'Union française est une œuvre purement impérialiste. Elle a été entièrement inspirée des recommandations de la «Conférence africaine française», tenue à Brazzaville, les 30 janvier et 8 février 1944. En effet, cette conférence a été présidée par le général de Gaulle, chef du Comité de la libération nationale et par M. Pleven, commissaire aux colonies. Outre ces deux personnalités, cette conférence a réuni des gouverneurs généraux de tout l'Empire français, ainsi que de hauts fonctionnaires du ministère. On remarquera qu'aucun autochtone, qu'il soit marocain, algérien, tunisien, martiniquais ou autre, n'a assisté à cette conférence. Ce sont donc les grands dignitaires du colonialisme qui se sont réunis et ont décidé tout ce qu'ils ont voulu, en l'absence des intéressés eux-mêmes.

Nous croyons bien faire de porter à votre connaissance Messieurs les Délégués, une des recommandations de cette conférence de Brazzaville :

«Avant de commencer la discussion générale, M. Pleven estime devoir poser à la Conférence les questions suivantes :

1. la Conférence a déjà marqué sa faveur pour une forte décentralisation administrative. Quelles sont les attributions que doit conserver le pouvoir central ou fédéral, c'est-à-dire, au fond, la métropole ? Il rappelle que le programme général de la Conférence de Brazzaville, a nettement marqué que l'on ne cherchait pas à établir une assimilation avec les conceptions qui sont à la base de l'empire britannique, notamment, le mot Commonwealth a été délibérément écarté.»

On voit très bien que toutes les précautions sont prises pour conserver à l'impérialisme français ses privilèges, de même que la haute direction. C'est, en somme, la continuation de la traditionnelle politique coloniale française qui repousse toute idée d'émancipation et d'autonomie.

Le refus de prendre en considération le système du Commonwealth, de même que la volonté des peuples non autonomes qui réclament l'indépendance de leur pays, prouve clairement que l'impérialisme français n'avait et n'a jusqu'à maintenant aucunement l'intention de faire quoi que ce soit de sérieux en faveur de l'émancipation des peuples opprimés.

D'autres preuves, autrement plus éclatantes, attestent de la façon la plus absolue la volonté de l'impérialisme français de ne pas lâcher sa proie. Ce sont ses attitudes et les méthodes qu'il emploie depuis la Conférence de Brazzaville et la création de l'«Union française».

Non seulement les dirigeants de l'empire français veulent, coûte que coûte, maintenir le «statut quo» colonial, mais encore ils manœuvrent par tous les moyens

pour augmenter leurs possessions en arrachant de nouvelles colonies.

Si le gouvernement français joue, actuellement, la carte italienne en ce qui concerne les anciennes possessions coloniales de l'Italie, c'est pour monnayer son attitude bienveillante à l'égard du Palais Chigi, en échange du Fezzan, où la France est déjà installée et pour une rectification fort avantageuse de frontière.

Rectification de frontière veut dire, ici, prendre encore d'immenses territoires à la Lybie.

N'avons-nous pas vu, l'an dernier, en avril 1947, Sa Majesté Sidi Mohamed Ben Youcef, sultan du Maroc, être obligée de prendre position devant l'opinion publique, lors de son voyage à Tanger, pour déclarer sa volonté ardente de voir l'Empire chérifien libre et indépendant ? Cette attitude a été motivée par le fait que ni le Quai d'Orsay, ni l'Union française n'ont voulu prendre en considération les démarches diplomatiques du gouvernement chérifien, ni les revendications du mouvement pour l'indépendance de l'Istiklal.

N'avons-nous pas vu, aussi, feu Son Altesse Sidi Mohamed Moncef Pacha Bey mourir en exil, alors que tout le peuple tunisien réclamait son retour sur le trône ?

La situation à Madagascar, en Indochine, en Afrique du Nord prouve également que l'Union française n'est qu'un subterfuge que les actes impérialistes condamnent de la façon la plus éclatante.

En ce qui concerne l'Algérie, les atrocités féroces et barbares du 8 mai 1945, la répression sanglante, les truquages des élections municipales et à l'Assemblée algérienne, les expéditions punitives organisées en Kabylie pour se venger contre une population qui a commis le crime de manifester son sentiment national par le moyen du bulletin de vote, la répression qui continue jusqu'à maintenant, tant sur le plan politique et économique que culturel, prouvent également que l'impérialisme n'a créé l'Union française que pour duper l'opinion publique et comme moyen de propagande. Le bilan de toute cette politique a été une véritable catastrophe car les résultats se traduisent par la création, en Algérie, de deux blocs rivaux. D'une part, il y a le peuple algérien, littéralement écrasé sous le poids de la domination impérialiste et, d'autre part, une minorité française riche et maîtresse absolue de l'Algérie.

La minorité française en Algérie

Généralement, quand on parle d'une minorité, on suppose immédiatement une sorte de communauté à qui on réserve un régime politique d'exception.

Ce n'est point le cas de la minorité française en Algérie. Au contraire cette dernière, tout en étant une minorité, jouit d'un système politique, économique, administratif et militaire qui lui permet, avec une extraordinaire facilité, de s'emparer de toutes les richesses de l'Algérie et de subjuguer le peuple algérien qui forme la grande majorité.

Nous avons plus haut expliqué les causes de cette situation qui découle de la politique de peuplement, d'appauvrissement d'expropriation, de confiscation et d'évangélisation. Cette politique coloniale, poursuivie minutieusement et méthodiquement depuis 118 ans par tous les gouvernements français, a abouti naturellement à transformer l'Algérie en deux blocs, opposés profondément l'un à l'autre. Il y a, en somme, des vainqueurs et des vaincus en présence. Si les premiers vivent dans une richesse abondante en utilisant l'appareil administratif, politique et militaire

au profit de leurs intérêts, les seconds connaissent la misère, la répression, l'oppression politique et nationale, ne s'avouent pas vaincus et bravent tous les méfaits impérialistes, en vue de la libération nationale de la Patrie algérienne.

En conséquence, nous nous trouvons, Messieurs les Délégués, en présence de deux blocs qui se trouvent en lutte d'une façon permanente dans tous les domaines de l'activité du pays.

Cette opposition s'amplifie tous les jours et met aux prises le peuple algérien et la minorité française parce que, précisément, les intérêts de ces deux blocs sont différents.

Ce qui maintient cette différence c'est le régime lui-même qui, par son injustice, ses pratiques coloniales et son système d'accaparement des biens et des pouvoirs politique, judiciaire et administratif, dresse les deux blocs l'un contre l'autre.

Comment mettre fin à une telle situation qui s'aggrave de jour en jour et qui peut se transformer en une explosion de colère et de lutte permanente ?

Tout démocrate, tout homme politique imbu de justice, de logique, d'équité et de sagesse doit penser et œuvrer pour trouver une solution humaine à ce problème qui dresse, d'une part,une minorité française, ou plus exactement européenne et méditerranéenne, et le peuple algérien qui est chez lui et qui ne veut plus, dans la patrie de ses ancêtres, se laisser piétiner, bafouer et traiter en peuple inférieur.

La solution de cette tragédie algérienne ne peut se trouver que dans la suppression des causes qui ont été la base de la création de ce conflit qui risque à tout instant de dégénérer

C'est pour cette raison que le Mouvement national algérien a plus d'une fois et dans un geste pacifique proposé des moyens démocratiques pour mettre fin à cette situation.

Nous disons que ce problème ne peut trouver sa solution que dans l'application à l'Algérie d'une véritable démocratie car dans ce pays où vivent, côte à côte, plusieurs races, plusieurs religions, on ne peut indéfiniment maintenir le peuple algérien sous le régime colonial pendant que la minorité française jouit d'un régime de faveur, de puissance et de richesse qui est une véritable provocation au bon sens et une injure à la justice.

Ce régime de grande facilité et de domination est aussi un sujet de discorde permanent et dangereux pour la paix et la sécurité. Aucune œuvre et aucune réalisation solide ne peuvent se faire en Algérie si on continue à ignorer le peuple algérien et ses aspirations nationales.

La minorité française avec ses exigences politiques, sa mainmise sur le pays, ses méthodes et ses manières pleines de racisme, est dans une grande mesure responsable de la tragédie algérienne. Nous lui avons plus d'une fois offert de se joindre à nous pour former, ensemble, une Assemblée constituante algérienne, élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion, Constituante de laquelle sortira un gouvernement jouissant de sa souveraineté intérieure et extérieure.

Ce gouvernement, élu, démocratique, travaillera pour le bonheur de la nation algérienne et fera appel à toutes les valeurs algériennes pour l'aider dans sa tâche sans tenir compte ni de la race, ni de la religion, ni du sexe, ni du rang social.

Cette offre, que nous lui avons adressée plus d'une fois, nous la lui renouvelons

cette fois-ci par les soins de l'Organisation des Nations Unies.

Les élections algériennes

Pour manifester sa profonde indignation, la majorité du peuple algérien s'était abstenue au cours des élections municipales et générales. La lutte fut menée énergiquement par le Mouvement national algérien en vue de la libération des détenus et le retour des exilés. Effrayés de l'ampleur que prit ce mouvement de masse, le gouvernement accepta le vote d'une loi d'amnistie qui ouvrit les portes des prisons à partir du mois de mars 1946.

Avec le retour des détenus, le Parti du peuple algérien a décidé de se présenter aux élections législatives du 10 novembre 1946. Sans vouloir faire de parlementarisme stérile, les nationalistes entendaient user de la tribune parlementaire pour dénoncer publiquement et officiellement les desseins de l'impérialisme.

Il est bon de souligner que le Parti du peuple algérien a toujours été contre la représentation parlementaire. Il a été et il est toujours pour un Parlement algérien souverain, élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion.

Par conséquent, s'il a participé aux élections, c'est simplement parce que l'impérialisme français a imposé ce genre de représentation sans tenir compte des véritables aspirations nationales du peuple algérien.

Vis-à-vis des élus colons algériens, les autochtones ne sont pas représentés au Parlement en proportion de leur nombre : ils sont réduits au tiers, alors qu'ils sont dix fois plus nombreux.

Malgré cette différence raciste, l'impérialisme français a mis tout en mouvement, lors des élections du 10 novembre 1946 pour ne pas laisser cette consultation électorale se dérouler dans la liberté et les principes démocratiques. Déjà cinq de nos candidats furent écartés des élections sous prétexte qu'ils étaient d'anciens détenus politiques. Contre les dix autres candidats l'impérialisme usa de la corruption et des truquages pour ne laisser élire que cinq députés.

Pour leurrer l'opinion publique, le gouvernement parla beaucoup, au cours des années 1946 et 1947, d'un projet de Statut organique qui serait destiné à doter l'Algérie d'une assemblée algérienne. La presse, la radio et les discours officiels firent grand bruit à ce sujet.

Enfin, la discussion de ce projet au Parlement français a eu lieu en août et septembre 1947. Les représentants du peuple algérien s'opposèrent à ce projet, qui n'était aussi qu'une politique d'assimilation, et dénoncèrent avec beaucoup d'énergie cette tentative machiavélique. Rappelons que tous les représentants du peuple algérien, quelle que fût leur nuance politique, avaient non seulement combattu ce projet, mais encore pour signifier hautement leur opposition, ils s'étaient abstenus tant à l'Assemblée Nationale qu'au Conseil de la République d'être présents aux débats. Cette attitude, qui va jusqu'au mépris, aurait dû inciter le gouvernement à retirer son projet monstrueux et prendre en considération la volonté du peuple si dignement représenté par ses véritables représentants. Hélas, il faut ne pas connaître l'impérialisme français pour le croire capable de compréhension et de sagesse politique.

Naturellement, il fit passer son projet par le vote des députés colonialistes et pensa l'appliquer en lui apportant encore des modifications, jusqu'à le vider de toute substance.

Le Mouvement national algérien s'est présenté aux élections municipales du 19 octobre 1947. L'administration algérienne a également poussé ses candidats officiels à se présenter contre nous. Elle a, comme toujours, usé de l'intimidation de la corruption pour dresser contre nous les électeurs. A cet effet, les caïds, les administrateurs et tout le personnel plus ou moins officiel et administratif, ont été mobilisés pour mettre à exécution la consigne suivante : «Barrer la route aux nationalistes par tous les moyens !»

A l'encontre des candidats et de nos propagandistes, l'administration a créé d'énormes difficultés. Refus de salles de réunion, interdiction de meetings, agissements policiers et empêchements de laisser les élections se dérouler librement telle a été l'attitude de l'administration. Mais, malgré cette mobilisation, le parti national avait remporté, au premier et au deuxième tour, une victoire éclatante.

Plus de 85 % des voix algériennes se sont prononcées pour le Mouvement national qui s'est ainsi imposé, avec son programme de Constituante algérienne souveraine, élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion.

Cette consultation électorale, qui s'était terminée par un succès considérable, a eu une portée politique qui a dépassé le cadre municipal de ces élections. Le peuple avait voté non pas pour des améliorations municipales, mais pour la libération nationale.

L'administration coloniale, qui comptait sur les truquages et qui croyait à notre échec, a été jetée dans un grand désarroi, car le succès si significatif que venait de remporter le Mouvement national avait soulevé un enthousiasme, au sein du peuple algérien, jamais encore enregistré. La presse française de toute nuance lui a malgré elle, réservé de larges commentaires.

Sur le plan international ces élections eurent un écho retentissant.

Cette victoire du Parti du peuple algérien a jeté le désarroi dans le dispositif politique de l'administration coloniale. Aussi, deux mois durant, les spécialistes de la politique musulmane du Gouvernement général, du ministère de l'Intérieur et de la présidence du Conseil se sont réunis pour étudier et analyser cette situation nouvelle pour eux et à laquelle ils étaient loin de s'attendre.

En effet, ce scrutin avait une grande signification politique et traduisait, d'une manière pacifique et solennelle, la volonté du peuple algérien.

Un gouvernement sincèrement démocratique et soucieux des intérêts des électeurs aurait certainement pris en considération la volonté populaire. Le gouvernement français, en l'occurrence, aurait dû saisir la portée politique de ces élections et changer sa politique coloniale que le peuple algérien a condamnée en déposant son bulletin de vote dans l'urne. Il appartenait en ce moment au gouvernement français de profiter des résultats de ces élections pour entrer en contact avec les dirigeants du Mouvement national pour trouver une solution équitable, démocratique, au problème algérien. Une telle attitude aurait naturellement prouvé aux Algériens, comme à l'opinion publique mondiale, que la France prenait à cœur les intérêts du peuple algérien. Cette attitude aurait été conforme à la Charte des Nations Unies qui déclare sacrés les intérêts des peuples dépendants. Si la France avait pratiqué cette politique que lui recommande la Charte des Nations Unies, elle aurait fait simplement honneur à ses engagements internationaux.

La démocratie, en ses principes pleins de générosité et de noblesse, aurait été naturellement respectée. Il n'en a pas été ainsi ; les intérêts de l'impérialisme ont primé et sont passés avant les intérêts du peuple algérien. Une fois de plus, la France coloniale a trahi, avec préméditation, les aspirations d'un peuple de dix millions d'âmes au profit d'une féodalité terrienne qui, depuis plus d'un siècle, exploite et opprime le peuple algérien.

Ainsi donc, l'impérialisme français a opté pour le pacte colonial en refusant de tenir compte et de l'évolution du peuple algérien et de ses aspirations qu'il manifeste à toutes les occasions.

Deux mois après ces élections municipales, période qui marque l'hésitation des dirigeants de la politique coloniale de la IV• République, ces derniers sont passés à l'offensive pour mettre en application un plan qui a été conçu dans les cabinets des sphères dirigeantes.

Il fallait, pour l'administration algérienne, coûte que coûte, atteindre deux objectifs principaux. En premier lieu, il s'agissait d'employer tous les moyens pour minimiser l'effet salutaire produit par les élections du 19 octobre 1947 sur le peuple. Pour cela, l'administration s'est livrée à une répression administrative, économique contre tous ceux qui ont voté PPA. Il s'ensuivit des fermetures de cafés, des retraits de carte de ravitaillement et une série de mesures de vexations à l'égard des électeurs.

D'autre part, une lutte sourde ou déclarée fut menée contre les élus eux-mêmes pour les ridiculiser et gêner le libre exercice de leur mandat. Avec ces procédés, on voulait aboutir à démoraliser les électeurs et les élus et les dresser les uns contre les autres. Cette tactique a été employée avec violence et à travers tout le pays.

Le deuxième objectif était de créer un climat de terreur, de peur et de désarroi pour préparer l'opinion publique à voter pour l'administration lors des élections pour l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril 1948.

L'échec retentissant subi par l'administration aux élections municipales devait nécessairement se renouveler aux élections de l'Assemblée algérienne, auxquelles l'administration attachait une importance capitale.

En haut lieu, on ne voulait à aucun prix assister à un nouveau succès des nationalistes et à leur présence nombreuse dans l'Assemblée.

Pour mettre en mouvement une telle politique on a commencé par relever de ses fonctions le gouverneur général Yves Châtaigneau et on le remplaça par le «socialiste» Naegelen et un personnel spécialement rompu aux coups de force.

Avant même de regagner son poste de gouverneur général, en février 1948, M. Naegelen prononça, en France, plusieurs discours pleins de menaces à l'égard des «séparatistes».

Il fut reçu, en Algérie, par les colons avec pompe. Il prononça plusieurs discours et ce fut le signal de la répression sanglante en préparation des élections «préfabriquées»: il jura de détruire le mouvement nationaliste.

Les prisons se remplissaient de militants. La police secrète se livrait sur une grande échelle à des provocations quotidiennes. En Kabylie on arrête, on torture et on perquisitionne en série. La population est dépouillée de ses maigres provisions alimentaires qui serviront à entretenir policiers et gendarmes bivoua-

quant près des gourbis. Les réunions sont interdites et les nationalistes traqués.

C'est dans ce climat de terreur que débuta la campagne électorale. Il faut vous dire qu'auparavant, le ministère de l'Intérieur avait procédé au découpage des circonscriptions de façon à favoriser ses candidats.

L'auteur de ces lignes, en personne, est sorti faire une tournée de propagande électorale, le 15 mars 1948, en compagnie du député Boukadoum. Tous les deux se sont heurtés à une administration qui a systématiquement interdit toute réunion, toutes les salles publiques. Elle a même empêché le contact avec le public, en séquestrant Messali et en le faisant garder militairement dans les villes où il se rendait. Le député qui l'accompagnait fut lui-même l'objet des sévices administratifs car sa voiture lui fut retirée et gardée. Les agents de l'administration se sont montrés arrogants et, devant nos protestations contre ce régime de force, ils répondaient: «Nous ne sommes pour rien dans cette affaire ; nous ne faisons qu'exécuter les ordres que nous avons reçus de nos chefs.» A Laghouat, où nous avons été séquestrés pendant 24 heures, nous avons été chassés de la ville entre deux camions pleins de soldats de la légion étrangère qui sont allés jusqu'à détériorer notre voiture. Personnellement, je fus ramené par la police chez moi et séquestré pendant 45 jours, gardé par une force policière motorisée qui se chiffrait par une quarantaine de policiers et gendarmes.

Pendant ce temps, la population a été mise à rude épreuve durant la dernière quinzaine des élections. Sur 60 de nos candidats, 30 ont été arrêtés et jetés en prison au régime de droit commun. Les arrestations se multiplièrent par centaines. Les mandatés pour représenter les candidats furent arrêtés ou rejetés hors des bureaux de vote, en violation des lois et règlements des élections. Des circulaires confidentielles furent envoyées par les préfectures à toutes les mairies leur enjoignant l'ordre de tout mettre en œuvre pour faire échec aux candidats nationalistes.

Par contre, les candidats officiels (dits indépendants) reçurent l'aide de l'administration qui, outre son personnel et ses moyens larges et nombreux, a dépensé des millions pour faire élire ses caïds et ses aghas.

Le jour du scrutin, le 4 avril 1948, a été bien plus une journée de guerre qu'une journée d'élections Dès l'aube, la police, les gendarmes et la troupe, armés jusqu'aux dents, parcouraient le pays en tous sens, montés sur des chars, des jeeps et des blindés. Cette démonstration de force, suivie d'arrestations, de bastonnades, signifiait la volonté de l'impérialisme de tout mettre en action pour faire élire ses candidats officiels. Les bureaux de vote eux-mêmes étaient gardés militairement ; on ne laissait entrer, pour voter, que des électeurs connus des caïds, de l'administrateur et des gardes-chiourme.

En dehors de quelques trois ou quatre villes où les élections se sont déroulées normalement, partout ailleurs ce fut le truquage systématique.

Remplissage d'urnes, substitutions de bulletins de vote, menaces du caïd, suppression de l'isoloir, fouille des électeurs, refus d'admettre sur les bureaux de vote les bulletins du candidat nationaliste, etc., telle a été la règle générale.

Dans certains endroits les élections étaient terminées à 9 heures du matin par le remplissage de l'urne. A l'intérieur du pays, les caïds avaient, dans certaines

contrées, confisqué les cartes des électeurs en dispensant ces derniers de se rendre au bureau de vote.

Dans les communes mixtes et les territoires militaires, où les populations sont soumises au régime du sabre, les électeurs furent conduits au bureau de vote sous escorte militaire.

Dans sa fureur, l'impérialisme français est allé jusqu'à l'assassinat. A Dechmya, région d'Aumale, et à Champlain, l'armée a tiré sur les électeurs, tuant et blessant une vingtaine de personnes.

Elections «préfabriquées», élections sanglantes, élections de coup de force et de truquage, telle a été la loi impérialiste.

En Algérie, ces élections ont soulevé une vive indignation et des protestations générales jusque même dans certaines couches de la population «bien pensante».

La presse a stigmatisé ces procédés et a désapprouvé cette méthode qui n'a rien à envier au nazisme. Personne n'a été dupe de cette opération frauduleuse et sanglante, pas même les amis de M. Naegelen qui n'ont pas manqué d'élever d'énergiques protestations.

L'opinion publique peut, évidemment, se demander pourquoi ce coup de force a été tenté par l'administration dans ces élections. La raison est que, d'abord, elle a voulu, pour ainsi dire, effacer la défaite électorale qu'elle a subie au cours des élections municipales d'octobre 1947 ; elle a voulu, d'autre part, essayer de démontrer à l'opinion publique et surtout à l'extérieur l'inexistence du Mouvement nationaliste en Algérie.

Si les élections pour l'Assemblée algérienne s'étaient déroulées dans la liberté et le respect des règlements et lois du scrutin, elles auraient donné naturellement une seconde victoire au Mouvement national algérien.

C'eût été une condamnation formelle de la politique impérialiste, surtout à la suite d'une consultation électorale, pour une Assemblée algérienne. C'eût été, également, un véritable plébiscite qui aurait obligé l'impérialisme français à compter avec le peuple algérien et l'opinion publique mondiale à qui n'aurait pas pu échapper l'importance d'un tel mouvement.

Cependant, le coup de force tenté contre les élections n'a échappé à personne car, outre la presse et la radio, les députés algériens l'ont dénoncé au Parlement français, et dans une conférence de presse qui a eu lieu à Paris, à l'*Hôtel Claridge*.

Aujourd'hui, l'opinion publique est suffisamment renseignée sur les méthodes nazies employées au cours de ces élections qui ont donné naissance à l'Assemblée algérienne laquelle a tenu ses assises au cours du mois de juin 1948. Au cours de ses débats l'opinion publique a pu constater, non sans une gène manifeste, la valeur des élus de l'administration coloniale. Ces derniers, caïds, aghas, fonctionnaires et gros trafiquants du marché noir étaient déjà au service de l'impérialisme. Ces tristes individus ont participé avec l'administration coloniale à l'exploitation du peuple algérien durant toute leur vie.

Cette grande machination électorale, qui est devenue la risée du public, n'a rien changé au problème algérien. Bien au contraire, la situation s'est fortement aggravée depuis cette époque. Plus que jamais, le peuple algérien, renforcé par une nouvelle expérience, continue le combat pour sa libération nationale.

Ceci est tellement vrai que l'impérialisme continue sa répression.

quant près des gourbis. Les réunions sont interdites et les nationalistes traqués.

C'est dans ce climat de terreur que débuta la campagne électorale. Il faut vous dire qu'auparavant, le ministère de l'Intérieur avait procédé au découpage des circonscriptions de façon à favoriser ses candidats.

L'auteur de ces lignes, en personne, est sorti faire une tournée de propagande électorale, le 15 mars 1948, en compagnie du député Boukadoum. Tous les deux se sont heurtés à une administration qui a systématiquement interdit toute réunion, toutes les salles publiques. Elle a même empêché le contact avec le public, en séquestrant Messali et en le faisant garder militairement dans les villes où il se rendait. Le député qui l'accompagnait fut lui-même l'objet des sévices administratifs car sa voiture lui fut retirée et gardée. Les agents de l'administration se sont montrés arrogants et, devant nos protestations contre ce régime de force, ils répondaient: «Nous ne sommes pour rien dans cette affaire ; nous ne faisons qu'exécuter les ordres que nous avons reçus de nos chefs.» A Laghouat, où nous avons été séquestrés pendant 24 heures, nous avons été chassés de la ville entre deux camions pleins de soldats de la légion étrangère qui sont allés jusqu'à détériorer notre voiture. Personnellement, je fus ramené par la police chez moi et séquestré pendant 45 jours, gardé par une force policière motorisée qui se chiffrait par une quarantaine de policiers et gendarmes.

Pendant ce temps, la population a été mise à rude épreuve durant la dernière quinzaine des élections. Sur 60 de nos candidats, 30 ont été arrêtés et jetés en prison au régime de droit commun. Les arrestations se multiplièrent par centaines. Les mandatés pour représenter les candidats furent arrêtés ou rejetés hors des bureaux de vote, en violation des lois et règlements des élections. Des circulaires confidentielles furent envoyées par les préfectures à toutes les mairies leur enjoignant l'ordre de tout mettre en œuvre pour faire échec aux candidats nationalistes.

Par contre, les candidats officiels (dits indépendants) reçurent l'aide de l'administration qui, outre son personnel et ses moyens larges et nombreux, a dépensé des millions pour faire élire ses caïds et ses aghas.

Le jour du scrutin, le 4 avril 1948, a été bien plus une journée de guerre qu'une journée d'élections Dès l'aube, la police, les gendarmes et la troupe, armés jusqu'aux dents, parcouraient le pays en tous sens, montés sur des chars, des jeeps et des blindés. Cette démonstration de force, suivie d'arrestations, de bastonnades, signifiait la volonté de l'impérialisme de tout mettre en action pour faire élire ses candidats officiels. Les bureaux de vote eux-mêmes étaient gardés militairement ; on ne laissait entrer, pour voter, que des électeurs connus des caïds, de l'administrateur et des gardes-chiourme.

En dehors de quelques trois ou quatre villes où les élections se sont déroulées normalement, partout ailleurs ce fut le truquage systématique.

Remplissage d'urnes, substitutions de bulletins de vote, menaces du caïd, suppression de l'isoloir, fouille des électeurs, refus d'admettre sur les bureaux de vote les bulletins du candidat nationaliste, etc., telle a été la règle générale.

Dans certains endroits les élections étaient terminées à 9 heures du matin par le remplissage de l'urne. A l'intérieur du pays, les caïds avaient, dans certaines

contrées, confisqué les cartes des électeurs en dispensant ces derniers de se rendre au bureau de vote.

Dans les communes mixtes et les territoires militaires, où les populations sont soumises au régime du sabre, les électeurs furent conduits au bureau de vote sous escorte militaire.

Dans sa fureur, l'impérialisme français est allé jusqu'à l'assassinat. A Dechmya, région d'Aumale, et à Champlain, l'armée a tiré sur les électeurs, tuant et blessant une vingtaine de personnes.

Elections «préfabriquées», élections sanglantes, élections de coup de force et de truquage, telle a été la loi impérialiste.

En Algérie, ces élections ont soulevé une vive indignation et des protestations générales jusque même dans certaines couches de la population «bien pensante».

La presse a stigmatisé ces procédés et a désapprouvé cette méthode qui n'a rien à envier au nazisme. Personne n'a été dupe de cette opération frauduleuse et sanglante, pas même les amis de M. Naegelen qui n'ont pas manqué d'élever d'énergiques protestations.

L'opinion publique peut, évidemment, se demander pourquoi ce coup de force a été tenté par l'administration dans ces élections. La raison est que, d'abord, elle a voulu, pour ainsi dire, effacer la défaite électorale qu'elle a subie au cours des élections municipales d'octobre 1947 ; elle a voulu, d'autre part, essayer de démontrer à l'opinion publique et surtout à l'extérieur l'inexistence du Mouvement nationaliste en Algérie.

Si les élections pour l'Assemblée algérienne s'étaient déroulées dans la liberté et le respect des règlements et lois du scrutin, elles auraient donné naturellement une seconde victoire au Mouvement national algérien.

C'eût été une condamnation formelle de la politique impérialiste, surtout à la suite d'une consultation électorale, pour une Assemblée algérienne. C'eût été, également, un véritable plébiscite qui aurait obligé l'impérialisme français à compter avec le peuple algérien et l'opinion publique mondiale à qui n'aurait pas pu échapper l'importance d'un tel mouvement.

Cependant, le coup de force tenté contre les élections n'a échappé à personne car, outre la presse et la radio, les députés algériens l'ont dénoncé au Parlement français, et dans une conférence de presse qui a eu lieu à Paris, à l'*Hôtel Claridge*.

Aujourd'hui, l'opinion publique est suffisamment renseignée sur les méthodes nazies employées au cours de ces élections qui ont donné naissance à l'Assemblée algérienne laquelle a tenu ses assises au cours du mois de juin 1948. Au cours de ses débats l'opinion publique a pu constater, non sans une gène manifeste, la valeur des élus de l'administration coloniale. Ces derniers, caïds, aghas, fonctionnaires et gros trafiquants du marché noir étaient déjà au service de l'impérialisme. Ces tristes individus ont participé avec l'administration coloniale à l'exploitation du peuple algérien durant toute leur vie.

Cette grande machination électorale, qui est devenue la risée du public, n'a rien changé au problème algérien. Bien au contraire, la situation s'est fortement aggravée depuis cette époque. Plus que jamais, le peuple algérien, renforcé par une nouvelle expérience, continue le combat pour sa libération nationale.

Ceci est tellement vrai que l'impérialisme continue sa répression.

S'il a, comme il le dit, remporté sa prétendue victoire, pourquoi alors ces expéditions punitives en Kabylie, ces tentes brûlées et ces maisons saccagées ? Si victoire il y a, ces choses là n'auraient pas de raison d'être. Si victoire il y a, c'est que le peuple a bien voté et, si c'est ainsi, il aurait mérité les bonnes grâces de l'administration algérienne et non le pillage des maisons de Kabylie et d'ailleurs.

En réalité, l'administration algérienne est gênée de cette victoire à la Pyrrhus qui n'a fait qu'accentuer le mécontentement du pays et disqualifier, une fois de plus, l'impérialisme français.

Quand vous aurez lu, Messieurs les délégués, cette brochure, vous serez certainement instruits sur le problème algérien dans son ensemble.

En ce qui nous concerne, nous déclarons de la façon la plus formelle que la colonisation de notre pays a été pour nous une mainmise de l'étranger, un accaparement de nos terres et de nos richesses et une exploitation poussée jusqu'à l'asservissement.

De ce fait, un peuple de dix millions d'âmes se trouve actuellement écarté par la force de la gestion des affaires publiques et soumis à une minorité qui, elle, fait ce que bon lui semble.

Tout cela est-il conforme au principe de la liberté et du respect des intérêts des peuples dépendants ?

Nous disons NON ! Et voici pourquoi : parce que la situation de l'Algérie, telle que nous venons de la décrire, repose sur trois ordres de faits condamnables qui sont contraires à la démocratie et au respect des libertés de l'homme. Ces trois ordres de faits sont l'agression contre la souveraineté algérienne par l'armée française de juin 1830, l'occupation du pays et la mainmise de l'étranger sur ses richesses.

Et la situation actuelle, qui se résume par l'appauvrissement du peuple algérien, son ignorance et son maintien sous un régime politique et militaire contraire aux principes des libertés démocratiques, contraire également à ses aspirations nationales, auxquels il est resté toujours fidèle....

... en considération de ce qui précède, nous demandons, au nom du peuple algérien et conformément à la Charte de l'Atlantique et aux recommandations des articles 73 et 74 de la Charte des Nations Unies, l'intervention de l'Organisation des Nations Unies pour trouver une solution aux litiges qui nous opposent à l'impérialisme français.

[Après une conclusion qui reprend les déclarations faites par les Alliés pendant la seconde guerre mondiale et les principes sur lesquels les Nations Unies ont été fondées, Messali complète sa brochure par un dernier texte.]

Derniers échos de la situation intérieure et extérieure :

A l'heure où nous déposons ce document entre les mains des délégués des Nations Unies, la situation intérieure ne cesse de se compliquer. La répression, sous plusieurs formes continue à travers tout le pays et soumet le peuple algérien au régime colonial d'état de siège. Par milliers les patriotes sont jetés dans les bastilles algériennes, en vertu des lois d'exception.

L'administration algérienne, aux mains de la minorité française, terrorise le

peuple algérien et lance contre lui la police et l'armée qui se livrent à des provocations, à des arrestations et au pillage des maisons et gourbis.

Le pouvoir exécutif, qui est entièrement entre les mains des Français, agit comme une armée d'occupation et commet journellement des actes de terreur, empreints de racisme et de violence. A tort et à travers, on dresse des procès-verbaux, on arrête, on torture, on brûle des maisons et on emprisonne.

Ce pouvoir exécutif, qui ne connaît plus de bornes dans ses agissements, pénètre dans toute la vie du peuple algérien et sabote l'enseignement privé de la langue arabe, l'économie, le commerce et le travail. Ainsi donc, le peuple algérien vit dans l'insécurité, la crainte, la menace et la terreur.

Le ciel de la politique internationale n'est pas serein.

Les nombreuses conférences internationales qui se sont soldées par des compromis légers et précaires, l'échec de la Conférence de Moscou et de celle de Londres, le marchandage autour des anciennes colonies italiennes, les nouvelles convoitises territoriales qui se manifestent dans la lutte pour les marchés, les bases stratégiques sont autant de gros nuages qui menacent la paix du monde et la sécurité des peuples opprimés.

Le peuple algérien n'ignore rien de cette situation particulièrement alarmante. Il n'ignore pas davantage toutes ces conférences militaires et cette formation de blocs où il est question bien plus de canons, de bombes atomiques et d'alliances secrètes que de paix mondiale ou de libération des peuples opprimés.

Avec angoisse, il pense à toutes ces tractations et à ces manigances qui n'annoncent rien de bon car il ne veut pas, demain, servir encore, une fois de plus, de chair à canon pour une coalition quelconque.

Aussi, nous, que l'anxiété étreint, nous vous adjurons, Messieurs les délégués, de tenir compte de notre indignation et d'œuvrer pour la paix et la libération des peuples opprimés. Œuvrer pour la libération des peuples opprimés, c'est augmenter les chances de la paix et c'est aussi supprimer les sujets de discorde, causes permanentes des conflits mondiaux.

Le Parti du Peuple Algérien se tient à la disposition des Nations Unies, dans le cas où celle-ci désirerait des renseignements complémentaires. Il se fera un devoir de répondre à votre invitation et répondra à toutes les questions qu'on voudra lui poser.

Messali Hadj
en résidence surveillée à Brie-Comte-Robert
(Seine-et-Marne)
Président du Parti du Peuple Algérien
Président d'honneur
du Mouvement pour le Triomphe
des Libertés démocratiques en Algérie.

Source : Documentation du MTLD (archives privées).

Document 21 - Message de Messali Hadj au deuxième Congrès du MTLD

4-6 avril 1953

... Sachez donc que vous avez été conviés à ce Congrès pour examiner sérieusement le fruit de six années d'activité, dire votre façon de penser sur cette activité, et préparer l'avenir en étudiant les résolutions qui vous seront présentées après examen, critiques et observations.

Sur le passé, il y aurait énormément de choses à dire, mais, n'étant pas présent parmi vous, je ne peux entreprendre par écrit une telle tâche.

Je me contenterai de vous dire que je considère ce passé de six ans d'activité comme une sorte d'école politique où nous avons acquis beaucoup d'expérience et d'enseignements qui nous démontrent, d'une façon magistrale, ce que nous devons faire dans le présent pour préparer un bel avenir conformément aux traditions révolutionnaires du Parti.

C'est dans la mesure où nous respectons cette constatation que nous pouvons dire que les erreurs ou les fautes que nous avons commises ont eu au moins l'avantage de fixer notre politique en nous replaçant sur le chemin tracé par le Parti.

Le dirigeant, c'est-à-dire l'homme, n'est pas parfait, et par le fait pour lui de lutter et de persévérer, il est amené à commettre des erreurs et des fautes. Faire des fautes ou commettre des erreurs n'est pas un crime, mais continuer à les faire, sans les examiner et en les dissimulant, c'est là une erreur dangereuse et impardonnable.

Je reconnais que dans ma vie de militant j'ai commis énormément de fautes, mais chacune d'elles a été pour moi une véritable leçon.

Quelle est actuellement la situation en Algérie ?

Pour répondre à cette question, il est bon de dire qu'après la réunion de Brazzaville, celle des Nations Unies de San Francisco, en avril 1945, le colonialisme français a préparé dans le secret de son âme un plan d'action pour saboter la Charte des Nations Unies par tous les moyens.

Ce plan d'action a vu le jour en Algérie, au lendemain de la grande victoire que nous avons remportée aux élections d'octobre 1947. C'est précisément, ce moment-là qu'il a choisi une politique de force pour étouffer et tenter de décapiter ensuite le Mouvement national algérien.

Tout en jetant du lest en faveur des grandes familles, des fonctionnaires et des anciens combattants, il augmenta en intensité sa répression dans tous les domaines de la vie du peuple algérien. Pour le colonialisme il s'agit de barrer la route au Mouvement national, quitte à employer les moyens les plus violents et les plus antidémocratiques. Nous éliminer de la scène politique, discréditer nos élus et nos dirigeants, nous chasser des Assemblées algérienne et française, nous fatiguer et nous user par la répression, la torture, la prison et les amendes, tel a été, en un mot, son plan d'action.

Actuellement, cette répression a touché et pénétré presque tous les foyers

des militants. Outre les arrestations, les bastonnade développent continuellement, des informations judi Paris qu'à Alger, visant un grand nombre de militar

L'article 80 est l'arme qu'emploie l'impérialisme p celer le Mouvement national dans une sorte de guer caisses du Parti par des millions d'amendes, et à dé peuple.

La répression déborde actuellement un peu par dirigeants pour essayer de sonder les réactions du d'organisation et de riposte du Parti.

N'oublions pas que beaucoup de nos dirigeants o les tribunaux colonialistes et que cette répression peut et de l'inconnu.

N'oublions pas que nous avons affaire à un colonia carte blanche de MM. Dulles et Eisenhower pour mieu diale; l'impérialisme a obtenu l'investissement de c mise en valeur de la «France d'outre-mer». Sans guerres mondiales, le colonialisme français fait app et à la technique allemande pour les intéresser et approbation.

Cet examen rapide d'un aspect de la situation actu la répression qui sévit dans le pays n'est pas une cl bien au contraire elle découle naturellement de la gouvernement sur le plan national et international.

Ainsi, tenant compte de ce qui se passe dans le coloniale française suivie avec intransigeance et obs penser que la répression en Algérie se développera e national.

Au moment où siège notre Congrès pour examine été indispensable de brosser ce tableau devant lui pou que nous avons opposés à cette répression étaient s

Il saute aux yeux de n'importe quel militant qu'on n carrer les desseins colonialistes dans ce domaine qu'en énergique.

En conséquence, si nous voulons aller de l'avant, nous-mêmes, sur notre foi en la cause que nous défend Cela nécessite indiscutablement un Parti fort, dis décidés et prêts au sacrifice.

Nous pouvons jeter un coup d'œil sur les perspec préparer à accomplir la haute mission dont nous som

L'Europe, qui a dominé tous les continents, travers touche ses fondements même. Quoique fatiguée, us s'efforce, par tous les moyens, de se maintenir sur ses rampe. Chassée du continent asiatique, elle s'est abattu coûte que coûte, conserver pour en jouir à sa guise.

Le continent africain, y compris l'Afrique du Nord,

nouveau partage et de tous les soins de l'Europe et du monde entier.

L'Europe qui ne désespère pas - la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, la Belgique et le Portugal - s'efforce de trouver une entente au prix même d'une rectification de frontières pour se maintenir sur le continent africain.

Du temps de Hitler, il a été question de l'Eurafrique. Un plan avait été préparé à cette époque pour refouler vers le Sahara tous les Musulmans nord-africains en les faisant remplacer par des Européens : Allemands, Italiens et autres. Il faut nous rappeler que l'Afrique du Nord a été l'objet de disputes sourdes, mais violentes, entre Hitler et Mussolini.

Le projet de l'Eurafrique n'est pas mort. Il a été repris par l'Europe actuelle. Il fait l'objet d'un grand débat entre les chancelleries européennes qui, toutes, désirent intéresser l'Allemagne et même l'Italie, afin de former un bloc européen compact et complet.

D'autre part, ce projet de l'Eurafrique a aussi fait l'objet d'une discussion dans la presse. Des ouvrages ont été même publiés pour propager en Europe cette conception.

Il y a plus de deux ans, des réunions franco-anglaises ont été tenues pour coordonner la politique coloniale de la France et de l'Angleterre en Afrique, afin de s'y maintenir et de résister à la pénétration américaine sur ce continent.

D'ores et déjà, l'Amérique est présente en Afrique du Nord, et dans toute la Méditerranée. Il y a certes, des rivalités au sein du bloc atlantique au sujet du continent africain. Il y a aussi lutte d'intérêts et d'influence, mais il n'empêche que toutes ces nations peuvent s'entendre sur le dos des Africains.

D'autre part, la politique de coexistence prônée par Staline, et qui vient d'être reprise par Malenkov avec plus de précision peut se développer dans le sens d'une entente au détriment des peuples colonisés. Cela n'a rien d'étonnant, puisqu'en 1935 cette politique de coexistence a été pratiquée par Staline qui a sacrifié l'indépendance des colonies. Dans toutes ces négociations comme dans toutes ces ententes, les peuples colonisés ne sont qu'un pion sur l'échiquier international, et les Etats n'ont d'autres soucis que leurs intérêts propres.

Un parti politique vraiment sérieux ne doit compter que sur lui-même, son esprit de sacrifice et sa volonté de vaincre l'exploiteur par tous les moyens.

Nous devons aujourd'hui, nous qui avons créé l'espoir dans le cœur du peuple algérien, regarder la situation dans le monde telle qu'elle se présente pour éviter de nourrir de dangereuses chimères.

Nulle trace dans l'histoire, de peuples libérés par d'autres peuples par amour de l'humanité.

Un parti bien fort et bien organisé, un peuple éduqué et exercé dans la lutte et l'esprit de sacrifice, peuvent occuper une place de la scène politique, digne de considération et de confiance. Ces conditions remplies, les portes s'ouvriront à nos représentants, l'attention internationale sera attirée sur nous. C'est seulement à cette condition que nous pourrons espérer l'aide de Dieu.

Etre un parti fort, bien organisé et bien discipliné, faire l'éducation du peuple algérien pour que ce dernier puisse jouer un rôle en toutes circonstances, faire preuve de l'existence réelle de notre parti à l'intérieur comme à l'extérieur, attirer l'attention de l'opinion internationale par notre combativité quotidienne, avoir

une politique extérieure sérieusement établie, savoir utiliser tous les atouts dans le domaine intérieur et extérieur, posséder une bonne organisation, une bonne presse et une bonne représentation à l'extérieur, harmoniser toute cette activité, ce sont là autant de tâches absolument indispensables pour aller de l'avant dans notre lutte.

Cette entreprise doit être réalisée aussitôt pour être au diapason de la situation internationale et pour que l'on sache un peu partout que nous sommes une force et qu'il faut compter avec nous quand il s'agit des problèmes nord-africains.

Diriger, c'est prévoir, diriger, c'est aussi choisir ; diriger, choisir avoir de l'imagination, de l'esprit d'initiative et de l'audace, sont autant de qualités indispensables aux dirigeants.

Puissent nos militants et tous nos dirigeants avoir ces qualités. Que Dieu facilite la tâche et cimente l'unité de notre Parti dans la clarté et autour de nos principes révolutionnaires, qu'il fasse que le peuple algérien se libère de la domination coloniale pour recouvrer sa liberté, sa souveraineté et son droit à la vie.

Source : Le deuxième Congrès National du MTLD, Alger, 4,5 et 6 avril 1953 (document MTLD, pp. 11-15).

Document 22 - Appel contre la politique anti-sociale du gouvernement Laniel

août 1953

Depuis le 4 août, des dizaines de milliers de travailleurs sont engagés dans des grèves pour défendre leurs avantages menacés par les décrets de réaction sociale du gouvernement Laniel. Nanti de pleins pouvoirs par une assemblée pressée de partir en vacances, M. Laniel, en fidèle représentant du patronat, veut faire supporter à la classe ouvrière tout le poids de la banqueroute de guerre coloniale. M. Laniel s'est lourdement trompé. La réaction ouvrière a été immédiate et vigoureuse.

Lancées par Force Ouvrière dans les PTT, les grèves ont aussitôt gagné d'autres secteurs importants de la vie économique du pays après avoir rallié les travailleurs de la CGT et de la CFTC. Dans une déclaration que nous publions par ailleurs, la fédération de France du MTLD a lancé un appel invitant les travailleurs algériens en France à lutter coude à coude avec les ouvriers français.

En Algérie, malgré les insultes dont ne cessent de s'abreuver les hauts dirigeants des centrales syndicales, et cela même pendant les grèves actuelles, les Postiers, les Cheminots, les Gaziers et Electriciens ont cessé le travail.

Ils se sont unis en grève par solidarité avec les fonctionnaires de France, et pour défendre les avantages acquis.

A l'heure où nous écrivions, le mouvement n'a pas gagné les travailleurs de l'Industrie et du Commerce. La misère est grande dans ces secteurs, où les salaires minima garantis n'atteignent pas 12 000 frs par mois ; alors que le coût de la vie en Algérie est aussi élevé qu'en France.

Tous les travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture doivent prendre conscience de la situation extrêmement favorable, pour rejoindre la lutte des fonctionnaires. Ils ont une occasion presque unique d'arracher le relèvement de salaire, d'accomplir leur devoir de solidarité prolétarienne envers les fonctionnaires.

L'unité s'est réalisée à la base dans le secteur public et semi public, malgré certains dirigeants syndicaux plus soucieux de servir leur idéologie politique, plutôt que les intérêts des travailleurs exploités.

C'est l'ensemble du mouvement ouvrier de France et d'Algérie qui doit se dresser pour crier halte à la politique de misère et de répression des fusilleurs de la place de la Nation.

L'édifice des impérialistes français construit sur l'odieuse exploitation de l'homme par l'homme s'écroulera sous les coups conjugués de tous les travailleurs de France et des peuples des pays coloniaux qu'ils oppriment.

Source : *L'Algérie libre*, mi-août 1953.

Déclaration de la délégation permanente du MTLD à Paris à propos des grèves qui se déroulent actuellement en France

La classe ouvrière française est engagée dans une action, d'une ampleur sans précédent depuis 1944, pour l'amélioration de son sort. Le magnifique mouve-

ment de grèves, qui s'amplifie chaque jour et atteint maintenant le secteur privé après avoir mobilisé la fonction publique et le secteur nationalisé, est l'expression d'un mécontentement légitime et d'une volonté de la classe ouvrière française d'arracher notamment une augmentation des salaires, l'abrogation des décrets-lois, la convocation du Parlement et la réunion de la Commission des conventions collectives.

Le gouvernement français, qui veut maintenir et accentuer une politique réactionnaire d'exploitation de la classe ouvrière au service d'un capitalisme impérialiste, est un gouvernement qui dirige également la répression colonialiste en Afrique du Nord pour briser le mouvement national. Ceux qui veulent le maintien de bas salaires en France et qui veulent remettre en question les conquêtes sociales de la classe ouvrière française sont les mêmes qui maintiennent Messali Hadj en déportation, poursuivent nos dirigeants et jettent nos militants dans les prisons; ce sont les mêmes qui sont responsables du crime du 14 juillet et de la mort de sept manifestants, dont six militants du MTLD.

Le MTLD salue la classe ouvrière française qui renforce chaque jour son magnifique mouvement et lui exprime son entière solidarité pour toutes ses légitimes revendications.

Le MTLD exprime sa satisfaction de la part active prise par les travailleurs algériens, particulièrement ceux des secteurs privé et nationalisé, dans les actions menées avec les travailleurs français.

Le MTLD se félicite de l'attitude des chômeurs algériens que le patronat considérait comme une masse de réserve destinée à jouer le rôle de «briseurs de grève», et qui, en refusant de répondre aux offres d'embauche du gouvernement, donnent une leçon de solidarité prolétarienne.

Le MTLD demande à tous les Algériens émigrés en France, et qui subissant un régime de surexploitation odieusement raciste lient leurs intérêts à ceux des ouvriers français, de continuer à s'associer à toutes les actions engagées pour des revendications professionnelles dans l'unité la plus complète avec les ouvriers français.

Les travailleurs algériens mobiliseront toutes leurs énergies afin d'œuvrer pour le renforcement du mouvement magnifique engagé depuis le 4 août et qui fera reculer le gouvernement en imposant la satisfaction des légitimes revendications des ouvriers français et algériens.

Plus que jamais, les Algériens doivent concrétiser par leurs actions le mot d'ordre essentiel du MTLD qui, s'adressant aux ouvriers français, leur dit : «Notre lutte est la même !»

La délégation permanente à Paris du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques en Algérie (MTLD)

Source : *L'Algérie libre*, mi-août 1953.

Document 23 - Message aux assemblées départementales
23 octobre 1953

Messieurs, mes frères,

Nous vivons une époque particulièrement intéressante et malgré la répression qui nous frappe durement nous constatons qu'il y a quelque chose qui s'en va, pour laisser place à un monde nouveau où la société de demain vivra certainement beaucoup mieux. Le monde qui s'en va résiste, s'accroche et essaie par tous les moyens de ralentir cette espèce d'agonie.

Chassé de l'Asie sous la poussée de grands mouvements nationalistes, l'impérialisme européen s'est jeté sur le continent africain où il veut organiser sa résistance, se renouveler et faire peau neuve. L'impérialisme français veut faire de l'Afrique du Nord un bastion de pénétration vers l'Afrique noire afin de renforcer ses positions chancelantes en Europe et dans le domaine international. Sans tenir compte des aspirations nationales des peuples maghrébins, l'impérialisme français livre le pays pour toucher du dollar et recevoir de l'armement moderne. Il est à la fois le gendarme et le maquignon.

La répression sanglante que nous connaissons depuis la fin de la guerre, les milliers d'Algériens qui remplissent les prisons d'Algérie et de France, les perquisitions, la torture et la terreur qui règne sur l'ensemble du pays, sont précisément déterminés par cette prise de position que l'impérialisme français a arrêté au moment de l'organisation du Pacte de l'Atlantique.

C'est en faisant miroiter l'importance stratégique et économique de l'«Union française» que le colonialisme français espère jouer un petit rôle dans le concert européen et dans les organismes de l'OTAN.

Non seulement il y a la stratégie et l'économie de l'Afrique du Nord qui sont mis en évidence, mais encore le colonialisme français veut aussi enrégimenter déjà les Nord-Africains pour en faire de la chair à canon dans un troisième conflit mondial.

Notre pays et nous-mêmes nous ne sommes plus dans toutes ces tractations sur l'échiquier international, qu'on place selon l'intérêt du colonialisme et du capitalisme.

Il est absolument indispensable que le peuple algérien sache véritablement que ce sont là des considérations qui sont à la base de cette terrible et épouvantable répression qui s'étend sur l'ensemble du pays... Plus de réunions, plus de manifestations, saisie de nos journaux, des perquisitions sans arrêt, notre jeunesse jetée dans la rue, notre religion bafouée pendant que ses édifices et le personnel du culte sont transformés en annexe de la Préfecture ; tout cela a comme arrière fond les bidonvilles, la misère et la maladie.

C'est précisément contre ces mauvais desseins de dégradation humaine que le Mouvement National Algérien lutte depuis de longues années et c'est pour cela aussi qu'une journée du 13 juin a été organisée à Paris au cours de cette année.

La quinzaine de lutte contre la répression, qui a débuté depuis le 4 de ce mois

trouve entièrement sa raison d'être pour continuer cette grande bataille.

Cette action, dis-je, doit faire écho à cette grande activité que mène le peuple français contre le régime d'exploitation.

Nous ne devons pas oublier qu'il y a, en France, des forces combattantes qui sont naturellement nos amies. Aussi avons-nous le même ennemi.

L'impérialisme français qui n'est qu'un développement du capitalisme exploiteur, se débat dans une crise de moralité en même temps qu'elle est une crise de régime.

Un simple coup d'œil sur ce qui se passe en France nous édifiera amplement sur l'acuité des difficultés dans lesquelles le colonialisme français se débat.

Les grèves du mois d'août dernier, la façon dont elles ont commencé, et l'ampleur qu'elles ont connue par la suite sont vraiment pleines d'enseignements pour nous et pour nos perspectives d'avenir.

Au moment où l'impérialisme avait à faire face aux événements du Maroc à la suite de la déposition du Sultan, plus de 4 500 000 travailleurs français se trouvaient en grève et paralysaient complètement les rouages des administrations capitalistes.

Ces événements qui ne sont en réalité qu'une explosion d'un état de choses se renouvelleront sans aucun doute puisque déjà l'activité syndicale, la rentrée des Chambres et la crise de l'agriculture française annoncent dans ce domaine un hiver plein d'événements, si nous voulons encore tenir compte du problème allemand et de celui de la nomination du président de la République.

En conséquence, la lutte contre la répression, la libération des détenus politiques et le respect des libertés démocratiques doit se renforcer, afin que nous puissions asséner des coups efficaces au colonialisme en Afrique du Nord.

Dans ce monde où il y a des grèves partout, des barricades, des soulèvements, des coups d'Etats , monde auquel nous sommes intégrés, nous avons pour devoir de nous préparer en conséquence pour libérer notre pays, en tendant notre main à tous les démocrates sincères et à tous les peuples en lutte pour la liberté.

Avec tous ces démocrates et ces peuples, nous ferons tout pour pousser dans la tombe ce régime qui ne veut pas s'en aller pour laisser place à une société où régneront la justice, la liberté et le bien-être.

Une fois de plus je recommande l'union, mais l'union féconde, effective et réelle, aussi je demande aux militants de fournir un immense effort pour œuvrer dans ce sens et faire en sorte que cet appel pénètre dans tous les foyers de l'Algérie.

Messali Hadj, proscrit politique

Source : *L'Algérie libre*, 23 octobre 1953.

Document 24 - Lettre à la direction du MTLD
1953

Monsieur le Président,
Messieurs les Membres du Comité Central,

J'ai l'honneur de vous écrire le présent document pour vous présenter mes souhaits de bonheur et de réussite des assises nationales du Parti.

Je vous avertis d'ores et déjà que ce que je vais vous dire peut-être vous surprendra. Il y a déjà longtemps que je suis bouleversé par la situation dans laquelle se trouve le Parti.

Dès mon retour d'Orient et au cours de mon séjour à Chantilly, j'ai essayé, avec beaucoup de délicatesses, de redresser la situation du Parti.

Mon séjour en Orient, mes contacts avec la Ligue Arabe et des personnalités du monde arabo-islamique ont confirmé en moi la nécessité pour le Parti de procéder à un redressement afin de faire une politique plus efficace et plus apte à la situation intérieure et extérieure.

La session de l'ONU de novembre 1951 à février 1952, le problème marocain qui a été porté devant cette instance internationale, la position de la France et les événements qui ont suivi «l'expérience tunisienne» en janvier 1952 sont venus également confirmer combien il était indispensable pour le Parti de changer de politique pour faire face au développement intérieur et d'ordre international.

En outre, les ratissages en Tunisie, les événements de Casablanca et l'éloignement de Bourguiba et des leaders marocains sont autant de coups de force colonialistes qui annonçaient que l'impérialisme était décidé à liquider tous les mouvements nationaux nord-africains.

Ces coups de force étaient aussi des coups de sonde pour voir et mesurer la réaction des peuples nord-africains et leurs mouvements nationaux, car au moment où se tenait le congrès à Alger, le peuple tunisien résistait et portait même des coups à l'ennemi, quant au Maroc, la résistance continuait à se faire sentir même dans le palais du Sultan.

D'autre part, les événements de Casablanca de décembre 1952, agitaient l'opinion publique et annonçaient les événements que nous connaissons aujourd'hui. Et si notre Direction avait voulu, elle aurait pu, en ce moment là, faire à la fois des actions de solidarité et entamer des négociations avec le Destour et l'Istiklal. Le peuple tunisien, le monde arabo-islamique, l'Istiklal et le Destour auraient été très sensibles à nos actes de solidarité et à nos démarches en vue de renouer l'Union nord-africaine.

C'était là un moyen efficace pour lier le problème algérien à la question nord-africaine et gagner la confiance du Maghreb arabe et entraîner le peuple algérien à participer à la Lutte.

Ce n'est pas aujourd'hui que nous répétons sur tous les tons et sur tous les temps qu'il faut que le Parti entreprenne de telles actions.

Depuis 1950, et d'une façon précise depuis notre retour d'Orient, nous l'avons demandé à Chantilly, lors de la tenue de la session des Nations Unies à Paris en 1951-1952, nous l'avons répété encore à Bouzaréah et Larba.

Et cette même année, nous l'avons écrit, puisque la parole ne suffisait plus, dans un rapport que nous avons adressé au Comité central et au Congrès.

Et enfin, le silence de l'Algérie après les événements du 14 juillet et de la déposition du Sultan, sont-ils des actes susceptibles de nous ouvrir les portes chez les peuples frères, à la Ligue Arabe et devant l'opinion internationale ?

Est-ce que cette carence du parti n'est pas pénible et douloureuse pour notre délégation d'Orient qui est en présence, d'une façon permanente, des Tunisiens, des Marocains et de la Ligue Arabe ?

C'est en accord avec la Direction et sur ma proposition que j'ai plaidé ce dossier et cette conception de notre lutte devant la Ligue Arabe en octobre 1951.

J'ai soutenu cette thèse devant l'Emir Fayçal, Abdelkrim et Azzam.

De même façon, j'ai parlé devant la presse égyptienne et les mouvements politiques et religieux de ce pays.

Et si cette prise de contact avait été suivie par une politique adéquate, nous ne serions pas en train de discuter de l'habitat avec Monsieur Jacques Chevalier.

Il faut que le Comité central sache, que depuis mon retour d'Orient, que la Direction essaie par tous les moyens d'étouffer ma voix et de repousser mes propositions, mes conseils et mes recommandations.

Non seulement, j'ai éprouvé un mal terrible à me faire entendre, dès mon retour d'Orient, mais depuis ma déportation à Niort, j'ai été jeté dans un isolement organisé.

Des décisions graves ont été prises et me concernant directement sans que je sois même consulté.

Tout cela, c'est pour éclairer le Comité central que depuis toujours et en particulier depuis deux ans, je ne cesse de revenir sur ce problème qu'est la condition *sine qua non* : ou de notre succès ou de notre échec.

Aujourd'hui, plus que jamais, les événements internationaux, la crise française et les événements nord-africains sont là pour corroborer la politique sur le plan intérieur et extérieur que nous avons souhaité pour notre Parti.

Si, sur le plan politique, nous avions fait fausse route, sur le plan islamique, nous sommes de mauvais Musulmans étant donné que la «fétoua d'El-Azhar» au sujet du Maroc intime l'ordre à tout Musulman de se dresser et de lutter contre l'impérialisme français par tous les moyens.

Que faire alors ?...

Messali Hadj

Source : *Le cri du Peuple*, novembre [1998].

Document 25 - Message aux militants du Mouvement National Algérien

27-28 décembre 1953

MESSAGE DU CHEF NATIONAL MESSALI HADJ AUX MILITANTS DU MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN, AUX SYMPATHISANTS, AUX ÉTUDIANTS ET AUX COMMERÇANTS DE LA RÉGION PARISIENNE ET DE TOUTES LES VILLES DE FRANCE.

ALERTE.

En ma qualité de chef du Parti, responsable devant Dieu, devant vous et devant ma conscience, je dois porter à votre connaissance ce qui suit :

Sans aller à des détails, je dois vous dire que votre mouvement national traverse une crise qui n'est pas sans gravité.

Il y a plus de trois ans que je lutte au sein du Parti dans le silence et par la voie hiérarchique pour protéger le mouvement national du glissement vers l'aventure et l'abandon des principes révolutionnaires.

Ainsi, une politique de facilité et de compromission a vu le jour depuis cette époque, et une véritable bureaucratie avec ses fonctionnaires, ses téléphones, ses pachas et ses chaouchs s'est instaurée dans le Parti.

Après la carence de la direction d'Alger, la Fédération de France qui jusque là, faisait preuve d'une certaine activité, a fini, peu à peu, par suivre ce même chemin.

Ainsi, durant mon séjour à Bouzaréa, à Chantilly, comme à Niort, j'ai reçu des centaines de militants et même de responsables qui venaient protester auprès de moi contre le silence du Parti tant à Paris qu'à Alger.

Leurs protestations portaient également sur le silence qu'observait le Parti sur les événements qui se déroulaient en Tunisie et au Maroc.

Ils ne comprenaient pas davantage l'absence du Parti sur la scène politique française où tant de problèmes qui nous touchent de près, étaient agités par les différents partis politiques français.

Les grèves du mois d'août 1953 , qui ont jeté sur le pavé plus de 4 millions d'ouvriers, le caractère révolutionnaire qui a animé cette explosion du peuple français, le problème de l'unité de l'Europe et la création d'une armée européenne qui vise carrément la mise en valeur du continent, et le problème indochinois, qui a été l'occasion de grands débats parlementaires et publics sont autant d'événements qui ont laissé indifférents la Fédération et même Alger.

L'ensemble de ces problèmes nous offrait des possibilités de luttes très larges dans le secteur français.

Ainsi, il était parfaitement possible de lier le problème nord-africain à des activités qui remuaient et remuent encore de fond en comble le peuple français.

Autre chose plus grave : ce sont les événements du 14 juillet 1953 qui ont fait couler le sang de patriotes algériens sur la place de la Nation, événements qui ont démontré le manque de préparation du Parti et aussi son indifférence pour faire face à cette provocation policière et poser carrément le problème algérien et l'objectif suprême que nous poursuivons.

Non seulement, on a marqué une indifférence et un manque de sens psychologique vis-à-vis de ces événements, mais encore on a laissé un autre parti exploiter à fond, à sa manière, le sang des patriotes algériens. Il a suffi de quelques menaces proférées par Martinaud Desplat, pour que les dirigeants de France aillent se terrer, très loin dans la région parisienne, et c'est alors que la débandade prit un caractère de panique tant en France qu'en Algérie. Ce n'est que quelques temps après que nous vîmes nos héros reparaître derrière Mauriac et certaines personnalités politico-religieuses.

Non seulement on n'a rien fait sur le plan parisien pour rattacher ces événements tragiques aux problèmes français, mais on n'a pas adressé un mémoire aux Nations unies dont la session a duré plus de six mois.

Et pour faire preuve d'une certaine activité, car il faut tout de même faire quelque chose, l'action du Parti en France comme en Algérie, se réduisait à l'envoi d'un communiqué à la presse et un télégramme de protestation aux autorités françaises.

D'autre part, l'activité du Parti en Algérie se bornait à la politique électorale et à ses marchandages autour des sièges et des strapontins.

Par ailleurs, après la faillite de la politique du Front algérien, qui a duré près de trois ans, la bureaucratie vient de s'engager avec une légèreté déconcertante sur la voie d'un congrès national en abandonnant sa ligne politique et ses principes révolutionnaires et sans tenir compte des expériences d'union encore toutes fraîches.

Cela démontre que cette bureaucratie tourne le dos aux réalités et fait preuve d'un manque total d'analyse de nos problèmes politiques, de nos prises de position au point de vue élection, union et méthodes de travail et d'action.

Cet état de choses a fait que tous les militants du Parti sont restés sans activité, sans éducation politique et sans rapport avec les dirigeants de la Fédération. Les militants sont transformés en souscripteurs permanents, les chefs de kasmas sont devenus des facteurs et les dirigeants de véritables pachas.

J'ai dû personnellement envoyer plusieurs rapports contre cette situation qui s'aggravait tous les jours. J'ai dû aussi protester énergiquement et verbalement chaque fois que cela m'a été possible. Je dois dire qu'aucune de ces démarches n'a donné un résultat quelconque, et devant cette inertie voulue de la bureaucratie de France et d'Algérie, j'ai été obligé pour secouer ces «bonzes» de retirer ma confiance à la direction pour pouvoir redresser le Parti.

Malgré cela la direction s'accroche à ses privilèges, se cramponne au pouvoir par le jeu démocratique d'un Comité central qui, dans sa majorité, est composé de fonctionnaires à l'image de la direction.

Je dois vous dire aussi que depuis deux ans que je suis à Niort, je n'ai jamais été consulté ni sur la marche du Parti, ni sur les événements graves qui se sont déroulés en Afrique du Nord.

Il y a, en effet, dans le Parti un système d'étouffement, de police et de mouchardage à l'égard de tous les militants qui osent faire la moindre critique sur la marche du Parti, les dépenses et le manque d'activité. Ainsi de nombreux militants sont frappés de suspension, de déplacement, d'exclusion et d'amendes.

Cela ne doit pas étonner les militants puisque le chef du Parti, lui-même, a été

jeté dans un isolement total et privé des moyens de contact avec les dirigeants et le peuple. Ni dans les kasmas, ni dans la presse du Parti, il n'est question du chef du Parti, qu'on veut non seulement isoler mais encore essayer de discréditer par un dénigrement organisé par la bureaucratie de Paris et d'Alger.

Cela est tellement vrai qu'il y a une dizaine de jours, la direction d'Alger, en accord avec la Fédération de France a envoyé Bouda en France où il s'est livré à un dénigrement et à un étalage des affaires privées du Comité central, de la Direction et du chef du Parti. Devant de simples militants, à Paris et dans le Nord de la France, il a jeté en vrac les affaires du Parti et ses rapports intérieurs.

Cette attitude qui a été commise en violation de la discipline à la fois par la direction, la Fédération de France et Bouda lui-même prouve qu'il y a un accord parfait au sein de la bureaucratie pour étouffer la voix du chef du Parti et le discréditer.

Qu'on le veuille ou non, la direction a déjà monté, il y a longtemps, une cabale de toutes pièces pour étouffer la voix d'un homme qui a osé s'élever contre cette politique de facilité, de concession et d'abandon.

La bureaucratie qui a osé commettre de tels actes d'indiscipline devant de simples militants pour arriver à ses fins, est très mal venue de parler de l'unité du Parti.

Si tel était son souci, pourquoi envoyer un membre du Comité central étaler devant de simples militants des affaires qui ne sont du ressort que de la direction et de ses rapports avec le chef du Parti.

J'ai bien des choses à dire, mais je ne veux pas suivre la Direction dans cette voie indigne et je les réserverai pour le Congrès que nous tiendrons dès que la maison sera nettoyée.

Devant cette situation, les militants non avertis furent désorientés, inquiets, puis ils se ressaisirent. Et, spontanément, ils se sont groupés et ont créé un Comité de salut public, pour mettre fin à ce désordre et redresser le Parti avant que la situation ne s'aggrave davantage. C'est là un geste d'une grande valeur politique et historique à la fois. Ce geste, je l'approuve de tout mon cœur et lui souhaite une réussite poûr le redressement du Parti et le renforcement de son unité dans la clarté et la liberté.

C'est pourquoi, en ma qualité de chef du Parti et premier responsable du mouvement national devant le peuple algérien, je fais appel à tous les militants, aux chefs des kasmas, aux sympathisants, aux étudiants et aux commerçants pour se joindre à ce Comité de salut public afin de l'aider dans sa tâche et dans l'accomplissement de son œuvre de clarification.

Je fais appel aussi, d'une manière pressante à tous les Algériens pour se dresser en masse et se mobiliser comme un seul homme au service de ce Comité de salut public.

Celui-ci donnera des ordres, des directives et avec votre confiance et votre collaboration fraternelles, il dirigera l'ensemble de la Fédération de France, en attendant le renouvellement de la Direction.

Il vous a été communiqué le message que j'avais envoyé à la Fédération, à la Conférence fédérale annuelle du 27 décembre dernier.

Ce message qui a été étouffé par les pachas de la Fédération de France conte-

nait une critique et des analyses précises sur la situation malheureuse dans laquelle se débat cette Fédération.

Au lieu de l'examiner sérieusement et laisser les militants discuter librement pour faire un bilan de l'activité annuelle de 1953, on a étouffé ce message et intimidé et menacé de sanctionner les militants qui ont osé demander des explications.

Ces méthodes d'étouffement et les sanctions qui pleuvent sur les militants qui osent demander des explications sur le manque d'activité du Parti, le sort de nos frères qui sont en prison, les blessés du 14 juillet, les dépenses du Parti et certains détournements de fonds du Parti déjà connus, sont devenus un système permanent entre les mains de la bureaucratie pour cacher sa carence, son immobilisme et sa politique de facilité.

Il faut absolument que ces méthodes draconiennes cessent pour permettre au Parti de poursuivre sa marche historique.

En vue d'un regroupement général de toutes les forces du Parti, je déclare qu'une amnistie large sera mise à l'étude dès que possible et que les militants frappés injustement rejoindront leurs postes.

D'autre part, je déclare aussi que le système honteux des amendes qui frappent lourdement les militants déjà écrasés par la misère colonialiste sera immédiatement supprimé.

Désormais je veillerai à ce que la liberté de parole, de critique soit respectée dans toutes les branches d'activité et que les barrières infranchissables qui séparaient les militants des chefs petits ou grands soient abattues et remplacées par une collaboration fraternelle franche et islamique.

Que les militants soient assurés que le système de béni-oui-ouisme, de mouchardage et d'esprit de bureaucratie sera supprimé.

Enfin que les militants sachent que les pachas modernes, les caïds en vestons et les chaouchs sans uniforme, n'ont point de place chez nous.

Je voudrais également, avant de terminer ce message qui est un cri d'alarme, dire que cette situation dans laquelle se débat le Parti n'est pas chose accidentelle comme on pourrait le penser. Cette situation, dis-je, est voulue et elle a été préparée depuis fort longtemps.

Elle est la conséquence normale de la nouvelle politique et la cause principale de la violation des principes révolutionnaires, politique qui a conduit le mouvement national dans la voie des concessions du réformisme et des compromissions déshonorantes.

Voici d'ailleurs quelques faits caractéristiques de cette politique déviationniste.

Après les événements du 14 juillet qui ont profondément indigné le peuple algérien, et même l'opinion publique française, il était normal que le Parti mobilise toutes ses forces pour mener une campagne, d'abord pour flétrir la machination policière et ensuite préparer un plan d'action pour un temps déterminé afin de poser le problème algérien dans son ensemble, sans oublier de proclamer l'objectif suprême du Mouvement national algérien.

Si la bureaucratie avait voulu, il était certainement possible à ce moment là, après les massacres du 14 juillet, d'élever le problème algérien à celui de la Tunisie et du Maroc devant l'opinion internationale.

Non seulement rien de tout cela n'a été fait, mais nous avons constaté que nos élus au Conseil municipal d'Alger n'ont même pas élevé une protestation, sous prétexte de ne pas gêner, soi-disant, la politique de réformes en cours décidée par le maire J. Chevalier.

Sans doute c'est pour la même raison que le budget colonialiste de la ville d'Alger a été voté par nos élus. Cette attitude, jamais vue jusqu'à maintenant dans notre mouvement, a étonné le peuple, nos adversaires et nos amis politiques. Par contre elle a réjoui la presse colonialiste qui a commenté ce fait comme un événement extraordinaire et jamais vu en Algérie.

L'avocat Kiouane, membre de la direction et adjoint au maire, a prononcé à cette occasion un discours pour justifier le vote du budget colonialiste en déclarant qu'une nouvelle ère de compréhension et de rapprochement a vu le jour à la mairie d'Alger.

Cela serait incroyable et impensable, tellement c'est ahurissant et contraire aux principes du Parti.

Est-il possible de parler d'une ère nouvelle et d'une prétendue compréhension de l'impérialisme après les massacres du 14 juillet ? Est-il possible de tenir pareil langage alors que la répression fait rage en Algérie et que les prisons sont pleines de patriotes algériens ? A-t-on le droit de parler ainsi alors que le chef du Parti n'a même pas été autorisé à aller au chevet de sa femme mourante ?

Bref, il faut absolument mettre un terme à cette situation qui a complètement désaxé la vie du Parti.

Du fonds de mon exil, je me suis dressé farouchement contre cette politique d'abdication et de reniement.

Aujourd'hui je m'adresse à tous les militants et à tous les chefs sincères et fidèles aux principes révolutionnaires du Parti pour m'aider dans cette tâche de salubrité publique et de redressement du mouvement national.

De tous temps et dans les moments les plus difficiles, le peuple a été ma force dans ce grand combat pour la libération et chaque fois que j'ai fait appel à lui, il a répondu : «PRÉSENT».

Aujourd'hui, étant donné mon éloignement et ma séquestration par l'impérialisme qui me prive de la lutte et d'être présent à vos côtés, une fois de plus, je fais appel au peuple pour me remplacer dans cette situation de redressement.

PEUPLE ALGÉRIEN, MILITANTS ET SYMPATHISANTS, SOYEZ TOUS UNIS ET RÉSOLUS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DE CETTE ŒUVRE

Votre chef absent vous dit à tous : «EN AVANT».

Cachet de la Fédération de France du MTLD
Comité du salut public
Messali Hadj, en résidence forcée à Niort.

Source : Archives Messali, texte reproduit dans Harbi, *Archives*, pp. 53-55, et dans *Le Cri du Peuple*, novembre [1998].

Document 26 - Message à l'assemblée générale du Cercle Zimmerwald à Paris

15 janvier 1954

Chers camarades,

Je profite de cette magnifique occasion pour envoyer à l'assemblée générale du cercle Zimmerwald parisien mes souhaits de réussite et aussi toute ma sympathie et mon amitié.

Je le fais avec d'autant plus de plaisir qu'il y a à la direction de cette tribune internationale des figures parfaitement sympathiques que j'ai eu l'honneur de connaître dans ma vie de vieux militant. Certaines d'entre elles sont venues tout près de moi, au moment de la répression, pour me manifester et leur solidarité et leur concours.

Par cette action, ces camarades et moi avons, dans le passé, jeté un pont entre l'Afrique du Nord opprimée et la classe ouvrière française.

Ce sentiment de lier le mouvement d'émancipation nord-africain aux luttes de la classe ouvrière française a dominé toute mon activité et cela malgré d'énormes difficultés et quelquefois une incompréhension de la part du peuple français.

J'estime que ce sentiment, qui a animé l'action des mouvements politiques nord-africains nés au sein du peuple français, issus des bords de la Seine, trouve aujourd'hui toute sa raison d'être en tenant compte de la situation internationale face au problème colonial.

C'est pourquoi je crois qu'il est absolument indispensable que le problème nord-africain qui géographiquement, économiquement et stratégiquement touche de très près la classe ouvrière française doit se trouver au centre des préoccupations du peuple français.

Le développement de l'aviation et des moyens de production et de répression unit avec une grande rapidité Paris-Alger-Tunis-Rabat et Dakar. L'impérialisme qui dispose de ces moyens d'action, de déplacement et de liaison peut avec une facilité extraordinaire se jouer des mouvements d'émancipation de ces peuples opprimés et même de la classe ouvrière française.

C'est pour toutes ces considérations que le cercle Zimmerwald, qui lutte contre la guerre, pour la paix et la libération de l'Homme, doit à mon avis, et dans la mesure de ses possibilités, accorder une place importante au problème colonial d'une façon générale et au problème nord-africain d'une façon particulière.

Il y a à peu près un demi-million de Nord-Africains en France. Et seulement dans la région parisienne il y a près de 150 000 Algériens. Chassés de leur pays à la suite d'une expropriation et d'une exploitation honteuses, ils vivent maintenant un peu en marge du peuple français.

Cette situation n'échappe point à l'impérialisme qui veut par tous les moyens les isoler de la classe ouvrière en orchestrant contre eux sa presse servile et son appareil répressif.

D'où l'assassinat de six travailleurs algériens à l'occasion de la manifestation du 14 juillet 1953.

Cette machination policière a été le départ de la mise en branle d'une répression qui pénètre dans tous les foyers nord-africains en France.

On ne sait ce que l'impérialisme prépare contre les travailleurs nord-africains.

La répression sanglante en Tunisie, au Maroc et en Algérie, les milliers d'arrestations, les assassinats et les enlèvements sont autant d'événements qui indiquent que le colonialisme, qui grâce aux dollars a repris du poil de la bête, veut mettre au pas tous les mouvements d'émancipation pour ensuite mater la classe ouvrière française.

Si le pont dont il est question au début de ce message avait véritablement existé en août dernier au moment des grèves, il était facile de profiter des événements nés à la suite de la déposition du Sultan, pour lier à la fois les grèves au mouvement de protestation qui a agité des millions de parias nord-africains.

Si les grèves d'août dernier ne sont qu'une explosion d'un régime et de même le mécontentement nord-africain, qui ne peut que se développer, on peut dire que cet état de choses tant en France qu'en Afrique du Nord, doit évoluer vers une solution commune, effective, féconde.

En conséquence, la classe ouvrière française a besoin dans sa lutte contre le capitalisme des forces des peuples nord-africains en lutte contre l'impérialisme et vice versa.

Pour cela tous les cercles où se discutent les problèmes touchant les intérêts de la classe ouvrière et de l'internationalisme se doivent également de lier à leurs propres problèmes les problèmes propres des Nord-Africains.

Animé du souci permanent de lier le mouvement d'émancipation des peuples nord-africains à la lutte de la classe ouvrière française, et considérant la nécessité qu'il y a pour tous de procéder à un rapprochement et à une compréhension des uns et des autres et désirant opposer des forces organisées au colonialisme, je propose en ma qualité de président d'honneur du cercle Zimmerwald de Niort que le problème nord-africain figure parmi les autres problèmes cités dans votre programme.

Je serais très content de voir le cercle Zimmerwald de Paris, comme cela se passe à Niort, faire des conférences et préparer des contacts entre la France et l'Afrique du Nord.

Je suis convaincu qu'une telle activité peut non seulement faire œuvre d'explication des problèmes nord-africains mais encore développer l'internationalisme.

Je considère cela comme une œuvre de désintoxication contre la propagande colonialiste entretenue par les journaux, la radio et la finance.

Je profite de cette occasion pour adresser au cercle Zimmerwald de Niort mes remerciements et ma gratitude pour l'action qu'il a menée dans le domaine anticolonial d'explication et d'information, et même d'action.

Recevez, chers camarades, mes salutations fraternelles et révolutionnaires.

Messali Hadj,
proscrit politique en résidence forcée à Niort.
Le 15 janvier 1954.

Source : *La Révolution prolétarienne*, février 1954.

Document 27 - La lutte des peuples contre la tyrannie
9 juillet 1954

Joseph Laniel, malgré ses multiples astuces a été contraint d'abandonner le pouvoir. Certes, ce ne sont pas ses capacités d'homme d'Etat qui lui ont valu son maintien comme Premier ministre français durant un an, mais plutôt la crainte de ne pas lui trouver rapidement un successeur, tant la politique française intérieure qu'extérieure est dominée par les multiples contradictions qui n'ont jamais été surmontées, étant donné les points de vue divergeants des partis politiques français.

Seulement, il a fallu Diên Biên Phu et la situation de plus en plus précaire du corps expéditionnaire français en Indochine, avec également les troubles qui ensanglantent la Tunisie et le Maroc, qui illustrent la ferme détermination des Tunisiens et Marocains de se débarrasser de la tutelle colonialiste française qui, sous le couvert du protectorat tend à annexer progressivement les deux royaumes pour en faire finalement des «provinces françaises», il a fallu ces divers événements pour voir l'opinion publique réagir efficacement et obliger le gouvernement Laniel-Bidault à démissionner.

Naturellement, il a fallu du temps aux représentants de la nation française pour échapper à l'apathie qui les engourdissait, car tout le monde n'ignorait pas que Bidault est le responsable direct de la déposition arbitraire de Sa Majesté Sidi Mohammed Ben Youssef et son remplacement par un fantoche, comme il est le responsable des événements qui secouent la Tunisie ; son attitude équivoque à la conférence de Genève ne laissait aucun doute quant à ses manœuvres pour amener les débats sur l'Indochine dans une impasse, et inciter les Américains à intervenir aux côtés du corps expéditionnaire français.

Mais les Américains ont fait comprendre au gouvernement français que leur intervention ne peut pas être envisagée, tant que la Chine communiste n'intervient pas ouvertement, manifestant ainsi leur désir de ne pas s'engager dans l'imbroglio indochinois, mettant ainsi en échec la diplomatie Bidault qui tendait à internationaliser le conflit. Les voies tortueuses suivies et choisies par Bidault ont démontré clairement que la diplomatie française, loin de s'inspirer des réalités présentes et s'adapter aux circonstances nouvelles, ne fait que perpétuer l'état de fait colonial.

Du discours d'investiture du président du conseil français désigné M. Mendès France, il est à retenir la ferme volonté de ce dernier de faire aboutir les négociations de Genève par un cessez-le-feu en Indochine dans quatre semaines dénonçant par là la mauvaise volonté du gouvernement Laniel-Bidault à ne pas mettre fin à une guerre injuste, et aussi de ramener le calme en Tunisie et au Maroc, en négociant avec les nationalistes des deux royaumes en vue de mettre fin aux troubles qui agitent les deux protectorats inaugurant une nouvelle ère de compréhension mutuelle.

Monsieur Mendès France, contrairement à ses prédécesseurs, tiendra-t-il

compte des légitimes aspirations des peuples nord-africains ? Sera-t-il assez courageux d'affronter les tenants du régime colonialiste en Afrique du Nord ? Aura-t-il l'envergure de ces hommes d'Etat anglais réalistes, qui après échec des manœuvres dilatoires, réalisent les bénéfices que leur peuple tire d'une plus claire compréhension des désirata des populations qu'ils dominent et qui aspirent à la gérance de leurs propres affaires sans pour cela perdre leur amitié ?

De multiples exemples s'offrent à M. Mendès France pour qu'il soit utile de les citer, exemples qui illustrent combien le réalisme anglais s'adapte vite aux circonstances nouvelles qui se présentent à lui. Enfin, M. Mendès-France évitera-t-il les méthodes surannées qui n'ont causé que des déboires et échapper à la servitude des conceptions rétrogrades.

Le chef du gouvernement français actuel s'est attelé à une tâche qui de prime abord, paraît excessivement ardue. Il est à souhaiter qu'à l'inverse de ses prédécesseurs, il abandonne les sentiers battus pour suivre une voie sans détours. Les peuples indochinois et nord-africains sont fermement décidés à restaurer leur souveraineté mutilée. Et ce ne sont, ni le maintien du fantoche Bao-Dai au Viet-Nam, ni l'introduction des soi-disant réformes, imposées aux Tunisiens et Marocains qui parviendront à les détourner de l'objectif qu'ils se sont fixés et seule une politique réaliste, inspirée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pourrait à l'avenir éviter de nouveaux désastres.

Moulay Tlemçani

Source : *L'Algérie libre*, 9 juillet 1954.

Document 28 - **Lettre de Messali aux militants**
juin 1954

Le chef national Messali Hadj aux militants

Dans ma dernière déclaration, j'ai examiné à votre intention, la situation du parti, l'œuvre de redressement que nous poursuivons et notre volonté de préparer un congrès pour mettre fin au conflit et à une certaine propagande non désintéressée.

Comme vous le savez, le redressement ne pourrait se faire sans difficultés, ni d'obstacles car outre cela, une certaine propagande inspirée par la bureaucratie a essayé d'induire les militants en erreur en préconisant la neutralité, le blocage des fonds jusqu'à la tenue du congrès.

Les militants avertis et plaçant l'intérêt national au dessus de ces intrigues, ont réagi violemment contre ces méthodes de division et de travail fractionnel.

Mais certains de nos militants se sont laissés entraîner dans ce travail de sape contre l'unité du Parti, à ceux-là, je m'adresse pour leur dire de ne pas suivre cette voie et de rejoindre les rangs du Parti, pour continuer le combat dans la discipline, l'ordre et le travail.

Le congrès extraordinaire aura lieu sans nul doute comme je l'ai dit dans ma dernière déclaration.

Sans fixer une date précise, je déclare que le congrès extraordinaire aura lieu avant la date fixée par le Comité Central.

La Direction provisoire fera tout son possible pour accélérer les préparatifs et essayer même de gagner du temps quant à la date de sa convocation.

En conséquence, je déclare que le prochain congrès aura une haute importance par son ordre du jour et je fais appel aux Kasmas et aux militants qui se sont laissés égarés par des faux bergers, de rejoindre les rangs du Parti.

Messali Hadj.

Les conditions de la préparation du Congrès

Devant la poussée de la base qui a répondu comme un seul homme à l'appel du Président, pour entreprendre le redressement du Parti, le remettre sur sa voie révolutionnaire afin de joindre son combat libérateur à ceux des peuples frères tunisien et marocain.

Cette attitude de la base qui a répondu présent à son Chef national, démontre qu'elle était sur la même onde que lui et qu'elle subit le poids de la répression colonialiste et le mépris de la Direction, comme lui.

Ce n'est qu'à la suite d'un long combat mené par le Chef du Parti, avec celui du COMITÉ DE SALUT PUBLIC et l'appui de son porte-parole, Moulay Merbah, auprès du Comité et après que Ben Khedda ait reçu, du 20 au 27 mars 1954, des résolutions de défiance de la part de plus de 90 % de kasmas lui demandant de remettre le pouvoir au Chef du Parti.

C'est ainsi que la Direction, en accord avec le Comité central, a finalement remis

les pouvoirs à Messali, le 28 mars 1954, pour diriger le Parti et préparer un congrès extraordinaire dans les trois mois qui suivent. La date limite étant le 15 juillet 1954.

Il est à souligner qu'on lui a remis un pouvoir imputé des principaux attributs en vue de saboter d'avance l'œuvre de redressement du Parti et de torpiller la préparation du congrès, puisqu'on prive le Chef du Parti des moyens financiers nécessaires, il ne peut respecter la date de la tenue du congrès le 15 juillet. Il ne reste à la Direction, par ce stratagème, qu'à prouver l'incapacité de Messali de diriger le Parti, et prendre le pouvoir pour appliquer sa politique.

Messali constitua la délégation dont Moulay Merbah était le responsable pour assumer la Direction du Parti et pour préparer le congrès. Avec lui, il y avait : Mezerna, Filali Embarek, Mamchaoui et Aïssa El Oudadli.

La passation des pouvoirs, par Ben Khedda à Moulay Merbah, a été faite avec l'arrière-pensée et la volonté de nuire à Messali en paralysant le Parti par les faits suivants :

1. En ne mettant à la disposition de Messali, que 5 000 000 de francs (de l'époque), desquels il devait payer 2 300 000 francs de dettes, tout en s'appropriant tous les fonds de réserve du Parti :

2. En outre, Ben Khedda et ses amis gardent quatre locaux et cinq voitures :

3. D'autre part, Ben Khedda et ses amis avaient offert trois mois de vacances (payés d'avance) à l'ensemble des cadres permanents qui assurent les «activités» du Parti, à l'exception des C.W et C.D auxquels on a recommandé l'inertie et le dénigrement de la personne du Président Messali, tout cela, pour démontrer qu'ils étaient «indispensables» à la vie du Parti.

Face à cette situation, il a fallu que Moulay et ses amis recrutent des éléments au sein de l'organisation pour assurer la parution de l'*Algérie Libre* et *Saout El Djazaïr* ainsi que les services vitaux du parti. Quant aux locaux et voitures, ce sont les militants qui se sont chargés pour les récupérer en une seule matinée.

Tel a été la situation après la passation des pouvoirs, en avril 1954.

Source : *Le Cri du peuple*, nov [1998].

Document 29 - Histoire de la Fédération de France du MTLD

juillet 1954

[Après un rappel sur la naissance du mouvement national en France (l'ENA-PPA), Messali fait un historique de la Fédération de France].

Personnellement, je peux dire qu'à partir du 27 août 1937, jusqu'à août 1946, j'ai été totalement écarté de la scène politique par mes emprisonnements et mes nombreuses déportations [1].

C'est ainsi qu'en arrivant à Paris, le 1er août 1946, j'ai trouvé une situation toute nouvelle, des militants nouveaux, avec un mouvement national en évolution, aussi bien en France qu'en Algérie.

Au moment où je suis arrivé à Paris, ce fut Maïza Brahim [2], qui dirigeait la Fédération et qui semblait la guider dans une bonne voie. A mon retour en Algérie, en octobre 1946, ce fut Hocine Assela [3] qui avait pris la succession jusqu'en janvier 1947.

A partir de cette époque, ce fut Abed qui dirigeait la Fédération en lui faisant subir des transformations fort remarquables.[4]

Les principes d'organisation, de discipline et d'action moderne prirent place dans toutes les sections. Abed créa *l'Emigré en France*, et *l'Etoile algérienne* ; avec l'un des étudiants, il jeta un pont entre les travailleurs manuels et intellectuels. Lors de mon séjour à Brie Comte Robert, j'ai constaté cette fraternité de lutte qui animait à la fois les étudiants et les travailleurs. Avec le complot du berbérisme, c'est Chawki et le capitaine Saïdi, qui sont envoyés en France pour mettre fin à cette besogne de division qui a nécessité près de dix-huit mois de lutte.[5]

D'une façon sommaire, voilà la situation en France, à l'arrivée de Zoubir qui présidera à la destinée de la Fédération, depuis le début de janvier jusqu'au mois de septembre 1953.[...] [6]

---

1. Messali a parlé de ses prisons et de sa déportation en Afrique noire dans *Combat* (doc. n°21).

2. Ancien président de l'AEMNA (association étudiante nord-africaine) Brahim Maïza devient président de la Fédération de France du PPA. Il avait renoué les contacts avec la Gauche révolutionnaire et présidé le 4 avril 1946, à la Grange aux Belles, un meeting du «Comité provisoire de défense des libertés démocratiques en Algérie».

3. Brahim Maïza ayant suivi Messali à Alger, la Fédération de France sera dirigée par Hocine Asselah, un écrivain public de Dra el Mizan, chef de file du «groupe de la Casbah» lié à Messali.

4. A partir de janvier 1947, Abed (Filali) succède à Hocine Asselah. Il renoue avec les syndicalistes de *La Révolution prolétarienne*, dont le n°1 reparaît en avril 1947.

5. Sur le berbérisme en France, voir les récits complémentaires de Belkacem Radjef, dirigeant kabyle très sévère envers le berbérisme (Ben Khedda, *Le 1er novembre*, ch. II, la crise berbériste et l'annexe 29 de ce même livre)

Dans son rapport, Messali qui a été tenu par le Comité central à l'écart du conflit, considère lui aussi le berbérisme comme «une création colonialiste» mais il estime «qu'on a éliminé sans discernement des éléments en les taxant de berbériste.» Il avait insisté pour que Aït Ahmed ne soit pas chassé du parti et il lui manifestera sa confiance en le chargeant d'un rapport sur l'OS puis en l'envoyant au Caire.

6. Zoubir est le pseudonyme de l'étudiant M'hammed Yazid.

Avec son arrivée à Paris, la Fédération a connu un grand regain d'activité. Parfois même, cette activité parisienne a éclipsé Alger du temps du règne de Lahouel Hocine, qui s'est caractérisé par l'inertie et la stagnation.

Souvent les militants venaient me voir à Bouzaréa pour me dire que le Parti n'était plus à Alger, mais qu'il se trouvait à Paris, étant donné que nos militants de la région parisienne étaient descendus dans la rue pour imposer la vente de l'*Algérie Libre* et dénoncer la répression sanglante en Algérie.

Du boulevard Sébastopol aux Champs Elysées à la manifestation du 1er mai, au collage des papillons et aux inscriptions murales, les militants de la région parisienne se sont distingués dans une lutte qui a soulevé l'admiration de nos adversaires mêmes.

Lors de ma tournée de propagande en France, période qui s'étend du 13 juillet jusqu'au 17 août 1951, j'étais très heureux de constater une certaine activité de nos militants.

Cependant, j'ai constaté en juillet et août 1951 que la bureaucratie commençait à faire son apparition dans les rouages de la Fédération et cela malgré la volonté des militants.

Un vieux militant me disait que cette activité n'était qu'un feu de paille et ne reposait sur aucune organisation solide ni volonté résolue de la part des dirigeants pour aller de l'avant.

En effet, je l'avais constaté avant de partir pour La Mecque puisque durant mon séjour à Chantilly, j'ai vu un vide se faire autour de moi et ce n'est qu'après mon insistance que les militants étaient venus me voir.

La bureaucratie déjà installée à la rue d'Enghien et dans d'autres lieux de la capitale française, va complètement se manifester à mon retour d'Orient en novembre 1951 ; avant mon départ du Caire, j'avais adressé deux lettres, une à la Fédération et une autre à Alger pour leur demander de se préparer activement pour faire face à la session de l'ONU qui allait s'ouvrir le 6 novembre et recevoir les délégations arabo-islamiques. Je leur disais également dans ces deux lettres, que très bientôt j'allais me trouver dans la région parisienne ou en Suisse, pour diriger avec eux nos activités en marge des Nations Unies.

A mon retour en Suisse, le 1er novembre, j'ai téléphoné à Paris, pour me mettre en contact avec la Fédération et demander la visite d'un militant. Celui-ci n'est venu me voir que 5 jours après ma demande. J'ai constaté tout de suite que ni Alger, ni Paris, n'avaient fait les préparatifs nécessaires pour faire face à la session des Nations Unies.

J'ai demandé à Zoubir de nombreuses fois, de me montrer les deux lettres que j'ai expédiées du Caire. Sans succès. J'avais pensé que la bureaucratie de Paris n'avait fait que suivre celle d'Alger. En réalité, les dirigeants de la Fédération de France, étaient eux-mêmes des bureaucrates.

... Zoubir, Hamid et Mourad qui dirigeaient la Fédération de France, étaient aussi membres du Comité central, et à ce titre, ils se déplaçaient entre Paris et Alger et d'autres villes de France plusieurs fois par an.

Au titre de cette prétendue clandestinité, ils voyageaient en taxi, en train, en avion et en bateau, comme ils le voulaient. Pour aller de Paris assister au Comité central à Alger, ils consacraient plusieurs jours de voyage en prenant des directions

zigzagantes pour, soi-disant, échapper à la police.

En un mot, au nom de cette prétendue clandestinité, ils voyageaient comme ils voulaient, entreprenaient les dépenses comme ils le voulaient et les présentaient comme ils voulaient. La direction, très complaisante à l'égard de la bureaucratie parisienne, se contentait d'entériner les dépenses d'une façon globale sans examiner comme il convient les rapports financiers. Les dirigeants de Paris, arrivaient au Comité central en retard, et partaient avant la clôture, toujours sous prétexte de la prétendue clandestinité.

L'un des dirigeants est allé à Nice se reposer pendant que le Comité central l'attendait à Bouzaréa, sous prétexte de cette prétendue clandestinité. Le triumvirat agissait de façon à se pardonner mutuellement les fautes.

En tant que chef du Parti, je n'ai jamais su les dépenses qui se faisaient à Paris [...]. Des immeubles des voitures, se chiffrant par millions ont été achetés, sans que je le sache, ni avant, ni après.

En un mot, au nom d'une clandestinité qui n'existait pas, et d'une discipline invoquée à chaque instant, la bureaucratie parisienne se permettait des dépenses, des déplacements, des réceptions et des aides comme elle voulait.

Ces mêmes faits se retrouvent à Alger et nous pouvons dire qu'un pont avait été jeté entre la bureaucratie d'Alger et celle de Paris, depuis le règne de Lahouel, jusqu'à nos jours [...]

Entre ces deux pôles, il s'est établi une amitié qui s'est traduite par des voyages où il y avait plus d'agréments que d'activité. C'est ainsi que Chawki a pu, aux frais de la princesse, s'offrir un voyage entre Alger, Rome, Paris, Genève, sans rapporter de cette grande randonnée la moindre petite action et la moindre petite explication.

Lahouel Hocine ne refusait rien à ces messieurs, car c'est le règne de la République de la camaraderie, dans toute sa grandeur.

Après les assassinats de 1953 [1], A. Kiouane [2] était venu à Paris le 24 juillet, pour faire la fameuse conférence de presse. Lahouel, aguiché par la rue d'Enghien, avait fait plusieurs longs séjours à Paris et à l'étranger, sans que nous sûmes ni les raisons ni les résultats, ni les dépenses.

Dans cette voie de la camaraderie et du règne de la complaisance, la direction de la Fédération de France, s'est transformée, peu à peu, en un conseil d'administration, de gérance et de réception. La bureaucratie parisienne prenait en charge tous les caïds et tous les chaouchs en déplacement.

La valse des millions

Nous avons déjà parlé plus haut des dépenses, des déplacements, des achats d'immeubles et de voitures. Nous voulons préciser cette question pour ne rien laisser dans l'équivoque.

Quand nous disions qu'il y a eu la valse des millions, nous n'accusons personne, mais nous accusons tout le régime de la bureaucratie. Il y a eu des détournements,

1. Le 14 juillet 1953, les Algériens participent selon la tradition au défilé de la CGT et du PCF. La police tirera sur le cortège des Algériens faisant 7 morts (5 Algériens et 2 Français) et plus de cent blessés. Le PCF dénoncera cette provocation et le peuple de Paris rendra un hommage solennel aux victimes de la répression.

2. Dirigeant du Comité central, l'avocat Kiouane dénoncera dans une conférence de presse la répression, mais les Centralistes garderont le silence sur cette tuerie au Conseil municipal d'Alger.

comme il y a eu dans certains budgets des trous. Il y a eu également des achats d'immeubles, de voitures, qui ont été portés sur tel ou tel militant et sans que le chef du Parti le sache.

Il y a eu également des dépenses et des déplacements sans que le chef du Parti ne le sache davantage ; jusqu'à ce jour, le chef du Parti ignore pourquoi Zoubir est parti en Yougoslavie en octobre 1951. Non seulement, il a ignoré le départ, mais encore il ignore jusqu'à ce jour, le motif de ce départ et les résultats de ce déplacement. Il en est de même très certainement, pour d'autres déplacements que le chef du Parti n'a appris que d'une manière fortuite [...].

Sans doute beaucoup de choses ont été faites en mon nom, sans que je le sache et, bien souvent, je me suis trouvé dans des situations fort embarrassantes au sujet de toutes ces activités que j'ignorais.

Non seulement, telle a été l'attitude de la bureaucratie parisienne à mon égard, mais encore le jour où elle a déserté son poste en accord avec la direction et le Comité central, elle a emporté, avec elle, l'argent du Parti, les titres d'immeubles, les contacts, certaines archives, etc.

Avant leur départ, les pachas ont pris soin de saborder le matériel du 22 [1] ainsi que les archives. Malgré mes lettres et les démarches faites en mon nom auprès de Moussa Boulkouroua et de Zoubir, pour que ces derniers remettent tous les biens du Parti entre les mains de la nouvelle direction, nous n'avons pu obtenir quoi que ce soit.

La publication du *Patriote* et du *Militant*, les déplacements de tous les chaouchs dans les quatre coins de France pour entraîner les kasmas à la désobéissance, la tournée de propagande ordurière de Demaghlatrous en France, les réunions secrètes dans les locaux du Parti communiste, le dénigrement contre le chef du Parti et la nouvelle direction auprès du Parti communiste et de certaines personnalités, et l'agitation faite par Zoubir au milieu des étudiants, sont autant de faits criminels à l'égard du Mouvement national, faits qui ont nécessité des dépenses et qui ont, sans aucun doute, fait valser plusieurs millions [...].

Unanimité

Parmi les dirigeants de la Fédération de France, cinq étaient membres du CC. Ces derniers, il va sans dire, apportaient d'une façon permanente leur voix à la direction. Ils le faisaient avec d'autant plus d'empressement, qu'ils étaient intéressés à obtenir un blanc-seing sur les activités comme sur la valse des millions...

Ce n'est pas sans raison, que les cinq membres du Comité central, ont observé l'unanimité avec une discipline militaire à l'occasion du 2e Congrès.

Un simple coup d'œil sur le procès-verbal du 2e Congrès nous démontre que le grand pacha de France votait non seulement l'unanimité, mais encore qu'il se montra au cours de cette comédie du 2e Congrès comme un défenseur acharné d'un régime qui lui permettrait de vivre à Paris dans la paix, le calme et la sécurité.

Pour un chef d'orchestre, ce fut vraiment un chef d'orchestre et il ne lui manquait ni la taille, ni la voix, ni les hableries gasconnes.

---

1. Il s'agit du siège du MTLD situé au 22 rue Xavier Privat, près du métro Saint-Michel.

Outre ses grandes qualités, ce chef d'orchestre était aussi un juriste capable de triturer et de disséquer les statuts en faveur de la bureaucratie.

Transformation de la Fédération de France

Cependant toutes ces garanties n'étaient pas suffisantes pour la bureaucratie d'Alger, puisque cette dernière a décidé d'apporter un changement dans les rouages de la Fédération.

Cette décision a été prise, fin septembre 1953, sans que le chef du Parti soit consulté.

Cette transformation a été caractérisée par le limogeage de Zoubir et son remplacement par son ex-second Moussa Boulkouroua.

Dans cette transformation, il y a plusieurs considérations. Outre l'idée du renforcement de la bureaucratie, il s'agissait de placer à la tête de la Fédération un homme solide, un copain, un pays et un exécutant bien stylé.

On sait que Moussa Boulkouroua est du même pays que Lahouel Hocine et on sait aussi qu'il était résolu à jouer la carte de son compatriote.

Certes, Zoubir ne l'était pas moins, mais il donnait l'impression d'être léger, et quelque peu désordonné. Ce dernier, qui aurait accepté n'importe quelle responsabilité pour vivre à «Paname», a quelque peu grimacé à l'occasion de son limogeage, mais tenant compte de son utilité dans une crise comme celle que nous connaissons, il a été bombardé dans un grand poste de responsabilité, où il était complètement dans son élément.

En tant que chef du Parti, je n'ai appris cette transformation de la Fédération de France que par un militant de passage à Niort.

J'ai écrit plusieurs lettres à Moussa Boulkouroua au cours des mois d'octobre, de novembre et de décembre 1953, pour lui demander de me confirmer sa nomination officielle à la tête de la Fédération. Il ne m'a jamais répondu à ce sujet et a toujours répondu à côté de la question.

Ce nouveau chef de la Fédération de France se présenta beaucoup plus [comme] le syndic d'une faillite qu'un chef capable de redresser une situation. Servir la bureaucratie d'Alger était devenu, en quelque sorte, sa raison d'être et sa nouvelle religion.

Avec celui-ci, c'est un grand silence qui a enveloppé complètement la Fédération pour ne la réduire qu'à des activités bureaucratiques et des petits complots, pour dresser les militants de France contre le chef du Parti.

Quand les congressistes auront examiné sérieusement ce qui précède, ils comprendront pourquoi la Fédération de France qui, jusqu'au début 1951, avait encore brillé, cessa petit à petit ses actions pour rentrer dans le silence et la politique des réformes et de facilité, conformément aux ordres des pachas d'Alger. [...]

Conclusion

Nous avons insisté beaucoup sur l'importance de la Fédération de France dans la lutte pour la libération nationale [...] La présence de 400 000 Nord-Africains en France, leur contact permanent avec la classe ouvrière française, leur présence au milieu d'un peuple en pleine lutte sur le plan politique et syndical, sont autant de possibilités susceptibles de faire comprendre le problème algérien

et de déjouer toutes les manœuvres impérialistes. Nous pouvons dire en un mot, que dans la mesure où nous saurons élever notre lutte à la hauteur de toutes ces possibilités, nous pourrons dans un proche avenir mettre dans notre jeu et dans notre lutte, un certain nombre d'atouts qui peuvent, par moment peut-être, être décisifs dans le grand combat que nous menons pour la libération.

Mais de telles perspectives supposent une Fédération de France organisée et capable d'entreprendre cette mission pour faire retentir la voix du peuple algérien du haut de ce balcon qu'est la ville de Paris.

Source : Archives Messali Hadj, document reproduit dans M. Harbi, *Archives*, pp. 74-82. Les coupures dans le texte ont été faites en partant du texte de M. Harbi.

Note :

Le MTLD a été créé en 1947, au lendemain de la révolution manquée de Mai 1945 et dans un cadre institutionnel nouveau: celui de l'Algérie du Statut.

La résolution écrite par Messali et adoptée par le premier Conseil national du MTLD, établit une continuité programmatique et politique avec l'Etoile Nord-africaine et le PPA. La démarcation avec le PCA, l'UDMA et les Oulémas ralliés au Statut de l'Algérie est aussi nette que celle qui séparait l'ENA-PPA du Congrès Musulman, pendant le Front populaire.

Le MTLD est déchiré par une série de crises mais qui se ramènent, en dernière analyse, à la confrontation entre partisans et adversaires de la Constituante.

La crise du MTLD, révélée lors de la formation du Front algérien (FADRL) qui reconstituait dans un nouveau contexte, le Congrès Musulman, se développera pendant le second Congrès du MTLD et elle deviendra ouverte quand le Comité Central se prononcera pour un Congrès National Algérien (CNA), une version nouvelle du FADRL. Messali réagira en impulsant la création d'un Comité de Salut Public (CSP) qui regroupera la quasi totalité de l'émigration et la plupart des kasmas et régions d'Algérie. Le CSP refonde alors le MTLD au Congrès d'Hornu et sa nouvelle direction, le Conseil National de la Révolution (CNRA) prépare l'insurrection générale à la fin décembre, après la session de l'ONU. Le CRUA devancera l'action en déclenchant la lutte armée, le 1er novembre.

Les textes que nous présentons établissent que la crise du MTLD qui se prolongera dans la guerre entre FLN-MNA, avait des racines sociales, politiques et idéologiques importantes et qu'elle s'inscrivait dans une histoire longue entre ceux qui combattaient pour le droit du peuple algérien à se constituer en une nation souveraine à travers un processus démocratique et les autres.

Document 30 - Manifeste d'Hornu

16 juillet 1954

FAILLITE DU RÉFORMISME

La période de lutte pour les petites réformes qui débute à peu près à la veille de la première guerre mondiale et qui s'étend d'une manière progressive et active jusqu'en septembre 1939, s'est terminée par un échec retentissant.

Nous avons constaté que cette façon de lutter, n'a donné aucun résultat substantiel digne d'être retenu, et cela malgré la modicité des revendications et la souplesse déployée par les mouvements politiques de cette époque.

Pour l'impérialisme, il s'agissait de gagner du temps afin de préparer la guerre et de surprendre le peuple algérien qui était occupé autour de petites revendications et du projet Violette

En effet, on ne doit pas oublier que dès la déclaration de guerre en septembre 1939, les Algériens encombraient les salles de recrutement militaire alors qu'ils n'avaient pas été appelés. On ne doit pas oublier que les chefs de la politique des réformes Abbas et le Dr Bendjelloul se sont engagés comme volontaires dans l'armée coloniale.

Quant à l'association des Oulémas, elle est rentrée dans le silence, pendant que Cheikh Tayeb El Okbi s'était mis à la disposition du gouvernement général en même temps qu'un certain nombre de fidèles.

Après avoir servi la III^{e} République jusqu'à la débacle, El Okbi est passé ensuite au maréchal Pétain pour revenir, une fois de plus, au service du Comité national de la libération, présidé par de Gaulle.

Toute cette période, qui s'étend de 1939 à 1945, est pleine de confusion et de désorientation.

De 1943 aux événements de mai 1945, les débris de colonialisme français, avait jeté un os à rogner aux mouvements nationalistes et réformistes.

Un nationaliste digne de ce nom et vivant avec des réalités n'a pas le droit d'ignorer tous ces événements qui ont conduit notre peuple à la boucherie du 8 mai 1945.

Tout cela démontre que le réformisme, avec son cortège de souplesse, de compromission et de renoncement, a fait totalement faillite.

Tout cela démontre aussi que l'impérialisme français même au bord de sa tombe n'abandonnera pas un cheveu de ses privilèges et de ses rapines coloniales.

Nous pensons que sur le plan algérien, le réformisme a été condamné d'une façon irrémédiable quand nous nous rapportons à notre expérience.

Ce qui s'est passé chez nous en petit au point de vue réformisme, vient de se dérouler en Tunisie et au Maroc de même qu'en Indochine quand nous pensons à Bao-Dai.

Ni Bourguiba, ni Allai El Fassi, ni Bao-Dai n'ont pu obtenir gain de cause, malgré des concessions de fond.

Nous pensons que, après l'éloignement de Bourguiba et d'Allal El Fassi, nous

n'avons plus le droit de faire crédit à aucune promesse de l'impérialisme français.

Néo-colonialisme et néo-réformisme

Cette expérience a été déjà tentée par Chataigneau, en collaboration avec l'UDMA, et nous en connaissons les résultats. C'est grâce au Parti que cette manœuvre qui a été tentée en 1946 a échoué et s'est terminée par une défaite de l'UDMA.

C'est pour obtenir certaines réalisations économiques et sociales que les intellectuels de l'UDMA ont marché dans le système du néo-colonialisme. Ces derniers ont fait beaucoup de concessions pour atteindre leurs objectifs ; ils sont allés jusqu'à accepter de supprimer de leurs revendications premières, le drapeau algérien. C'est monsieur Depreux, ancien ministre de l'Intérieur, qui, lors de son passage en Algérie, a rendu public cette concession à l'occasion d'un grand dîner au salon du palais d'Eté, auquel assistait l'UDMA.

On se rappelle que cette nouvelle avait créé un profond mécontentement dans le peuple algérien et même dans les rangs de l'UDMA

Toutes les concessions qui ont été faites, y compris le drapeau algérien, n'ont abouti à aucun résultat et bien au contraire, l'UDMA qui, au lendemain de la guerre, jouissait d'un certain prestige, [était devenu] ce parti d'intellectuels réformistes et timorés.

Depuis cette époque, l'UDMA va en s'affaiblissant et en perdant son prestige et sa force morale.

Notre bureaucratie n'a pas tenu compte de cette expérience toute récente.

Le système néo-colonialiste n'a pas disparu pour autant et comme encouragé par le succès qu'il venait de remporter sur le mouvement national réformiste de l'UDMA en 1947, a renouvelé ses tentatives après la répression sanglante de 1948.

Le système colonialiste consiste d'abord à brandir sa répression pour terroriser et réprimer, ensuite essayer d'amorcer certaines négociations pour noyauter les mouvements politiques. C'est ainsi qu'après la répression de 1948 et le complot colonialiste de 1950, nous vîmes J. Chevalier prendre la tête de ce néo-colonialisme. Après avoir brandi les sourates du Coran pour exterminer les mouvements nationalistes, celui-ci démissionna du Parlement et se présenta à l'Assemblée algérienne avec certaines allures de nationaliste algérien et prononça à cette époque des discours teintés de nationalisme algérien.

J.Chevalier, qui avait affronté un grand combat dans cette campagne électorale, n'avait jamais été bien compris par les tenants de la haute colonisation. Il voulait, par sa tactique, ses promesses alléchantes, sa politesse de langage et son sourire, attirer à lui nos intellectuels, nos nationaux réformistes et même notre Parti. En plein combat électoral J. Chevalier a eu une entrevue secrète avec Ferhat Abbas, qui lui a été amèrement reprochée par les gros colons, toujours inquiets sur ses manœuvres.

Ce néo-colonialisme pratiqué par J. Chevalier avec tant de souplesse et d'intelligence a trouvé écho dans certains rangs même du Mouvement national algérien.

Au lieu d'expliquer ce phénomène politique comme une manœuvre de la part du colonialisme qui veut, par ce moyen, appâter certains nationalistes, on

a vu là un changement politique et une disposition du colonialisme à l'égard de la cause algérienne.

Ce néo-colonialisme pratiqué par ce jeune chevalier de la colonisation a fait naître un néo-réformisme national qui s'est développé jusqu'au moment des élections de 1953.

[Cette politique a réussi à pénétrer le parti et Messali explique le mécanisme]

Par le moyen de la politique d'union et [la politique] électorale, la bureaucratie a pu, sans trop de difficultés, faire adopter par le Parti toute sa nouvelle politique.

A cet égard, elle a poussé à fond la centralisation de tous les organismes dirigeants pour mieux manier l'appareil. Ensuite, elle a procédé à une installation de ses meilleurs chaouchs dans les postes clefs du Parti. En un mot, elle a pris toutes les précautions pour anéantir toute résistance et toute opposition.

Elle a procédé du sommet à la base, à une sorte d'épuration pour éloigner, suspendre ou exclure tous ceux qui sont susceptibles de contrecarrer ses mauvais desseins. Pour cela elle a utilisé le dénigrement et le chantage sur les uns et sur les autres.

Le Front algérien qui a crevé le jour de sa naissance, a été utilisé à fond par la bureaucratie. Il s'agissait de faire l'union à n'importe quel prix et avec n'importe qui.

Des pourparlers avec des indépendants avaient déjà commencé dans le secret. Le colonel Cadi qui se permettait de tancer les dirigeants était indiqué pour ce genre d'opération.

Dès que la bureaucratie eut réussit à (faire) officialiser sa politique de réformes par le deuxième Congrès en utilisant la tactique et la stratégie et les insuffisances, celle-ci est allée de l'avant dans cette voie. C'est ainsi que les élections municipales d'avril 1953, ont été l'image précise de sa nouvelle politique.

A ces élections, le Parti était complètement absent et son drapeau comme son programme politique furent remis dans le magasin d'accessoires démodés. Ainsi donc, nous vîmes à l'occasion de ces élections un désordre, une confusion et un marchandage autour des sièges jamais connus dans notre Parti.

Dans certaines villes, il y avait des listes d'union, ailleurs les mêmes partis se chamaillaient pour arracher un siège ou un strapontin. Cette façon de conduire une campagne électorale a atteint la dignité, le prestige et la confiance du Parti. Les candidats au conseil municipal d'Alger ont été choisis, non pas par la direction ou par les militants eux-mêmes, mais par certains intellectuels qui, de loin, sympathisaient avec le Parti.

Après la fin de ces élections qui, à mon avis, ont été une défaite et une honte pour le Parti en comparaison avec celles de 1947, il y a eu des entrevues et des déjeuners secrets entre certains membres du bureau politique et monsieur J. Chevalier au cours desquels une ligne de conduite avait été imposée au Mouvement national algérien.

C'est après cela que la bureaucratie a envoyé des circulaires à tous nos élus pour leur intimer l'ordre de ne plus faire de politique et de collaborer avec leur collège pour des réalisations économiques et sociales.

Le fait pour Kiouane et Abdelhamid Ali de n'avoir pas osé protester à la

mairie au sujet des assassinats du 14 juillet 1953 est un aspect de cette collaboration avec le néo-colonialisme.

Si les mêmes élus n'ont pas osé défendre le peuple algérien, quand J. Chevalier a fait l'éloge de la colonisation française en Algérie, c'est pour ne pas compromettre les chances de cette collaboration.

Le silence de la Fédération de France, son absence de toute activité politique, l'enterrement du Mémoire et de toute politique extérieure, a été jugé comme une nécessité par la bureaucratie pour la réussite de la collaboration.

L'isolement total, dans lequel avait été jeté le chef du Parti, le dénigrement et les attaques personnelles étaient aussi un aspect de cette collaboration.

Pour ne pas continuer à énumérer ces faits, déjà connus de tout le monde, nous préférons dire d'un mot que la bureaucratie de France et d'Algérie s'était arrangée de façon à envelopper l'ensemble du mouvement national y compris le chef du Parti dans une sorte de camisole de force [...] pour se livrer à sa nouvelle politique que tous les militants ont condamnée.

Nous n'éprouvons aucun plaisir à étaler toutes ces tristesses devant les congressistes mais il était nécessaire de rendre cette situation publique en alertant les militants et le peuple.

Cela, nous l'avons fait en deux étapes: 1°) Nous avons, pendant plus de 3 ans, lutté au sein du Parti pour essayer de redresser cette situation. 2°) Nous avons dû faire appel aux militants et au peuple pour nous aider dans notre œuvre de redressement. Dans tous les rapports et les chapitres annexes nous avons relaté, presqu'en détail, les origines, les causes et les différents aspects de cette déviation voulue, dictée et organisée par la bureaucratie de France et d'Algérie. Nous avons donc, au cours de toutes ces études, exposé, expliqué, analysé et critiqué cette nouvelle tendance qui a failli mettre en péril l'avenir du mouvement national.

Notre mission consistait à le dire et à rappeler le Parti à y mettre fin.

Cette première mission est désormais accomplie puisque depuis le mois de février dernier, toute la Fédération de France et l'écrasante majorité des militants en Algérie ont répondu généreusement à notre appel.

Ainsi donc, depuis février 1954, l'œuvre de redressement du Parti est en marche d'une manière victorieuse malgré un travail de sape et de sabotage organisé systématiquement en France et en Algérie par la direction et le Comité central.

Considérons que notre premier objectif, qui consistait à débarrasser notre Parti de la politique de réformes et de compromissions, est atteint.

Par la même occasion, notre Parti qui s'enlisait dans l'immobilisme et la stagnation est sorti de ce silence qui l'étouffait ; dès lors tous les militants ont repris leur activité dans une atmosphère de fraternité, de lutte, d'enthousiasme et de complète liberté.

Depuis février 1954, le militant parle, critique, propose, fait de l'action et prend contact avec ses chefs dans une ambiance nationale qui avait complètement disparu au temps du règne des pachas.

La manifestation du 1er mai , les nombreux meetings que le Parti a tenu en France et en Algérie,les conférences, les publications des messages du chef du

Parti, font partie de l'œuvre de redressement que le chef du Parti a entrepris du fond de son exil.

L'Algérie libre, *El Djazaïr* et le bulletin connaissent avec l'œuvre de redressement un nouvel essor et un langage vraiment national.

La place de Chartres, la rue d'Enghien, la rue Xavier Privas , Niort, Boghari, Chellala, El Goléa, Alger, Paris, Le Caire ont renoué les liens islamiques d'union, d'activité et de fraternité.

Tout cela fait partie de l'œuvre de redressement.

Est-ce tout ? Non pas ? Que faut-il faire alors ?

Nous disons qu'étant donné la situation nationale et internationale et avec ce qui se passe en Afrique du Nord, il reste énormément à faire.

Source : Archives Messali Hadj, document reproduit largement dans Mohamed Harbi, *Archives*, pp. 84-88.

Document 31 - Extrait du message de Messali Hadj au Conseil National Révolutionnaire

2 août 1954

Niort, le 2 août 1954

A l'occasion de la première réunion du Conseil national révolutionnaire [...] j'ai l'honneur de vous adresser le message suivant pour vous présenter mes souhaits de bonheur, de réussite et de réalisation de toutes les décisions qui ont été arrêtées par les assises nationales du 17 juillet 1954.

Comme vous le remarquerez, ce n'est plus le Comité central national révolutionnaire qui se réunit aujourd'hui, mais c'est le Conseil national révolutionnaire qui doit prendre en mains la destinée du Parti pour conduire le peuple algérien, dignement et fièrement, dans la voie de libération nationale.

La mission du CNR est de traduire dans les faits ce passé révolutionnaire qui vient d'être rappelé par les rapports du chef du Parti et les décisions arrêtées par e congrès extraordinaire lui-même. Le CNR doit, dans toute son activité, avoir lans sa pensée la volonté populaire du peuple algérien qui vient de s'exprimer dans les rapports du chef du Parti et les décisions du congrès lui-même.

Les membres du CNR feront du MNA [un parti] où tous les militants, du sommet à la base, travailleront dans une grande fraternité et collaboreront, chacun dans son domaine, comme les membres d'un seul corps [...]. Il n'y a ni grands ni petits ; il n'y a que des hommes d'une seule grande communauté. Chacun selon ses possibilités et sa responsabilité apportera sa pierre pour construire la nation algérienne.

Plus de frontières infranchissables entre les militants et les dirigeants, plus d'orgueil ni de dictature. A la place de tout cela, [...] un travail organisé, méthodique que tous nous devons entreprendre en tenant compte de nos responsabilités respectives et de nos capacités individuelles.

La discipline [...] force principale d'un mouvement révolutionnaire, doit être observée du sommet à la base pour que l'activité du Parti s'effectue avec le plus de chances possibles de réussite.

La composition de ce CNR reflète l'ensemble du territoire algérien. On remarquera la présence de beaucoup de jeunes qui trouveront auprès de leurs aînés les conseils et les enseignements d'une riche expérience [...]. Notre mission à tous est [...] de remettre sur pied le Mouvement national pour ensuite entreprendre la tâche immense et pleine de noblesse que le congrès et la situation du Maghreb viennent de nous assigner.

Au moment où vous vous réunissez, il est bon de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe dans le monde, en Tunisie, au Maroc et en Algérie. C'est pourquoi, dès l'achèvement, du redressement du Parti et le renforcement de ses organismes, il importe de faire sortir le problème algérien du silence où l'avait plongé la bureaucratie pour l'élever sur le plan international, comme tous les autres problèmes maghrébins.

L'ensemble de notre activité, et d'une manière progressive, doit tendre à

internationaliser le problème algérien. Nous pensons, avec l'aide de Dieu, porter cette année même le problème algérien devant la commission des tutelles des Nations Unies en septembre-octobre 1954.

A cet effet, alors que nous étions en pleine crise devant le travail de sape et de division de la bureaucratie, nous avons déjà envisagé cette internationalisation du problème algérien, grâce à des amis qui sont intervenus auprès de la Ligue Arabe et de Sa Majesté Ibn Saoud, roi d'Arabie.

La première réunion tenue à Niort sous ma présidence le 21 juillet 1954 a été consacrée entièrement au travail de redressement du Parti, aux perspectives d'avenir, aux désignations des organismes dirigeants et à l'envoi d'une délégation en Egypte pour étudier sur place le début de l'internationalisation du problème algérien.

Je considère tout cela comme un excellent début et un bon augure qui présage un avenir plein de promesses et de victoires.

Pour faire face à toute cette activité, je recommande aux membres du CNR le travail méthodique, l'analyse et l'action dans l'ordre et la discipline.

La voie étant tracée nous devons éviter toute griserie et toute démagogie pour nous en tenir aux principes révolutionnaires, à la sagesse politique et à l'étude sérieuse de tous les problèmes avant de les entreprendre.

Source : Archives Messali Hadj, reproduit dans M. Harbi, *Archives*, pp. 95-96 et dans *Le Cri du Peuple*, novembre 1990.

Document 32 - La Ligue Arabe a décidé de soutenir par tous les moyens la cause algérienne

17 septembre 1954

Un événement d'une extrême importance vient d'être enregistré dans les annales de la lutte algérienne anti-colonialiste : l'internationalisation du problème algérien. En effet, la Ligue arabe en a ainsi décidé le 9 septembre. Cette heureuse décision, attendue depuis longtemps est venue consacrer le caractère commun de la lutte des 3 provinces maghrébines. Désormais le problème nord-africain dans son intégralité se trouve posé.

L'Algérie, de par la fiction juridique des «3 Départements français», s'est trouvée écartée par la volonté des gouvernants colonialistes, des débats qui ont illustré les assises des assemblées internationales. La qualification mensongère qui a servi jusqu'ici de paravent à la politique d'annexion et d'exploitation de l'Algérie, ne peut pas prévaloir indéfiniment. La réalité historique, malgré les cloisons étanches formées par les textes et les lois, parvient toujours à faire valoir ses droits. Le mythe de l'Algérie française, comme celui de l'Indochine française, a crée une euphorie souriante à ses inspirateurs qui, réveillés brusquement par les clameurs des peuples asservis, se retrouvent devant l'évidence des faits. Le canon a tonné en Indochine. La mitraille a crépité en Tunisie. La bombe a explosé au Maroc.

Le problème algérien bientôt sera soulevé. Cette éventualité, si elle renforce dans notre peuple sa volonté de résistance à l'emprise colonialiste, provoque déjà des remous dans les rangs de la sainte-alliance impérialiste. L'ambassadeur américain au Caire, n'a pas attendu longtemps pour conférer avec son collègue français dans la capitale égyptienne. On comprend les préoccupations du diplomate américain, étant donné qu'après l'échec de la C.E.D., l'étude du problème algérien entraînerait fatalement l'évocation de l'intégration de l'Algérie dans le Pacte Atlantique. D'autant plus que cette intégration a été décidée par le gouvernement français sans se référer à la volonté du peuple algérien.

L'internationalisation de la question algérienne est le couronnement d'une longue série de démarches et d'actions suivies. Pour se remémorer les différentes étapes qui se sont échelonnées à travers la période qui se situe à partir de l'année 1948, il est utile de rappeler l'Appel aux Nations Unies, adressée par le chef national Hadj Messali de sa résidence de Brie-Comte-Robert et où il est dit :

«... Plus que tout autre pays, l'Algérie a souffert de l'occupation et des méfaits de l'impérialisme. Il y a cent dix-huit ans que notre Patrie subit le joug de l'impérialisme français. Aussi nous voulons, dans ce document, d'une façon rapide vous entretenir de la situation dramatique dans laquelle se débat, lutte et espère, un peuple de dix millions d'âmes.

«Tout d'abord, nous attirons votre attention sur la propagande intense que fait le colonialisme pour induire en erreur l'opinion publique peu avertie des roueries et du machiavélisme impérialistes.

«... Le Mouvement national Algérien a immédiatement, en 1935, pris fait et cause pour l'Ethiopie contre l'agression italienne. Nous avons, à Paris, tenu plusieurs

meetings et organisé plusieurs manifestations contre l'impérialisme italien.

«Le 5 septembre 1935, l'auteur de ces lignes est parti de Paris pour Genève, avec une délégation composée de membres du Front Populaire, pour protester contre l'agression italienne auprès de la Société des Nations. Reçu par le Président de la Société des Nations de cette époque, j'ai stigmatisé, en présence de la délégation, l'agression italienne, les convoitises impérialistes, causes de toutes les guerres et de toutes les catastrophes que subit l'humanité.

«... Tout démocrate, tout homme politique imbu de justice, de logique, d'équité et de sagesse, doit penser et œuvrer pour trouver une solution humaine à ce problème qui dresse, d'une part, une minorité française, ou plus exactement européenne et méditerranéenne, et le peuple algérien qui est chez lui et qui ne veut plus, dans la patrie de ses ancêtres, se laisser piétiner, bafouer et traiter en peuple inférieur.

«... Ce régime de grande facilité et de domination est aussi un sujet de discorde permanent et dangereux pour la paix et la sécurité. Aucune œuvre et aucune réalisation solide ne peuvent se faire en Algérie si on continue à ignorer le peuple algérien et ses aspirations nationales.

«... La minorité française avec ses exigences politiques, sa mainmise sur le pays, ses méthodes et ses manières pleines de racisme, est dans une grande mesure responsable de la tragédie algérienne. Nous lui avons plus d'une fois offert de se joindre à nous pour former, ensemble, une Assemblée constituante algérienne, élue au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion. Constituante de laquelle sortira un gouvernement jouissant de sa souveraineté intérieure et extérieure.

«Ce gouvernement élu, démocratique, travaillera pour le bonheur de la nation algérienne et fera appel à toutes les valeurs algériennes pour l'aider dans sa tâche sans tenir compte ni de la race, ni de la religion, ni du sexe, ni du rang social.

«Cette offre, que nous lui avons adressée plus d'une fois, nous la renouvelons cette fois-ci par les soins de l'Organisation des Nations Unies.

Puis ce fut le mémoire remis en 1950, à tous les gouvernements membres de l'ONU par les soins du Mouvement national et en conclusion affirme :

1. Il dénie à quiconque le droit de l'inclure dans son système de guerre sans qu'il soit au préalable consulté et sans que ses intérêts soient reconnus.

2. Il réaffirme sa détermination d'agir uniquement en fonction des seules données qui garantissent effectivement le succès de son objectif qui est l'indépendance nationale.

3. Il émet l'espoir que la course à la guerre fera place à la concorde internationale et que, tout au moins, les nécessités stratégiques ne fassent pas oublier ou mésestimer la volonté des peuples.

4. En un mot, LE PEUPLE ALGÉRIEN NE POURRA JAMAIS SE CONSIDÉRER L'ALLIÉ DE CEUX QUI MÉCONNAISSENT SON DROIT À LA LIBERTÉ ET À L'INDÉPENDANCE».

Par ailleurs au cours de son voyage historique en Orient, à l'occasion de son pèlerinage à La Mecque en 1951, Hadj Messali, qui jouit d'une grande estime et d'un profond respect auprès des peuples frères et leurs dirigeants, s'est appliqué à mettre en relief, l'utilité d'une action coordonnée à l'échelle nord-africaine.

Dès son retour d'Orient Hadj Messali installé à Chantilly, dans la banlieue

parisienne, déploya une intense activité. Les nombreux contacts qu'il eut avec toutes les délégations du monde arabo-islamique lui ont permis de nouveau, de mettre l'accent sur la nécessité d'évoquer devant les assises de l'ONU le problème algérien.

L'activité du Mouvement National ne s'est pas bornée seulement à ce qui vient d'être indiqué. Ce fut ensuite, la remise au Secrétaire général des Nations Unies et au Conseil de tutelle, d'un document intitulé : «LES RAPPORTS CONSTITUTIONNELS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE» et daté de novembre 1952 et qui en conclusion déclare:

«Le gouvernement de la France n'a pas fourni de renseignements sur l'Algérie au Secrétaire général de l'ONU conformément à l'article 73 de la Charte des Nations. Le gouvernement de la France essaie de justifier sa position en déclarant que l'Algérie est partie intégrante de la France, empêchant par là l'ONU d'avoir un droit de regard sur l'Algérie.

«L'Algérie qui formait un Etat souverain avant 1830 a été annexée par la France ; elle est partie intégrante de l'Afrique du Nord à laquelle elle est unie par les liens de la géographie, de l'histoire, de l'économie et de la culture.

«Du fait de son annexion par la France contre la volonté des Algériens, l'Algérie constitue un territoire non-autonome.

«La situation constitutionnelle et juridique de l'Algérie, en droit comme en fait, repose sur le principe de la discrimination nationale et raciale appliquée à tous les domaines de la vie. Le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques en Algérie, représentant les aspirations de la grande majorité de la Nation algérienne, proteste contre la non-représentation par la France des renseignements sur l'Algérie et demande au Secrétaire de l'ONU d'appeler la France à remplir ses obligations envers les Nations Unies concernant l'Algérie et à fournir régulièrement un rapport sur la situation économique, sociale et culturelle de ce pays, conformément à l'article 73 de la Charte des Nations Unies».

Ainsi à la lumière de cette activité qui s'avère fructueuse, on est en droit de se réjouir du résultat obtenu et qui justifie la confiance que le peuple a placé en Hadj Messali et dans le Mouvement national.

Le problème algérien va prendre une tournure nouvelle. L'opinion publique internationale sera bientôt appelée à se pencher sur le différend latent qui oppose notre peuple à la tyrannie colonialiste. La Ligue Arabe par sa prise de position du 9 septembre, manifeste sa volonté de lever l'hypothèque qui pèse sur la réalité algérienne. L'opinion publique mondiale que l'impérialisme français, tente encore de maintenir dans l'ignorance semble accorder plus d'attention au problème algérien. Notre peuple en s'unissant et en s'organisant dans le Mouvement national qui lui a valu ses nombreuses victoires sur le régime colonialiste, se doit de renforcer sa lutte, à l'intérieur du pays.

La Ligue Arabe a décidé de soutenir PAR TOUS LES MOYENS, les causes marocaine, algérienne et tunisienne. A notre peuple de mériter cette confiance.

Moulay Tlemçani

Source : *L'Algérie libre*, 17 septembre 1954.

Quatrième partie

Dans la guerre/révolution

1954-1958

Document 33.

Le 1er Novembre, le FLN proclame que le but de son programme politique est l'indépendance nationale par: «1. la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques. 2. le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions... la réalisation de l'unité nord-africaine dans son cadre naturel arabo-musulman».

Dans sa déclaration à l'A.F.P du 8 novembre, Messali considère que cette explosion trouve ses fondements dans la situation sociale, juridique et politique du peuple algérien (aucune référence à la crise du MTLD qui n'est qu'un élément conjoncturel). Il faut supprimer le colonialisme pour aboutir à une solution juste et humaine du problème algérien. Il faut aussi œuvrer pour que l'amitié qui lie les travailleurs algériens au peuple français se renforce dans la lutte «pour que nos deux peuples, libres de toute servitude coloniale et capitaliste, marchent de l'avant vers la liberté.» Ce communiqué de Messali à l'AFP a été publié en tract par le Comité pour la libération immédiate de Messali Hadj lors d'un meeting, salle des Horticulteurs, le 8 novembre. Placé sous la présidence de Paul Ruff, secrétaire général du syndicat des enseignants de la région parisienne (SERP), interviendront Yves Dechezelles, Claude Gérard, Marceau Pivert, Pierre Lambert, Yves Jouffa, Edgard Morin, Jean Rous, etc.

Document 34.

Message de Messali Hadj à Daniel Guérin, où il dénonce la répression, explique le caractère libérateur du peuple algérien contre l'impérialisme français et fait appel à «la solidarité de la part du prolétariat français».

Document 35.

Depuis le Congrès de Bruxelles, Messali et Nehru se connaissent et après 1946, ils sont restés en contact, par l'intermédiaire de Jean Rous et Chadly El Mekki. Dans plusieurs textes, Messali insiste sur le pragmatisme de l'Angleterre, grande puissance coloniale, mais qui a accepté que les dominions accèdent à l'indépendance, à la suite d'élections libres (référence à l'Irak, l'Egypte, le Pakistan et l'Inde). Messali dénonce la position du groupe afro-asiatique à la session de l'ONU et il demande à Nehru, en qualité de «vieux militant» de soutenir l'Algérie à la prochaine Conférence afro-asiatique.

Document 36.

A la veille de l'ouverture du débat sur l'Algérie au Parlement, Messali s'adresse aux députés pour souligner l'ampleur de la répression en Algérie et les placer devant leurs responsabilités.

Document 37.

Messali Hadj manifeste au Secrétaire de la Ligue arabe son mécontentement et sa colère devant la position prise à l'ONU par la Ligue arabe.

Document 38.
Message de Messali à la Conférence afro-asiatique de Bandoeng (18-26 avril 1955). Jean Rous, secrétaire général du Mouvement Justice et Liberté Outre-Mer (MJLOM) et président du Congrès des peuples contre l'impérialisme, informe Nehru des positions de Messali qu'il a rencontré aux Sables d'Olonnes. Nehru qui préside le Congrès de Bandoeng refusera alors de rencontrer Yazid et Ait Ahmed et de leur donner la parole. Le seul message qui sera applaudi par le Congrès sera celui de Messali que Chadly El Mekki a remis à Nehru.

Document 39.
Dans le *Libérateur*, Messali parle de la longue marche de l'Etoile et du PPA et il salue le combat mené par le prolétariat français depuis la grève d'août 1953. Pour Messali le peuple français n'a rien de commun avec le colonialisme et l'immobilisme des appareils syndicaux et politiques ouvriers.

Document 40.
Mémoire de Messali au secrétaire général de l'ONU pour que la question algérienne soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale et que les Nations Unies interviennent pour que cesse la guerre en Algérie.
Moulay Merbah et El Abed Bouhafa représentaient le MNA qui publiera une brochure spéciale sur cette session de l'ONU.

Document 41.
Après les grèves de la Loire Atlantique que Messali suit avec attention et après plusieurs entretiens avec Alexandre Hébert, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière de la région, Messali rédige à Angoulème ce tract qui sera massivement diffusé dans les usines de la région parisienne, du Nord, de Lyon-Centre et de l'Est.

Document 42.
Dans un message aux militants et au peuple algérien, Messali tire le bilan de la lutte menée depuis un an. A la même date, le MNA diffuse en Algérie et en France, un document intitulé *Le panier à crabe* qui relate l'activité anti-MNA (assassinats en Kabylie, arrestation de cadres au Maroc et en Egypte) menée par le FLN, le Caire et la Ligue Arabe.

Document 43.
Messali précise à Jean Rous dans *Franc-Tireur*, sa position sur le problème algérien.

Document 44.
Très attentif à la vie économique, sociale et politique française, Messali dénonce la politique eurafricaine de Paris.

Document 45.
Messali retrace le long combat mené par le PPA contre le colonialisme et les réformistes. Aujourd'hui c'est le même combat qui se poursuit et comme le PPA a vaincu ses adversaires en 1937 (le Congrès Musulman Algérien), le MNA vaincra ceux qui le calomnient (le FLN qui regroupe les mêmes adversaires que jadis).

Document 46.
Au lendemain de la victoire électorale du Front républicain et de la capitulation

de Guy Mollet à Alger, le 6 février 1956, le MNA a brisé le mur du silence dressé contre lui. La démonstration de sa force sera faite pendant le meeting du Comité d'action des intellectuels, le 27 janvier, la lettre à tous les députés pendant le débat sur les pouvoirs spéciaux et l'importante manifestation devant le Parlement le 9 mars 1956. Messali affirme sa confiance dans la victoire du peuple algérien pour arracher l'indépendance.

Document 47.

A un moment où la CISL a choisi d'affilier la seule UGTA et où le FLN a tenu le Congrès de la Soummam, Messali qui s'appuie sur les résultats du congrès du SNI qui à son congrès de Grenoble (17-20 août) s'est prononcé pour «la Table ronde» précise son plan pour une solution au problème algérien.

Document 48.

Condamnation très sévère de la position adoptée par l'Assemblée Nationale sur le Sahara, au lendemain du retrait des troupes françaises du canal de Suez. Première position de Messali et du MNA en direction des dirigeants du Rassemblement Africain Démocratique (RDA).

Document 49.

La condamnation de la guerre d'Algérie, de l'agression franco-anglo-israélienne à Suez et de celle des soviétiques en Hongrie ont rapproché le SNI, la FEN, la gauche socialiste et la Fédération de France de l'USTA, née en février 1956. Elle a entraîné la création d'un mensuel, *La Commune*, dont le but est «d'offrir aux militants de gauche l'occasion de discussions sérieuses, hors de tout souci électoraliste, hors de toute idée de rivalité de tendance, de classe ou d'organisation. Leur donner les moyens d'une information honnête sur les problèmes sur lesquels la grande presse ne laisse rien passer, qui ne soit préalablement filtré et orienté.» Dans le numéro 1 d'avril 1957, *La Commune* consacre sa page centrale à un débat sur la conférence de la Table ronde. Après un article de Denis Forestier, cinq questions sont posées à Messali Hadj, dont il est précisé, qu'il est actuellement emprisonné à Belle-Isle-en-Mer.

Document 50.

Créée en mars 1957, la fédération de France de l'USTA est décapitée en janvier 1957, après l'arrestation de ses principaux cadres. Mais après sa libération, Abdallah Filali tient la première réunion de la Commission administrative (7-8/1/57) qui donne une impulsion à la création de l'USTA dans les principales régions. En mars, paraît *La Voix du Travailleur algérien*, l'organe mensuel de l'USTA et en juin (27-30) se tient le premier Congrès de la Fédération de France du syndicat, avec 324 délégués représentant plus de 25 000 salariés. Le message de Messali sera vivement applaudi par les délégués.

Document 51.

Au moment où le Parlement ouvre un débat sur les pouvoirs spéciaux, le MNA envoie le 11 juillet 1957, une lettre à tous les députés et Messali lance de son côté un Appel à la démocratie française, c'est à dire à la classe ouvrière, ses partis politiques, ses syndicats, le corps enseignant, les femmes et les soldats. Malgré le déchaînement de la guerre, il reste l'ami du peuple français, avec qui il entend bâtir un avenir commun, dans le cadre d'un Commonwealth franco-maghrébin.

Document 52.
Alors que le gouverneur Lacoste continue à parler de dernier quart d'heure, Messali se démarque du FLN et des pays de la Ligue arabe, des staliniens et des «progressistes». Il revient sur la notion de Commonwealth en parlant du Sahara où le pétrole vient de jaillir et se montre attentif aux propos du général de Gaulle qui lors de son voyage en Afrique noire et au Sahara a déclaré qu'il interviendrait dans le règlement du problème algérien. L'intérêt de cet article, publié dans un journal gaulliste, est indicatif que Messali est entré en contact par l'intermédiaire de la journaliste gaulliste Claude Gérard, directrice de *Inter Afrique presse*, avec le général.

Document 53.
Dans un «Appel au peuple algérien», Messali dénonce la politique menée par le FLN qui en déclenchant le terrorisme en France et en multipliant les attentats fratricides, isole les travailleurs algériens de ses amis français et compromet les chances de construire une Algérie démocratique.

Document 54.
Messali souligne que le MNA est fondé sur les principes de la démocratie et il est satisfait d'apprendre qu'il est écouté par le peuple de France.

Document 55.
A la veille de l'ouverture de la session de l'ONU, Messali qui se montre réservé sur l'offre de médiation de la Tunisie et du Maroc, invite le gouvernement à organiser une table ronde pour en finir avec la guerre d'Algérie et s'engager dans la voie de la coopération avec les pays du Maghreb, bénéfique pour tous les peuples concernés.

Document 56.
Après l'attentat du FLN contre Abdallah Filali, Messali retrace l'itinéraire de ce dirigeant exemplaire et il ne cache pas son immense chagrin pour la perte de son compagnon et ami.

Document 57.
Depuis l'Etoile Nord-Africaine, Messali combat pour un ensemble franco-maghrébin, mais il considère comme irrecevable l'offre de médiation tuniso-marocaine, car les négociations ne concernent que le peuple algérien et le peuple français.

Document 58.
Le rapport adressé par Messali aux membres de sa direction, l'un des plus remarquables documents sur l'histoire interne du MNA a été rédigé au lendemain du bombardement de Sakiet Sidi Youssef en Tunisie (8/2/57), de la manifestation des ultras à Alger et de l'offre des bons offices anglo-américains entre la Tunisie et la France. Messali établit un plan d'action pour préparer le parti à la situation dangereuse qui s'annonce.

Document 59.
Dans *le Sahara*, Messali se livre à une critique sévère du «plan Gaillard».

Document 33 - Déclaration de Messali Hadj
8 novembre 1954

Dès l'annonce des événements survenus en Algérie dans la nuit du 31 au 1er novembre 1954, la surveillance exercée autour de ma personne est gravement renforcée.

Trois jours après l'on me plaça au régime du secret, m'empêchant de recevoir qui que ce soit et me privant de communication avec l'extérieur.

Cette aggravation des conditions de ma résidence a été suivie d'une perquisition et de la dissolution du MTLD.

En Algérie, des perquisitions et des arrestations ont été opérées avec une grande brutalité et souvent en violation des lois.

Moulay Merbah, Secrétaire général du MTLD et un grand nombre de dirigeants et de militants ont été enlevés par la police sans que leurs familles sachent jusqu'à l'heure actuelle où ils se trouvent.

Me Renée Stibbe, avocat à la Cour, a déposé une plainte entre les mains du Procureur contre cette séquestration qui a duré plus des vingt-quatre heures prévues par la loi.

En France, dans toute la région parisienne et dans toutes les villes, il y eut des perquisitions et des descentes de police.

A cette vague de répression s'ajoutent des ratissages et l'envoi continu de troupes de toutes armes en Algérie.

Partout l'administration fait appel à une répression violente, énergique et exemplaire. Cette frénésie répressive reprend les méthodes de mai 1945.

Nous avons, en d'autres temps, déclaré que la répression, sous quelque forme qu'elle soit, n'a jamais été une solution au problème algérien qui, de plus en plus, s'impose au gouvernement comme à l'opinion internationale.

De 1830 à nos jours, la colère profonde du peuple algérien contre le régime colonial a maintes fois explosé. De premières insurrections suivirent la conquête puis eurent lieu les soulèvements de 1871. Toutes ces explosions ont connu une répression féroce, suivie d'expropriations et de bannissements.

Toutes ces méthodes de force n'ont jamais empêché le peuple algérien de revendiquer ses biens, ses droits et sa liberté.

Cela démontre que cette politique de force a fait faillite parce qu'elle est contraire aux véritables aspirations du peuple algérien, qui reste fidèlement attaché à son passé historique et à sa tradition islamique.

Ces explosions en Algérie sont précisément les résultats désastreux de la politique coloniale qui persiste obstinément à ignorer les réalités algériennes.

Soumis à une forte expropriation et réduit au régime du silence, le peuple algérien est devenu une armée errante de guenillards, de tuberculeux et d'intouchables.

Cette politique d'expropriation l'a contraint à devenir un serf sur ses propres terres. Ce qui fait qu'aujourd'hui le peuple algérien, alors qu'il compte dix

millions d'habitants, ne possède que 33% de la fortune totale du pays, tandis qu'un million d'Européens possèdent à eux seuls 67% des richesses d'Algérie.

Sur le plan de l'enseignement, la langue arabe, langue maternelle de dix millions d'Algériens, a été systématiquement étouffée et déclarée langue étrangère.

La condition misérable de notre jeunesse accroit encore l'atteinte portée à la dignité de notre peuple. Deux millions d'enfants errent dans le dénuement le plus complet et, faute d'écoles, sans instruction et sans avenir. Notre jeunesse est jetée à la rue sans travail et dans l'impossibilité de créer un foyer.

A ce tableau accablant s'ajoutent les horreurs des bidonvilles, l'humidité, la faim qui tenaille des millions d'enfants, de vieillards, de femmes qui, pour la plupart, ne mangent de la viande que deux ou trois fois par an.

Les musulmans algériens sont profondément indignés de voir que le culte islamique est transformé avec ses cadis, ses muftis et tout leur personnel en agence de propagande au service de l'administration algérienne.

Sur le plan politique, les Algériens, alors qu'ils sont dix fois plus nombreux que la minorité européenne sont représentés dans les assemblées municipales et générales par des élus dont le nombre est limité aux 2/3 des effectifs des dites Assemblées.

La fameuse Assemblée algérienne, fruit de truquages électoraux, n'est en réalité qu'un conseil d'administration consacré entièrement aux intérêts de la haute colonisation.

Le statut organique de l'Algérie qui a été imposé au peuple algérien, malgré le rejet unanime de tous les élus musulmans n'est qu'une duperie puisque les réformes squelettiques prévues n'ont même pas été appliquées. Les élections municipales, cantonales, les élections à l'Assemblée algérienne et au Parlement français sont plutôt des nominations d'individus gagnés à la cause coloniale qu'une compétition électorale. C'est pourquoi la grande majorité du peuple algérien manifeste nettement son indifférence à l'égard de toutes ces élections préfabriquées.

La répression politique, économique, sociale, culturelle et religieuse est une arme de terreur entre les mains de l'administration qu'elle utilise d'une façon permanente.

Aussi, les perquisitions, les arrestations, les bastonnades sont-elles chose courante dans le pays. Des militants peuvent être enlevés et conduits dans des maisons d'aveux spontanés, au mépris des lois qui garantissent le respect de la liberté individuelle.

Ce système de répression et d'enlèvement est destiné à créer la terreur dans le but d'écarter les patriotes des mouvements nationaux.

Le racisme, la discrimination raciale, l'arrogance et le mépris sont les faits auxquels se heurtent quotidiennement tous les Algériens.

Et, comme arrière-fond à ce régime de misère et de souffrance, il y a la situation dramatique de l'émigration algérienne en France qui, à son tour, et bien qu'éloignée du sol national, est l'objet de mesures d'exception et d'un certain racisme orchestré par la presse réactionnaire et par le patronat.

Ce régime d'exception, d'expropriation et de répression est un fait permanent qui persiste depuis des dizaines d'années.

Pour notre part, il y a plus de vingt ans que nous avons condamné un tel régime, attirant d'une façon particulière l'attention du gouvernement pour y mettre fin.

Oui, cela nous l'avons dit, écrit, dénoncé des milliers de fois sans que le gouvernement ait voulu considérer ni entendre nos appels. Bien au contraire, nous avons été malmenés et jetés dans les prisons pour de longues années.

C'est dans cette malheureuse situation où se débat le peuple algérien depuis toujours qu'il faut rechercher les causes de toutes les explosions du passé et des événements qui ont éclaté récemment.

Exproprié, exploité et soumis aux lois d'exception sans jamais être écouté ni respecté, l'Algérien explose parce qu'il voit toutes les portes se fermer devant lui.

De telles explosions sont le résultat de cette politique coloniale contre laquelle le peuple algérien ne cesse de crier depuis les premiers jours de l'occupation.

Nous l'avons dit en d'autres temps et nous le répétons aujourd'hui, que c'est en mettant fin à ce régime, en faisant droit aux aspirations de notre peuple qu'on mettra fin à ces explosions qui ne sont, en vérité, que des réactions humaines et des actes de désespoir. C'est là qu'est le remède. Il faut avoir le courage de le regarder en face pour apporter une solution juste, humaine, logique aux réalités algériennes.

Telle a été notre lutte dans le passé, telle elle sera demain et toujours.

Aussi fidèle à notre passé et à nos rapports de sympathie avec le peuple français et sa classe ouvrière, nous leur demandons aujourd'hui de tendre une main fraternelle au peuple algérien, qui actuellement supporte une rude répression dans tout le pays.

Hier comme aujourd'hui, nous continuerons à œuvrer de façon à ce que l'amitié qui lie les travailleurs algériens au peuple français se développe dans la lutte pour que nos deux peuples, libres de toute servitude coloniale et capitaliste, marchent de l'avant vers la liberté, le progrès, la justice, la paix et la solidarité entre les peuples.

Messali Hadj
Proscrit politique
Fait à ce jour aux Sables d'Olonne, 8 novembre 1954

Document 34 - Message de Messali Hadj à un meeting du Comité de lutte contre la répression, salle Wagram, le 21 décembre 1954

[Le meeting sera interdit et le message de Messali sera publié dans *Le Libertaire* puis dans le livre de Daniel Guérin.]

Chers camarades,

Mon ami Daniel Guérin m'a fait part de la tenue de ce meeting auquel vont assister les ouvriers de la région parisienne, pour protester contre la répression qui fait rage en Algérie.

Il y a quelques jours j'ai appris par la voie de la presse que le journal *Le Libertaire* avait été saisi pour avoir dénoncé la répression et la gravité de la situation en Algérie. En plus l'article 80 a été appliqué aux dirigeants de ce journal.

Tout d'abord, je tiens à me solidariser avec tous les camarades ainsi qu'avec leur journal qui ont fait l'objet d'inculpations en vertu de ce dernier article du code pénal. Nous sommes à vos côtés pour flétrir le colonialisme qui fait tant de victimes dans cette fameuse Union Française. Je crois de mon devoir de vous envoyer le présent message pour saluer le meeting et lui souhaiter un grand succès.

Le prolétariat parisien doit savoir qu'avant les événements du 1er novembre, l'Algérie, comme l'Afrique du Nord toute entière, était soumise à un véritable régime de camp de concentration. Le «calme» que la presse et les discours officiels se plaisaient à mettre en relief était précisément ce calme qui règne dans les prisons et qui très souvent annonce des explosions et des mutineries.

Voici trente ans que nous avons dénoncé cette situation, sans trouver auprès de tous les gouvernements qui se sont succédés jusqu'à présent la moindre compréhension et la moindre prise en considération de nos protestations. Bien au contraire, nous avons été bien souvent jetés dans des prisons et envoyés en résidence forcée pour avoir osé défendre un peuple qui gémissait sous un régime d'exploitation à outrance et de grande misère.

Depuis 1934 jusqu'à nos jours le peuple algérien ne connaît que dissolutions, perquisitions, arrestations et incarcérations. Cette forme de répression s'est développée et a revêtu par la suite des méthodes nouvelles. Celles-ci consistent à étendre la répression sur le plan économique, politique, social et culturel. Dès lors aucun Algérien ne pouvait y échapper.

Il y a des villes dans l'Algérois où les militants du MTLD sont torturés pendant plusieurs jours avant d'être envoyés en prison. Moulay Merbah, secrétaire général du MTLD a été arrêté le 1er novembre 1954 et est resté pendant toute une semaine entre les mains de la police, au cours de laquelle il a été passé au régime de la baignoire, de l'électricité et de la bastonnade. Son avocat Me Renée Stibbe a protesté plusieurs fois auprès de la Justice contre son maintien dans cette maison d'aveux spontanés, chose contraire à la loi.

Le cas de Moulay Merbah n'est malheureusement pas le seul car il y a actuellement des centaines de militants qui subissent le même sort. Ce n'est là qu'un aspect de la répression car il y a aussi les descentes de police à n'importe quelle

heure de la nuit ou de la journée qui sont en réalité des expéditions punitives. Il y a également les ratissages avec tout le cortège de misères qu'ils comportent.

C'est dire que depuis le 1er novembre le peuple algérien est soumis à une nouvelle épreuve qui ne cède en rien à celle du 8 mai 1945.

C'est pourquoi le meeting d'aujourd'hui organisé par le prolétariat français a une importance considérable, parce qu'il marque sa solidarité au peuple algérien et montre au colonialisme que le peuple de Paris n'oublie pas ses camarades algériens de l'autre côté de la Méditerranée.

Ce geste de solidarité de la part du prolétariat français marquera une date étant donné qu'il témoigne des bons rapports qui existent entre l'émigration nord-africaine et le peuple français.

Certes le colonialisme a cherché par tous les moyens à brouiller les cartes entre nous pour mieux nous exploiter et nous isoler les uns des autres. Il faut dire que la propagande et une certaine presse se sont appliquées à créer le racisme. Mais grâce à la vigilance des travailleurs français et des nord-africains, l'impérialisme n'a pu construire son rideau de fer autour de l'émigration nord-africaine.

Aussi le colonialisme ne peut plus tromper l'opinion et encore bien moins la classe ouvrière française qui côtoie les travailleurs algériens dans les champs ou à l'usine et qui se rend compte de plus en plus de la misère dans laquelle vivent ces derniers.

Tout le monde comprend aujourd'hui que les 400 000 Nord-Africains n'ont pas abandonné de gaîté de cœur leurs familles et leurs montagnes pour venir subir la rudesse d'un autre climat, l'isolement et les taudis parisiens. Ils ont quitté le pays parce qu'ils ne pouvaient plus y vivre, ni y faire valoir leurs droits.

Cette émigration suffit à elle seule à condamner d'une manière éclatante plus d'un siècle de colonisation. En effet tous les grands domaines, les vignobles aux milliers d'hectares, les mines, les forêts et toutes les richesses de l'Algérie sont la propriété des gros terriens.

Par ailleurs toute l'administration, les assemblées algériennes sont des instruments de colonisation.

Face à cette situation brillante, notre peuple vit dans les bidonvilles et voit ses deux millions d'enfants jetés dans la rue faute d'écoles. Notre population est à 90 % composée d'illettrés.

Si aujourd'hui des millions d'hommes luttent avec acharnement pour se libérer des servitudes coloniales c'est parce que les régimes qu'ils subissent sont devenus intenables. Et s'il y a des explosions en Afrique et en Asie c'est parce qu'aucun autre moyen d'expression n'a pu toucher l'impérialisme qui, de plus en plus, est devenu implacable.

Au moment où tous ces événements surgissent malgré la patience des peuples opprimés, j'adresse un appel pressant au peuple français pour qu'il tende une main fraternelle au peuple algérien qui veut vivre libre.

Cela nous permettra de préparer, d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée, un avenir de justice, de liberté et de solidarité entre les hommes et les peuples.

Fait à ce jour aux Sables-d'Olonne, le 18 décembre 1954.

Messali Hadj, proscrit politique.

Source : Daniel Guérin, *Quand l'Algérie s'insurgeait. 1954-1962.* La pensée sauvage, 1979, pp. 62-65.

Document 35 - Lettre de Messali Hadj à Jawharlal Nehru

Excellence,

J'ai l'honneur de vous écrire au nom du peuple algérien pour vous souhaiter la bienvenue en Europe et vous adresser mes souhaits de bonheur à l'occasion du cinquième anniversaire de l'Indépendance de l'Inde. J'aurais préféré aller moi-même à votre rencontre pour vous saluer, mais étant actuellement séquestré et soumis au régime du secret en violation des lois françaises, j'ai tenu quand même à vous faire parvenir ce Message de sympathie.

Bien qu'il y a plus de trente ans que je suis victime de l'oppression coloniale de la part de tous les gouvernements et de tous les régimes, notre pays est actuellement le théâtre d'une reconquête coloniale. Aussi depuis trois mois passés, l'Algérie connaît une situation tragique. En plus de la misère, des maladies et de l'ignorance, conséquences directes de cent vingt-cinq ans de domination coloniale, l'impérialisme se livre à des opérations militaires, qu'il camoufle du nom de «rétablissement de l'ordre et de sécurité».

Bien sûr, cet euphémisme ne trompe guère les personnes averties des problèmes coloniaux, mais la propagande, la presse, la radio et toutes les associations commerciales et économiques tendent par tous les moyens à induire en erreur l'opinion publique. C'est ainsi que l'entrevue Mendès France-Charles Malek a été considérée par la presse comme un succès pour la politique française en Afrique du Nord, étant donné que le Premier Français a obtenu, en quelque sorte, carte blanche des Etats arabes et même du groupe arabo-asiatique.

Autre conséquence de cette entrevue, ce fut le retrait des problèmes nord-africains des Nations Unies en vue de faciliter la prétendue politique libérale du Gouvernement français en Afrique du Nord.

Sur le plan moral et psychologique, ces informations rapportées et amplement commentées par la presse comme un succès gouvernemental ont été douloureusement ressenties par le peuple algérien.

Cette déception a été d'autant plus grande que quelques temps après une répression politico-militaire d'une grande envergure a été déclenchée en Algérie à la veille des fêtes de Noël. C'est ainsi que notre secrétaire général Moulay Merbah, la direction du parti et des milliers de patriotes ont été arrêtés avec une grande brutalité et soumis à la torture de l'eau et de l'électricité dans des maisons appropriées, pour arracher des aveux par tous les moyens.

Ces actes qui ne cèdent en rien aux pratiques de la Gestapo, ont soulevé une profonde indignation en Algérie et dans certains milieux français. Aussi de hautes personnalités de l'Eglise, du monde des Lettres et du Journalisme ont dénoncé ces procédés dignes du Moyen Age.

Mais le colonialisme déchaîné n'a que faire de telles protestations et ne continue pas moins sa répression violente et ses ratissages. Hier comme aujourd'hui, le colonialisme reste intraitable et implacable pour conserver ses privilèges

politiques et économiques et s'oppose farouchement même au gouvernement quand celui-ci veut, par tactique, jeter quelques miettes aux populations affamées et subjuguées. Tel a été le cas du gouvernement de M. Mendès France qui vient d'être renversé.

Ce simple aperçu de la situation de notre pays, démontre que notre peuple est actuellement soumis à un régime de terreur et de répression sanglante. Certes celui-ci résiste avec un grand courage contre ce nouveau brigandage colonial mais il y a lieu de souligner que cette réaction impérialiste s'est manifestée avec une telle violence qu'il y a actuellement 85 mille soldats en Algérie.

C'est pour toutes ces considérations que la solidarité et le soutien des peuples africano-asiatiques, s'avère indispensable pour mettre fin à cette guerre coloniale, ouvrir les portes des prisons et reconnaître au peuple algérien la liberté de disposer de lui-même, conformément à ses aspirations nationales et à la charte des Nations Unies.

En outre, je me permets, en ma qualité de vieux militant, de vous demander de bien vouloir porter le problème algérien à la connaissance de la Conférence Africano-Asiatique qui se tiendra prochainement en Indonésie.

Sachant combien le problème de la Paix et de la Liberté retiennent votre attention, je souhaite qu'au cours de ce grand voyage, vous ayez atteint ces nobles objectifs.

Veuillez agréer Excellence, l'expression de mes sentiments respectueux.

Messali Hadj en Résidence forcée,
Sables d'Olonne.

Source : Archives privées.

Document 36 - Le Mouvement National Algérien aux députés de l'Assemblée nationale française

1955

Messieurs les Députés,

Une fois de plus vous êtes appelés, les 25 et 26 juillet 1955, à vous prononcer sur la politique gouvernementale en Algérie.

Déjà en mars 1955, votre Assemblée, à la demande du gouvernement, a voté la loi instituant l'état d'urgence en Algérie, laissant ainsi au gouvernement le soin d'y «rétablir l'ordre» par la répression.

Qu'a-t-on fait depuis de la loi que vous aviez, en majorité, votée?

- Des camps de concentration ont été établis dans les régions les plus arides, les plus malsaines et les plus infestées de vipères et de scorpions pour y faire résider et travailler par la force des Algériens auxquels on ne reproche que leurs opinions non-conformistes. Des populations entières sont déportées et parquées dans des camps d'internement qui rappellent ceux des Nazis.

- Des milices ont été organisées, armées, financées et encadrées par l'administration algérienne pour donner libre cours à la haine, à la vengeance et à l'assassinat colonialistes contre la population musulmane algérienne.

- Des tribunaux militaires ont été installés comme en période de guerre. Ces tribunaux ont déjà condamné à mort, depuis le 17 mai, 46 Algériens parmi lesquels le grand patriote Ben Boulaïd jugé illégalement à Constantine.

- La responsabilité collective a été instaurée, entraînant le retour à l'odieux Code de l'Indigénat, au système des otages cher à la Gestapo, aux bombardements massifs et aux exécutions sommaires. En vertu de cette disposition scandaleuse de l'état d'urgence, des dizaines d'Algériens, parmi lesquels des vieillards, des femmes et des enfants, sont froidement assassinés par les forces répressives, des villages entiers sont incendiés ou démolis, les biens de toute une population sont confisqués.

A ce terrorisme officiel, s'ajoute un arbitraire policier permanent. Des expéditions répressives sont quotidiennement menées contre la population rurale et sont toujours marquées par des destructions de provisions, des viols, des assassinats et des arrestations. Des rafles monstres sont opérées dans les villes sans aucun égard pour les habitants que les policiers brutalisent, insultent, volent et souvent arrêtent. Les tortures ont repris avec la même sauvagerie dans les locaux de la police à Tizi-Ouzou, Batna et Bouzaréah. Plus de 7 000 Algériens remplissent actuellement les prisons. Certains d'entre eux ont été retirés des locaux de la police pour être abattus lâchement dans un champ. Il n'existe pratiquement plus aucune liberté en Algérie. Il n'existe même plus de légalité pour les autorités françaises. Les forces déchaînées de la répression agissent de leurs chefs sans autre but que de semer la terreur, la ruine et le deuil.

Est-ce cela que vous voulez voir régner en Algérie en autorisant le gouvernement à appliquer la loi sur l'état d'urgence ? Est-ce ainsi que vous comptez résoudre le problème algérien ?

En attirant votre attention sur la vanité de telles mesures, il y a de cela quatre mois, le Mouvement National Algérien, représentant de la quasi totalité du peuple algérien, vous affirmait que la répression, loin de résoudre le problème algérien, essentiellement politique, ne faisait au contraire que renforcer la volonté de lutte du peuple algérien qui est déterminé à vivre libre ou mourir !

Les événements de ces quatre mois ont suffisamment édifié sur la véracité de cette déclaration solennelle. Le peuple algérien unanime lutte chaque jour davantage pour défendre sa dignité et reconquérir sa souveraineté.

Allez-vous commettre la même lâcheté qu'en mars, en prorogeant la validité de la loi sur l'état d'urgence? Allez-vous continuer à couvrir le crime, l'ignominie et le terrorisme colonialistes pour permettre à quelques milliardaires racistes de régner sur un peuple opprimé et honteusement exploité, et ce contre la volonté du peuple français qui vous a élus ? Allez-vous vous faire les complices de ceux qui ont fait école à la Gestapo et qui tentent de maintenir, en 1955, un régime de domination coloniale condamné par tous les peuples ?

Ne vaudrait-il pas mieux rechercher, dans l'intérêt des peuples français et algérien, le moyen d'arrêter avant tout l'effusion de sang ?

Le Mouvement National Algérien s'adresse à votre conscience et vous dit qu'il est vain de tenter de s'opposer par la force et les exactions à la volonté de libération d'un peuple.

Le seul moyen de ramener la paix en Algérie est d'ouvrir sans tarder un dialogue franco-algérien, sur la base d'une Constituante algérienne Souveraine, élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion, dans un climat de liberté préalablement créé :

1. par la libération de Messali Hadj et de tous les Algériens emprisonnés pour leur lutte anti-colonialiste,
2. par l'arrêt de toutes les opérations militaires et répressives,
3. par le retrait de toutes les troupes d'occupation d'Algérie.

Le peuple algérien dénie à quiconque le droit de légiférer pour lui. Il entend diriger lui-même ses affaires, conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est prêt à consentir à tous les sacrifices pour vivre libre et indépendant. L'état d'urgence et la répression ne feront qu'augmenter son ardeur combative.

Paris, 20 juillet 1955.

Source : Archives privées.

Document 37 - **Lettre au Secrétaire général de la Ligue Arabe**
29 novembre 1955

Excellence,

J'ai l'honneur de vous écrire la présente lettre au nom du MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN, pour vous faire part, du profond mécontentement et de la colère qui se sont emparés de notre peuple, à la suite du retrait de la question Algérienne, de l'ordre du jour de l'ONU.

Aussi, nous croyons indispensable d'élever une protestation énergique contre cette décision, qui est contraire aux principes de la Charte des Nations Unies et au droit international.

Rien ne peut justifier cette mesure qui, déjà, se traduit pour le peuple algérien, par un redoublement de cette nouvelle reconquête coloniale et d'une répression sanglante.

24 heures après cette décision antidémocratique, le gouvernement français a décidé l'envoi de 16 bataillons en Algérie et d'une force policière de C.R.S. très importante.

Les forces encore en Indochine et celles stationnées au Maroc et en Tunisie s'apprêtent à faire, autour de notre pays, un cercle de fer et d'anéantissement.

Les arguments soulevés par les Français pour déclarer l'incompétence des Nations Unies de s'occuper du problème Algérien sont non seulement contraires aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais encore tournent le dos aux réalités algériennes. Tout le monde sait que l'Algérie n'est pas française, et que le régime qui lui est appliqué, est diamétralement opposé à celui des départements français.

Après 125 ans de colonisation, le gouvernement français ne sait quelle politique il doit appliquer à notre pays.

En vérité, la politique d'intégration ou d'assimilation n'est qu'une manœuvre du colonialisme pour gagner du temps, tromper l'opinion internationale et œuvrer de façon à maintenir ses privilèges politiques, économiques et culturels.

Si notre peuple est passé à l'action directe, c'est parce qu'aucune solution pacifique n'a trouvé de crédit auprès du colonialisme.

Si aujourd'hui, 200.000 soldats qui sèment la terreur dans notre pays, face à un peuple désarmé qui lutte avec comme arme essentielle sa foi en la liberté.

Nous croyons, qu'il est inutile de continuer à décrire le colonialisme, étant donné que nos frères Arabes le connaissent parfaitement, pour l'avoir subi pendant quelques années.

Mais ce qui est venu accroître la tragédie de notre peuple, c'est de voir les Nations Arabes abandonner le peuple Algérien. Ce qui nous arrive aujourd'hui, nous rappelle qu'au moment de l'agression de 1830, nous avons été abandonnés à notre propre sort.

125 ans après, notre peuple se trouve, une fois de plus...

Angoulême le 29 novembre 1955

Source: Archives privées.

Document 38 - **Message**
à la conférence de Bandoeng
19 mars 1955

[...] Dépossédé de ses biens, appauvri et privé des libertés démocratiques pour défendre ses droits, le peuple algérien a été conduit à une situation économique désastreuse. Il y a actuellement en Algérie plus d'un million et demi de travailleurs soumis au chômage quasi permanent, soit plus de quatre millions avec leurs familles. Cette population, chassée de ses terres, habite des bidonvilles et des grottes près des cimetières. Sous alimentée, sans soin, elle est ravagée et décimée par la tuberculose, la syphilis et le rachitisme.

Il est à noter que plus de 80% des familles algériennes ne vivent qu'avec 1200 frs par mois. Cette situation a obligé la jeunesse algérienne à fuir cet enfer pour aller à la recherche d'un emploi problématique. Plus de 400 000 Algériens mènent une vie d'exilés volontaires pour essayer de gagner leur vie et celle de leur famille.

Au point de vue de l'enseignement, plus de 95% de la population algérienne est illettrée, deux millions et demi de petits Algériens n'ont pas de place à l'école, tandis que tous les petits européens sont scolarisés par priorité. Bien que la population algérienne soit dix fois plus nombreuse, elle n'a que 557 étudiants, alors que les Européens sont au nombre de 5146. La langue arabe, langue maternelle et religieuse de dix millions d'Algériens a été systématiquement écartée durant les 120 années de colonisation, puis finalement déclarée langue étrangère.

D'autre part, le culte islamique, avec tout son personnel et ses édifices religieux a été transformé en un instrument de propagande au service du colonialisme français. Contrairement à la loi de 1905, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le gouvernement français s'est arrogé le droit de diriger la religion islamique et s'est emparé de tous les biens habous qui existaient sur le territoire algérien, avant la conquête.

Au point de vue politique, le peuple algérien est éliminé de la scène politique par une série de lois d'exception.

Si telle est la situation du peuple algérien, il n'en est pas de même de la minorité européenne qui, en face des bidonvilles, vit dans des châteaux et des villes, et jouit d'une richesse qui se chiffre par dizaine de milliards. Cette minorité possède plus de 70% de la fortune totale de l'Algérie. Les ports, les chemins de fer, les mines et les grands domaines sont ses richesses et ses exploitations exclusives. Tous les ans, les gros terriens récoltent près de 20 millions d'hectolitres de vin, tandis que la population algérienne est obligée d'importer du blé et de l'orge pour sa consommation.

Par ailleurs, la minorité européenne est maîtresse de toute l'administration et a la haute main sur la police dont elle sert selon ses propres intérêts. Riche et heureuse, elle dépense sans compter pour ses loisirs, pendant que l'Algérien gagne 200 frs par jour pour 15 heures de travail. Voici un signe de sa richesse :

en 1952, 187 000 colons d'Algérie ont dépensé en France et à l'étranger plus de 20 milliards de francs.

Dans les Assemblées municipales et départementales, la minorité des colons dispose des 3/5 des sièges. Quant aux élus algériens, ils sont les jouets des colons qui les dirigent à leur gré. L'Assemblée algérienne, qui est une sorte de conseil d'administration, comprend 120 délégués dont la moitié seulement est composée d'élus algériens. Mais sur ces soixante délégués, à peine 4 ou 5 luttent (vainement d'ailleurs) pour faire entendre la voix du peuple. Les nationalistes ayant été écarté de toutes les assemblées, les élus de l'administration ne sont que des auxiliaires au service du colonialisme...

Enfin nous demandons à la Conférence d'appuyer le problème devant toutes les instances internationales.

Nous demandons à la Conférence de dénoncer la guerre coloniale en Algérie pour y mettre fin et engager avec les véritables représentants du peuple le dialogue pour une Constituante algérienne souveraine élue au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion, afin de donner la parole au peuple conformément à la Charte des Nations Unies et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pour terminer, nous adressons à la Conférence afro-asiatique le salut fraternel du peuple algérien et ses souhaits pour qu'enfin les peuples colonisés vivent libres et indépendants.

Fait ce jour 19 mars 1955
Messali Hadj
Président du Parti du Peuple Algérien
En résidence forcée aux Sables d'Olonne. Vendée. France.

Source : Archives Mouvement National Algérien.

Document 39 - **Messali Hadj au *Libérateur***
15 juillet 1955

Invité par mes amis à écrire au *Libérateur* un article sur le problème algérien, je le fais volontiers. C'est pour moi un vif plaisir que de m'adresser à ce mouvement politique qui se dessine et qui, déjà, tient une place importante dans l'opinion publique.

Bien qu'éloigné et mis au secret pendant plusieurs mois, je me suis toujours efforcé de suivre les événements mondiaux d'une façon générale et le problème français d'une façon particulière. Trois ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, nous avions déjà, avec un certain nombre d'amis toujours à l'avant-garde du combat pour la liberté, examiné la possibilité d'un regroupement de tous les hommes de bonne volonté et de militants toujours animés par la pensée socialiste révolutionnaire pour faire face aux événements.

J'ai toujours pensé que le développement des problèmes nord-africains était naturellement lié aux événements mondiaux et au problème de la démocratie française en évolution. Dans ce même ordre d'idées, le passé comporte déjà en lui-même des aspects à la fois réconfortants et attristants. Je veux faire allusion au Front Populaire auquel j'avais participé et donné pleinement la collaboration de l'Etoile Nord-Africaine à la veille du 6 février 1934. A ce moment, le fascisme français naissant et se développant parallèlement à celui de l'axe Rome-Berlin, avait essayé par tous les moyens d'embrigader dans ses rangs les Nords-Africains de la région parisienne et des autres villes de France.

Mes amis et moi avons tout fait pour déjouer les plans des fascistes de l'époque et pour conduire nos compatriotes sur le chemin de la démocratie. Et dès lors, des dizaines de milliers de Nords-Africains, sous l'égide de l'Etoile Nord-Africaine et du Parti du Peuple Algérien ont participé à toutes les activités et manifestations du Front Populaire.

Au moment où la classe ouvrière, en juillet 1936, occupait usines, ateliers et magasins, j'ai parcouru la région parisienne pour prêcher l'entente entre les ouvriers français et les travailleurs nords-africains. De Paris à Lille, de Lyon à Marseille, j'ai traversé la France pour servir le Front Populaire. Les premiers résultats furent magnifiques, puisque dans les manifestations mémorables des 14 juillet 1935 et 1936, des milliers d'Algériens avaient manifesté dans une atmosphère de sympathie aux côtés de la classe ouvrière française.

Ce fut là un aspect heureux du Front Populaire quant aux rapports entre les Nords-Africains et le peuple français.

Malheureusement, ce succès fut de courte durée du fait que les dirigeants du Front Populaire ne firent rien de sérieux pour satisfaire les aspirations des peuples coloniaux. En dehors de quelques promesses creuses et de discours sans lendemain aucune réalisation ne fut accomplie.

Non seulement rien ne fut fait, mais encore, dès 1937, une répression fut déclenchée contre les mouvements nationalistes nords-africains, répression qui

se traduisit dans les faits par des perquisitions, des arrestations et la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, du Destour et de l'Action Marocaine.

Cette répression, déclenchée au moment du Front Populaire au début de 1937, s'est prolongée jusqu'en 1939 et jusqu'à nos jours, pour ainsi dire.

Tel est le triste bilan de l'action du Front Populaire en faveur des peuples coloniaux.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que je rappelle ce passé et ces déceptions : cependant, j'estime qu'il était nécessaire de les évoquer au moment précis où la Nouvelle Gauche est en train de procéder au groupement de tous les éléments de gauche qui, pour toutes sortes de raisons, boudent les grands partis de la classe ouvrière française, afin de faire face aux événements actuels.

Hier, aujourd'hui, demain, nous avons été, nous sommes et nous serons toujours aux côtés du peuple français pour lutter ensemble et instaurer une véritable démocratie sur les deux rives de la Méditerranée où nos deux peuples libres et indépendants du colonialisme et du capitalisme prépareront conjointement un avenir de liberté, d'amitié entre le peuple français et le Maghreb en lutte pour la libération nationale.

Les événements qui se déroulent actuellement en Afrique du Nord corroborent ma conception et mes buts qui, bien des fois, ont fait hausser les épaules.

Aujourd'hui, ces idées sont exposées dans toute la presse. Dans tous les cercles politiques on parle de l'amitié franco-tunisienne, franco-marocaine et même franco-algérienne. Mais pour qu'une amitié véritable puisse voir le jour et donner des résultats positifs, il importe que le peuple français élève le débat pour comprendre les véritables aspirations des peuples maghrébins.

D'autre part, le peuple français ne doit pas considérer le développement des problèmes nord-africains sous un angle purement sentimental. Il doit se rendre compte que ses intérêts, son avenir, sont engagés dans le développement des événements nord-africains et dans l'évolution du problème français qui, depuis la grève d'août 1953, semble s'engager sur la voie de la lutte pour une véritable démocratie.

Le peuple français, de tempérament généreux et inspiré d'un passé révolutionnaire qui l'honore, n'a pour nous rien de commun avec le colonialisme et l'immobilisme des grands dirigeants des organisations ouvrières traditionnelles.

A la Nouvelle Gauche et à tous nos amis des autres groupements, je souhaite, au nom du peuple algérien une grande réussite dans leur lutte pour la liberté.

On remarquera que je n'ai pas précisément écrit un article sur le problème algérien, j'ai préféré examiner à l'intention de tous nos amis de la Nouvelle Gauche certains aspects des rapports entre le mouvement national algérien, afin de préparer une meilleure compréhension de nos deux peuples.

Source : *Le Libérateur politique et social, pour la nouvelle gauche.*

Document 40 - Mémoire adressé au Secrétaire général de l'ONU

Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU,

Le Mouvement National Algérien vous demande de soumettre aux travaux de la X[e] session de l'Assemblée Générale des Nations Unies ce mémoire concernant les dramatiques et sanglants événements qui mettent aux prises sur le territoire de l'Algérie les forces armées françaises et le peuple algérien.

Monsieur le Secrétaire général, les Nations Unies sont réunies aujourd'hui dans un moment important de la conjoncture internationale. Alors que le bruit des canons s'éloigne à peu près partout dans le monde, l'Afrique du Nord et particulièrement l'Algérie est embrasée par une nouvelle guerre déclenchée par le colonialisme français contre des populations pacifiques dont la seule aspiration est de vivre libre en travaillant.

En attirant votre attention sur ce sujet, le Mouvement National Algérien que j'ai l'honneur de présider a conscience de défendre non seulement les droits historiques de la nation algérienne spoliée dans ses libertés les plus élémentaires, mais également les intérêts supérieurs de la paix, de la démocratie et de l'humanité, tels qu'ils on été consacrés par la Charte fondamentale des Nations Unies.

Depuis le 21 août 1955, la situation déjà dramatique de l'Algérie s'est considérablement aggravée. Certes, depuis le 1[er] novembre 1954, le peuple algérien, qui depuis n'avait cessé d'écrire, de protester, de supplier afin que soient pris en considération ses droits nationaux, s'est vu contraint de passer à l'action. 125 années de colonialisme ne lui laissaient plus d'autre issue pour que sa voix soit entendue. Face à cette explosion de tout un peuple pacifique, la sagesse commandait aux gouvernants français de tirer les conclusions indispensables. Naturellement, pensons-nous, aurait dû s'imposer la recherche d'une solution démocratique conforme à la Constitution française et à la Charte des Nations Unies. C'était là le vœu de tout le peuple algérien.

Celui de la démocratie française, exprimé par les voix les plus autorisées : écrivains français de renommée mondiale, hommes politiques de tout horizon, démocrates, professeurs, membres du clergé qui, inlassablement, ont cherché à attirer l'attention du gouvernement sur la nécessité de pratiquer une politique susceptible de gagner la confiance du peuple algérien.

La classe ouvrière française également, ses partis et syndicats flétrissent le colonialisme et demandent au gouvernement de mettre fin à cette situation d'exploitation et de misère.

Monsieur le Secrétaire général, le Mouvement National Algérien se trouve dans l'obligation de constater que le gouvernement français n'a voulu tenir aucun compte des avertissements prodigués de tout côtés. Non seulement il a passé outre, mais, plus encore, les responsables de la politique française ont formulé une doctrine définie ainsi par un ministre de l'Intérieur : «La seule négociation,

c'est la guerre» (déclaration de M. Mitterand à l'Assemblée Nationale).

C'est donc au moment où l'humanité entrevoit les plus belles possibilités de paix que le gouvernement français prélève des troupes dans les rangs de l'OTAN, sans même solliciter l'autorisation des chefs militaires de cet organisme, et en violation des termes du Pacte de l'Atlantique Nord. M. le Général Gruenther, commandant en chef de l'OTAN a dû exprimer son mécontentement et les milieux dirigeants des pays membres ne voient pas sans angoisse l'utilisation croissante des troupes de l'OTAN contre un peuple qui lutte pour son affranchissement de la domination coloniale.

La guerre est là et se développe chaque jour davantage. De nouvelles troupes sont prélevées dans toutes les garnisons de France et expédiées en Algérie. Toute une division motorisée de la région de Nancy a débarqué dans une atmosphère de «fête nationale». Des forces françaises, hier encore stationnées en Indochine, sont dirigées sur l'Algérie pendant que les 20.000 soldats qui «bivouaquaient» en Tunisie sont transférés vers les montagnes de l'Aurès. Ceci dans une situation internationale où les perspectives de paix s'ouvrent devant les peuples.

Une nouvelle campagne coloniale est en cours en Algérie qui, par ailleurs, prend des formes d'une extrême gravité. Nul doute que cette reconquête coloniale ira s'aggravant car le peuple algérien, conscient de ses droits, continuera sa lutte.

Insécurité et désordre sont les conséquences inéluctables de la guerre déclenchée par les troupes françaises qui détruisent, brûlent des régions entières sans être à même d'obtenir d'ailleurs le moindre résultat positif sur le plan militaire. La dizaine de villages littéralement pulvérisés, les milliers de femmes, d'enfants, de vieillards assassinés depuis le 20 août ne font que renforcer le courage et la volonté de tout un peuple décidé à vivre libre ou à mourir dignement. Tous les renseignements démontrent que la fureur et les procédés utilisés contre les Algériens ne font qu'élargir à des régions nouvelles la résistance algérienne qui s'étend et se développe. La lutte engagée dans le Constantinois déborde jusqu'au Sahara, embrase les départements d'Alger et d'Oran. Telles sont les premières constatations qui s'imposent à tout observateur impartial. Nul doute que si les hostilités se poursuivent, le soulèvement général de l'Algérie atteindra tous les peuples du Maghreb arabe.

On peut être assuré que le Mouvement National Algérien n'abandonnera pas les populations acculées à la résistance par un colonialisme sourd et aveugle acharné à détruire.

En conséquence de sa politique de force, le gouvernement a proclamé l'état de siège sous la dénomination de l'état d'urgence et ordonné la plus sanglante répression. Ratissages, expéditions punitives contre les populations travailleuses et désarmées, arrestations massives opérées dans les rangs du Mouvement National Algérien se succèdent. Tortures policières les plus infâmes, perquisitions massives effectuées de jour comme de nuit, emprisonnements massifs de patriotes algériens adhérents au Mouvement National Algérien, remplissent les prisons de France et d'Algérie, justice expéditive infligeant des centaines d'années d'emprisonnement, condamnant à mort, pour délit d'opinion, tracent la trame d'une terreur sans précédent. Plus immoral encore, le recours aux

méthodes hitlériennes de la répression collective qui s'étend aux femmes, aux enfants, aux vieillards.

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général, Messieurs les représentants des gouvernements, j'attire tout spécialement votre attention, au nom de mon peuple, sur ces terribles exactions, dignes du Moyen-Age, organisées par une soldatesque aux ordres de la plus féroce colonialisation que le monde ait jamais connue. Des pratiques réprouvées, condamnées par toutes les nations coalisées, par les Nations Unies, dans de solennelles déclarations, sont rétablies. Telle l'ouverture de camps de concentration où des hommes, et même des enfants sont internés parce que considérés «suspects» pour l'administration de la colonisation.

Il va sans dire que cette disposition des forces du Pacte Atlantique contre le peuple algérien accentue considérablement les inquiétudes du monde arabo-islamique, qui en arrive à se demander s'il est exact que l'OTAN a été créée pour assurer la sauvegarde de la paix et la sécurité des peuples libres ou bien pour attenter à la liberté des nations colonisées ? Le profond mécontentement qui a soulevé les 500 millions de musulmans s'est traduit par des grandioses manifestations populaires et par des interventions des Etats arabes auprès des Nations Unies et du Gouvernement français lui-même. Le groupe afro-asiatique constitué après la conférence de Bandoeng est énergiquement intervenu contre les procédés utilisés par l'impérialisme français, tandis que la Ligue Arabe a immédiatement réagi auprès du Secrétariat général des Nations Unies, et a également invité les représentants d'Etats arabes à élever une vigoureuse protestation auprès du gouvernement français.

Les peuples de l'Afrique du Nord n'ont aucune responsabilité dans ces événements. Les Algériens ont tenté, par l'utilisation de tous les moyens pacifiques, de trouver une solution démocratique à leurs problèmes nationaux, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Depuis plus de 40 ans, le peuple a lutté politiquement et pacifiquement pour que sa voix soit entendue. Les gouvernements français successifs se sont refusés à accorder la moindre audience à toutes propositions, y compris les plus modérées. Pour les gouvernants, il n'y a qu'une seule attitude : conserver coûte que coûte les territoires d'Afrique du Nord, assurer la permanence des privilèges politiques les plus exorbitants, accaparer sordidement des richesses colossales. Les événements qui ont suivi le 1er novembre 1954 n'ont été que la conséquence directe de cette politique coloniale. Le peuple algérien s'est donc vu contraint de tirer les seules conclusions valables de ces vains efforts pacifiques. Il s'est engagé dans une lutte libératrice qui ne peut tenir aucun compte des situations stratégiques spécifiques.

Monsieur le Secrétaire général, je me permettrai de vous signaler que le Mouvement National Algérien, prévoyant les événements, avait à juste titre protesté énergiquement contre l'inclusion de l'Algérie dans le Pacte Atlantique. Nous affirmions solennellement en 1949 que nous ne saurions souscrire à un Pacte signé sans que le peuple algérien ait été consulté, et sans qu'il soit tenu compte de ses légitimes aspirations nationales. Notre pays, nos populations, ont été considérés comme un matériel stratégique, sans autre considération des

problèmes moraux que nous n'avons cessé de soulever devant l'opinion mondiale et les diverses instances internationales. Aussi, le colonialisme français a cru pouvoir avec les dollars, l'armement américain et l'emploi de la force, résoudre le problème algérien. Les fruits amers de cette politique sont récoltés aujourd'hui. Les gouvernements français affirmaient être capables d'assurer la sécurité. L'insécurité gagne toute une région du globe. L'Afrique du Nord est embrasée ; demain 25 millions de musulmans maghrébins vont se mettre en mouvement. En France même, le désordre et l'insécurité s'insinuent.

Monsieur le Secrétaire Général, nous attirons votre attention sur le fait que toutes les promesses et les déclarations les plus solennelles sont restées phrases creuses et n'ont été suivie d'aucun effet. Le peuple algérien constate avec amertume que non seulement on n'a pas tenu parole, mais encore que l'OTAN, forgée pour assurer la protection du droit, de la paix, de la liberté et de la sécurité des peuples, permet que ses armées soient utilisées à la seule discrétion du colonialisme français en vue de la reconquête coloniale et de l'extermination de paisibles populations.

Notre peuple est d'autant plus bouleversé qu'il n'a pas oublié les solennelles promesses qui lui ont été prodiguées pour s'assurer de sa participation à la guerre contre la barbarie nazie. Notre peuple, confiant dans la parole donnée, se souvient des déclarations de Roosevelt et de Churchill qui promettaient officiellement l'application des quatre libertés de la Charte de l'Atlantique aux peuples opprimés dès la fin des hostilités. Il se souvient d'avoir lu et médité les brochures en langue arabe diffusées par les Services alliés lors du débarquement en Afrique du Nord en 1942.

Le peuple algérien n'a pas marchandé son appui à l'effort de guerre allié; à Cassino, et dans tous les combats, il a de plein gré accepté les sacrifices pour assurer la libération de l'Europe. Le peuple algérien était persuadé aussi que sa participation à la lutte du monde libre contre l'hitlérisme préludait à sa propre libération.

Dans tout le Maghreb arabe et en particulier en Algérie, les populations sont forcément indignées de voir débarquer dans les ports d'Algérie les forces de l'OTAN utilisées aussi pour étouffer la voix d'un peuple qui ne demande que sa liberté.

Les Nations Unies intéressées au rétablissement de la paix se doivent de tirer toutes les conclusions du fait que l'impérialisme français, débordé par les événements, est impuissant à rétablir, même par la force, une paix des cimetières.

Les conséquences de la politique de guerre du gouvernement français retentissent douloureusement sur le peuple français lui-même. Déjà 180.000 hommes sont maintenus ou appelés sous les drapeaux, 9 bataillons supplémentaires viennent d'être acheminés en Algérie. Cette mobilisation soulève en France un profond mécontentement dans les familles, dans la rue, à l'usine, à la caserne. Des manifestations se développent parmi toutes les couches de la population française. Ainsi, au désordre qu'engendre en Algérie la politique de guerre, se surajoutent le désordre et l'insécurité en France même. Guerre coloniale d'une part, avec toutes ses désastreuses conséquences, crise sociale et politique en France d'autre part, le colonialisme s'avère donc incapable de résoudre des

problèmes qui peuvent et doivent trouver des solutions pacifiques.

La capitale position stratégique que représente la Méditerranée est entièrement minée par le fait colonial. Voilà la réalité qui s'impose d'un examen objectif de la situation.

Les solennels appels au gouvernement français, à l'opinion publique, dans le but de rechercher des solutions conformes à la Charte des Nations Unies étant restés sans réponse, le peuple algérien ne peut s'en tenir à aucune autre considération que le rétablissement dans sa plénitude de ses droits historiques de nation. L'Afrique du Nord entend aujourd'hui forger les bases de sa propre sécurité, ne pas être considérée comme un pion sur l'échiquier international.

Monsieur le Secrétaire général, le Mouvement National Algérien n'est-il pas engagé dans la voie de la raison, quand il estime indispensable d'en appeler à l'influence et aux bons offices des Nations Unies pour que cesse cette nouvelle guerre ?

Monsieur le Secrétaire général, nous nous permettons de vous signaler que dans des déclarations adressées aux diverses instances internationales, le Mouvement National Algérien a clairement tracé ces conséquences inéluctables de la politique de force pratiquée par le gouvernement français. Et c'est pourquoi il est du devoir des Nations Unies de se pencher sur les problèmes soulevés par la présente menace afin que, dans le respect de sa Charte, l'agression contre le peuple algérien soit condamnée et que soient définies les bases d'un rétablissement de la paix, indispensable à la sécurité de tout le bassin méditerranéen. Le monde arabo-islamique, le groupe afro-asiatique ne restent pas indifférents à la situation de guerre en Algérie créée sur la seule initiative du gouvernement français.

C'est parce que nous connaissons votre constant souci d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité que nous nous adressons à vous, Monsieur le Secrétaire général, pour que vous saisissiez l'Assemblée Générale des Nations Unies du différend qui oppose le peuple algérien au gouvernement français, dans le but de rechercher une solution conforme aux articles 33, 34 et 35 de la Charte des Nations Unies.

Nous estimons possible et souhaitable qu'un Cessez le feu soit immédiatement ordonné et qu'un dialogue soit ouvert sur la base des principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Monsieur le Secrétaire général, c'est avec émotion que nous avons suivi toutes les démarches que vous avez effectuées en faveur de la paix et de la sécurité. Le Mouvement National Algérien a salué votre décision d'aller plaider vous-même en Chine la cause de la libération des aviateurs américains, initiative heureuse qui prélude à l'amélioration des rapports entre deux Etats.

Au nom de la Paix et de la Sécurité, au nom du peuple algérien qui, depuis 125 ans, subissant les plus inhumaines exactions colonialistes, a dû déclencher plusieurs insurrections pour assurer son existence nationale, le Mouvement national Algérien, représentant authentique et légitime de la nation algérienne opprimée, vous demande, Monsieur le Secrétaire général, d'intervenir pour que cessent les expéditions punitives et la terreur qui assaillent 10 millions d'êtres humains.

Malgré tout, malgré cette dramatique situation, malgré les misères sans nom, les tortures, les ratissages ordonnés par le gouvernement français, le Mouvement National Algérien estime que des solutions pacifiques peuvent et doivent être trouvées qui rétabliront le calme, la paix et la sécurité en Algérie.

C'est donc en vue d'apporter une contribution au rétablissement de la paix que ce présent mémoire vous est présenté.

Sur vous sont fixées les espérances de millions d'hommes qui n'ont pas encore recouvré l'indépendance. Dans l'intérêt de l'humanité, leurs espoirs ne peuvent être à nouveau déçus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de mes sentiments respectueux.

Messali Hadj,
Président du Mouvement National Algérien,
en résidence forcée à Angoulême, France.

Document 41 - **Appel aux travailleurs français**
septembre 1955

TRAVAILLEURS FRANÇAIS...
EN AVANT POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Vous avez d'innombrables revendications à satisfaire. Vos salaires comme vos conditions de vie sont loin d'atteindre un niveau normal. Vous vous débattez quotidiennement dans de difficultés de plus en plus insurmontables.

Or, le gouvernement, au lieu de se soucier de votre bien-être, préfère vous frustrer tous les jours de près de 400 millions de francs pour les jeter dans la guerre d'Algérie qui ne sert qu'à défendre les privilèges exorbitants des gros féodaux, ceux-là mêmes qui vous exploitent à différents titres.

GÉNÉRALISEZ LA LUTTE

Depuis quelques jours, de nombreux mouvements de grève ont pris naissance à travers toute la France et tendent à s'amplifier. A Saint-Nazaire, à Homécourt, à Nantes, à Courneuve et dans beaucoup d'autres villes, dans un magnifique élan de solidarité ouvrière, les travailleurs ont lutté et luttent encore courageusement contre le patronat, le gouvernement et leurs C.R.S. au moment même où l'impérialisme tente d'écraser par la force les aspirations nationales du peuple algérien et les revendications légitimes des travailleurs français.

C'EST UNE OCCASION INESPÉRÉE

C'est le moment ou jamais d'imposer la satisfaction de toutes vos revendications. Toutes les forces de police, toutes les troupes, les C.R.S. et gendarmes sont retenus en Algérie par les vaillants patriotes algériens. Le gouvernement est dans l'impossibilité de les réquisitionner pour saboter votre mouvement. C'est dire que l'action unie des peuples algérien et français peut en ce moment être décisive et asséner un coup mortel à l'impérialisme exploiteur de tous les ouvriers. Que tous les travailleurs (métallurgistes, mineurs, cheminots, postiers, employés, fonctionnaires, ouvriers des transports, du bâtiment, dockers, etc.) saisissent cette occasion pour déclencher une GRÈVE GÉNÉRALE.

LES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS SONT À VOS CÔTÉS

L'émigration algérienne en France, qui a toujours été à vos côtés dans la lutte ne faillira pas à son devoir. Pas un seul Algérien ne se dérobera à la grève. Les Algériens ont leurs revendications et leur mot à dire dans cette bataille. Ils lutteront avec vous pour :

- l'augmentation et l'égalité des salaires par rapport aux travailleurs français,
- le congé annuel d'un mois avec paiement du voyage aller et retour en Afrique de Nord,
- le paiement des allocations familiales au taux français,
- l'indemnité de chômage,
- la formation et la spécialisation de la main d'œuvre nord-africaine,
- les logements décents et le contrôle médical,

- le retrait de toutes les troupes d'occupation de l'Algérie,
- l'arrêt des opérations militaires et répressives en Algérie,
- la libération de Messali Hadj et de tous les Algériens emprisonnés pour leur lutte anticolonialiste,
- l'ouverture d'un dialogue franco-algérien sur la base de la Constituante algérienne souveraine.

LE PEUPLE ALGÉRIEN N'OUBLIERA PAS

La grève générale en France ne peut être interprétée par les Algériens que comme la manifestation d'une solidarité agissante des travailleurs français à l'égard du peuple algérien en lutte pour sa liberté et son indépendance. Cela se marque dans l'Histoire et vaut mieux que tous les palabres gouvernementaux.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ! NOTRE LUTTE EST LA MÊME !

NOUS AVONS TOUT À GAGNER ET RIEN À PERDRE DANS LA GRÈVE GÉNÉRALE !

LE MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN

Source : Archives privées. Tract rédigé par Messali à Angoulême et largement diffusé dans les usines de France.

Document 42 - Message de Messali Hadj aux militants et au peuple algérien

1er novembre 1955

A l'occasion de la fête du Mouloud Ennabi Sidna MOHAMED que la bénédiction soit sur lui, j'ai l'honneur de vous adresser le présent message. Il y a un an, je m'apprêtais à accomplir la même tache quand la répression a été déclenchée contre la MNA à l'occasion de l'explosion de la Révolution algérienne le 1er Novembre 1954.

A la veille de ces événements j'ai été transféré de Niort aux Sables d'Olonne le 1er Novembre 1954.

Dans cette dernière ville j'ai été soumis à une surveillance plus étroite tout en ayant été éloigné le plus loin possible de mes compatriotes. A Alger comme à Paris, le MNA poursuivait son redressement et entraînait les militants dans la voie de la lutte et de la dignité nationale; le parti faisait face à la fois à la répression colonialiste et à des manœuvres de grandes envergures de la bureaucratie qui avait été chassée de nos rangs après le congrès extraordinaire du 14 juillet 1954.

Outre l'activité politique, tout le MNA avait été mobilisé pour venir en aide à nos frères sinistrés par le désastre d'Orléansville le 9 septembre 1954.

Moulay Merbah, Secrétaire général du MTLD, avait pris en main toute la direction des secours que les militants et lui-même allaient distribuer de villages en villages.

A Paris un comité avait été organisé et centralisait tous les secours qu'il envoyait en Algérie au fur et à mesure de leurs arrivées.

Comme on le voit, le MNA était engagé sur tous les fronts pour achever le redressement et entreprendre de nouvelles étapes dans la voie de la libération.

Cette grande fête islamique que nous célébrons actuellement et la Révolution algérienne qui a coïncidé avec cet événement nous conduit à jeter un regard sur les douze mois qui viennent de s'écouler pour essayer d'établir un bilan.

Les événements du 1er Novembre 1954 ont déclenché comme il est dit plus haut une grande répression contre le MNA.

Dissolution du MTLD, perquisition générale de grande envergure en France et en Algérie. A Alger Moulay Merbah est arrêté et torturé pendant une semaine à la villa des Oiseaux.

Personnellement je suis perquisitionné aux Sables d'Olonne et soumis à un régime de surveillance extrêmement sévère. Le 8 novembre, accompagné de mes avocats et escorté par une police motorisée, j'ai été conduit au palais de justice des Sables d'Olonne pour déposer une plainte contre cette violation de droits et de la liberté individuelle.

J'en ai profité pour remettre au correspondant de l'A.F.P. une déclaration sur les événements en Algérie, les causes de la Révolution algérienne et la responsabilité flagrante du colonialisme.

A ce moment là, un car plein de mes compatriotes qui étaient venus pour me

saluer à l'occasion du Mouloud a été arrêté et refoulé vers Paris après avoir été malmené par la police.

Il y a lieu de rappeler que la déclaration que j'avais remise à l'A.F.P. a été le premier document politique après les événements du 1er Novembre 1954.

Bien que soumis au régime du secret et entouré d'une trentaine d'inspecteurs et de C.R.S j'avais tenu par ce document politique à faire entendre la voix du MNA et affirmer une fois de plus sa volonté de poursuivre son action pour libérer le pays des servitudes coloniales.

Ce début de novembre 1954 a été pour la Fédération de France et pour nos militants extrêmement critique car tous les locaux du parti, les voitures, le matériel de travail, les archives de la région parisienne se rappelleront longtemps de ce moment critique et de toutes les difficultés qui surgissaient de toutes parts.

Pendant que nos militants faisaient face avec courage et esprit de sacrifice à cette situation, des individus en mal de situation essayaient de profiter des attaques colonialistes pour semer la confusion.

Ces derniers étaient nombreux qui voulaient profiter de la dissolution pour mériter de ce qui restait du MNA afin de renforcer leur petite situation et donner une forme à leur verbiage.

Comme par le passé chaque fois que les difficultés se multiplient, le parti et tous les militants ont été mus par un saisissement national en faisant appel à leur courage et en puisant des forces nouvelles dans les expériences et les enseignements.

Cette volonté de tous les militants s'est manifesté dès les débuts de décembre par une manifestation des masses algériennes qui s'est déroulée aux alentours du Parlement français au moment où les députés discutaient du problème algérien.

Ce fut un événement considérable et un étonnement dans le clan colonialiste et chez les frontistes qui croyaient que la dissolution, l'arrestation des grands dirigeants et la répression avaient décapité le MNA.

Cette première manifestation face à ce monde coalisé contre le MNA avait marqué le départ d'une remontée qui n'a cessé de croître.

Le colonialisme était devenu plus arrogant à la suite de ces activités. Aussi le 22 décembre 1954 une nouvelle répression a été déclenchée en France et en Algérie contre le MNA. Ce fut partout des perquisitions, des interrogatoires et des arrestations.

Personnellement j'étais enlevé par la police de vive force de l'hôtel où je vivais et conduit dans une maison de la police où j'ai été mis au secret total, tandis que mon fils Ali a été perquisitionné et conduit au Quai des Orfèvres où il a été interrogé durant une bonne partie de la nuit. Alors que le MNA faisait face avec courage à cette nouvelle vague de répression, Benkhada Benyoussef, le chef de la bureaucratie qui avait été exclu du parti pour sa déviation, est allé tout bonnement se constituer prisonnier pour rejoindre Kiouane.

Au moment où les patriotes algériens accomplissaient leur devoir national Benkhada, ancien Secrétaire général de la bureaucratie, a préféré aller en prison. Cela se passe de tous commentaires surtout quand une certaine presse nous dit que les Centralistes conservent une grande influence sur les hommes du Front.

Disons en passant pour que les militants sachent la vérité que Benkhada comme Kiouane ne sont pas passés à la villa des Oiseaux où Moulay Merbah a passé huit jours de tortures.

Ce n'est pas sans raison également que le journal *l'Express* avait protesté contre l'arrestation des Centralistes en les appelant : *les nationalistes de M. J. Chevallier.*

Ces jours derniers M. Mendès France lui même a également évoqué son étonnement au sujet de l'arrestation de ces nationalistes de M. J. Chevallier. Cela n'a pas empêché cette poignée de prétendus frontistes de se livrer à des attaques et à des calomnies honteuses contre le MNA qui luttait sur tous les fronts contre l'arrogance du colonialisme et de ses auxiliaires drapés du manteau des combattants du micro.

Pendant ce temps le peuple algérien lutte contre la répression politique et la guerre coloniale. Des milliers de soldats sont envoyés et des expéditions punitives doublées de ratissages se multipliaient sans cesse.

Les patriotes arrêtés sont soumis à la torture tandis que les tribunaux distribuent dans une justice expéditive des milliers d'années d'emprisonnement et des millions d'amendes.

Sur le plan international, bien que soumis au régime du secret, j'ai fait de mon mieux pour internationaliser le problème algérien.

J'ai profité du passage à Paris de Nehru pour lui écrire et lui demander d'exposer le problème algérien à la Conférence de Bandung.

A cet égard j'avais envoyé à cette immense manifestation anti-impérialiste un mémoire qui a été examiné par tous les congressistes.

C'est grâce au MNA que la Conférence de Bandung a décidé à l'unanimité de porter le problème algérien devant la session des Nations Unies.

D'autre part j'ai écrit un article au journal *l'Observateur* qui avait retenu l'attention de l'opinion publique française et étrangère. Par ailleurs à l'occasion de la fête du ramadhan et depuis mon transfert à Angoulême j'ai reçu des milliers de militants de France et d'Algérie avec lesquels je me suis entretenu de la bonne marche de la résistance algérienne. A l'occasion du 1er Mai 1955 le MNA a participé en masse à la Fête des Travailleurs et a manifesté sa volonté d'indépendance et de lutte face aux intrigues de la CGT et des Staliniens qui avaient voulu nous empêcher de prendre la parole au meeting de Vincennes pour nous imposer un des leurs qui a été hué par les Algériens.

Par sa puissance, sa discipline, son nombre, cette manifestation a été un succès complet de même qu'elle a clarifiée la situation au point de vu national et international.

Amis et adversaires, français et étrangers, se sont rendus parfaitement compte à la suite de cette manifestation du 1er Mai que le MNA était une grande réalité avec laquelle il fallait compter.

Tous ceux qui s'apprêtaient à enterrer le MNA ont été non seulement déçus mais la jaunisse n'avait pas manqué de troubler leur foie et leurs mauvais desseins. Aussi bien d'honnêtes militants qui avaient été induits en erreur par les combattants du micro et certains commissaires politiques de St-Denis ont rejoint leurs frères dans le combat.

Nous pouvons même dire qu'il ne reste qu'une poignée d'aventuriers qui essayent de temps à autres de distribuer un tract aussi abject que leur besogne.

Désormais à partir de la manifestation du 1er Mai 1955 le MNA a repris toute la situation en main, et en France comme en Algérie ce sont partout ses directives et sa discipline, suivies et considérées.

Avant d'aller plus loin il y a lieu de souligner que tous les éléments nocifs qui ont voulu porter atteinte à la bonne marche du MNA n'étaient que les partisans de la bureaucratie qui s'étaient affublés du nom de Frontistes.

En vérité, nous avons toujours affaire à la bureaucratie qui a perdu tout contact avec notre peuple et qui pour des besoins propres à son existence prend des allures de patriotisme et s'affuble de noms nouveaux.

Cela n'a pas empêché le MNA de se développer et de conduire notre peuple à la lutte et toujours à de nouvelles conquêtes. Non seulement il se développe mais encore il fait face à toutes les vagues de la répression avec un grand patriotisme et une combativité qui force l'admiration chez nos plus grands adversaires politiques.

La vague de répression du 4 septembre 1955 qui a déferlé sur toutes les villes de France a été unique en son genre. En effet le peuple français n'avait jamais assisté à une telle répression, étant donné que plus de 30 000 Algériens ont été perquisitionnés et interrogés dans la nuit du 4 septembre. 400 Algériens ont été arrêtés et expédiés par voie de mer et d'air en Algérie où ils furent incarcérés dans les différentes bastilles algériennes.

Cet acharnement dans la répression contre le MNA n'a aucunement affaibli la volonté de lutte de nos militants, étant donné que le 10 octobre 1955 des milliers d'Algériens ont manifesté à travers toute la France pour traduire leurs sentiments politiques à la veille du débat sur le problème algérien au parlement français. Une fois de plus le colonialisme a fait couler le sang car au cours de ces manifestations il y a eu des morts et des blessés et des arrestations.

Plus de 50 militants ont été arrêtés et envoyés en Algérie. D'autres militants ont été arrêtés et inculpés de reconstitution de ligue dissoute ; on ne peut ne pas souligner que tous les quartiers habités par les Algériens subissent des descentes de police d'une façon permanente.

L'affaire du quartier de la Goutte d'Or qui a subi un véritable ratissage pendant plusieurs semaines illustre les desseins du colonialisme qui a sous des prétextes fallacieux créé l'état d'urgence.

Quand on examine les différents aspects de cette répression qui a commencé à se développer depuis le 11 mars 1954, c'est-à-dire au moment même où le redressement du parti avait été engagé, on constate que le colonialisme procède d'un plan au moyen duquel il veut abattre le MNA.

Le colonialisme ne fait rien à la légère et tous les coups sont calculés et effectués en des moments précis pour telle ou telle opération répressive ou politique. Pour atteindre ses objectifs il a utilisé tous les moyens en frappant le MNA à la base comme au sommet. Il n'a rien négligé étant donné qu'il a fait main basse sur les biens du parti, son argent, ses journaux et toute sa littérature.

L'arrestation de Khfif, Si Ahmed et des autres membres de la direction de la Fédération de France prouve amplement le dessein du colonialisme qui voulait

paralyser le parti au moment même où les agents de la bureaucratie arrivait à Paris pour renouer des contacts avec leurs patrons et tenter d'entraîner certains militants à leur suite.

Ce n'est pas pour rien que Moulay Merbah a été maintenu en prison pendant quelques jours après la libération des Kiouane et consorts.

Ce n'est pas pour rien également, que Moulay Merbah avait été empêché de venir en France tout de suite après sa libération sur intervention de l'administration. Toutes ces manœuvres où l'on trouve partout la main du colonialisme tendaient à laisser le terrain libre aux pachas pour accompagner plus facilement leur besogne. A Paris comme à Alger, comme au Caire, ces derniers ont usé de tous les moyens pour étouffer le MNA.

Les militants et l'opinion publique ont très bien compris tout ce manège, car les derniers tracts qui ont été distribués à Paris comme à Alger démontrent dans quel marécage les Centralistes et les Frontistes descendent pour s'enliser dans l'odieux et le ridicule. Nos militants et l'opinion doivent savoir que ces aventuriers pour qui rien ne fait honte sont allés jusqu'à distribuer des tracts pour empêcher le MNA de manifester ses sentiments politiques le dimanche 10 octobre 1955. On constatera que le colonialisme français n'est pas seul à agir contre notre parti, mais il a d'excellents auxiliaires qui pour les besoins de leur cause se font appeler tantôt des Centralistes anti-messalistes et tantôt des Frontistes. A écouter ces derniers le MNA n'existe plus et Messali Hadj a été entièrement démoli. Tel est l'avis du moins d'un prétendu commissaire politique qui brûle d'envie d'être l'éventuel interlocuteur.

Le rayonnement du MNA en Algérie et en France, la sympathie agissante que manifeste le peuple français, l'inscription du problème algérien à l'ordre du jour des Nations Unies sont autant d'événements à l'actif de nos militants et des succès incontestables qui hantent tous les adversaires qui portent plusieurs noms.

Il n'y a pas que la délégation française de l'ONU et le colonialisme qui en sont mécontents, mais il y a aussi les Yazid et les Aït Ahmed qui après notre succès sont allés en Amérique pour saboter la grande victoire du peuple algérien. Pour ne pas demeurer en reste, ils sont allés de leur memorendum pour poser leur candidature à l'interlocuteur valable.

Seul le MNA était présent aux Nations Unies et lui seul a présenté une documentation sous forme de mémoire entre les mains des Nations Unies; ce travail heureux est à la base de cette victoire qui a fait que 28 nations dans une bataille serrée au sein du tribunal international ont reconnu la Nation algérienne comme ayant droit à sa souveraineté et à son existence. Cet effort est d'autant plus grand que tous les dirigeants du parti ont été arrêtés. Non seulement personne de ces messieurs n'étaient présent au moment du combat, sauf les Yazid qui sont arrivés après, mais le silence des uns et la déclaration des autres contre l'inscription du problème algérien est pleinement significatif.

A l'occasion du 1er Novembre et la fête du Mouloud, nous avons tenu dans ce message de faire le bilan d'un an d'activité et d'examiner les aspects de toutes les difficultés que nous avons rencontrées.

Premièrement, nous considérons que la décision prise au congrès extraordinaire

pour l'internationalisation du problème algérien a pleinement réussi. Le redressement du MNA pour lequel s'était réuni le congrès s'est développé et a entraîné le peuple algérien dans la voie de la libération en dépit de nombreuses difficultés.

Le MNA a fait face à la répression permanente et s'est partout affirmé en France, en Algérie comme en Belgique. Au point de vue intérieur le parti a pris en main la défense de toutes les victimes de la répression y compris nos adversaires. A Bandung, à la conférence des Quatre Grands, à San Francisco comme aux Nations Unies, le MNA a fait entendre la voix du peuple algérien et ses aspirations nationales. Cette résistance et cette combativité sur le plan national et international ont entraîné le peuple algérien et obligé les béni-oui-oui de renoncer à leur politique d'assimilation. Cette situation a obligé le gouvernement français de tenir compte du problème algérien; aussi dans la presse, à la radio et au parlement français, ce problème retient l'attention de tous. Cependant le colonialisme manœuvre et essaye d'imposer une politique susceptible de lui préserver sa suprématie.

Une fois de plus il est question d'assimilation, d'intégration et de fédéralisme. Mais à travers toutes ces manœuvres, le peuple algérien doit savoir que le colonialisme a pour objectif essentiel de gagner du temps de palabre pour écraser la Révolution algérienne.

Il est un peu partout question de rechercher un interlocuteur valable. A ce sujet la position du MNA est claire et nette : il faut donner la parole au peuple algérien afin qu'il puisse librement et démocratiquement choisir lui-même sa politique et désigner ses représentants qualifiés. Nous attirons d'une façon particulière l'attention du peuple algérien pour lui dire de faire preuve de vigilance de patriotisme et d'unité nationale pour ne pas tomber dans les manœuvres colonialistes qui déjà se font jour. Car comme à l'époque du projet Blum-Violette, le MNA, ses dirigeants, ses militants et son chef sont objets de dénigrements et de calomnies odieuses parce qu'ils restent fidèles aux aspirations de notre peuple ; il y a lieu de remarquer que les auteurs de toutes ces manœuvres préconisent déjà une politique de fédéralisme ou d'autonomie interne à la tunisienne ou à la marocaine. Déjà le MNA lui est reproché de faire l'union - union pour de telles expériences -. Nous déclarons que nous restons fidèle à notre politique d'indépendance comme en 1937 au moment où il y a eu contre nous une coalition qui allait du PCA à la haute colonisation. Notre attitude en 1937 contre la politique d'assimilation a sauvé l'honneur du peuple algérien. Quelles que soient les insultes et les calomnies nous continuerons notre action. Puisque nous avons eu raison et puisque tous les événements qui se sont déroulés depuis 18 ans sont venus vérifier nos positions au milieu d'une adversité toujours accrue, nous sommes en droit aujourd'hui de suivre le même chemin pour atteindre notre suprême objectif.

Source : Archives Messali Hadj.

Document 43 - Messali Hadj à *Franc-Tireur*
11 janvier 1956

En tant que vieil ami de plus de vingt ans, je suis infiniment content de vous recevoir. Je profite de cette occasion pour adresser mes remerciements au peuple français pour tout l'intérêt qu'il porte au problème algérien.

Je suis également heureux de constater que son effort en faveur de la liberté n'a pas été vain, étant donné que les dernières élections législatives ont été dominées par le problème algérien. Comme vous le savez, c'est depuis plus de trente ans que je suis attelé à la lutte pour le bonheur du peuple algérien qui, d'une façon permanente, m'a honoré de sa confiance.

En des temps extrêmement difficiles, j'ai été le seul Algérien à proclamer l'indépendance de l'Algérie et la volonté de notre peuple de recouvrer entièrement sa liberté. Cette attitude a coûté extrêmement cher au Mouvement national algérien qui, depuis cette époque, n'a cessé d'être victime d'une répression féroce.

Non seulement, je reste fidèle à cette conception, mais encore je suis heureux de constater que tous les événements qui se sont déroulés de cette époque à nos jours sont venus vérifier et renforcer notre ligne politique.

Bien plus, tous les hommes qui, naguère encore, avaient opté pour la politique d'assimilation, viennent, sous la poussée des événements, de retrouver la nation algérienne.

Quels que soient les mobiles de cette évolution, et ne tenant compte que des intérêts de notre pays, je salue le retour de ces hommes aux réalités historiques et je m'en réjouis.

Comme il y a trente ans, je continue à déclarer que le problème algérien est essentiellement politique et naturellement lié à la solution de tous les problèmes nord-africains. Je suis de même heureux de constater que cette vérité politique est aujourd'hui partagée aussi bien par tous mes compatriotes que par le gouvernement français lui-même.

Ce retour aux réalités algériennes étant un fait, il reste à trouver une solution le plus rapidement possible pour mettre fin à la guerre en Algérie. Que faire alors ? Il faut donner la parole au peuple algérien pour lui permettre de déterminer librement et démocratiquement son avenir politique et désigner ses véritables représentants. C'est pourquoi nous sommes toujours pour une Constituante souveraine algérienne élue au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion. Et c'est ainsi que l'on peut dégager le ou les interlocuteurs valables.

Mais, au préalable, il est nécessaire de créer un climat de détente par un cessez-le-feu, l'abrogation de l'état d'urgence, l'arrêt de toute exécution capitale et la libération de tous les internés et détenus politiques.

C'est là, à mon avis, le seul moyen démocratique pour mettre fin à cette effusion de sang et préparer une cohabitation harmonieuse entre le peuple algérien et la minorité européenne qui sont, aujourd'hui violemment séparés par cent vingt-cinq ans de colonialisme.

Non seulement il faut mettre fin au système colonialiste, comme l'a déclaré le président du Conseil français, mais il importe de joindre l'acte à la parole.

Dans l'état actuel des choses en Algérie et après cent vingt-cinq ans de colonisation, il est absolument impossible de maintenir, sous une forme ou sous une autre, des privilèges ou une suprématie politique quelconque.

Nous considérons que, étant donné la gravité de l'heure, le moment des tergiversations doit disparaître pour faire place à des réalisations conformes aux aspirations du peuple algérien.

Angoulême, le 11 janvier 1956.
Messali Hadj
en résidence forcée

Source : *Franc-Tireur*, 18 janvier 1956.

Document 44 - Sur le Sahara : réponse de Messali Hadj à un questionnaire du «Comité des Intellectuels»

janvier 1956

... En dehors de la partie nord de l'Algérie, amplement prospectée, des comités de zones d'organisation industrielle de l'Union Française sont créés un peu partout à travers le grand Sahara. Des fonds considérables ont été consacrés à des recherches minières et à une exploration très poussée.

Le Sahara et ses richesses ont attiré les capitalistes français et étrangers. La presse et particulièrement les grandes revues lui ont consacré des études approfondies. Celles-ci concluent toutes à un ensemble industriel de très grande importance. On trouve en effet du charbon, du pétrole, du fer, du zinc, du cuivre et même de l'uranium en Algérie. Certaines études déclarent déjà que le Sahara pourrait être considéré comme une petite Ruhr.

Le capitalisme et les services du ministère de la Défense nationale trouvent pleinement leur affaire dans cet ensemble industriel. Il y a donc à travers l'industrialisation projetée une préparation à la guerre et une course au réarmement.

Dans la revue *Politique Etrangère* de novembre 1955, il est dit (page 543) : «C'est en Afrique que se fera l'Europe». Naturellement, un tel projet ne peut être réalisé que par l'industrialisation à outrance de l'Algérie. Mais cette industrialisation, dans l'esprit des colonialistes, doit se faire au profit exclusif de l'Europe ; même pour la main-d'œuvre qualifiée qui lui est nécessaire, on envisage de faire appel aux chômeurs européens, ce qui renforcerait la politique de peuplement qui tend, comme on le sait, à créer en Algérie un état de ségrégation raciale.

C'est pourquoi le Sahara a pris ces derniers temps une importance stratégique de premier plan, importance qui a conduit le gouvernement et les milieux capitalistes à vouloir détacher cet immense territoire qui fait partie intégrante de l'Algérie pour en faire un territoire français et le rattacher directement à Paris.

Sur le plan international, ces projets d'industrialisation et de «mise en valeur» n'ont pas été sans exciter certaines convoitises à l'étranger.

Il y a donc des tractations, des accords financiers et des arrangements à l'amiable entre capitalistes internationaux sur le dos des peuples colonisés en général et du peuple algérien en particulier.

Le peuple algérien repousse toutes ces tractations et ne reconnaît à personne le droit de disposer de son territoire, y compris sur le Sahara. Il y a là des richesses et des biens qui appartiennent à notre peuple et c'est parce qu'il en a été frustré, qu'il est réduit politiquement et économiquement à l'état de sous-prolétariat. Après les expropriations et l'exploitation qu'a subies notre peuple jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale au profit des féodaux de toutes origines, ses oppresseurs voudraient maintenant lui voler le Sahara pour des raisons industrielles et stratégiques sous le couvert de la «mise en valeur du continent africain...»

Source : *Le Sahara*, avril 1957.

Document 45 - Message au peuple algérien
avril 1957

Depuis le dernier message, de nombreux événements se sont déroulés qui méritent d'être examinés, ne serait-ce que sommairement.

La marche en avant du Mouvement National Algérien, la persévérance de ses militants dans leur lutte quotidienne et la clarté de sa ligne politique se sont révélées juste et efficace pour le progrès de la cause algérienne.

Jusqu'au début de l'automne dernier, il était encore question de politique d'assimilation et d'intégration, tant au sein du gouvernement français que chez les élus du deuxième collège. A ce sujet, nous avions assisté à un marchandage et à une comédie de part et d'autre, qui a retenu la scène politique pendant un certain temps. Mais ces tergiversations qui frisaient le byzantinisme n'ont pas pu résister à la marche des événements.

Dès le mois de juillet dernier, le MNA avait entrepris la préparation d'une démission collective de tous les élus algériens du deuxième collège, de la Djemaa au Parlement français. Cette démission eut lieu progressivement sous la poussée des événements qui n'ont pas cessé de faire avancer la cause algérienne.

Quels que soient les mobiles de cette évolution et de ce retour aux vérités historiques, nous en prenons acte et nous nous en réjouissons.

Nous nous en réjouissons d'autant plus qu'il y a trente ans que le MNA a proclamé son attachement au passé historique de notre pays, sa foi en l'indépendance de l'Algérie et sa volonté de continuer la résistance algérienne qui avait été organisée dès l'occupation. Cette prise de position, en un moment si difficile où le colonialisme français était à son apogée, a coûté extrêmement cher au MNA, à ses militants et à ses dirigeants. Notre Parti a dû faire face non seulement à l'arrogance du colonialisme français en pleine puissance, mais encore à tous les réformistes qui se sont coalisés contre lui durant toute cette période.

Les militants qui ont risqué leur vie et leur liberté pour résister à cette avalanche d'adversité qui surgissait de toute part, peuvent être fiers aujourd'hui, car ils ont non seulement sauvé l'honneur de l'Algérie, mais encore protégé son avenir. Aujourd'hui, ils peuvent dire à juste titre : «Oui, nous avons eu raison, puisque les réformistes ont fini par convenir que la Nation algérienne est une réalité.»

Notre parti ne contente pas de constater et d'examiner les événements. Ce qui compte pour lui, c'est l'action quotidienne organisée conformément à nos méthodes de lutte et à notre ligne politique.

Malgré la répression et les milliers d'arrestations qui ont toujours visé à décapiter le MNA, nos dirigeants comme nos militants sont à l'avant-garde de la lutte et de la révolution algérienne. C'est ainsi que des héros du Parti ont été arrêtés et frappés en plein combat en Algérie : Mohammed Khither, Mustapha Ben Mohamed et un grand nombre de militants ont été arrêtés et torturés odieusement par la police.

En France, la répression n'a pas été moins violente, parce que à travers elle,

on a voulu détruire le MNA. C'est ainsi que l'on a toujours frappé à la tête par les arrestations de Embarek Filali, Ahmed Nesbaa, Arezki Bouarour, sans compter les 30 000 perquisitions et les centaines d'arrestations de militants qui ont été envoyés dans les bastilles algériennes et les camps de concentration. Enfin tout dernièrement encore, Ali Mesti a été abattu dans la région de Palestro, alors qu'il venait d'être libéré du camp de Berrouaghia.

Aucune forme de répression n'a pu arrêter la marche du MNA.

Sur le plan extérieur, le problème algérien a été largement internationalisé. L'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'assemblée des Nations Unies a été une victoire éclatante grâce au MNA et à la révolution algérienne. Depuis lors, le problème algérien retient l'attention internationale. En France, à l'occasion des élections, le Parti a fourni un immense effort pour faire comprendre au peuple français la gravité du drame algérien. Nos militants, dans leur effort d'explication, ont rencontré une sympathie et une compréhension auprès de toutes les couches sociales.

Enfin, le problème algérien est devenu la préoccupation dominante de la presse, des partis politiques et du gouvernement lui-même. D'ores et déjà, il y a plusieurs propositions quant à la solution du problème algérien. Sans aucun doute, ce sont la volonté de notre peuple et celle du peuple français, qui s'est exprimé clairement au cours des dernières élections, qui triompheront.

En ce qui nous concerne, nous restons fidèles à notre programme politique comme par le passé. Une fois de plus nous déclarons: il faut donner la parole au peuple algérien pour qu'il détermine lui-même son avenir politique et désigne ses véritables représentants. C'est pourquoi nous disons que la Constituante souveraine, élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion est la seule solution démocratique qui rallie tout le peuple algérien.

Les militants et notre peuple doivent savoir que nous entreprenons actuellement une nouvelle étape dans la voie des réalisations de nos aspirations nationales. Aussi pour mettre fin à toutes les équivoques et faire face avec succès à ce tournant historique de notre lutte, je fais appel à votre patriotisme, à votre intelligence et à votre esprit de sacrifice pour faire un bloc compact autour du MNA afin de faciliter sa tâche et l'aider à accomplir sa mission.

Dans les circonstances actuelles, les militants doivent fournir un gros effort pour être présents partout et accomplir leur tâche quotidienne avec beaucoup de discipline et d'audace. Dans l'accomplissement de cette tâche, il faut toujours faire preuve de compréhension à l'égard du peuple français qui, depuis l'époque de l'Etoile Nord-Africaine est à nos côtés. Nous sommes sûrs qu'il y a des Français en Algérie qui désapprouvent le colonialisme et comprennent nos aspirations. Nous leur demandons de faire un effort pour nous comprendre davantage et venir à nous pour faire de l'Algérie un Etat libre et indépendant, où tous les éléments ethniques de notre pays trouveront bonheur, justice, égalité, fraternité et liberté.

Quelles que soient leurs difficultés et où qu'ils se trouvent, en France ou en Algérie, les militants doivent s'atteler à cette œuvre de compréhension et de rapprochement qui ne restera pas sans écho.

MILITANTS !

Vous avez, dans le récent passé, fait face à toutes les difficultés. Vos aînés ont, avant vous, réveillé la conscience nationale et préparé les jours historiques que nous vivons.

MAINTENONS, RESSERRONS NOS RANGS ET ALLONS DE L'AVANT VERS LA LIBERTÉ, LA PAIX ET LA FRATERNITÉ DES PEUPLES.

Angoulême, le 25 janvier 1956.
Messali Hadj
(en résidence forcée)

Source : Archives privées.

Document 46 - Message de Messali Hadj
1956

Il y a dix-neuf ans, le 11 mars 1937, le Parti du peuple algérien succédait à l'Etoile Nord-Africaine qui avait été dissoute par le gouvernement du Front Populaire, le 25 janvier de la même année.

Dès sa naissance, le PPA a fait l'objet d'une répression violente, tant en France qu'en Algérie. Le gouvernement espérait, en effet, qu'en agissant ainsi, il empêcherait le Mouvement National Algérien de prendre pied sur le sol de la patrie. La presse, au service de l'impérialisme n'avait pas manqué de dresser contre nous l'opinion publique. L'impérialisme était allé jusqu'à exciter certains de nos compatriotes contre le Mouvement, dans l'espoir de voir les Algériens eux-mêmes mettre fin à son existence.

C'est dans cette atmosphère de lutte, de répression et d'adversité qu'est né et s'est développé le PPA.

A cette époque, un vaste mouvement d'assimilation menaçait de dépersonnaliser l'Algérie. Contre cette périlleuse politique d'abandon, le PPA a lutté avec vigueur et appelé le peuple à faire échouer les tentatives de suicide national. Malgré une opposition d'une violence inouïe, l'appel du PPA a été entendu par les masses populaires qui se sont immédiatement attachées à lui.

Le peuple, un moment trompé, se ressaisit. Progressivement, il reprit confiance en lui-même et en ses destinées.

Ce changement de conception, au cours de cette grande bataille politique, a été sur le plan moral une grande réalisation. Le peuple, peu à peu, se débarrassa du complexe d'infériorité, et toutes ses hautes qualités, tels le sens d'initiative, le courage, la discipline et l'esprit de sacrifice, eurent l'occasion de se manifester.

Lui qui avait été tenu à l'écart, sous-estimé et considéré comme quantité négligeable, et auquel on avait laissé croire que sa libération incombait à quelques initiés du réformisme, a, dès les premiers contacts avec le MNA donné des preuves de sa vitalité, de sa volonté et de sa bravoure.

Cependant, plus le PPA rencontrait de sympathie auprès du peuple, plus le colonialisme et les adversaires de tous bords multipliaient, le premier, la répression, les seconds, les intrigues et la haine.

Ces attaques ne se sont jamais arrêtées et continuent jusqu'à nos jours. Si aujourd'hui, le MNA est l'objet de tant de calomnies, de perfidies et d'intrigues, c'est parce qu'il a, contre vents et marées, continué la lutte conformément à sa ligne politique. C'est aussi parce qu'il a repoussé toute compromission avec le néo-colonialisme.

Quels que soient les difficultés, les gouvernements ou les régimes, le Mouvement National ne s'est jamais laissé détourné de son but, L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE, pour laquelle il continue la lutte sans abandon ni démagogie.

Les obstacles que nous rencontrons actuellement ne sont pas nouveaux et ils prouvent que nous sommes sur le droit chemin. Comme le PPA a vaincu ses

adversaires en 1937, le MNA vaincra ceux qui le calomnient en 1956. Le peuple algérien qui repousse avec mépris ceux qui tentent de porter atteinte à son unité apporte son soutien total à son Mouvement d'avant-garde qui lui a redonné sa raison de vivre.

Au moment où le peuple algérien en entier est engagé dans la lutte suprême pour sa libération, ma pensée va vers tous ceux qui ont donné leur vie pour la liberté de l'Algérie et vers tous ceux qui souffrent pour elle dans les prisons et les camps de concentration.

C'est à eux que nous consacrons ce 19e anniversaire de notre Mouvement National. C'est pour être dignes de leur sacrifice que NOUS LUTTERONS AVEC ENCORE PLUS D'ARDEUR POUR ARRACHER LA VICTOIRE SUR L'OPPRESSION ET LA DOMINATION COLONIALES.

Messali Hadj
Président du MNA

Source : *La Voix du Peuple*, mars 1956, n° spécial.

Document 47 - **Messali Hadj à *Demain* ***
août 1956

Nous avons au début de cette année, par des déclarations et interviews au journal *Franc Tireur* et à l'hebdomadaire *Demain* exposé notre conception politique quant à la solution du problème algérien et sur la nécessité d'un cessez-le-feu pour mettre fin à l'effusion de sang en Algérie.

A cet égard, nous avions préconisé une conférence d'Aix-les-Bains réunissant tous les représentants des mouvements nationalistes afin de permettre à chacun d'exposer ses sentiments politiques et d'aborder par une confrontation générale de tous points de vue les premiers éléments de cette solution pacifique à laquelle sont attachés le peuple français et le peuple algérien.

Bien que les milieux gouvernementaux n'aient pas cru devoir répondre à nos propositions, celles-ci ont été cependant accueillies très favorablement par le peuple algérien, la grande majorité des Algériens d'origine européenne, et par le peuple français. La proposition d'un Aix-les-Bains algérien a ainsi rencontré le plus grand succès dans l'opinion publique parce que répondant aux aspirations de tous les démocrates. La proposition d'un Aix-les-Bains algérien reste donc valable.

En effet, nous continuons à affirmer aujourd'hui comme hier, que seule l'instauration de la démocratie pourra forger les conditions d'une cohabitation fructueuse et fraternelle entre tous les éléments ethniques qui forment le peuple algérien. Ceci étant la seule voie du salut pour un pays où depuis 125 ans vivent plusieurs races, plusieurs religions, dans une atmosphère colonialiste. Répétons-le, dans une Algérie démocratique débarrassée de tous les relents du racisme, de l'injustice et de la haine, la minorité européenne vivra dans le respect, la considération et la sécurité au sein de la Patrie algérienne.

Telle a été notre conception de toujours de la nouvelle Algérie.

C'est pourquoi nous n'avons jamais cessé depuis 40 ans, de lutter contre le colonialisme et contre le fascisme en Afrique du Nord.

C'est aussi en partant de ces considérations que personnellement j'ai refusé ma collaboration au régime de Vichy qui la sollicitait. En 1941, j'ai été condamné à 16 ans de travaux forcés, à 20 ans d'interdiction de séjour, condamnations qui, je le constate, restent toujours la base juridique de ma situation actuelle.

C'est également pourquoi, nous nous opposons catégoriquement, aujourd'hui comme hier, à toute forme d'un quelconque néo-fascisme que tendrait à nous imposer un parti unique et ses succédanés.

L'expérience nous prouve combien nous avons eu raison de nous opposer à de tels régimes anti-démocratiques, alors que nous assistons à l'effondrement du stalinisme dénoncé aujourd'hui par ceux qui pendant trente ans l'ont sou-

* Hebdomadaire socialisant né à la fin 1956, *Demain* a adopté sur le conflit algérien, une position proche de la minorité du parti socialiste. Favorable à une solution fédérale sur l'Algérie, il défend comme le S.N.I. et la F.E.N, le principe d'une «Table ronde».

tenu. Bien avant les remous provoqués par la dénonciation du culte de la personnalité en URSS, les peuples ont assisté à l'effondrement de l'hitlérisme et du fascisme mussolinien. De tels faits prouvent que tout régime d'étouffement de la démocratie ne peut s'imposer longtemps aux peuples, même si la dictature, momentanément, apparaît puissante.

Pour nous qui sommes restés fidèles en tout temps aux principes de la liberté et de la démocratie, nous avons la satisfaction de voir confirmée notre action. Si nous évoquons dans la conjoncture présente les horreurs engendrées par de tels régimes, c'est pour que soient évitées à notre pays, à l'Algérie nouvelle, de telles expériences.

Nous adressant une nouvelle fois à la démocratie française, nous lui disons : «il importe au plus haut point que vous interveniez en faveur d'une solution démocratique du problème algérien, que vous fassiez preuve de fermeté et de vigilance dans le but d'aider le peuple algérien à la réalisation de ses aspirations légitimes.»

Nous constatons que l'élément déterminant de toute la situation depuis les élections du 2 janvier, reste le problème algérien, placé au centre de toutes les préoccupations françaises. Ce problème plusieurs fois porté devant le Parlement, soumis à des débats orageux, commande tout l'avenir économique, financier et politique. La presse et la radio, les personnalités politiques françaises de toutes tendances en sont à juste titre préoccupées. Tous les partis politiques français examinent en permanence le développement de la situation en Algérie et prennent position quant à sa solution. Ainsi, après la tenue de son Conseil national, le Parti socialiste, lors de son dernier congrès de Lille, a largement confronté, dans un grand débat, le problème algérien. Constatons que la motion finale, sans aller jusqu'à notre conception, peut néanmoins être considérée comme un pas en avant vers la négociation. Certains passages de cette motion tels ceux préconisant l'institution d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir législatif, peuvent être considérés comme les premiers éléments de la nécessité de former l'Etat algérien jouissant de sa souveraineté.

Notons également que dans son intervention, M. Gazier a clairement affirmé que le gouvernement ne se refuserait pas à un contrôle international des élections, ajoutant : «Les mots de *fait national algérien* n'ont rien qui puisse effrayer des socialistes, s'il s'agit pour l'Algérie, d'avoir des institutions propres». Enfin, la résolution n'a pas oublié de mentionner que l'ensemble de la solution du problème algérien ne peut être que politique. D'autre part, rappelons que M. Guy Mollet a récemment déclaré : «Ni Etat arabe, ni Etat musulman, ni province française» ; sans doute est-ce pour caractériser plus clairement la pensée du Président du Conseil que M. Eugène Thomas, ministre des PTT a affirmé la nécessité de la formation d'un Etat algérien.

Enfin, M. Pfimlin président du M.R.P., au retour d'un récent voyage en Algérie, a abordé la solution du problème algérien dans des termes qui dans une certaine mesure rejoignent la résolution adoptée par le congrès du parti socialiste. Ceci, sur le plan français.

Sur le plan international, il y a lieu de retenir l'intervention de M.M. Nehru et Mohammed Ali, préconisant une solution pacifique afin d'en terminer avec

l'effusion de sang en Algérie.

Pour ma part, je considère que les plans proposés par MM. Nehru et Mohammed Ali pourraient servir de base de discussion pour de futures négociations.

Ainsi, pouvons-nous, en considération de l'évolution marquée par l'ensemble de ces déclarations et prises de position et en particulier par les résultats positifs du congrès socialiste, estimer que tous les éléments en vue de l'ouverture d'une négociation proche sont réunis. Aussi notre peuple, comme l'opinion publique française, était-il persuadé que dès la fin du Congrès du parti socialiste, le gouvernement prendrait toutes dispositions visant à accélérer les préparatifs de négociation avec tous les représentants du peuple algérien.

Malheureusement, il apparaît non seulement que les tergiversations autour des mots continuent, mais surtout la répression, les ratissages, la guerre baptisée pacification ou quadrillage, s'intensifient. Il est impossible que le Congrès du parti socialiste ait voulu cela; bien moins encore, le peuple algérien et le peuple français.

Le peuple algérien, soumis au régime des pouvoirs spéciaux (arrestations, perquisitions de jour et de nuit, etc.), vit dans un état d'insécurité permanent. De plus, la poursuite de la guerre en Algérie entraîne aux plus graves conséquences tant en France qu'en Afrique du Nord.

C'est ainsi que de nombreuses familles françaises sont touchées par le départ des appelés tandis que la guerre rend précaire l'équilibre financier, économique et social de la France. Un milliard par jour est déjà exigé des contribuables français. Que sera demain si on continue dans cette voie ? Ni la guerre, ni la force ne pourront résoudre le problème algérien !

Consolider l'amitié franco-islamique

La guerre et la force entraînent à la plus grave détérioration des rapports entre la France et l'Afrique du Nord. Car chacun comprend aujourd'hui combien le problème algérien, qui n'a pas encore trouvé sa solution, pèse lourdement sur la situation tunisienne et marocaine.

Depuis trente ans, nous affirmons que le problème nord-africain est un, que sa solution est une. Ce n'est pas sans raison que le Maroc et la Tunisie insistent auprès du gouvernement français pour que soit élaborée une solution du problème algérien. Car paix et sécurité ne pourront jamais régner en Tunisie et au Maroc, tant que la guerre avec son cortège de victimes fera rage en Algérie.

Véritablement, il faut tout ignorer de la solidarité islamique pour tenter de pratiquer la politique en cours en Afrique du Nord. Vraiment il faut être atteint de cécité politique complète pour ne pas comprendre que la poursuite de la guerre en Algérie menace la paix et la sécurité en Méditerranée et soulève toutes sortes de difficultés internationales au sein de l'OTAN lui-même.

C'est pourquoi nous sommes persuadés que la solution du problème algérien affirmera la paix en Afrique du Nord, renforcera le camp de la liberté, consolidera l'amitié franco-islamique.

Quant à nous Algériens, une fois libres, il nous sera possible avec nos frères marocains et tunisiens, de nous pencher sérieusement sur l'avenir de l'Afrique du Nord et préparer d'un commun accord le système politique qui nous permettra

de vivre en paix et de marcher hardiment dans la voie du progrès. Nous pourrons alors dans une sorte de Bénélux maghrébin, coordonner en commun notre économie, notre stratégie et notre politique vis-à-vis de tous les peuples.

Une Afrique du Nord fédérée et libre

Qui ne voit les grandioses perspectives d'avenir que forgera une Afrique du Nord fédérée et libre, groupant près de trente millions de Musulmans avec une importante minorité européenne ? Quelles facilités seraient alors offertes pour affronter la mise en valeur du Maghreb dans l'ordre et la sécurité. Sans aucun doute, l'influence politique, économique et stratégique d'un tel ensemble s'étendrait à toute la Méditerranée et engloberait en particulier la Libye.

Fermement acquis à ce système politique qui porte en lui la paix, la sécurité, la liberté en Méditerranée, nous considérons que le gouvernement français ferait preuve de la plus grande compréhension quant à l'évolution du monde islamique en s'engageant dans cette voie.

Non, ce n'est pas par la guerre, ce n'est pas par des déclarations intempestives dans la presse contre l'arabisme et l'islamisme que peuvent être trouvées les bases du règlement de l'ensemble des problèmes nord africains,

Qu'on le veuille ou non, l'évolution du monde islamique est un fait qui s'avère moralement et politiquement comme une des dominantes de la situation mondiale et dont il serait sage de tenir compte. Unis à nos frères d'Orient par une communauté de langue, d'histoire et de religion, par une solidarité permanente, l'Islam maghrébin évoluera en tenant compte de ses voisins occidentaux, de ses intérêts économiques et de ses rapports avec les Etats méditerranéens. Méditons sur l'exemple donné par le Pakistan et l'Inde ; le Pakistan, cette grande puissance islamique, tout en jouissant de sa liberté et de son indépendance, a conservé les liens de sympathie et des rapports d'intérêt avec la Grande-Bretagne. Cette situation de compréhension mutuelle est analogue à celle de l'Inde vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Les problèmes d'avenir, si vastes, si importants, exigent le règlement pacifique du problème algérien dans une atmosphère de compréhension mutuelle. Aucun retard, aucune hésitation, ne doivent éloigner l'ouverture de la négociation qui répond à de si impérieux besoins. Une nouvelle preuve vient encore de nous être donnée par le récent Congrès du Syndicat des Instituteurs qui, à l'unanimité, a adopté une résolution recommandant l'ouverture de négociations sans préalable ni exclusive. Nous nous en félicitons hautement. Pour notre part, nous avons depuis fort longtemps, insisté pour que l'on s'engage dans cette voie, nous n'avons en vue que la paix, le bonheur, la prospérité du peuple français et du peuple algérien libéré de la servitude coloniale.

Messali Hadj

Source : *Demain*, 26 juillet-1er août 1956. Reproduit dans *La Voix du Peuple*, août 1956.

Document 48 - **Déclaration du MNA sur le Sahara**
24 décembre 1956

...Au moment où le gouvernement français a cru devoir se faire appuyer par l'Assemblée nationale pour disposer à sa guise de cette portion de la terre algérienne, le MNA a le devoir de rappeler au peuple français la position du peuple algérien en ce qui concerne l'avenir du Sahara.

Le Sahara est partie intégrante de l'Algérie et le restera. Le Sahara ne sera pas soustrait à l'Algérie, et le MNA affirme que le peuple algérien n'abandonnera jamais la lutte si on touche à une quelconque parcelle de son territoire.

Après avoir habilement caché ses intentions sous le couvert de la nécessité d'une organisation économique commune des régions sahariennes, le gouvernement a dévoilé ses véritables objectifs en imposant la création d'une organisation militaire du Sahara. Il en a même souligné avec cynisme la nécessité en reconnaissant qu'il fallait protéger les «capitaux» contre les dangers dont pourraient les menacer «les bandes rebelles» du nord, ceci au cours du débat du 14 décembre 1956 à l'Assemblée nationale. Jamais les choses n'avaient été plus clairement dites : le MNA en prend acte.

Mais, d'autre part, il est heureux de constater qu'au cours de ce même débat, certains députés d'Afrique Noire ont courageusement dénoncé la manœuvre inqualifiable à laquelle on essayait de les associer. Les Algériens saluent ceux de leurs frères africains qui ont refusé de soustraire le Sahara à l'Algérie et à l'Afrique. Demain, l'Afrique libre, l'Afrique tout entière s'honorera de leur courage.

Au peuple français et à tous nos frères africains, qui sont nos voisins, nous disons que nous ne repousserons pas une coopération économique entre peuples pour la mise en valeur des richesses de notre sous-sol, devant servir les justes intérêts des travailleurs et de tous les artisans de cette mise en valeur.

Cette coopération-là, le peuple algérien la souhaite. Si elle se réalise, il n'y aura pas besoin d'auto-mitrailleuses, d'hélicoptères et de barbelés pour défendre les puits et les pipe-lines du Sahara de demain.

Peuple français, notre pétrole, nous ne te le refusons pas. Entendons-nous pacifiquement et honnêtement pour l'exploiter. Cela te coûtera moins cher, crois-le, que de venir le prendre contre notre gré et de payer ton armée de conquête pour nos champs pétrolifères.

Cela te coûtera moins cher en milliards et en sang français. Laisseras-tu ton gouvernement, finalement, tout perdre en Afrique, puis perdre l'honneur et aussi perdre la France ?

Veux-tu, demain, faire le compte de tes nouveaux morts et, en marge des bénéfices de tes investissements, calculer le prix de revient de chaque mort, de chaque Français mort pour le pétrole ?

Nous, Algériens, nous le pourrons pour l'indépendance, pour la liberté et pour le peuple - comme la France de 1789 en donna l'exemple au monde.

Il fut un temps où le gouvernement français, pour sauver la face, s'attachait

dans certaines circonstances à consulter les «élus» algériens préfabriqués. Aujourd'hui, il n'a même plus le souci de la forme. Ainsi, une des plus graves décisions qui aient jamais été prises en ce qui concerne l'Algérie vient de l'être sans qu'une quelconque représentation élue de l'Algérie - et pour cause - ait exprimé un avis. Il s'agit d'un nouveau 1830, il s'agit d'un 1830 saharien.

Nous dénonçons solennellement l'esprit de conquête de l'impérialisme français, mais nous avertissons les conquérants que tous leurs efforts seront vains. Le peuple algérien libérera son sol et son sous-sol.

Nous attirons l'attention du peuple français sur les méthodes coloniales et impérialistes qu'ose adopter le gouvernement français aujourd'hui affolé et acculé sous le poids de ses erreurs et de ses crimes.

Et nous demandons au peuple français d'imposer tout de suite à son gouvernement la fin de guerre d'Algérie. Quant au peuple algérien, derrière l'armée de libération nationale, derrière le Mouvement National Algérien, derrière le chef national Messali Hadj, il poursuivra sa lutte jusqu'à la victoire totale.

Alors, dans l'indépendance et la liberté, le peuple algérien, le peuple français et les peuples africains pourront discuter fraternellement de l'avenir et construire le Sahara.

Source : Archives privées.

Document 49 - Interview à *La Commune*
avril 1957

1. Quelles sont, à votre avis, les causes de la poursuite de la guerre d'Algérie, alors que, tant du côté des nationalistes algériens que de celui du gouvernement, on se déclare prêt au «cessez-le-feu»?

Réponse : Avant de répondre à cette première question, je remercie le comité de rédaction de votre journal de m'avoir permis de participer au premier numéro de *La Commune*. A cette occasion, je voudrais que le peuple français sache combien la mémoire des héros de la Semaine Sanglante nous est restée proche. La destinée politique m'a conduit à vivre en face de la citadelle où l'intraitable révolutionnaire Auguste Blanqui a vécu. Je regarde cette citadelle où l'Enfermé continuait sa lutte pour le maintien de ses idées, face à ceux qui faiblissaient devant les puissants de ce monde et qui, ayant mauvaise conscience, le calomniaient. J'y puise un réconfort pour moi-même car cette vie continue à être la mienne aujourd'hui. L'histoire, et particulièrement l'histoire révolutionnaire, est une source inépuisable de leçons pour tous les peuples qui aspirent à la liberté...

Le «cessez le feu» est une nécessité absolue qui s'impose au peuple français et au peuple algérien. D'un côté, il y a perte de vies humaines, des sommes fabuleuses gaspillées; de l'autre, il y a un peuple acculé à prendre les armes pour sa dignité et sa liberté. Le peuple algérien aime la paix, comme nous en sommes persuadés, le peuple français. Jusqu'à ce jour, le sort de notre malheureux peuple n'a été que souffrances, exploitation et répression. La paix est donc une aspiration générale à tous. La poursuite de la guerre conduit le gouvernement français à des impasses financières, économiques et internationales qui ne peuvent être présentées comme la preuve d'une sagesse politique véritable. Il est clair que le gouvernement français agit sous la pression d'un colonialisme qui n'a rien oublié, ni rien appris. Mais un gouvernement à direction socialiste, élu le 2 janvier 1956 sur le programme de paix en Algérie, devrait-il obéir à cette pression colonialiste ?

Continuer dans cette voie, nous le disons nettement, c'est compromettre l'avenir ; les exigences du colonialisme sont à la base de la poursuite de la guerre ; il faut en finir avec le colonialisme.

2. Des personnalités politiques de diverses tendances, de puissantes organisations syndicales, telles le Syndicat National des Instituteurs et la Fédération de l'Education Nationale, ont proposé la tenue d'une Conférence de la Table Ronde, pour en terminer avec la guerre d'Algérie. Que pensez-vous de cette proposition ?

Réponse : Le peuple algérien veut la paix ; il y met une condition résumée dans ce mot : la dignité. Pour que la paix s'établisse dans un pays qui, comme l'Algérie a connu 127 années de régime colonial, il faut discuter et examiner fraternellement ce problème avec tout le sérieux qu'il demande. Il faut en conséquence se réunir autour d'une table Ronde. Réaliser la paix entre deux peuples, dont

l'un se considère et agit comme le vainqueur et l'autre le vaincu, nécessite l'ouverture immédiate de négociations dans la liberté, dans une conférence du type d'Aix-les-Bains. Cette proposition, je l'ai faite, il y a déjà plus d'un an. Elle rejoint celle adoptée par le S.N.I. dans son congrès. Cette proposition, et cela démontre amplement la nécessité, à la fois de négociations et d'un cessez-le-feu pour mettre fin à l'effusion de sang en Algérie, a été reprise par toute une série de personnalités politiques dans différents milieux.

3. Quelle sont à votre avis, les conditions de l'ouverture de ces négociations ?

Réponse : Nous avons toujours proposé qu'il n'y ait aucune exclusive à l'égard d'un parti politique quelconque. Je voudrais préciser la portée de ce problème. Pour nous, la démocratie n'est pas une abstraction et c'est pourquoi nous avons demandé que tous les représentants des mouvements nationalistes algériens participent à cette conférence de la Table Ronde en vue d'exprimer librement et publiquement leurs conceptions sur la solution du problème algérien. Nous croyons fermement que la souveraineté réside dans le peuple et que celui-ci doit toujours avoir le dernier mot pour juger et apprécier toutes questions touchant à son avenir national.

Nous pensons cela depuis la création de l'Etoile Nord-Africaine, il y a plus de trente ans, et ce respect du peuple et de sa volonté constitue le fil directeur de toute l'action du Mouvement National Algérien. Nous avons lutté contre toutes les dictatures, contre toute conception de parti unique. Et faibles ou forts, nous avons maintenu cette position qui nous a coûté excessivement cher en répression et en adversité, et qui implique le rejet de toute exclusive, comme incompatible avec le respect de la démocratie.

A cette conférence de la Table Ronde, et devant les représentants de toutes les tendances, le gouvernement français également soumettra la solution qu'il envisage. Le peuple algérien, en dernière instance, sera seul juge des propositions qui seront faites.

Mais pour arriver à ces négociations, il est indispensable d'établir un climat de compréhension et de confiance réciproques. C'est pourquoi nous estimons qu'il faut immédiatement en finir avec toutes les exécutions, en terminer avec la répression. Il faut assurer la libération des détenus politiques de toutes tendances, et le libre retour des exilés dans leur patrie, dissoudre tous les camps de concentration. Cette angoisse qui frappe aujourd'hui tout le peuple algérien doit cesser. Ceci, en vue de permettre l'établissement d'une atmosphère de compréhension et afin de préparer cet avenir de paix et de coopération qui est l'espérance des peuples algérien et français.

Nous croyons, et nous l'affirmons solennellement, qu'il est absolument inutile de continuer dans la voie de la répression renforcée qui se développe actuellement dans l'espoir vain d'abattre le peuple algérien...

4. Un des problèmes qui agite le plus l'opinion publique est le sort de la minorité européenne. Que pouvez-vous dire sur cette question ?

Réponse : La meilleure façon d'assurer l'avenir et la sécurité de nos compatriotes non-musulmans, c'est d'appliquer à l'Algérie sincèrement et honnêtement la démocratie. Celle-ci permettra à l'ensemble des Algériens, sans distinction de race,

de sexe et de religion, de participer à la gestion des affaires algériennes sur le même pied d'égalité. Nous sommes convaincus qu'une fois ces satisfactions démocratiques acquises, nos compatriotes algériens non musulmans seront heureux et en pleine sécurité dans la nouvelle Algérie. Il est inutile de souligner que nous restons fidèles à notre conception de toujours de l'Algérie future. Nous avons parfaitement conscience de la situation dans laquelle se trouve actuellement notre pays sur tous les plans, économique, technique, culturel et social. Nous voyons très bien que notre pays a de grands besoins et nous savons parfaitement par ailleurs que nos compatriotes algériens non-musulmans sont les premiers indiqués pour nous aider. L'Algérie de tous est l'Algérie de demain. Demain, il nous faudra davantage d'instituteurs pour les deux millions d'enfants qui vivent dans la rue, de techniciens, d'ingénieurs pour la mise en valeur de l'Algérie, et ceci afin de supprimer cette misère épouvantable qui accable toutes les familles algériennes...

5. Pouvez-vous offrir à nos lecteurs quelques indications sur l'origine et le caractère du Mouvement National Algérien que vous présidez ?

Réponse : Le Mouvement National Algérien est né dans les faubourgs populaires de la région parisienne. C'est là qu'il a vu le jour et c'est là qu'il s'est développé dans la sympathie de la classe ouvrière française. Je puis affirmer que la naissance du Mouvement National dans la région parisienne a été une de ses chances qui lui a permis de tenir tête à toutes les tempêtes qu'il a rencontrées au cours de son existence. Sans aucun doute, il y a dans le MNA des apports de la pensée révolutionnaire française. Il m'est impossible d'indiquer dans le détail toutes les actions communes que nous avons engagées avec le peuple français. Signalons cependant que nous étions là quand il fallait descendre dans la rue pour protester contre l'atteinte à la justice qu'a représenté l'exécution de Sacco et Vanzetti. Nous étions également là, à la tête de l'Etoile Nord-Africaine, pour barrer la route au fascisme en février 1934. Nous avons combattu contre l'agression perpétrée contre l'Ethiopie par le fascisme italien. Ce Mouvement National Algérien que je préside est un mouvement libre et indépendant de tout Etat et de tout Gouvernement. Au service du peuple algérien et uniquement à son service, il revendique bien haut d'avoir toujours et en toutes circonstances lutté pour la liberté de l'homme. Personnellement, en prison ou en déportation, j'ai tenu à rester moi-même, c'est-à-dire fidèle à mon peuple, fidèle aux principes de la démocratie et de la liberté pour tous.

Source : *La Commune*, avril 1957.

Document 50 - Message au congrès de l'USTA
juillet 1957

Chers frères,

A l'occasion du premier congrès de votre USTA, je suis très heureux de vous exprimer ma joie et mes souhaits de grande réussite pour ces premières assises syndicales algériennes.

Je puis vous dire combien je suis ému en écrivant ce message. Cette émotion est due à la grandeur de cet événement qui se déroule aujourd'hui au cœur même de Paris.

Personnellement, je considère que la création de cette Fédération syndicale algérienne au milieu du peuple de Paris et dans les circonstances actuelles est un événement aussi grand et aussi important que la création de l'Etoile Nord-Africaine.

Il y a là tout un symbole qui présage un bel avenir de fraternité entre les travailleurs de France et les travailleurs d'Algérie.

La création de la Centrale nationale des syndicats algériens et les assises de votre premier congrès auront sans doute le plus heureux prolongement aujourd'hui et certainement plus encore dans l'avenir.

Les travailleurs algériens qui, déjà sont organisés à raison de plusieurs dizaines de milliers dans l'USTA, ceux qui après votre congrès vous rejoindront apprendront dans quelques mois que leur œuvre apportera non seulement la joie et le bonheur à nos ouvriers et à nos fellahs mais encore qu'elle aura donné l'outil indispensable à la défense de leurs intérêts, de leur sécurité, de leur existence.

Comme ouvrier travaillant dans les conditions les plus pénibles, vous avez déjà constaté durant votre séjour en France, au contact des ouvriers français, toute la nécessité et l'importance d'un mouvement syndical puissant.

Ceux qui résident en France depuis 1930 ont assisté à de grands événements où le syndicalisme français a joué un rôle déterminant.

En juin 1936, la grève générale des travailleurs français, l'occupation des usines, des ateliers et des grands magasins ont permis aux ouvriers français de réaliser encore de nouvelles conquêtes sociales.

L'USTA sera la garantie pour nos travailleurs que leurs salaires, leur dignité seront défendus. Ce moyen de défense servira demain contre une bourgeoisie qui déjà se prépare à frustrer le peuple algérien des fruits de sa révolution.

Le caïd, le bachaga, le bourgeois voudront sans doute remplacer le colonialisme, c'est pourquoi l'œuvre d'aujourd'hui représente déjà le moyen de défense pour demain.

Certes notre centrale syndicale va se trouver en face de difficultés de toutes sortes.

Mais grâce à l'union des travailleurs algériens, à leur vigilance et à leur discipline, je suis certain qu'ils sauront aplanir toutes ces difficultés comme leurs aînés ont aplani les leurs dans les autres domaines de la lutte pour la liberté.

Puis-je me permettre de vous adresser quelques recommandations ?

Je le crois, car moi aussi j'ai été un travailleur, comme vous, j'ai travaillé dans les usines de la région parisienne, j'ai connu ce que peut représenter le dur labeur de l'émigré algérien contraint par la misère et l'étouffante oppression colonialiste de quitter son pays.

Il y a lieu de souligner deux faits :

1° La volonté et l'empressement des travailleurs algériens à se donner un organisme officiel en vue de se défendre;

2° La force irrésistible de l'adhésion en masse des travailleurs à l'USTA. Ceci étonne jusqu'à nos amis du monde, démontre nettement qu'il y a là un grand événement d'une immense portée, tant nationale qu'internationale.

Les débats qui vont se dérouler, le travail qui sera effectué, les décisions qui seront prises à ces premières assises du mouvement syndical algérien refléteront cette volonté trop longtemps comprimée de notre classe ouvrière de s'organiser dans une centrale nationale.

Il faudra donc nécessairement que toutes les décisions et résolutions adoptées par votre congrès passent nécessairement au crible des réalités de la lutte quotidienne, au crible des possibilités et des véritables besoins de la nation qui veut recouvrer sa souveraineté. Dans un pays comme l'Algérie où vivent côte à côte plusieurs races et religions, si nous voulons véritablement instaurer une véritable démocratie capable de rassembler tous les éléments ethniques de la nation algérienne, il nous faudra tenir compte de toutes les données de la situation. L'Algérie appartenant aux Algériens sans distinction de race ou de religion ouvre toutes grandes ses portes et son avenir à tous les peuples, pour la construction d'une société où le mieux-être social, la justice et la liberté deviendront des réalités.

Le passé de lutte syndicale du peuple français que, pour ma part, j'ai suivi avec la plus extrême attention au cours de mon long séjour en France, constitue un grand trésor d'expérience et d'enseignement qu'il nous faut utiliser pour marcher en avant.

Toutes les expériences syndicales à l'échelle internationale nous intéressent également.

Dans notre pays où la base essentielle de la vie est toujours l'agriculture, dans ce pays qui est appelé à connaître l'effort gigantesque sur les plans aussi bien agricole ou industriel, la création d'une Centrale syndicale libre était devenue depuis longtemps déjà une nécessité vitale. Le mouvement syndical algérien devra se mettre en rapport avec tous les autres mouvements syndicaux libres, démocratiques, débarrassés de toute tutelle et de toute dictature. Un monde libre est en formation ; il faut aller vers lui, il faut le reconnaître, le convaincre de la justesse de notre cause qui est celle de notre liberté et de la justice sociale pour tous.

Chers frères, je voudrais également attirer votre attention sur un problème de la plus haute importance. Comme vieux militant et chef du Mouvement National Algérien, j'ai toujours estimé l'indépendance syndicale à l'égard de tous les partis et de tous les gouvernements comme un principe de base. Aussi je puis d'ores et déjà vous assurer que notre parti et moi-même suivent avec sympa-

thie et confiance l'effort de l'USTA pour développer dans son sein la libre discussion et la fraternelle compréhension de tous les travailleurs algériens sans distinction de race, de religion ou d'opinion. Ce souci permanent chez nous, est d'autant plus fort que nous avons vécu tous les déchirements qui ont secoué le mouvement syndical français à la suite de l'immixtion violente de partis politiques et de gouvernements.

Il est impossible de permettre que cette immixtion contraire aux intérêts des travailleurs se renouvelle dans les centrales syndicales en formation. Le mouvement syndical doit nécessairement servir les ouvriers, défendre leurs droits à la vie et à la dignité, ouvrir toujours et toujours de nouvelles perspectives au monde du travail afin de lui permettre de se dégager de l'exploitation du racisme et de la position diminuée qu'il occupe dans la nation.

L'USTA a devant elle une lourde tâche, celle de surmonter la lamentable misère, la sous-alimentation chronique, la maladie, l'analphabétisme qui étouffent nos fellahs et nos ouvriers. Ceci, seule, une centrale syndicale libre peut le réaliser.

Certes, nous sommes partisans de l'indépendance syndicale, nous sommes pour la libre confrontation de points de vues, mais cela ne signifie pas pour autant que les ouvriers algériens doivent négliger la lutte sur le plan politique. Tout se tient dans la vie et s'y lie. Pour défendre leur intérêt matériel, les travailleurs doivent pouvoir être libres. L'harmonie économique et sociale exige également l'harmonie politique. En un mot la liberté politique conditionne le mieux-être social. Et cette liberté appelle tout naturellement la coopération. En effet, notre Algérie, de par sa position géographique et les richesses de notre sol et de notre sous-sol, ouvre toutes les plus grandioses perspectives de coopération non seulement avec le peuple français, avec les peuples de l'Europe, mais encore avec tous les pays du monde y compris dans les moments les plus critiques et les plus pénibles de l'histoire de l'émancipation de notre peuple, nous avons conservé notre calme et notre volonté de coopération avec les hommes libres.

Cette attitude se trouve aujourd'hui vérifiée par toute la marche des événements puisque les travailleurs français et nombre de travailleurs français syndicalistes de ce pays sont arrivés à comprendre le drame des travailleurs algériens qui, eux, n'ont d'autre ennemi que le colonialisme.

D'ores et déjà, les travailleurs algériens ont à rechercher par tous les moyens les liens de coopération avec les Algériens non musulmans qui sont nos compatriotes et avec lesquels nous allons demain construire l'Algérie nouvelle sur des bases d'égalité, de fraternité et de justice sociale.

Cette grande œuvre qui demande toute notre intelligence et notre esprit humain exige une ferme volonté de créer une situation où les autres minorités ethniques qui vivent en Algérie trouvent chez nous l'amitié, la compréhension, la sécurité dont ils ont besoin au moment où les plus grandes transformations se préparent en Algérie.

Je vous le dis : bien que la plus atroce misère étreint notre peuple, quoi que nous ayons terriblement souffert, nous, nos parents, nos ancêtres, il nous faut nous présenter à nos frères des autres minorités ethniques comme des libérateurs non pas seulement d'une partie du peuple algérien, mais de toutes les popu-

lations algériennes. Certes, cette tâche demande à l'homme de s'élever au-dessus de son triste passé, pour se placer immédiatement dans les réalités de notre époque. Mais nous l'avons toujours affirmé, il ne peut y avoir de liberté pour les uns et l'oppression pour les autres. Nous resterons toujours ce que nous avons été et notre peuple fidèle à lui-même et à son passé saura faire preuve de grandeur, de noblesse et de justice.

L'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens exprime, j'en suis persuadé, au travers de toutes les difficultés, le profond besoin des peuples colonisés à disposer librement d'eux-mêmes. Dans les douleurs d'aujourd'hui, il y a la grande espérance humaine de liberté et de dignité.

L'USTA a ses martyrs et ses détenus; je leur envoie de mon exil mon salut fraternel, mon salut de vieux militant, mon salut de prisonnier et de proscrit permanent. A ceux qui - les premiers organisateurs du mouvement syndical en Algérie et de la Fédération en France - sont actuellement à Barberousse, à Berrouaghia, à Saint-Leu, à la Santé et dans tous les lieux de détention, je leur dis : «Vous êtes sur la bonne voie, ce n'est pas en vain que vous souffrez, un avenir de bien-être et de liberté s'ouvre à tout notre peuple.»

A VOUS, MES CHERS FRÈRES, QUI ÊTES AUJOURD'HUI RASSEMBLÉS DANS VOTRE PREMIER CONGRÈS, COURAGE, CONFIANCE, LE CAUCHEMAR COLONIALISTE EST DÉJÀ RENTRÉ DANS LE DOMAINE DU PASSÉ.

Messali Hadj
Proscrit Politique
Belle-Isle-En-Mer

Source : *La Voix du Travailleur Algérien*. Le premier Congrès de l'U.S.T.A. Numéro spécial, juillet 1957.

Document 51 - Appel à la démocratie française

juillet 1957

Voici plus de trente mois qu'a éclaté au grand jour le drame algérien. Depuis, le conflit n'a cessé de s'aggraver. Aujourd'hui il s'agit d'une véritable guerre.

Dans quelques jours le problème algérien va de nouveau être évoqué devant l'Assemblée nationale française à laquelle le gouvernement va demander de reconduire les pouvoirs spéciaux.

En France même, les travailleurs algériens, bien qu'au milieu de leurs camarades français, sont de moins en moins à l'abri des lois d'exception.

Et pourtant le peuple français ne peut pas oublier que le peuple algérien n'a cessé d'être à ses côtés pour faire triompher la liberté et LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES.

A chaque fois que le peuple de France a été menacé dans ses libertés, les Algériens se sont dressés à côté des Français contre toutes les entreprises de dictature. Aujourd'hui le drame qui se joue en Algérie ne concerne pas seulement le peuple algérien: c'est aussi le drame de la liberté, de la liberté des Français et de leur avenir.

Tous les jours des Français et des Algériens meurent en Algérie. Tous les jours, des deux côtés, des innocents : vieillards, femmes, enfants, sont frappés dans d'atroces conditions. La misère, la douleur, l'angoisse étreignent les survivants.

L'on ne cesse d'avancer sur le chemin du mal et de la haine qui s'exacerbe jusqu'à prendre le visage du racisme. Le gouffre qui sépare les Algériens de toutes origines ethniques va s'élargissant.

De plus, la guerre d'Algérie pèse lourdement sur la situation française: les travailleurs sont touchés dans leurs moyens d'existence, les impôts s'accroissent, le Trésor de l'Etat se vide et le prestige de la France dans le monde ne se trouve pas grandi.

Allons-nous, les uns et les autres, laisser se développer cette situation au bout de laquelle il ne peut y avoir pour la France que la catastrophe?

La raison, l'humanité ne nous commandent-elles pas de conjuguer nos efforts pour mettre fin à ce conflit?

Pour les hommes de bonne volonté, tout est possible.

Déjà, le 2 janvier 1956, le peuple français avait voté pour que cesse la guerre d'Algérie. Les hommes politiques amenés au pouvoir avaient fait des promesses formelles pour satisfaire les électeurs.

Depuis, l'impopularité de cette guerre n'a fait que croître. Des hommes d'Eglise, des personnalités du monde politique, du monde des lettres et des arts, des économistes, de grands Français se sont prononcés pour la paix. La classe ouvrière, ses partis politiques, ses syndicats, le corps enseignant, les femmes et les soldats eux-mêmes veulent que cette guerre se termine.

Ainsi, il existe en France un désir profond de trouver une solution pacifique, juste et démocratique du problème algérien.

Cette constatation nous impose à notre tour en tant qu'Algériens de prendre nos responsabilités. Pour ma part, vieux militant toujours en exil ou en prison pour la cause de la Liberté, je reste l'ami du peuple français et je lui tends une main fraternelle pour préparer la paix en Algérie et un avenir franco-maghrébin, voire même africain, que commandent l'Histoire, la Géographie, l'intérêt commun et la sécurité de tous.

Cette conception est mienne depuis trente ans : quelles que soient les circonstances, les souffrances et la répression, je l'ai toujours gardée ; bien que frappé par tous les régimes qui se sont succédés de 1925 à nos jours, je suis resté moi-même.

C'est pourquoi nous sommes prêts à toute rencontre en vue d'examiner dans un esprit de mutuelle compréhension les moyens de mettre fin à l'effusion de sang.

A cette rencontre il ne doit y avoir ni condition ni préalable ni exclusive. L'essentiel est de se rencontrer pour «causer».

Sans doute faudra-t-il, par des gestes, créer un climat psychologique qui augmentera d'autant les chances d'entente et de réussite. Le droit d'autodétermination étant reconnu au peuple algérien, toutes les possibilités de rapports entre l'Etat algérien et la France seront ouvertes.

Libre au peuple algérien, s'il le désire, de choisir d'être avec la France dans un véritable Commonwealth, comme par exemple le Pakistan et l'Inde sont avec l'Angleterre dans le Commonwealth.

Cet appel est l'expression de ma pensée et aussi de mon désir ardent de voir renaître la paix.

Unissons-nous et agissons pendant qu'il en est temps, pour la paix, pour la démocratie, pour la justice sociale, dans une entente franco-nord-africaine.

Source : Publié dans *Franc-Tireur*, le 3 juillet 1957 et dans l'hebdomadaire socialiste *Demain*, le 4 juillet, il est reproduit dans *La Commune* de juillet 1957.

Document 52 - Interview à *Combat*
juillet 1957

Le mémorandum du MNA à l'ONU, que nous avons reproduit hier, ayant eu un assez grand retentissement, nous avons demandé à Messali Hadj, son fondateur et son président, d'en préciser pour nous certains points. Les déclarations ci-dessous nous tracent effectivement les lignes claires d'un avenir franco-algérien.

On y voit nettement les ressemblances et différences d'avec la thèse du FLN. Le MNA considère qu'un préalable serait un obstacle inutile à la négociation, le pourrissement une lourde hypothèque sur l'indépendance nationale algérienne. Par contre, sur la question d'un Commonwealth et du général de Gaulle, bon nombre de leaders FLN, à notre connaissance, ne sont pas loin de partager les points de vue ici exposés.

L'importance de ces déclarations nous dispense d'autres commentaires.

- Il y a quelques jours, vous avez fait parvenir un message à l'USTA et lancé un appel à la démocratie française. Pouvez-vous préciser les intentions qui ont inspiré ces deux déclarations.

- En effet, j'ai tenu à adresser un message au premier congrès de l'USTA. C'étaient les premières assises syndicales que tenaient eux-mêmes les travailleurs algériens à Paris. Ayant passé près de 40 ans au milieu des travailleurs algériens, j'ai voulu à la fois leur faire parvenir mes encouragements fraternels, marquer l'importance que j'attache au syndicalisme et examiner avec eux certains des problèmes qui surgiront sur leur chemin.

Quant à l'autre appel, j'ai pensé qu'il était de mon devoir, devant l'angoissante aggravation de la guerre, de m'adresser à la démocratie française pour que nous nous efforcions de trouver ensemble les moyens de mettre fin à l'effusion de sang.

A mon avis, le conflit franco-algérien devrait prendre fin dans les mois qui nous séparent de la prochaine session des Nations Unies.

Le problème algérien a été suffisamment internationalisé pour que les intéressés comprennent la nécessité qu'il y a pour eux-mêmes de trouver à un problème une solution juste, pacifique et démocratique.

Nous avons déjà fait plusieurs propositions en vue de provoquer une conférence où les représentants de toutes les tendances politiques, syndicales et culturelles du peuple algérien se rencontreraient avec les délégués du gouvernement français pour examiner ensemble les moyens de parvenir au «cessez-le-feu».

- Comment envisagez-vous le cessez-le-feu?

- Le «cessez-le-feu» soulève toute une série de problèmes politiques, économiques, culturels, stratégiques de la plus haute importance.

Tous ces problèmes doivent être examinés à fond et dans un esprit de compréhension mutuelle avant que les deux parties puissent lancer un appel au «cessez-le-feu». Si l'on veut aboutir à ce résultat, il faut renouveler entièrement le climat par des actes et des gestes tels que l'arrêt des exécutions des condamnés à mort et la libération des détenus politiques. Il faut un choc psychologique.

En résumé, le «cessez-le-feu» implique l'ouverture de négociations sur tous les problèmes qui intéressent nos peuples, sans préalable ni exclusive.

- *N'excluez-vous pas le FLN des négociations ?*

Nous n'avons lancé, nous, d'exclusive contre personne. Quant à la question de la représentativité, nous attendons avec confiance le verdict que prononcera le peuple algérien lorsqu'il pourra procéder à des élections réellement libres.

- *Quels sont vos rapports avec le monde arabo-islamique ?*

- Nous avons toujours eu de bons rapports avec nos frères arabo-islamiques. Il y a des liens profonds qui tiennent à l'histoire, à la langue, à la religion, à une commune civilisation.

Mais à l'égard de tous les Etats, notre politique est d'abord: «Charbonnier est maître chez soi».

De tout temps, le MNA a été libre et indépendant de tout gouvernement et de tout parti politique. Nous avons toujours refusé d'hypothéquer une liberté nationale encore à naître.

Au cours de ces dernières années, nous avons dû faire face à des pressions que nous avons jugées contraires à notre liberté, à notre dignité et aux intérêts du peuple algérien.

Notre volonté d'indépendance nous a valu de nombreuses attaques de la part du FLN, des staliniens et autres «progressistes». Mais nombreux sont les démocrates français, induits en erreur par ces derniers qui, aujourd'hui, reconnaissent le bien-fondé et le caractère démocratique de notre politique.

- *Dans votre appel à la démocratie française, vous avez envisagé la possibilité d'un commonwealth franco-maghrébin. Pouvez-vous me préciser votre point de vue sur cette question ?*

- En effet, j'ai évoqué dans cet appel la possibilité d'un commonwealth du type britannique pour un ensemble franco-maghrébin.

Cette conception est déjà ancienne dans ma pensée ; et voici pourquoi : de par sa position centrale dans le Maghreb arabe, l'Algérie a été, dans le passé, appelée à coopérer économiquement avec les puissances riveraines de la Méditerranée.

Cette vérité historique s'avère encore aujourd'hui plus évidente en raison des transformations gigantesques de l'économie et de la technique. Notre position est déterminée par les lois de l'évolution, de l'économie et de l'intérêt. Ainsi, ce sont ces lois qui expliquent l'émigration algérienne en France.

Une fois admise la liberté du peuple algérien de disposer de lui-même, il sera tout à fait possible d'envisager une coopération étroite avec la France dans le cadre d'un véritable commonwealth.

Nous sommes convaincus que cette coopération peut avoir les plus heureux effets en ce qui concerne l'amélioration du niveau de vie des travailleurs algériens et aussi des travailleurs français. La mise en valeur des richesses du Sahara et du Maghreb arabe implique le concours de nombreux techniciens, d'une main-d'œuvre qualifiée et de gros investissements que cette coopération peut procurer.

Notre nationalisme veut être pleinement libérateur. Aussi s'efforce-t-il d'apporter avec la liberté politique le bien-être social et tous les moyens de lutter contre la misère. Dans cette voie, le syndicalisme sera appelé à jouer un rôle très important.

- Que savez-vous et que pensez-vous des positions du général de Gaulle sur le problème algérien ?

- D'un entretien que j'ai eu récemment avec un homme de la Résistance qu'honore de son amitié le général de Gaulle, j'ai tiré deux conclusions dont je me suis réjoui également. D'une part, le général de Gaulle sait que nous existons. D'autre part, si j'ai bien compris mon interlocuteur, le général de Gaulle a, sur le problème algérien et d'un point de vue français, une des positions les plus lucides et les plus avancées qui soient. Il comprend tout le prix de la dignité du peuple algérien. Il a raison de penser qu'une fois reconnu son droit à la liberté, il y aura beaucoup à espérer des futurs rapports franco-algériens. Quoique je fusse en prison sous son gouvernement, je respecte l'homme de la Résistance française.

- En conclusion, malgré les horreurs aggravées de la situation, vous n'avez pas perdu confiance ?

- Loin de là, j'ai été persécuté plus de trente ans par le colonialisme français. Je n'ai pas fléchi. Aujourd'hui, je sens que la fin de cette longue lutte est proche. Il n'est pas possible que le peuple et les travailleurs de France n'aient pas un sursaut, conforme à leur tradition, pour notre liberté, pour un avenir commun d'amitié et de progrès franco-maghrébin. J'ai un grand espoir.

Source : *Combat*, 16 juillet 1957.

Document 53 - **Appel de au peuple algérien**
1er septembre 1957

Aujourd'hui, j'estime qu'il est de mon devoir de m'adresser à toi dans les circonstances graves que traverse notre pays. Mon passé politique, le grand combat que je livre depuis quarante ans pour la liberté, ta dignité et ton avenir m'autorise pleinement à te dire ces vérités, même si elles sont quelque peu amères pour certains.

Tu sais que je n'ai jamais cherché à plaire ou à flatter, tu sais que pour avoir dit la vérité, je ne cesse de souffrir jusqu'à présent. Enfin, tu sais parfaitement bien que le combat pour la liberté et l'honneur de notre peuple ne m'a jamais fait peur.

Aussi, c'est pourquoi il est de mon devoir de m'adresser à toi pour attirer ton attention sur les dangers extrêmement graves qui menacent la cause algérienne. En effet, nous assistons depuis quelques mois à une situation où certains, consciemment ou non, manœuvrés par des forces étrangères à la juste cause pour laquelle notre peuple souffre, utilisent des méthodes qui ni de près ni de loin ne répondent à l'objectif et à l'intérêt général.

En France et au-delà, il y a tous les jours des morts, des blessés parmi nos frères. La liste des victimes s'allonge et frappe nos ouvriers, nos petits commerçants et nos étudiants. La presse colonialiste ravie de cette aubaine étale ces crimes dans ses colonnes avec des commentaires qui touchent notre dignité et injurient nos combattants qui ne marchandent rien à la liberté de notre peuple.

C'est un fait : ces assassinats et ces crimes se multiplient tous les jours, alors que tous nos compatriotes luttent pour le même objectif.

C'est un fait: il y a un danger qui menace notre avenir et la cause algérienne elle-même.

C'est un fait : cette tragique situation est considérée comme un bonheur pour tous ceux qui misent sur notre désaccord et notre désunion pour justifier le maintien du colonialisme et de ses privilèges. Ces «règlements de comptes», en France et en Belgique, sont malheureusement la suite des drames sanglants de la vallée de la Soummam et de Melouza.

Il faut le dire nettement : cette situation risque de soulever contre la cause algérienne de la liberté, l'opinion française et internationale. De nombreux amis français qui, de tout temps, nous ont soutenus, éprouvent inquiétude et angoisse. A l'étranger des hommes et des organisations dont la sympathie est acquise au droit du peuple algérien à disposer de lui même s'interrogent sur l'issue de cette dramatique situation. Il en est ainsi au sein des Nations Unies.

Ainsi nos adversaires utilisent ces actes fratricides pour s'efforcer de présenter la cause algérienne comme un simple règlement de compte. C'est pourquoi il faut briser ce complot contre notre peuple.

Naturellement, tous les yeux sont tournés vers les responsables des grands mouvements nationalistes. Pour ma part, j'ai toujours agi dans le sens d'appeler notre peuple dans son ensemble et tous les patriotes pour que cessent ces assas-

sinats, ces crimes et cette folie. Je sais que tant en Algérie qu'en France, l'écrasante majorité du peuple algérien réprouve et condamne ces actes.

Aux quelques égarés, emportés par la passion, je demande de réfléchir aux souffrances qu'ils doivent ressentir comme moi, dans mon exil, à voir tous les matins dans la presse que des patriotes s'entretuent et s'entredéchirent à la joie des adversaires de la cause algérienne.

Aussi aujourd'hui, la gravité de la situation exige de ma conscience de vieux militant de la lutte pour la liberté et la dignité de notre peuple, non pour situer les responsabilités d'hier, mais pour établir les responsabilités de demain que je crie de toutes mes forces.

Non, c'est là un non-sens et un danger pour notre Révolution de poursuivre dans cette voie d'aventures. PEUPLE ALGÉRIEN, ALERTE ! Il faut absolument que cela cesse avant qu'il ne soit trop tard.

PEUPLE ALGÉRIEN, par ton courage et ta noblesse, tu as su démontrer à l'opinion mondiale que tu es digne de ta liberté. Tu sais que le capital de sympathie que ta Révolution s'est attiré dans tous les milieux est un gage de succès. Il est d'autant plus nécessaire que tu préserves ce gage de succès que la cause algérienne est appelée une fois de plus à être débattue aux Nations Unies.

Qui parmi les patriotes peut ignorer que nos adversaires circulent dans le monde entier en étalant ces luttes fratricides, afin de justifier la guerre en Algérie et démontrer que nous sommes incapables de nous gouverner nous-mêmes. Des rapports volumineux seront demain très certainement présentés devant les délégués des Nations Unies et déjà une propagande intense, mi-privée, mi publique, sillonne les principales capitales. Tu sais que le problème algérien doit trouver une solution avec l'institution de nouveaux rapports de liberté entre notre peuple et le peuple français qui, du point de vue de ses traditions et de ses propres intérêts, est appelé à considérer notre liberté comme légitime.

Plus de 500 000 des nôtres gagnent leur vie en France. Nos travailleurs ont toujours eu un comportement digne de notre cause. Aussi, j'appelle tous les émigrés à écarter de leur sein les quelques pêcheurs en eau trouble qui entendent monter des provocations stupides et appeler à de prétendues actions irréfléchies nuisibles à notre cause et qui n'aboutiraient qu'à nous discréditer et à nous couper du peuple de France avec lequel nous sommes appelés à coopérer dans la fraternité et l'égalité.

Le peuple algérien, fier de sa conscience, certain de la justesse de ses aspirations, appelle de tous ses vœux la fin de l'effusion de sang en Algérie qui forgera cette situation de liberté où, avec nos compatriotes non-musulmans et dans cet esprit de coopération qui a toujours été nôtre, sera édifié l'Etat algérien démocratique et fraternel à tous qui émerveille le monde.

Pour cet avenir proche, le peuple algérien saura, hier comme aujourd'hui, rester fidèle à ses grandes traditions de liberté, de courage et de conscience nationale.

Dieu veuille que la sagesse islamique et la maturité politique de tous les Nationalistes algériens s'expriment nettement afin que la noble cause de notre peuple surmonte ces passagères difficultés.

Messali Hadj, en résidence forcée à Belle-Isle-en-mer.

Source : Archives privées.

Document 54 - Sur les principes du Mouvement National Algérien

1957

Au cours de l'été, un certain nombre de nos concitoyens ont rendu visite à Sid El Hadj dans sa résidence forcée à Belle-Isle.

Le Chef National y vit, entouré et gardé par des dizaines de C.R.S. Il ne peut recevoir qu'un très petit nombre de visiteurs. L'hiver, la modeste villa qu'il occupe est sursaturée d'humidité. Malgré sa robuste constitution, Messali Hadj a été très gravement malade il y a quelques mois. Grâce à Dieu, notre vénéré chef a pu vaincre victorieusement le mal.

Nous avons pu constater par nous-mêmes, combien la situation de Sid El Hadj était infiniment plus précaire que celle des détenus qui jouissent du régime politique à la Santé. Mais cette épreuve, qui s'ajoute à toutes celles endurées depuis près de quarante années, n'a en rien entamé la foi, la vigueur, la confiance du Chef National quant à la victoire finale de notre Algérie libérée des chaînes du colonialisme.

Nous avons beaucoup parlé des problèmes du Parti et à ce sujet, Sid El Hadj nous a, en nous rappelant les dures luttes du passé et du présent, défini les principes du Mouvement National :

«Vous savez que le Parti a les portes largement ouvertes pour tous ceux qui veulent servir le peuple algérien. Quand un nouvel adhérent entre dans le MNA, nul ne peut encore savoir s'il sera courageux et loyal. L'expérience nous a démontré que l'écrasante majorité des militants sont sincères, courageux et totalement désintéressés. L'expérience nous a également démontré que la sélection s'opérait rapidement entre ceux qui sont venus à nous sincèrement pour servir la cause algérienne et ceux qui voulaient, au travers de la cause algérienne, se servir eux-mêmes. Ces quelques individus égarés au sein du MNA ont été dès lors impitoyablement chassés. Néanmoins, le Parti a toujours pris le temps nécessaire pour ramener ceux qui faisaient preuve de faiblesse et de crainte, sur la voie droite et parfaire leur éducation politique. Ceux qui, en dépit de cette patience ont voulu par leurs actes, leur indiscipline et leurs goûts de l'aventure, se placer en dehors de la ligne du Parti, telle qu'elle était définie par ses congrès, ont été exclus conformément aux lois et aux règlements du MNA.

Notre conception de toujours a été de dire la vérité à nos militants et, dès qu'un cas se manifestait qui pouvait aller à l'encontre des buts poursuivis par le MNA, nous l'avons porté à la connaissance de tous. Cette règle a été et sera toujours appliquée à quiconque, quelle que soit sa responsabilité, dirigeant ou simple militant. De ces individus contre lesquels le Parti a appliqué ses lois et règlements, comme vous le savez, il s'en est trouvé de petits, de grands et même des comités centraux qui, ayant transgressé les principes de notre cause, ont vu les portes du Parti se fermer pour eux.

Le MNA est le Parti de la vérité, de la clarification et de l'honnêteté politique. Le fait même que nous ayons engagé le combat politique pour le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, dans des moments extrêmement difficiles et

contre le colonialisme puissamment armé et en pleine apogée, prouve que le MNA n'a jamais craint de dire la vérité.

C'est pourquoi nous pouvons réaffirmer, parce que nos principes sont profondément ancrés dans notre peuple, que tant sur le plan politique que sur le plan militaire, le MNA appliquera la loi et ses règlements à l'encontre de tous ceux qui veulent dévier de notre droit chemin, et que tous, dirigeants ou militants, ont appris à respecter.

Actuellement, ce qui nous intéresse avant tout, c'est l'indépendance de l'Algérie, laquelle sera arrachée par la lutte de nos militants qui, sincèrement, honnêtement et conformément aux principes du Parti, savent sacrifier tout, y compris leur vie, pour la liberté de notre chère patrie.

Ceci, je l'ai expliqué aux militants du Nord, de la Belgique, de l'Est, de la Sarre et d'Algérie, et je dois dire que j'ai été frappé par la maturité politique de nos militants et leur compréhension. J'en suis heureux parce que je me rends compte ainsi que notre peuple a vraiment bien compris toute la signification du combat engagé il y a près de 40 ans par le MNA.

L'adversité est grande : de toutes parts, les ennemis du peuple algérien assaillent notre Parti. Mais cette conspiration, cette collusion hétéroclite, nous l'avons déjà connue dans le passé et nous l'avons défaite à différentes reprises. La conspiration du silence faite autour du MNA, la malveillance, l'interprétation intéressée de la presse, y compris les journaux qui se targuent d'être objectifs, les émissions de la radio, ne touchent plus personne.

Un militant qui, sans doute, était un chef avant de nous séparer m'a déclaré : «Sid El Hadj, aujourd'hui nous sommes vaccinés contre cette fièvre du colonialisme et de ses larbins».

Faut-il ajouter quelque chose à ces paroles? Je ne le pense pas.

Un dernier mot. Les informations, les rapports qui m'ont été communiqués au cours des entretiens, m'ont montré toute la sympathie que la cause du peuple algérien recueille parmi le peuple français à l'usine, dans les mines, dans la rue, à l'hôtel.

Ceci montre que le Parti fait bonne œuvre sur le plan de l'éducation.»

Source : Archives privées, été 1957.

Document 55 - Interview à *Combat* par Maurice Clavel

26 novembre 1957

Q. : Qu'attendez-vous de la 12 ème session de l'ONU à propos de l'avenir algérien?

R. : On sait qu'une résolution a été votée à l'unanimité par l'Assemblée Générale des Nations Unies lors de IIe Session, en février 1957. Cette recommandation n'a malheureusement pas été suivie d'effet.

Or, non seulement pour notre part, nous nous sommes réjouis du vote d'une résolution qui était conforme aux principes de la Charte des Nations Unies mais, immédiatement après son adoption, nous avons fait des offres au gouvernement français pour y donner suite. Afin de faciliter les négociations, nous avons éliminé tout préalable et toute exclusive. Nous avons renouvelé nos offres à plusieurs reprises mais en vain.

Dans ces conditions, les Nations Unies devront constater dans quelques jours la non-exécution de leur recommandation. Que pourrons-nous faire sinon demander à la plus haute instance internationale d'inviter le gouvernement français à satisfaire le vœu des Nations Unies et les aspirations du peuple algérien.

Nous exprimons le souhait que le gouvernement français comprenne rapidement la nécessité d'engager des négociations afin de permettre aux Algériens et aux Français eux-mêmes de trouver une solution pacifique, juste et démocratique au problème algérien qui cessera ainsi d'être internationalisé.

Q. : Que pensez-vous de la conférence tuniso-marocaine ou d'une offre de médiation quelconque ?

R. : Nous sommes prêts à saluer toute offre de médiation à condition naturellement qu'elle ait pour but de contribuer à une telle solution et qu'elle ne soit ni intéressée ni inspirée par une volonté d'ingérence dans nos affaires intérieures.

Ainsi, pour être valable, une médiation doit faire appel à l'ensemble des représentants du peuple qu'elle concerne et éviter toute préférence et tout choix politiques.

C'est pourquoi, l'offre de médiation tuniso-marocaine, telle qu'elle résulte du communiqué de Rabat qui ne fait allusion qu'à un seul parti algérien est frappée de nullité en raison même de son caractère partisan. Certes, nous avons eu connaissance des déclarations qu'a faites M.Balafredj, ministre des Affaires étrangères du Maroc, à l'issue de la conférence de Rabat. M. Balafredj a affirmé qu'aucune exclusive n'avait été lancée contre le MNA et qu'il souhaitait vivement que le FLN et le MNA cessent de se combattre. Mais nous ne pouvons nous en référer qu'aux écrits et aux notes. Or, les actes aussi bien que les écrits sont toujours allés dans un seul et même sens.

L'offre de médiation tuniso-marocaine ne serait recevable qu'aux conditions suivantes :

1°. Les médiateurs éventuels devraient ne plus prendre parti dans les différends qui opposent ou peuvent opposer les Algériens entre eux.

2°. Les médiateurs devraient faire appel à toutes les tendances du peuple algérien sans exclusive.

3°. Les médiateurs devraient avoir pour rôle de rapprocher les parties et non point de se substituer à l'une d'entre elles étant bien entendu que la négociation intéresse essentiellement le peuple algérien et le peuple français.

Q. : Quelle méthode préconisez-vous pour la solution du problème algérien ?

R. : Comme je l'ai déclaré à différentes reprises, je suis partisan d'une conférence de la Table Ronde qui réunirait et les délégués du gouvernement français et les représentants des partis politiques algériens. Ces derniers seront amenés à prendre toutes leurs responsabilités devant le peuple algérien et devant l'opinion internationale.

Il est certain qu'au cours de cette conférence, tous les aspects du problème algérien seront soulevés et examinés. Mais en ce qui concerne sa solution définitive, nous entendons que la parole soit donnée au peuple algérien. C'est lui qui, en dernier ressort, choisira ses représentants et fixera son avenir politique.

Bien que nous ayons beaucoup souffert de la partialité d'une grande partie de la presse et même de certains démocrates français, nous sommes restés fidèles à nous-mêmes et avons constamment maintenu notre attachement aux principes et aux méthodes démocratiques.

Q. : Comment concevez-vous l'avenir France-Maghreb ?

R. : Je suis convaincu que tous les Algériens et tous les grands dirigeants des mouvements nationalistes de l'Afrique du Nord souhaitent la constitution d'un ensemble France-Maghreb.

Si l'on veut parvenir à ce résultat, il faut d'abord libérer l'Algérie, mais aussi dissiper toute méfiance entre Maghrébins.

L'Algérie, telle qu'elle est géographiquement, territorialement, doit pouvoir se constituer en Etat algérien. Ainsi, le peuple algérien et les peuples frères pourront discuter librement et se mettre d'accord sur la meilleure méthode pour construire un Maghreb arabe digne de ce nom.

Cette construction ne peut se faire que dans la démocratie, la justice et le respect de chaque peuple. Il faut éviter toute ingérence d'un pays dans les affaires d'un autre pays, même et surtout à l'occasion d'une offre de médiation. Le peuple algérien est unanime à repousser toute immixtion dans ses propres affaires, toute atteinte à l'intégrité de son territoire, toute revendication sur ses richesses actuellement exploitées ou récemment découvertes.

Non seulement, toute tentative de cette nature heurterait profondément le peuple algérien mais serait ridicule et sans raison, puisqu'aussi bien les peuples de l'Afrique du Nord devront mettre en commun leur politique, leur économie, leur stratégie.

C'est de cette façon que l'on pourra constituer un véritable Commonwealth du type britannique qui permettra une libre coopération dans tous les domaines du Maghreb et de la France. Cette construction maghrébine et cette coopération avec la France nous permettront à la fois d'améliorer le sort de notre peuple, d'élever son niveau de vie et de bâtir son avenir sur les solides fondations de la démocratie et du progrès social.

Les peuples maghrébins entendent en effet que leur libération ait son expression dans le domaine social comme dans le domaine politique.

Source : *Combat*, 26 novembre 1957.

Document 56 - Sur la mort de Abdallah Filali
décembre 1957

Abdallah Fillali est venu de très bonne heure au MNA. Je l'ai rencontré pour la première fois, en Octobre 1936, dans sa ville natale à Constantine. Mais déjà bien avant cette époque il militait dans les rangs du MNA. En novembre 1936 il est à Paris. Il s'est jeté dans le mouvement nationaliste corps et âme. En peu de temps il gagna la sympathie et la confiance de tous les militants et de nombreux Français qui sympathisaient avec le MNA.

A la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine en janvier 1937, Abdallah Fillali est toujours à la pointe du combat. Son domaine propre est l'organisation et, par là même, il était en contact avec tous les rouages du parti. Le 11 mars 1937 il m'accompagna à la préfecture de Police de Paris pour déposer les statuts du Parti du Peuple Algérien.

Après mon arrestation le 27 août 1937 en Algérie, Abdallah Fillali était venu à Alger pour prendre en main la direction du PPA. En peu de temps, il contrôlait l'Algérie, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest.

En février 1938, il est arrêté et conduit à la prison Barberousse où je me trouvais avec un trentaine de militants. Il est condamné à 18 mois d'emprisonnement. Libéré quelques jours avant la deuxième guerre mondiale, il ne perd pas un seul instant et se lance dans la lutte et la réorganisation du Parti. En novembre 1939, arrêté de nouveau il me rejoint à la prison militaire d'Alger. Notre détention a été très longue: chacun des patriotes avait été condamné à plusieurs années de prison. En prison, Abdallah Fillali reste non seulement l'organisateur mais devient le modèle de la discipline, de la fidélité au Parti et à son chef. Il restera toujours lui-même dans des situations extrêmement difficiles.

Militant discipliné, organisateur né, il est le serviteur de tous les militants. Servir, organiser, être le premier au sacrifice et résister à n'importe quelle situation dramatique, telle a été sa vie. Il n'a jamais connu de repos. J'ai constaté personnellement que ce grand héros national algérien travaillait 24 heures sur 24. En 1943, Abdallah Fillali est élargi comme tous les compatriotes. Immédiatement après sa libération, il réorganise le Parti et voyage à travers toute l'Algérie. La police le cherche partout et après les événements de 1945, il est condamné à mort par contumace. En 1948 il prend en main la direction de la Fédération de France du MTLD, la renforce, créé un journal et groupe autour de lui les forces des étudiants et des petits commerçants. Ouvrier peintre en bâtiment, il était très écouté et très estimé par les Algériens et les Français de la région parisienne. En 1953, il crée un Comité de Salut public pour le redressement du Parti après avoir fait une tournée de propagande clandestine à travers toute la France et l'Algérie, et, au début mars 1954, le redressement du Parti est quasiment terminé. Le 14 juillet de la même année, il organise l'historique Congrès de Hornu qui mit fin à la politique de compromission et de marchandage. Le 1er Novembre 1954, la révolution algérienne le surprend au Caire, où il était en mission. Peu

de temps après, il est de retour dans la région parisienne pour constater la dissolution du MTLD et la féroce répression qui sévit à travers la France et l'Algérie. Là également, il prit la situation en main et, en deux mois, la redresse et créé le MNA. Après un deuxième voyage au Caire, il est arrêté le 30 juin 1955 dans la région parisienne. Transféré à la prison de Tizi-Ouzou, il est finalement libéré en janvier 1957. A sa libération, il trouva le MNA assiégé par une coalition d'adversités. Et selon ses habitudes, il se lança dans le combat, fit preuve d'un courage et d'un esprit de sacrifice qui souleva l'admiration de tous. Le sens de l'organisation, les méthodes d'action, l'aspect préparatif de ses activités, la liaison et la rapidité atteignaient chez lui le génie. Il était né pour servir, organiser et lutter pour la liberté. Menant la vie des fellahs et des ouvriers, tant en France qu'en Algérie, il se lança dans le syndicalisme par goût autant que par conscience de sa qualité de travailleur. Cette tendance s'était développée chez lui aux côtés de la classe ouvrière française, à l'atelier, et sur les chantiers de Paris. Il pensait que la lutte syndicale était une nécessité pour protéger la classe ouvrière algérienne après sa libération politique. C'est ainsi qu'il a rejoint l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens où il devint secrétaire général adjoint. A ce titre, il participa au Congrès de Bamako où il fit impression sur les congressistes dans des conversations privées. Ce grand succès que lui et son ami Ahmed Bekhat remportèrent en Afrique Noire leur a coûté la vie.

C'est ainsi que tous les membres de la direction de l'Union Syndicale Algérienne ont été assassinés. Abdallah Fillali est mort au service de la classe ouvrière algérienne, après l'avoir servie pendant plus de vingt-cinq ans dans le domaine de la politique et de l'organisation. On peut dire sans exagération qu'il est mort au service de la liberté, qui n'a ni origine, ni monopole. Elle est la condition de l'existence de toute société démocratique, qui ne distingue ni race, ni religion. Dans la disparition de Abdallah Fillali le peuple algérien perd un héros national d'une trempe particulière, la classe ouvrière un syndicaliste décidé et moi, son vieux compagnon de tous les jours, un ami fidèle de tous les instants. Personnellement, je n'arrive pas à croire que cette grande figure est déjà morte. Abdallah Fillali, soutien de famille, laisse une excellente compagne qui a été à ses côtés dans les moments les plus difficiles. Il laisse aussi sa petite sœur âgée de 20 ans, son frère et partout des amis.

A tous, je dis que nous sommes déchirés et frappés autant qu'eux-mêmes.

Je leur dis également qu'ils trouveront en nous l'amitié que nous avions pour le disparu. Cher Abdallah Fillali, bien qu'exilé et jeté sur cette île de l'Atlantique, je suis près de toi par ma pensée ! Il me sera extrêmement difficile de croire que je n'entendrai plus ta voix, et tes sentiments sur la marche du Mouvement National Algérien !

Il est vrai qu'il y a trois mois, il était venu me voir à Belle-île pour me faire part de son voyage à Bamako. Il était plein de vie, de projets et de santé. Cette mort, au moment où le peuple algérien marche vers sa libération, nous jette dans une consternation indescriptible.

Abdallah Fillali, au moment où tu vas vers ta dernière demeure, je vais avoir 60 ans. Mais sache bien, mon vieil ami, que les jours qui me restent à vivre seront entièrement consacrés à l'idéal pour lequel tu es mort. Je ferai tout ce qui

est possible pour faire en sorte que tout ce que tu désirais soit réalisé. Tu es mort en combattant pour notre peuple et pour la liberté. Tu es aussi de ces révolutionnaires qui ne meurent pas dans leur lit ! Que la Paix et le calme t'accompagnent à ta dernière demeure! Adieu mon cher Abdallah!

Source : *La voix du Peuple*, décembre 1957.

Document 57 - Interview de Messali Hadj
27 février 1958

Q. : Que pensez-vous des événements de Sakiet-Sidi-Youssef ?

R. : A ce sujet, le Mouvement National Algérien et notre représentant à l'ONU ont publié des déclarations dans lesquelles ils élèvent une protestation énergique contre les bombardements de Sakiet-Sidi-Youssef. Pour notre part, non seulement nous les condamnons et déplorons le nombre des victimes, mais encore nous considérons ces attaques comme une atteinte à l'indépendance de la Tunisie.

En vérité, les événements de Sakiet-Sidi-Youssef sont la conséquence logique de la politique concernant les rapports franco-tunisiens, politique qui n'a jamais été ni précise, ni franche, ni honnête.

Actuellement, l'opinion publique française se demande comment la France et la Tunisie en sont arrivées là. C'est pourquoi nous devons pour l'opinion algérienne, française et internationale, replacer les événements de Sakiet-Sidi-Youssef dans leur véritable contexte.

Au moment où en 1955, Bourguiba a été conduit à Matignon pour signer les accords, on s'est refusé à considérer le Maghreb arabe comme un tout. Aussi s'est-on empressé de bâcler l'autonomie interne de la Tunisie sans vouloir tenir compte de l'Algérie et du Maroc. Il est à se demander de plus si l'Algérie n'a pas été sacrifiée sur l'autel de cette entente franco-tunisienne d'une singulière portée.

Qu'on le veuille ou non, le problème nord-africain est UN et INDIVISIBLE ; par voie de conséquence, il ne peut y avoir qu'une solution d'ensemble. Cette conception politique est nôtre depuis la création du Mouvement National Algérien. Pour cette raison, nous avions créé l'Etoile Nord-Africaine et non l'Etoile algérienne en 1929.

En fait, en voulant faire fi de cette réalité politique nord-africaine qui domine de très haut le développement de chacun des trois pays du Maghreb, les relations spécifiques franco-tunisiennes sont arrivées à l'impasse.

On a estimé qu'il suffirait d'une petite autonomie interne pour calmer la Tunisie afin d'avoir les mains libres en Algérie.

On a agi de façon identique avec le Maroc. L'idée était d'entraîner les deux anciens protectorats à avaliser la politique coloniale française en Algérie. Certes, de tels accommodements sont aisés à réaliser sur le papier, mais ils ne sont pas de longue durée et la réalité, toujours têtue, finit par s'imposer.

Il faut véritablement tout ignorer du Maghreb arabe et du passé historique de ses nombreuses dynasties pour croire que dans une période révolutionnaire, il serait possible d'extraire l'Algérie du bloc nord-africain afin d'en faire une colonie de peuplement et d'exploitation.

Les preuves abondent. Dès l'instauration des premières libertés au Maroc et en Tunisie, la lutte libératrice du peuple algérien a débordé les frontières des anciens protectorats français.

Tout le drame est là, et toutes les autres explications autour d'un poste de D.C.A. en perdition ne sont que du verbiage pour la consommation interne.

Si l'on veut vraiment mettre fin aux incidents des frontières tunisienne et marocaine, il faut mettre fin aux causes qui les ont créées.

Il faut donc en conséquence, revenir au problème algérien, le considérer comme le problème politique central. Il faut absolument trouver sa véritable solution qui est politique. Ainsi donc, en supprimant la cause des conflits multiples, seront naturellement évités des événements aussi douloureux que ceux de Sakiet-Sidi-Youssef.

Q. : Croyez-vous proche la solution du problème algérien ?

R : Je le crois. Du moins, je l'espère. Pour cela, il est indispensable que le gouvernement français fasse preuve de bonne volonté et revienne à la solution véritable qui mettra fin à l'effusion de sang en Algérie et aux incidents de frontières.

Il faut également que le Maroc et la Tunisie clarifient leur position et prennent une conscience aigüe de ce que le peuple algérien veut sa liberté, sa dignité, son droit sacré à la libre disposition et entend que toutes les richesses du patrimoine algérien soient exploitées dans un véritable Commonwealth franco-Afrique du type anglais. Toute immixtion intéressée dans les affaires internes algériennes est non seulement inadmissible, démocratiquement parlant, mais encore apporte un élément de désordre et de division qui peut avoir des conséquences extrêmement graves sur les relations des peuples maghrébins.

Q. : Est-il vrai que des contacts entre le FLN et le MNA ont été pris en vue d'un futur rapprochement ?

R. : Cette question est quelque peu mal posée car en vérité il n'y a pas de contacts entre le MNA et le FLN. Cependant, il y a un certain nombre de militants et de dirigeants FLN, dans le passé adhérents au MTLD, qui commencent à manifester une lassitude de cette formation et désirent revenir à leur ancien parti. Cette idée se développe largement et nous pensons qu'elle prendra encore de l'extension dans les semaines à venir. Vous comprendrez certainement qu'il m'est impossible de donner des précisions sur des affaires qui ne sont pas encore arrivées à ce point où des décisions sont prises.

Certains bruits en provenance de Rabat et des milieux proches du Quai d'Orsay affirment que des dirigeants importants FLN sont complètement en désaccord avec le clan qui dirige actuellement du Caire et de Tunis. Personne, dans les milieux politiques, n'ignore les graves dissensions au sein du FLN. Pour le moment, je le répète, c'est tout ce que nous pouvons dire.

Q. : Quels sont les autres problèmes dont vous aimeriez informer l'opinion publique ?

R : Je n'ai plus rien à ajouter, sinon quelques souhaits puisque nous sommes encore au début de l'année 1958.

Je ne sais pas si véritablement l'opinion française a une claire conscience des problèmes qui agitent l'Afrique. Tous les jours, les événements se succèdent sous la poussée irrésistible des revendications et de la lutte de millions d'hommes opprimés. La politique qui consiste à reprendre de la main gauche ce qu'on a donné de la main droite, les rafistolages ne sont plus de mise.

L'heure des grandes solutions a sonné; aussi je souhaite de toute mon âme que

le peuple français dans son ensemble comprenne l'importance de ce qui se joue dans le monde à propos du continent africain. On doit la vérité à ses amis et la dignité à ses adversaires; c'est pourquoi je me permets, en tant que vieux militant, de dire au peuple français : il est temps d'agir et de donner avant d'y être contraint. Qu'on le veuille ou non, l'indépendance des peuples colonisés est un fait déjà inscrit dans l'histoire. L'ignorer serait se perdre et perdre ses amis. C'est pourquoi je souhaite voir le problème algérien trouver sa solution dans le plus bref délai.

Bien qu'ayant beaucoup souffert de la colonisation, les peuples opprimés espèrent bien, après avoir obtenu leur indépendance, pouvoir construire leur avenir avec le peuple français.

Source : Bulletin d'information du MNA, n° 6, 27 février 1958.

Document 58 - Rapport politique de Messali Hadj à la Direction du MNA

29 avril 1958

I.
PLAN D'ACTION

Le travail que nous abordons aujourd'hui revêt une grande importance. Nous allons une fois pour toute mettre fin à des méthodes d'action que la marche des événements a largement dépassé. Nous allons donc préparer un plan d'action qui nous permettra de travailler clairement, méthodiquement et positivement. Aussi nous allons penser l'action du parti, cela nous oblige d'écrire, d'analyser et faire même de la théorie. Il n'y a pas de révolution sans théorie révolutionnaire. Aussi, la révolution avec ses différents aspects et ses méthodes d'action est devenue une science.

C'est pourquoi, nous allons à notre tour aborder cette science par la création d'un plan d'action qui est d'ailleurs le titre de ce chapitre. Il est certain que nous n'allons pas faire merveille immédiatement, l'essentiel est que nous allons commencer.

PLAN D'ACTION
OBJECTIFS À ATTEINDRE

FRANCE.

De tous temps la France a été le fief du MNA. C'est là qu'est née l'Etoile Nord-Africaine, c'est de France que le MNA est parti en Algérie. C'est encore en France que le redressement du parti a été opéré. Enfin c'est en France que le MNA a entrepris la révolution algérienne.

Il s'avère donc que l'émigration algérienne est devenue un arsenal pour la libération du peuple algérien. Aujourd'hui comme hier, nous allons entreprendre une étape extrêmement importante de la lutte du MNA à partir du sol français.

a) organisation

L'organisation a toujours été la plaque tournante de la vie du parti. Quelles que soient les difficultés et les périodes critiques qu'a rencontrées l'organisation, celle-ci a toujours fait face aux nécessités de l'heure. Chaque fois que l'organisation fonctionne selon des méthodes réfléchies, le parti progresse partout et entraîne le plus grand nombre d'Algériens. Par contre, dès que le parti faiblit ou marque le pas, on se rend compte que l'organisation ne tourne pas rond.

Le système actuel de l'organisation n'est pas mauvais. S'il était dirigé par des cerveaux et vérifié à chaque instant par le contrôle, il est certain qu'il donnerait des résultats positifs. Pourquoi le système n'a pas bien fonctionné? Pourquoi après l'assassinat de toute la direction de l'USTA, il y a eu désarroi, hésitation et même une certaine panique dans les rangs du parti. Cela est simple : parce que l'organisation n'avait pas de cerveaux ni de dirigeants à la hauteur de la lutte

engagée entre nous et nos adversaires. Diriger, c'est prévoir, diriger aussi, c'est choisir.

En termes plus clairs, prévoir et choisir est quelque chose qui ne peut se faire quand le parti est frappé mortellement. Cela aurait dû être fait avant les attaques et les crimes.

L'effondrement des effectifs du parti, la baisse des finances qui s'en est suivie et la panique ont eu lieu parce que le MNA n'a pas réagi avant pour rassurer les militants et créer le choc psychologique. Bien avant les attaques concentrées des adversaires, la puissance de ces derniers s'est faite sentir presque à l'improviste au moment des fameuses grèves de février 1957. Jusque là notre parti avait sous-estimé la force de l'adversaire quand tout à coup il s'est trouvé devant une offensive générale à laquelle il ne s'attendait pas. Non seulement il n'avait pas prévu ces attaques, mais encore il n'en a pas profité pour en tirer tous les enseignements. Bien au contraire, il s'abandonna au jeu des contacts avec le FLN en vue de préparer un rapprochement et même des actions communes.

Il faut le reconnaître : nous avons été dupés dans ce domaine puisque nos interlocuteurs qui nous souriaient se préparaient à décapiter la Fédération de France. D'autre part, quand le chef du parti lança l'appel du 1er septembre 1957 pour demander aux Algériens de mettre fin aux luttes fratricides, nos dirigeants n'avaient pas pris les précautions pour expliquer à nos militants leur devoir. En cela, les sentiments et le charme de l'union ont prévalu à la sécurité du parti.

Cependant, depuis le ramadhan de 1955, le chef du parti n'a cessé de répéter à nos dirigeants de se préparer afin de faire face au développement de la situation.

En cette matière, il y a beaucoup de choses à dire, mais l'essentiel pour le moment est que cet organisme qui s'appelle l'Organisation doit fonctionner selon des méthodes étudiées, réfléchies avant de se mettre au travail. En un mot, les responsables doivent prévoir et choisir l'activité du parti en temps opportun afin d'être toujours prêts à réagir face à toute éventualité.

Par ailleurs, le chef de l'organisation doit d'une manière constante veiller sur le fonctionnement de tout l'appareil. Par l'intermédiaire des responsables, il doit contrôler l'activité du parti, depuis le chef régional jusqu'au militant de la cellule. Cela évidemment nécessite un contact permanent, une littérature et l'éducation politique de tous les militants par le truchement des bulletins, des tracts et surtout des conférences. La discipline est une chose qui se mérite et qui demande un gros effort de la part de l'organisation.

Lorsque le responsable de l'organisation arrive à rôder son appareil, il peut lui demander tous les efforts, en sachant toutes les possibilités de cette dernière. Une fois que l'appareil est mis sur pied dans une région donnée, cette amélioration doit s'étendre à l'ensemble de l'organisation. A cet effet, on doit établir un programme pour réaliser certains objectifs au cours d'une période limitée :

1°. renforcement et amélioration des régions faibles,

2°. affectation des meilleurs cadres pour le redressement de ces régions,

3°. la Région parisienne.

Paris, sa petite et sa grande banlieue forment la région parisienne. Jusqu'à la fin

1956, le parti était maître de la région parisienne, mais depuis cette date, il a perdu dans cette région ses meilleures positions. Cette perte est extrêmement grave car elle a à la fois un caractère politique, psychologique et moral. Dans le passé, comme dans le présent, celui qui possède Paris, possède la France et jouit d'un prestige qui rayonne au-delà des barrières parisiennes.

C'est pour cette raison que l'organisation doit porter dans son calendrier la reconquête de la région parisienne, selon un plan arrêté en accord avec tous les responsables de l'organisation. Pour une telle réalisation, il faut mettre à la disposition des dirigeants de la région parisienne tous les moyens possibles en hommes, en argent et en matériel.

Nous croyons que le moment est tout à fait propice pour entreprendre cette importante mission. Qu'on le veuille ou non, le FLN est en perte de vitesse et est touché moralement par sa mauvaise politique et ses actes de désespoir. Bien qu'il dispose de grands moyens encore, il est quand même atteint dans son prestige et dans l'aide unanime qu'il trouva naguère de la Gauche française.

4°. Extension du Parti à l'ensemble du territoire français.

En dehors de la région parisienne, le parti a également perdu beaucoup de terrain. En outre, il y a des régions où il n'a jamais existé. Or, les Algériens existent actuellement à travers toute la France. Nous pensons qu'il faut absolument aller partout dans ces régions et créer petit à petit des noyaux en attendant l'organisation de véritables kasmas.

Certes la tâche n'est pas facile, mais il n'est pas dit qu'il faille accomplir cette mission dans les vingt-quatre heures. L'importance de l'émigration algérienne est si grande qu'il nous faut lui consacrer tous les moyens possibles et imaginables pour l'organiser, l'éduquer et en faire une force réelle. Celle-ci sera pour le MNA un arsenal qui lui permettra comme par le passé toutes les possibilités d'action en attendant d'aborder la construction de la nation algérienne.

Nous pensons qu'il faut réaliser cet objectif pour pouvoir demain entreprendre à partir de Paris l'action qui nous attend en Algérie.

5°. Organisation de l'émigration algérienne à l'étranger.

Au-delà des frontières françaises, les Algériens vivent dans les pays de l'Europe et du Bénélux. Aussi, l'émigration algérienne en France s'étend à la Belgique, au Luxembourg, à la Sarre et à l'Italie. Ils sont dans ces régions plusieurs milliers inorganisés à l'exception de la Belgique.

Aussi il importe que le parti se penche sur ce problème pour organiser nos frères et les associer à la lutte de notre peuple. C'est là aussi une force qu'il faut incorporer au service du MNA. Enfin, l'organisation est tenue de faire une enquête dans toutes ces régions et fournir un rapport qui permettra par la suite d'établir un plan d'action propre à ces régions encore inorganisées.

6°. Les dirigeants de l'organisation.

Le parti est dirigé par une soixantaine de permanents. Ces hommes ne sont pas des automates. Ils pensent, ils vivent, ils ont des besoins et des responsabilités familiales. Ils ont également une dignité et une âme qu'il importe de ne pas

atteindre. Ceci dit, ce nombre de permanents n'est-il pas exagéré ? Aussi il importe de procéder à une enquête afin de connaître exactement leur situation, leurs besoins. Ces hommes sont les grands serviteurs du parti. Ils sont toujours exposés à la répression, à la mort et même à l'ingratitude. C'est pourquoi le parti doit se pencher sur leur sort, leurs besoins, leur sécurité et les difficultés de leurs activités. Dans la mesure où ces hommes sont satisfaits, ils peuvent fournir un grand rendement. L'homme est un capital qu'il importe de protéger et de considérer dès que celui-ci fait preuve de volonté, d'imagination et de persévérance. Un parti qui dispose d'un tel capital peut prétendre affronter toutes les tâches.

7°. La propagande.

La propagande est devenue une branche d'activité indispensable aux mouvements politiques. Aussi celle-ci a besoin d'être utilisée rationnellement et intelligemment. La propagande est devenue indispensable pour le dedans comme pour le dehors. Un dirigeant comme un militant ne peuvent faire une propagande à l'extérieur pour gagner des sympathies ou de nouvelles recrues que dans la mesure où ces derniers possèdent un bagage et une certaine éducation politique. C'est dire que le parti doit d'abord instruire ses dirigeants et ses militants encadrés dans les kasmas avant de porter sa propagande sur le plan extérieur. Cela suppose une littérature, des conférences d'information. En effet, il est indispensable d'informer les kasmas de tous les problèmes qui nous intéressent et qui nous placent en compétition avec nos adversaires politiques. Une kasma qui n'est pas alimentée par des informations surtout verbales et sous forme de conférences ressemble à un arbre en train de sécher. Bien plus grave encore quand cette kasma reçoit des nouvelles en dehors du cadre du parti. En conséquence, la propagande est un art qui mérite à son tour d'être réfléchi, préparé et transmis d'une manière vivante aux kasmas. Nous disons vivante parce que 95 % de nos frères ignorent la langue française. Ces derniers préfèrent mille fois une conférence à la lecture incomprise d'un bulletin ou d'un document quelconque. Un autre aspect de la propagande, c'est son opportunité, sa rapidité et aussi sa simplicité.

En un mot, nos militants doivent être instruits de tout ce qui touche de près ou de loin le MNA.

Etant donné le développement de la Révolution algérienne et les nombreux problèmes qu'elle soulève dans le monde, il devient de plus en plus difficile à nos militants comme à nos dirigeants de suivre le cours de ces événements. En effet, la question algérienne remue le monde. A cela il ne faut pas oublier la répression, les difficultés de la clandestinité, les menaces, le manque de liaison qui compliquent notre tâche. C'est pourquoi, il importe que la propagande de demain retienne toutes ces difficultés afin de les aplanir. Peut-être aussi, outre la propagande orale et écrite, il faut penser au cinéma et au magnétophone.

8°. Le MNA doit être partout où sa présence est nécessaire.

Un mouvement politique de l'envergure du MNA doit être présent là où sa présence est nécessaire. En effet, il est absolument indispensable de combattre par tous les moyens l'isolement qui est un facteur de désagrégation. Il est évi-

dent que l'on fait tout pour étouffer le MNA. C'est précisément pour combattre cet étouffement que le parti doit en toute circonstance et par tous les moyens possibles faire entendre sa voix et arriver à détruire les rideaux de fer dressés autour de lui. Pour cela, il faut de l'imagination, de l'intelligence, de la vigilance, du goût dans le travail et de la suite dans les idées. Pour faire parler d'elle, une vedette en mal de prestige oublie sciemment son sac dans un taxi, bien plus, certaines d'entre elles se font enlever à la suite d'un scénario digne d'Alexandre Dumas père. Heureusement, notre parti qui a derrière lui un passé de quarante ans d'expérience et d'enseignement, n'a guère besoin de tels subterfuges.

Il est vrai que le passé ne peut servir le présent que dans la mesure où les dirigeants sont à la hauteur des événements actuels. Bien que la tâche ne soit pas facile dans ce domaine, il est cependant possible avec de la volonté, de la méthode et de l'imagination de vaincre toutes ces difficultés et de braver tous les obstacles. On ne peut dans ce court exposé arrêter tous les moyens pour atteindre un tel objectif.

Cependant, il nous faut signaler à l'attention des dirigeants un certain nombre d'objectifs pour faciliter leur tâche.

9°. *Les Etudiants.*

Pour le moment, nous n'avons aucun contact avec le Mouvement estudiantin organisé. Cette situation ne date pas d'aujourd'hui, puisqu'au moment du redressement du parti, nous avons perdu toutes relations avec les étudiants nord-africains tant en France qu'en Algérie. Pourquoi cela ?

Eh bien, il y a des raisons qui nous les expliquent très bien. En effet, les étudiants algériens qui ne participaient au combat que d'une manière superficielle et qui par ailleurs détenaient certaines responsabilités assez importantes étaient sous la coupe de la bureaucratie. Les étudiants au moment de la crise du parti ont préféré se joindre à la bureaucratie pour deux choses :

1°. avec la bureaucratie, ils conservaient leur poste, leurs appointements et l'idée fausse de jouer un rôle dans la révolution algérienne.

2°. en allant vers la bureaucratie, ils ont choisi la vie facile, les promenades autour du monde et les visites à Saint-Germain des Près.

Venir à nous était pour eux une chose épouvantable : les messieurs n'aiment pas la lutte, les perquisitions et la répression. Ils savaient pertinemment que le redressement du parti allait nous entraîner vers la révolution algérienne. Cette idée pour eux les poussait de plus en plus vers la tranquillité de la bourgeoisie, aussi, ont-ils préféré le FLN qui leur promettait, outre le repos et la tranquillité, des postes d'honneur et un avenir très brillant : chefs de cabinet, ambassadeurs, parlementaires, ministres, telles étaient les sucettes qu'on offrait à nos petits révolutionnaires. Plus encore, ils ont pensé avoir choisi la meilleure voie, étant donné qu'avec le FLN, ils ont arpenté les avenues du pouvoir, la bienveillance du gouvernement et de la police, ainsi que l'accueil chaleureux des salles de rédaction. Au moment où ils se délectaient dans le breuvage d'un futur pouvoir, le MNA, son chef et ses dirigeants subissaient la répression la plus féroce et l'adversité la plus déchaînée qu'a connu notre parti. En conséquence depuis février 1955, date à laquelle le FLN a inauguré les contacts et les négociations avec le

gouvernement français jusqu'en avril 1957, les étudiants ont eu un engouement pour ces sucettes et ces sucres d'orge. Désormais ils se voyaient tous déjà pleinement assis dans le pouvoir. Il se dégage nettement que les étudiants en allant vers le FLN n'ont pensé qu'à leur intérêt personnel sans se soucier un seul instant de la révolution algérienne et de son avenir.

Le Caire, *la Voix des Arabes*, Nasser, la Ligue Arabe, l'Hôtel Matignon, la bienveillance de la police française, les négociations en cours étaient pour les étudiants un ensemble de garanties pour un avenir où ils pensaient jouer le principal rôle. Devant un tel avenir, ils ont tout accepté du FLN, y compris le crime. Pour eux comme pour leur maître, l'ennemi principal était Messali Hadj et le MNA que l'on considérait comme un trouble-fête. Il faut donc le liquider physiquement et politiquement. Cette directive a été exécutée presque religieusement, croyant qu'une fois le MNA éliminé, ils pouvaient accéder au pouvoir. Ils ne pensaient pas qu'en politique il y a des tempêtes et des lendemains fort dangereux. Dépités quand le gouvernement montra les dents, les FLN et ses troupes d'étudiants compris nous ont donné la mesure de leur désarroi et de leur comportement en prison, devant les juges d'instruction et devant les tribunaux. Puisque nous parlons des étudiants, on ne peut les mettre tous dans le même sac, car depuis l'Etoile Nord-Africaine, un nombre considérable d'entre-eux ont fréquenté les rangs du parti et participé à la lutte.

En conséquence, le MNA les appelle une fois de plus au combat pour participer à la libération de notre peuple.

Nous sommes sûrs qu'une fois désintoxiqués, ils seront très heureux de rejoindre le bercail hormis, bien entendu, les étudiants de carrière qui placent leurs propres intérêts avant l'intérêt de la Nation. Pour toutes ces considérations, le parti doit penser une politique pour attirer à lui les étudiants et les convaincre de la nécessité de rejoindre les rangs du peuple. Il faut donc aller à eux, leur parler, les convaincre, les entendre en vue d'établir un dialogue avec eux.

10°. Vigilance permanente et sécurité du parti.

Nous ne saurions jamais trop recommander à nos dirigeants et à nos militants la vigilance permanente et la sécurité du parti. Il faut reconnaître que nous avons commis beaucoup d'erreurs dans ce domaine.

Ou bien avons-nous sous-estimé l'adversaire, ou nous nous sommes laissés endormir sur l'idée de notre puissance.

Cette confiance en nous-mêmes quelque peu exagérée et la sous-estimation de nos adversaires nous ont entraîné à de mauvais lendemains. Aussi tout à coup, nous nous sommes trouvés devant des ennemis bien organisés, bien armés et décidés à exterminer le MNA par tous les moyens possibles, y compris l'assassinat. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas discuter avec les adversaires, ni avoir des contacts avec eux quand les intérêts vitaux de la Révolution l'exigent. Mais cela doit se faire en prenant toutes les précautions et dans les meilleures conditions afin d'éviter de tomber dans des traquenards. A ce sujet, Churchill a déclaré durant la deuxième Guerre mondiale à propos des contacts avec l'ennemi : «Nous allons nous armer bien solidement pour discuter avec nos adversaires». Cela veut dire qu'au moment d'une prise de contact qui s'avère comme utile et

profitable, il faut encore prendre davantage de précautions et renforcer son potentiel de lutte.

La vigilance, la sécurité du parti, l'activité de tous les jours et toutes les précautions que nécessite la situation ne doivent jamais être relâchées. D'une façon générale, un mouvement politique doit toujours agir à partir d'une position de force. Nous avons déjà plusieurs fois fait ces recommandations, mais malheureusement elles n'ont jamais été prises en considération. C'est pour avoir négligé et relâché notre vigilance et la sécurité du parti que nous nous sommes trouvés plusieurs fois devant des situations quasi catastrophiques. Nous espérons que ces leçons qui nous ont coûté terriblement cher soient méditées par nous-mêmes et rester toujours vivantes dans nos pensées. Il nous faut aussi regarder bien en face les réalités politiques et agir en conséquence. Alors que nous sommes jusqu'à ce jour frappés par les soutiens du FLN, nous continuons dans nos écrits à dire Sa Majesté par ci et Monsieur le Président par là. Cela frise un peu l'inconscience et encourage les gens à nous ridiculiser. De grâce, il faut en finir une fois pour toutes.

Nous avons par ailleurs examiné le problème de la sécurité en abordant des aspects particuliers. Dans ce chapitre, nous allons consacrer cette analyse à des problèmes nouveaux. Depuis quelques mois, le FLN débordé et surtout dépité a été conduit à commettre une série d'erreurs et de gaffes politiques qui démontrent qu'il se débat dans le désordre et le désespoir. Le fameux Abbas qui hier encore léchait les bottes du colonialisme a déclaré il y a quelques mois qu'il fallait porter la guerre en France. Bien sûr cela a fait rire tout le monde parce que l'on a compris que le FLN faisait du chantage en vue de reprendre les contacts avec les émissaires du gouvernement français. En vérité tous ces actes de désespoir traduisent l'état d'âme du FLN qui ne se console plus depuis qu'il a perdu sa sucette de négociation et d'interlocuteur valable. Chaque fois qu'il commet des erreurs politiques, il croit agir sur le gouvernement pour l'obliger à revenir aux rencontres de Rome, de Belgrade, de Berne et du Caire.

Maintenant qu'il sent qu'il n'arrive pas à ses objectifs il menace encore beaucoup plus fort. Aussi le voyons-nous entreprendre la route de Moscou, de Prague et de Damas.

Ce sont ces considérations qui ont amené tout le Bikbachi de l'état-major du FLN à porter la guerre en France. C'est ainsi que nous assistons depuis quelques mois à des attaques de commissariats et à des coups de feu contre le peuple français. Les Bikbachi ont poussé jusqu'à vouloir faire sauter des usines et des barrages. On voit bien que ces Messieurs ont dépassé en stupidité les stratèges du Café du Commerce.

Les résultats de cette politique imbécile fera le jeu des ultras en France et en Algérie. Et retardera la solution du problème algérien. Cette situation également compromettra les rapports entre le peuple français et l'émigration algérienne.

Cet état de choses a été voulu par le FLN et cela ne coûte pas cher à ces messieurs qui se pavanent dans les palaces asiatiques et européens. Cette politique criminelle ressemble aux grèves insurrectionnelles de février 1957. Embarqué sur cette planche savonnée, le FLN fera toujours bêtise sur bêtise jusqu'à sa dislocation.

Quelle est la position du MNA face à cette provocation inqualifiable ?

Non seulement il ne le suivra pas dans la voie du crime et de la bêtise mais encore il dénoncera de tels forfaits comme un crime et une voie sans issue. Certes, le MNA est dans la révolution algérienne, il lutte pour la liberté et la dignité de notre peuple, mais il conserve quand même avec le peuple français qui d'ailleurs n'a rien de commun avec le colonialisme, les meilleurs rapports possible en vue de préparer une coopération entre nos deux peuples libres et indépendants.

Les agissements du FLN feront sa perte et déjà en Algérie, sur le sol de notre patrie, ce dernier est considéré bien plus comme une bande de gangsters, de souteneurs et un rassemblement d'aventuriers.

Le MNA a eu la grande sagesse de voir clair, de rester propre et digne. Il a préférer souffrir et connaître bien des ingratitudes et de l'adversité pour rester fidèle à sa doctrine politique, à ses principes et à son passé historique.

C'est pourquoi aujourd'hui en France, en Algérie et un peu partout dans le monde, on apprécie autrement le MNA. C'est pourquoi aussi nous ne saurons trop recommander à ceux qui sont chargés de la sécurité du parti, de ses militants et de ses dirigeants de veiller jalousement à l'application de ces principes.

Nous profitons de cet examen pour flétrir de la façon la plus énergique, certains actes qui ont été commis à l'encontre de militants qui ont été victimes de certains ambitieux. Ces agissements allaient se renouveler à l'égard de grands dirigeants du parti qui venaient à peine de sortir de prison. Il nous a été rapporté que des militants grands serviteurs du parti, ont été attachés par des cordes, battus, étranglés et laissés pour mort. Heureusement et grâce à Dieu, ils ont échappé à ce crime.

Enfin, tout récemment encore, un dirigeant à peine libéré a été indirectement menacé parce qu'il a osé donner des explications sur la reprise de son activité.

Tout cela est absolument intolérable et indigne de tous militants et de tous dirigeants. D'ailleurs sur toutes ces questions, nous ferons toutes les réserves et dès que le moment le permettra, une enquête sera faite pour tirer au clair toutes ces affaires.

Grâce à Dieu, ceux qui sont chargés de la sécurité du parti sont avant tout les serviteurs incontestés du parti et non d'un homme ou d'un clan.

Au nom du Mouvement National Algérien, au nom du peuple algérien, au nom de l'Islam et au nom de 45 ans de lutte, nous les félicitons et les remercions. Hier comme aujourd'hui, ils auront toujours notre confiance.

Il y a une autre sécurité que nous demandons à nos dirigeants d'observer pour faire en sorte que l'activité du parti continue même si le vent change de direction. Cela est très important et la plupart de nos dirigeants, petits et grands sont connus aujourd'hui. Il importe que ces frères, les lieux de réunions et enfin tous les rouages de l'organisation soient mis en sécurité en cas où la répression peut, d'un moment à l'autre, se déclencher avec violence. En conséquence, nous INSISTONS beaucoup auprès des responsables pour que les précautions soient prises et que les remplaçants soient préparés pour continuer leurs tâches. Nous avons été plusieurs fois brûlés et les sourires d'aujourd'hui peuvent se transformer en mandat d'arrêt. Que notre sécurité prenne des précautions ! Déjà il y a beaucoup de frères arrêtés.

Et ces arrestations n'ont même pas épargné les syndicalistes. Donc, à bon entendeur, salut.

11°. Relations

L'organisation en tant que telle a naturellement des relations avec des mouvements politiques, syndicaux, intellectuels et autres organisations. Ces relations n'ont rien de commun avec la diplomatie du parti à qui nous réservons par ailleurs un chapitre spécial. Dans le passé, le MNA a vu ses relations s'élargir presque dans tous les domaines dans la Région parisienne. Celles-ci se sont beaucoup rétrécies à la suite du redressement du parti en 1954 et la révolution algérienne pour les raisons que l'on sait.

Cependant, il faut reconnaître que si nos relations se sont quelque peu améliorées, cela n'est pas du tout suffisant.

Aussi il importe qu'un programme d'action soit établi en vue d'améliorer nos relations dans la région parisienne et dans toute la France. Cette activité qui sera faite par l'organisation elle-même revêtira une autre importance, en ce sens qu'elle permettra au parti de s'étendre et de trouver partout des amitiés. Celle-ci ne s limitera pas à la France, elle s'étendra dès que possible à l'Algérie. Elle connaîtra alors son développement, son expression et son importance. Désormais, il faut nous attacher à cette réalisation qui sur le plan algérien, maghrébin et méditerranéen nous sera une aide extrêmement intéressante pour la mise sur pied de l'Etat algérien et de tous ses rouages.

Grâce à ses relations contractées à Paris, nous pouvons espérer aborder la minorité française en Algérie avec moins de difficultés et de réticences.

Comment allons-nous aborder cette activité ? Nous pensons qu'il sera facile d'arriver à un certain résultat en nous adressant directement à leurs chefs comme nous en aurons l'occasion de les contacter pour le problème algérien.

Nous pouvons également nous adresser aux Jeunesses socialistes pour les gagner et les intéresser à la cause algérienne. Il en sera de même pour las autres mouvements politiques de gauche susceptibles de nous comprendre et de nous aider.

Pour mémoire, nous signalons la Nouvelle Gauche, le Comité des Intellectuels, la Quatrième Internationale, les mouvements de femmes et autres groupements de gauche.

LES AMIS DU MNA

Contre vents et marées, le MNA a toujours conservé un certain nombre d'amis parmi les Français.

Journalistes, avocats, hommes politiques et intellectuels, ces derniers appartiennent à la gauche française et aux mouvements chrétiens. Ces derniers une fois organisés pourront rendre d'excellents services à l'avenir franco-algérien. Aussi nous pensons qu'il est nécessaire de créer avec ceux déjà présents un comité avec qui nous arrêterons un programme d'action. Ces amis qui ont tant servi la cause algérienne seront certainement très sensibles à notre appel. Comme on le voit, ces derniers pourront entreprendre certaines tâches avec plus de succès que nous-mêmes.

OBJECTIFS À ATTEINDRE

ALGÉRIE.

Il y a un fait historique qui continue depuis la création de l'Etoile Nord-Africaine à nos jours. Ayant vu le jour à Paris, le MNA a toujours dirigé la destinée de notre peuple à partir du sol français. Bien que transféré en 1936 en Algérie, le Mouvement National Algérien a dû se replier dans la région parisienne pour renforcer ses rangs. C'est ainsi que le redressement du parti s'effectua en 1954 à partir de la France. Le même phénomène s'est reproduit quand le MNA prit la révolution algérienne en mains le 1er novembre 1954. Cette étape a été la plus difficile étant donné les complications, la répression et l'adversité. Cependant le contact bien qu'irrégulier et intermittent a toujours existé entre Paris et Alger.

Au moment où nous allons installer une direction provisoire, c'est encore Paris qui, une fois de plus, va procéder au redressement du parti en Algérie.

Là comme en France, il nous faut établir un plan d'action pour remettre de l'ordre dans la vie du parti à Alger.

Plan d'action:

1°. Affaire Bellounis

a) envoi d'une délégation,

b) clarification de cette affaire,

c) redressement s'il y a lieu,

d) harmonisation entre Djelfa, Alger et Paris, si possible,

e) établissement d'un rapport régulier.

a) Jusqu'à nos jours, le parti ignore les réalités qui ont créé l'affaire Bellounis. Il ignore aussi les accords entre Alger et Djelfa. A ce sujet, la presse a beaucoup parlé mais n'a donné aucune précision qui puisse permettre un jugement précis. Si l'on s'en tient aux déclarations de la presse, on est obligé de convenir que Bellounis a été joué par les services du bureau arabe du Gouvernement général de l'Algérie. Par ailleurs, Bellounis lui-même se défend énergiquement d'être un Bao-Daï. Il en est de même de certains milieux politiques et militaires qui considèrent Bellounis comme un danger pour l'Algérie française. Mais il demeure que l'allié et non le rallié du gouvernement français, nie son appartenance au MNA et nie ses rapports avec Messali Hadj.

Est-ce là une tactique? En tous cas la majorité de l'opinion le croit. Le parti est resté perplexe devant cette situation et a manifesté sa volonté de se rendre sur les lieux pour connaître exactement la vérité.

Pour toutes ces raisons, le parti a décidé l'envoi d'une délégation dès que l'affaire Bellounis a été rendue publique, à partir du mois de septembre 1957. Cette décision n'a pu être appliquée étant donné les difficultés insurmontables à se rendre dans le sud algérien. Des amis se sont rendus à Djelfa pour se rendre compte de visu de la situation mais ils n'ont rien appris de précis. Néanmoins cette situation a jeté le trouble dans le parti. Malgré ces difficultés nous avons décidé d'aller jusqu'au fond de ce problème pour permettre au parti de tirer l'affaire au clair et de prendre une décision après avoir connu tous les éléments de l'affaire Bellounis.

C'est pourquoi, la clarification de cette affaire reste la première tâche à accomplir dans le programme d'action.

C'est selon les résultats de cette clarification qu'on peut se prononcer dans un sens ou dans l'autre. C'est-à-dire l'harmonisation des rapports entre Djelfa, Alger et Paris. Cela peut être suivi du redressement de la situation du cas Bellounis dans le sens de la fidélité au programme politique du parti.

2°) *Désignation d'une direction en Algérie.*

Par la même occasion la délégation aura pour mission d'installer une direction en Algérie pour prendre en mains la marche du parti dans tous les domaines. Celle-ci doit recréer un mouvement politique comme par le passé, avec comme objectif, l'extension à tout le pays. Cette direction aura fort à faire, car outre l'action politique, elle doit s'enquérir sur les maquis MNA et de tous les combattants qui, publiquement ou non, se réclament du parti. La direction aura pour soin également de se procurer auprès de notre peuple les moyens financiers pour accomplir ses nombreuses tâches.

Dès que la direction aura pris corps et après avoir élargi ses assises par la collaboration de tous les vieux militants, elle devra faire parvenir à Paris un rapport exact sur la situation en Algérie. Elle signalera également quel est l'état moral du FLN, du MNA et des autres mouvements politiques. Par la suite, elle essayera dans la mesure du possible, de prendre contact avec tous les éléments du pays : la S.F.I.O. et les milieux politiques libéraux.

Cette première partie du plan d'action permettra au parti d'envisager un deuxième plan qui lui s'étend aux négociations et à la construction de l'avenir franco-algérien.

Il est bien entendu que le travail que nous venons d'effectuer concerne un des plus grands organismes du parti, c'est l'organisation. Un responsable membre du bureau politique assurera ce département et sera responsable de sa bonne marche devant le bureau politique et le secrétaire général.

Il en sera également de même pour les autres services du Bureau politique. Par ce travail, nous voulons arriver à créer progressivement une véritable direction avec des chefs de service responsables, chacun de son département. Comme il est dit plus haut, la délimitation des tâches et des responsabilités n'exclue pas une coordination qui sera effectuée à l'occasion des réunions du Bureau politique. Encore une fois de plus, nous sommes devant une DIRECTION PROVISOIRE.

b) Le Trésorier général.

Faites-moi une bonne politique et vous aurez de bonnes finances, a déclaré Sully, ministre d'Henri IV. C'est le langage que doit tenir le Trésorier général du MNA aux autres chefs de service quand ils lui demanderont de l'argent pour financer leurs départements respectifs. C'est dire que le Trésorier général aura une lourde tâche en ce sens qu'il aura à préparer le budget général du parti.

Il aura aussi à examiner les dépenses de chaque recette générale pour voir si le budget est équilibré. En conséquence, les recettes doivent couvrir toutes les dépenses du parti et laisser de côté une économie pour faire face, soit à l'inconnu, soit à des investissements que le parti aura décidé. Le Trésorier général aura à contrôler très sérieusement les finances et pourra, s'il le juge nécessaire demander au bureau politique des compressions dans les dépenses ou demander alors l'élévation des cotisations et des souscriptions générales.

Notre parti est pauvre et il ne vit que des cotisations du prolétariat algérien. C'est là sa seule ressource. Ni la Ligue arabe, ni aucune banque, ni aucun gouvernement ne donne quoi que ce soit au Mouvement National Algérien. En gardant son indépendance et en restant fidèle aux intérêts nationaux du peuple algérien, je compte seulement sur notre peuple à la fois pour le libérer et lui préparer un avenir social et politique digne de ses sacrifices. C'est dire que le Trésorier général doit veiller à ce que l'argent du parti soit utilisé à bon endroit et ne laisse subsister aucun doute sur les dépenses de tel service ou de tel homme. Depuis quelques temps, des bruits circulent sur l'exagération des dépenses de certains dirigeants. Le parti ne peut souffrir un tel état de chose. Aussi demandons-nous au Trésorier général de procéder à des contrôles sérieux.

Les dépenses du parti sont de plusieurs sortes. Mensualités des fonctionnaires du parti, dépenses pour le parti lui-même et dépenses que certains fonctionnaires sont autorisés à effectuer pour la bonne marche de leur service. C'est ainsi que le Trésorier général doit, au moment de payer et de donner des sommes importantes, vérifier les dépenses en distinguant celles faites au nom du parti et celles de l'intéressé lui-même.

Les dépenses normales et mensuelles sont assurées par le Trésorier général. Pour les dépenses extraordinaires du parti, cela doit être soumis au bureau politique et au secrétaire général. Déjà on se rend compte que la trésorerie générale va être dans l'obligation d'organiser son département pour faire face à toutes les demandes et aux différentes dépenses.

Cela nécessite un plan d'action que le Trésorier général aura le soin de préparer lui-même, en collaboration avec le Secrétaire général et le trésorier de la Fédération de France.

c) Diplomatie

A partir du MTLD, le parti a créé un service spécial pour les relations. Celui-ci était surtout consacré aux relations intérieures. En effet, le responsable assurait ce service en se mettant en rapport avec les mouvements politiques algériens, français, ainsi que tous les groupements défendant un intérêt quelconque ayant trait à l'Algérie et à la France. Ces relations également se sont étendues au Maroc, à la Tunisie et à la Ligue arabe au cours des événements internationaux et ils se sont étendus à toute l'Europe et aux Etats-Unis. Enfin, avec la révolution algérienne, le MNA s'est fait représenter aux Nations Unies à partir de 1955. Dans ce domaine, le MNA a fait du chemin étant donné qu'une délégation a parcouru les peuples du monde arabo-islamique en juillet-août 1957, et que maintenant nous sommes représentés dans l'Europe des Six et au Bénélux. C'est dire que le MNA a tenté un gros effort pour arriver à créer une diplomatie convenable.

Y a-t-il vraiment une diplomatie actuellement ?

Tout en se réjouissant de l'action faite dans ce domaine, nous sommes obligés de constater que le parti n'est pas encore arrivé à organiser sa diplomatie. Certes nous sommes représentés à l'étranger, nous avons des contacts, de temps à autre et nous assistons quelques fois à des conférences et à des manifestations internationales.

En vérité le parti n'a pas une diplomatie propre à lui et qui tienne compte de ses intérêts dans le monde international. Il y a beaucoup plus de contacts qu'une véritable diplomatie organisée et tendant à obtenir des objectifs dans tel ou tel domaine international. C'est là une situation qui frise l'anarchie et un désordre. Nous constatons que le responsable des relations se contente de prendre des contacts mais n'a jamais entrepris une véritable étude pour créer et établir une politique diplomatique. Jusqu'à maintenant on a confondu diplomatie et contact.

L'Algérie est un pays arabe et musulman. Depuis 127 ans, il lutte pour sa libération nationale. Actuellement il y a une révolution qui dure depuis plus de trois ans qui soulève l'admiration du monde entier. Elle soulève également infiniment de problèmes sur le plan international. Pays arabe et musulman, l'Algérie appartient à l'histoire arabe et par cela même se rattache à tous les peuples de l'Islam. Le monde arabo-islamique est en pleine effervescence et transformation.

Il y a chez nos coreligionnaires des rois, des monarques, des empereurs, des présidents de la république et des dictateurs. Au sein de ce monde arabo-islamique, il y a des blocs, des alliés et des conflits en perspective. Il y a aussi partout luttes d'influences, d'intérêts et de prestige. Tout près de nous, il y a le Maroc, la Tunisie et le monde noir. Enfin, il y a aussi les peuples méditerranéens qui sont directement nos voisins. En outre, nous sommes en présence de deux blocs qui ont des visées sur le Maghreb et les richesses sahariennes.

Economiquement, géographiquement et stratégiquement, l'Algérie revêt une haute importance par sa position centrale et ses prolongements africains.

A l'heure actuelle, il y a l'OTAN, l'OTASE, le pacte de Bagdad et le Pacte méditerranéen. Si véritablement le MNA veut créer une diplomatie, il est tenu de tenir compte de tous ces problèmes.

Cela prouve que jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons rien fait qui touche directement à ces problèmes. Or les contacts, les relations, les représentations à l'étranger, les voyages et enfin toute notre action diplomatique doivent être dans l'avenir déterminés par l'étude de ces problèmes. On se rend compte que nous sommes dans l'obligation de les étudier, de les analyser et de préparer un plan d'action pour enfin donner naissance à une activité diplomatique.

Il faut aussi dans cette étude prévoir les difficultés et surtout notre absence du monde arabo-islamique. A ce sujet, nous nous contentons de l'état de choses actuel en répétant que nous sommes absents du monde arabo-islamique parce que nous sommes supplantés par le FLN.

Bien que cela soit vrai, nous devons agir de façon à enfoncer des coins dans cet édifice qui n'est pas si solide.

Il est certain que les conflits qui mettent en présence Le Caire, Bagdad et Riad finiront par se développer et connaîtront des changements que nous ne pouvons prévoir mais qui nous permettent d'ores et déjà de pénétrer chez les uns ou chez les autres, pour leur faire part de notre situation et de ce que nous voulons.

D'autre part nous sommes une force et sans doute demain nous serons une puissance. A ce titre non seulement nous compterons mais encore nous serons recherchés par les uns et par les autres. Si nous voulons atteindre des résultats positifs dans ce domaine si vaste et si compliqué, il faut préparer autre chose que les petits contacts à la petite semaine.

Depuis plus de deux ans se déroulent devant nous des conférences africaines, des rencontres de la conférence de Bandoeng au Caire, des réunions à Bamako. Demain, il y aura des rencontres africaines à Accra, à Tanger et ailleurs. Avons-nous profité de la Conférence du Caire où le FLN en a été la vedette ? N'est-il pas possible d'envoyer au moins à cette conférence un mémoire pour expliquer notre situation et leur demander de faire libérer Mezerna et Chadly. N'était-il pas possible de faire la même démarche à l'occasion du pacte de Bagdad?

On remarquera par ailleurs que le FLN tire toutes les sonnettes et frappe à toutes les portes. Non, il faut reconnaître que nous sommes loin de la diplomatie. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est en finir avec cette diplomatie à la petite semaine et se mettre au travail en tenant compte de tous les problèmes que nous avons énumérés ci-dessus.

Le parti dispose d'un personnel qui a toutes les qualités et les connaissances pour s'atteler à ce domaine et préparer un travail réfléchi et pensé, d'autant plus que beaucoup de nos frères vivent en exil à l'étranger. D'ores et déjà, on peut commencer à préparer un plan d'action limité pour aborder immédiatement les questions les plus pressantes.

PLAN D'ACTION

1°. *Maroc.*

Au sujet du Maroc, nous n'avons pas une politique suivie et régulière. Mais ce qui demeure c'est son attitude vis-à-vis du MNA. Attitude hostile, agressive et souvent pleine d'hypocrisie. Jusqu'à maintenant nous n'avons aucune nouvelle précise sur le sort de Belbégra.

Ces derniers temps, il y a encore une dizaine de nos frères qui sont sous la menace de mort ou peut-être ils sont déjà morts. Ce qui est le plus révoltant, c'est que les représentants marocains viennent de temps en temps nous faire risette et disparaissent comme par enchantement. Notre attitude est encore plus révoltante puisque nous acceptons cet état de choses avec une indifférence susceptible de remuer une pierre.

Le Maroc offre l'hospitalité la plus grande au FLN et lui permet sur son territoire de s'organiser et de lever les impôts. Il lui permet encore de faire sa police et de liquider le MNA. Par ailleurs, que ce soit le gouvernement marocain, l'Istiklal ou le Sultan, ils sont publiquement pour le FLN.

Nous sommes à la fois victime, agressés et bafoués de surcroît. Cela est intolérable et incompréhensible, voire même impardonnable tant pour nous que pour nos militants et l'opinion. Nous pensons que le parti doit avoir une diplomatie susceptible de tenir compte de cette situation afin de défendre la dignité et les intérêts du MNA et du peuple algérien. Il faut donc extraire une doctrine de ce qui est dit plus haut pour avoir à l'égard du Maroc une attitude conforme à nos intérêts et à notre dignité bafouée.

2°. *Tunisie.*

En ce qui concerne la Tunisie, la situation est encore plus nette pour ne pas dire plus provocante dans ce pays où pas un seul militant du MNA n'a droit de cité. Bourguiba, son gouvernement, son parti et tous les moyens dont il dispose

ont été mis au service du FLN.

Le Maroc comme la Tunisie ont des convoitises sur l'Algérie. C'est pourquoi ils sont d'accord pour imposer à notre pays une politique qui convient à leurs propres intérêts.

Nous pensons que tout cela est suffisamment clair pour amener le MNA à avoir une diplomatie conséquente de cette situation.

On fait dire au chat, quand je ne peux pas mordre, je griffe. Nous pensons que nous pouvons à la fois mordre et griffer. Notre plan d'action est par conséquent facile à établir, il faut simplement tenir compte des réalités et ne pas se laisser ramollir dans des illusions. Cette attitude de ces gouvernements nous donne tous les droits pour dire ce que nous pensons de leur politique et de leurs actes. Aussi il importe de ne pas nous en priver.«Oeil pour œil et pour une dent toute la gueule».

3°. *La Libye.*

La Libye est un état nord-africain. La dynastie régnante est d'origine algérienne. Celle-ci était membre dirigeant de la confrérie des Snoussias dont le siège était à Mostaganem. L'Etat libyen appartient au monde libre et il est lié aux Etats-Unis et à la Grande Bretagne par des traités s'étendant sur plus de vingt ans. Sa situation économique et les visées impérialistes de l'Egypte l'ont jeté dans les bras des Anglo-Saxons qui l'aident à vivre et à la développer en assurant sa sécurité. Jusqu'à nos jours, il a maille avec l'Egypte. Aussi il évolue entre la Turquie, le Maghreb arabe et le monde libre. Cette situation permet au MNA de prendre contact avec cet Etat et espérer nouer avec lui des relations.

Nous pensons qu'il en sera de même du Soudan, de l'Abyssinie et du Liban.

4°. *Le pacte de Bagdad.*

Trois grands courants opposent le monde arabe. La dynastie des Hachémites, les Saoudiens et le Caire. Ces trois grands courants se disputent à la fois le reste du Monde arabe et des nations islamiques. Il faut donc s'attendre à un développement dans le monde arabo-islamique.

Le Pacte de Bagdad comprend l'Irak, l'Iran, la Turquie, le Pakistan, l'Angleterre et l'Amérique. Jusqu'à nos jours, les Américains ne participent seulement qu'à titre officieux, mais ce n'est là qu'une tactique, car en réalité ils inspirent la politique de cette alliance. Les signataires de cette alliance qui sont en lutte avec le nassérisme et le stalinisme n'ignorent pas l'importance de l'Afrique du Nord et de l'Algérie.

Jusqu'à maintenant ils limitent leurs soucis à ce qui se passe en Méditerranée. Sans aucun doute le pacte de la Méditerranée que vient de préconiser le gouvernement français ne peut pas les laisser indifférents.

Faut-il ignorer le Pacte de Bagdad ? N'est-il pas possible de prendre contact avec ses membres ? Est-ce parce que le FLN a un représentant à Bagdad qu'il faut jeter le manche contre la cognée ? C'est là une politique de moindre effort qu'il faut éliminer de notre activité. Bien au contraire il faut tout tenter et persévérer pour intéresser les membres du Pacte de Bagdad à la situation algérienne. Il ne faut pas s'attendre à des résultats positifs dès les premiers contacts.

Non pas, cela demande un travail de longue haleine qui découle d'un plan d'action minutieusement préparé.

Il va sans dire que les transformations auront lieu dans cette partie du monde. Aussi, elles permettront des contacts et des relations de l'Afrique du Nord avec toutes ces nations qui se groupent pour mieux défendre leur existence et leur sécurité. Dans cette tâche, nous serons certainement aidé par l'Europe, la France et les peuples de ces nations.

Il faut donc à partir de cette situation établir un programme d'action qu'il faut aborder par étape et avec beaucoup de doigté, d'intelligence et d'imagination. Ne pas oublier que rien ne se fait pour rien et qu'un résultat si petit soit-il, nécessite toujours un effort permanent.

d) l'USTA.

Parmi les grandes préoccupations du MNA, le problème syndical a été de tous temps, le souci permanent de toutes les directions. Ce grand problème a trouvé sa réalisation au cours de l'année 1956 dans un moment difficile de la lutte révolutionnaire du MNA. Ce fut une véritable bombe dans les milieux colonialistes et surtout chez le FLN qui à l'époque était arrivé au point culminant de son apogée.

Encore une fois de plus le MNA que l'on croyait mort a fait une grande réalisation. Cette création de l'USTA au milieu de la tempête avait la même importance et la même grandeur que la création de l'Etoile Nord-Africaine.

Cette œuvre allait marquer une époque, réjouir les patriotes algériens et jeter dans le désarroi tout un monde d'affairistes. Cette première étape acquise, le mouvement syndical algérien a connu ce qu'ont connu toutes les créations à leur début. D'abord ce fut une flambée de joie, de griserie et de grands projets. Ensuite les difficultés ont fait leur apparition après la tenue du premier Congrès de l'USTA.

Ce premier Congrès tenu à Paris en pleine révolution algérienne a été véritablement non seulement une grande manifestation syndicale mais plus encore une réussite. Ces débats ont été fort animés. Tous les problèmes économiques et sociaux furent effleurés. Il y avait aussi une délégation de femmes musulmanes qui a été véritablement un événement aussi grand que l'USTA lui-même.

Le peuple de Paris, des intellectuels et des personnalités syndicales ont honoré de leur présence la naissance du mouvement syndical algérien libre.

Quelques temps après, l'USTA participa au Congrès de Bamako représenté par ses grands dirigeants. Enfin sur le plan international comme sur le plan national, l'USTA avait déjà acquis sa place d'honneur et de combat.

Cette grande réussite n'a pas été du goût du FLN du Caire, de Rabat, de Tunis, de Moscou et des staliniens français. C'est ainsi que dans l'ombre de ces grandes villes a été décidé la liquidation de l'USTA et l'extermination de ses dirigeants et du MNA lui-même.

Depuis le mouvement syndical algérien s'est trouvé du jour au lendemain devant une situation à laquelle il ne s'attendait pas.

Cependant il fit face à toutes ses difficultés et à l'adversité déchaînée contre lui. C'est l'heure du poignard.

Celui-ci s'est abattu en même temps sur l'USTA et le MNA; il obéit ainsi à un ordre qui a été décidé dans plusieurs capitales. Depuis l'USTA est entrée dans une période difficile d'activités, d'éducation et d'organisation. C'est la période de création de doctrine syndicale algérienne. Il faut donc penser, réfléchir et diriger en conséquence de l'avenir de ce mouvement syndical. A qui revient cette charge ? En vérité, cette doctrine syndicaliste aurait dû être préparée au moment même du lancement de l'USTA. Malheureusement il en a été de l'USTA ce qu'il en a été et ce qu'il est de notre diplomatie, de nos finances, de notre politique et de notre situation intérieure.

C'est pourquoi il faut dans ce domaine revenir aux réalités et préparer une politique syndicale libre, démocratique, indépendante de tout gouvernement et de tous partis politiques. Cela ne veut pas dire que le mouvement syndical algérien reste étranger à la vie de la Nation et de ses devoirs.

En conséquence, il faut préparer un plan d'action et prévoir les étapes de son application en tenant compte de la révolution algérienne, des difficultés inhérentes à la situation de l'émigration algérienne en France et à l'hostilité du FLN, de ses managers et de la C.I.S.L. Cette œuvre revient au bureau politique. Aussi nous préconisons pour faciliter sa tâche le programme d'action suivant :

PLAN D'ACTION

a) le responsable actuel doit fournir un rapport sur la situation de l'USTA depuis sa création à nos jours. Celui-ci s'arrêtera après étude et analyse sur tous les problèmes qui intéressent le présent et l'avenir de l'USTA.

b) il sera question certainement de l'autonomie de l'USTA, de ses rapports intimes et étroits avec le MNA, de ses cadres, de ses finances, de ses activités et enfin de son transfert en Algérie.

c) quand ce rapport sera achevé, il doit être frappé en plusieurs exemplaires et remis au Bureau politique, au Chef du parti pour prendre connaissance avant son examen.

d) une réunion spéciale sera consacrée à son examen, débat d'où sortira naturellement une doctrine syndicale du moins un plan d'action beaucoup plus précis que celui que nous préconisons.

e) le Bureau politique doit savoir qu'un mouvement syndical comme un mouvement politique est toujours en évolution. A cet égard il doit tenir compte de l'étape transitoire que parcourt l'USTA.

f) pour parer au plus vite, il importe de préparer pour cette année, un petit congrès sous le nom d'une Conférence Syndicale Fédérale.

g) nous recommandons au Bureau politique d'agir avec beaucoup de délicatesse dans les affaires syndicales, dans ses rapports avec lui. Le problème syndical étant par lui-même ardu et délicat à la fois, il doit être réservé quant à ses rapports avec le parti, au Bureau politique et au responsable qui a été chargé par celui-ci.

h) le bureau politique en accord avec notre représentant au sein de l'USTA donnera les directives nécessaires à nos militants pour éviter de créer une confusion entre les militants qui peuvent être à la fois au syndicat et au MNA.

i) Au sujet de toutes ces études, ces analyses en vue de préparer une doctrine

syndicale et un plan d'action, nous pouvons au cas où nous éprouvons des difficultés, consulter nos camarades français qui seront heureux de nous aider. Il n'y a là aucun inconvénient.

Voici en quelques lignes, une esquisse rapide du problème syndical et tout le bonheur que nous souhaitons pour lui.

DIRECTION PROVISOIRE	
Le Secrétaire Général	: Bedka
L'organisation	: Rebhi
Trésorier général	: Abou Sophi
Diplomatie	: El Work
Relations particulières	: Djamal
Syndicat	: Boumedine
Sécurité Générale	: Djamil
Propagande, Presse	
Relations parisiennes	: Parakchi
Attaché au Secrétariat	: Chems Eddine

Répartition des tâches et délimitation des responsabilités

Le Secrétaire général est responsable de la bonne marche de l'ensemble des rouages du Parti. Tous les mois il présidera la réunion du Bureau politique, examinera avec celui-ci l'action de tous les membres du Bureau Politique. Cette réunion peut se prolonger un ou deux jours selon les nécessités.

Le Secrétaire général étant donné sa situation particulière prendra en mains la direction générale de la diplomatie du Parti. A cet effet, il réunira tous nos représentants à l'étranger pour examiner avec eux le développement de la situation. Périodiquement chacun de nos représentants fera parvenir un rapport sur l'activité de l'intéressé.

Cela permettra une centralisation et la mise à jour d'une documentation en vue de faciliter notre activité diplomatique. Le Secrétaire général doit se déplacer et rendre visite le cas échéant à certains de nos représentants et en profiter pour faire des déclarations à la presse et prendre contact avec des personnalités. De tout cela doit se dégager une politique diplomatique, sérieusement étudiée. A ce sujet, nous avons déjà fait une esquisse d'un programme d'action dans les pages précédentes.

Selon les nécessités et les développements de la situation internationale, le Secrétaire général peut inviter un ou plusieurs membres du Bureau politique pour examiner ce qu'il y a lieu de faire. Enfin, la suite démontrera s'il y a lieu de modifier quoi que ce soit dans toutes ces recommandations. L'harmonie, la considération des membres du Bureau politique et la fraternité doivent présider à toutes ces activités.

Comité Exécutif et de Coordination.

Un certain nombre de responsables du Bureau politique sont appelés, pour mener leurs activités à se réunir en Comité Exécutif et de Coordination. Ce Comité sera présidé par Djamal qui convoquera tous les intéressés selon les

nécessités de l'action ou à des dates fixées. Nous tenons à préciser que les membres du Bureau politique sont entièrement responsables de leur département. Ils ne doivent rendre compte de leurs activités que devant la direction et en présence du Secrétaire général.

Bien entendu cette responsabilité délimitée n'exclut nullement les contacts et la coordination pour lesquelles nous avons créé le Comité Exécutif et de Coordination. Ce que nous voulons, c'est éviter les empiètements qui peuvent provoquer des zizanies et de la mésentente.

Quelques recommandations:

En vue de gagner du temps et de l'argent, ceux chargés des relations, contacts et autres missions qui nécessitent des déplacements coûteux, voyages, réceptions, doivent les accomplir en accord avec le Secrétaire général.

En outre, ces derniers doivent après leurs missions, informer de vive voix le Bureau politique et lui remettre en même temps le rapport écrit.

Cependant celui qui est chargé des relations particulières doit toujours en référer au chef du Parti et au Secrétaire général verbalement et par écrit.

A propos de l'affectation de Chems Eddine au Secrétariat, celui-ci sera attaché au Secrétaire général directement. Il est recommandé à tous les membres du Bureau Politique d'observer la plus grande discrétion dans l'accomplissement de leurs tâches.

III - APPEL À LA DIRECTION.

Dans ce rapport qui se termine par un plan d'action, nous avons voulu penser, analyser et proposer des actions et des activités concrètes. Comme on le remarquera, nous avons également formulé des critiques, des remarques assez sévères et fait part de nos regrets pour ne pas dire mécontentement. Notre objectif est de voir clair, de sortir de l'immobilisme, de la routine, de la confusion et de l'équivoque. Etant donné la situation actuelle, le développement rapide des événements, voire même l'inconnue de demain, nous avons voulu élever notre action à la hauteur de la situation nationale et internationale. Aussi avons-nous voulu créer des organismes responsables, répartir les tâches et situer les responsabilités de chacun, afin d'harmoniser l'action du Parti en mettant fin une fois pour toutes à l'empiètement des uns sur les autres.

Il faut reconnaître que cet empiètement a créé un malaise qui n'était pas loin de se transformer en un travail fractionnel. Nous dirions même qu'on allait à un certain fascisme ou à des méthodes staliniennes.

Nous voulons par cela créer la confiance, l'harmonie et la fraternité entre les dirigeants et entre ces derniers et les militants. C'est pour toutes ces considérations que nous nous adressons à tous les dirigeants grands et petits, anciens ou nouveaux pour prendre notre appel et aussi notre angoisse.

Vous et nous sommes responsables devant Dieu, devant nos consciences et devant le peuple algérien de tous nos actes.

Nous nous sommes assignés le devoir de servir et de libérer notre peuple. Nous avons accepté avec empressement tous les sacrifices pour atteindre l'objectif suprême. Tous, nous avons souffert depuis de longues années. Ce passé nous

engage et nous impose encore des sacrifices, de la discipline, de l'abnégation et de l'abstraction de tout amour-propre.

Si vraiment nous voulons nous atteler au travail en respectant tous les principes et la discipline librement consentie, nous pouvons aller très loin dans la voie de la liberté et de la dignité. Nous ne devons pas à aucun prix décevoir notre peuple et nos militants qui, depuis plus de quarante ans, nous font confiance contre vents et marées.

Le fait que le MNA ait résisté depuis quarante ans à tant de tempêtes, de tourments et d'avalanches de coalitions, prouve aussi que nous sommes sur le droit chemin.

Le fait aussi que le Parti ait résisté depuis le Congrès d'Hornu, au FLN, aux nations qui le soutiennent et à l'aide effective du Maroc et de la Tunisie, situation qui nous place dans un encerclement infernal, prouve aussi que les hommes qui nous font confiance ont suffisamment apprécié la sincérité et la fidélité de notre Parti pour libérer notre peuple, du féodalisme et de l'impérialisme.

Bien que replié en France d'où le Mouvement est parti, bien que le FLN armé ar l'étranger nous poursuit à l'intérieur de nos positions, ce brave peuple de availleurs continue à nous faire confiance et à nous donner les moyens pour utter et repousser l'adversaire. En effet, le combat est actuellement dans nos retranchements, il est dur, mais nous sommes sûrs de la victoire. En revanche, devant tant de fidélité, de sacrifices et de confiance qui émanent de ceux qui gagnent difficilement leur vie dans ses bagnes industriels, il est de notre devoir de s'en montrer digne. Cela impose le respect et cela impose aussi la fin des mesquineries et des zizanies.

L'heure est trop grave pour faire place à ces choses malsaines et le militant et le peuple ne comprendraient pas que les hommes en qui ils ont placé leur confiance et leur avenir agissent ainsi.

Demain également nous aurons des comptes à rendre à notre peuple et aux milliers de patriotes qui souffrent dans les prisons et dans les camps de concentration. Nous devons aussi penser et descendre dans nos cœurs pour nous souvenir que des hommes luttent dans les maquis tandis que la jeunesse monte tous les matins sur l'échafaud pour que «l'Algérie vive libre».

Mes frères, nous ne voyons plus rien à dire, ni à ajouter dans cet appel car nous savons parfaitement bien que vous êtes pleinement convaincus de la nécessité de lutter et de lutter clairement, loyalement et honnêtement.

Mes frères, Dieu fasse que Sa bonté descende dans nos cœurs et guide nos pas dans la voie de l'honneur, de la dignité et de la liberté.

VIVE LE MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN,
VIVE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE,
VIVENT LES MARTYRS ET VIVE L'INDÉPENDANCE !

Source : Archives privées.

Document 59 - Le «plan Gaillard» et la solution du problème algérien

mai 1958

La création du périodique *Le Sahara* est certainement un grand événement après tant d'autres qui l'ont précédé. Cet organe arrive en son temps et comblera un vide qui se faisait sentir depuis longtemps. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le Sahara a occupé une place de premier plan dans les diverses chancelleries, parce que tout le monde savait que cette région recelait des richesses fabuleuses et, aussi, parce que l'Afrique du Nord et le Sahara qui avaient servi aux alliés comme base d'opérations pour la libération de l'Europe, devenaient, en cas de troisième conflit mondial, une base stratégique d'une grande valeur. En considération de ces préoccupations étrangères et pour l'intérêt du peuple algérien, le lancement du périodique *Le Sahara* s'avérait nécessaire...

Au sujet du «plan Gaillard», on a déjà beaucoup écrit, brodé et conjoncturé. Mais jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas tout dit. Dans ce genre de politique, il ne faut jamais s'attendre, du reste, à connaître immédiatement ce que veut le gouvernement. En de telles matières, on publie tout sauf les clauses secrètes qu'on ne saura qu'au moment choisi.

Que le «plan Gaillard» soit inspiré par les Anglo-Saxons ou les Européens de la petite Europe, ou qu'il soit la pensée même du gouvernement français, cela importe peu. Ce qui compte pour nous, c'est de comprendre à quoi va servir cet instrument de politique diplomatique. Si l'on en juge par ce qui a été rendu public, deux idées se dégagent : la création d'un «traité de Bagdad» pour la Méditerranée occidentale, traité que l'on voudrait rattacher à l'OTAN; en second lieu, l'invitation faite aux puissances méditerranéennes pour la mise en valeur des richesses sahariennes, la Tunisie, le Maroc et la Libye étant également conviés à ce grand festin.

Par ces expédients, on pense avoir trouvé la solution idéale à tous les problèmes nord-africains.

Mais que dit l'Algérie dans tout cela ? Pour nous apaiser quelque peu, M. Gaillard a daigné nous apprendre que «l'Algérie française» trouvera sa place dans cet ensemble. Qu'est-ce à dire ? Il n'était réellement pas nécessaire de nous «rassurer» de cette façon, car les Algériens savent très bien que l'Algérie y a toujours sa place, mais ce que les Algériens ne veulent pas, c'est faire les frais de cette opération. Il y a lieu de croire que nous sommes en effet devant une manœuvre qui consiste à donner le bien d'autrui. Il s'agit de s'assurer des amitiés sur le dos de notre peuple et de notre patrie. Nous constatons une fois de plus que notre pays, malheureusement, devient, sur l'échiquier international, un pion que l'on déplace au gré des intérêts des uns et des autres, sans tenir compte un seul instant des revendications nationales du peuple algérien.

Il y a cependant dans ces tractations quelque chose de particulier. Jusqu'à ce jour, nous avions été dévorés par un impérialisme extérieur. Actuellement, nous constatons que la Tunisie et le Maroc sont invités à cette grande «diffa» pour

déguster la chair vive de leurs compatriotes. Il y a là quelque chose que la plume ne peut qualifier mais que l'intérêt et l'économie expliquent parfaitement bien. Nos voisins répondront-ils à cette invitation ? L'avenir nous l'apprendra.

Il ne faut pas s'étonner de tout cela : on n'a jamais voulu considérer que la solution des problèmes maghrébins était une et indivisible. On a toujours tenté d'extraire du bloc nord-africain l'Algérie, destinée à devenir une colonie de peuplement et d'exploitation.

Nous avions pensé que cette politique était révolue, surtout depuis l'embrasement de toute l'Afrique du Nord. Nous avions également pensé que les données politiques nationales et internationales avaient dépassé ces anciennes combinaisons colonialistes. Il faut malheureusement croire que non, puisque le «plan Gaillard» noie la question algérienne dans cette invitation à l'amiable pour dépecer l'Algérie.

Ainsi, le gouvernement de la République française préfère distribuer les biens du peuple algérien aux puissances méditerranéennes afin que ces dernières approuvent sa politique algérienne. Bien plus, il pousse la générosité jusqu'à intéresser nos frères de l'Est et de l'Ouest.

Cette politique est un non sens... N'ayant rencontré aucun succès dans le passé, elle ne peut logiquement réussir aujourd'hui, au moment où le peuple algérien est en pleine révolution.

C'est en prévision de cet échec que nous déclarons une fois de plus que la seule solution du problème algérien ne peut se trouver que dans des négociations entre les représentants des mouvements nationalistes algériens et ceux de la République française.

Cette voie, et elle seule, peut mener à la paix dans le Maghreb arabe, dans la Méditerranée et préparer un avenir de compréhension et de coopération entre peuples libres et indépendants.

Après tout, au lieu de donner toutes ces richesses aux autres, pourquoi ne pas laisser son bien à notre peuple et venir nous aider à le mettre en valeur? Ne serait-ce pas plus démocratique et plus conforme aux intérêts de nos deux peuples et de la paix ?

Messali Hadj

Source : *Le Sahara*, mensuel, n° 1, mai 1958.

Cinquième partie

De Gaulle et la solution du problème algérien 1958-1962

Document 60.
Messali révèle qu'il a eu des contacts avec des émissaires du général de Gaulle et qu'il existe des «ouvertures susceptibles de permettre la création de l'Etat algérien dans un ensemble franco-africain».

Document 61.
Messali développe dans un entretien familier avec un journaliste de *Combat* les propos de sa déclaration et il considère que les conditions sont favorables pour avancer dans une solution positive du problème algérien.

Document 62.
Messali dénonce la complicité des autorités du Maroc dans le massacre des cadres et des militants messalistes par le FLN.

Document 63.
Critique sévère de la politique du gouvernement français.

Document 64.
Le discours de Constantine s'oriente vers l'intégration de l'Algérie à la France, ce qui est inacceptable, mais la reconnaissance de la personnalité algérienne par le général et sa lettre au général Salan sont une avancée dans la solution politique.

Document 65.
Messali dénonce la désinformation dirigée par le FLN sur le passage d'une fraction importante des messalistes au FLN.

Document 66.
L'indépendance de l'Algérie n'est pas une fin en soi. Elle doit se poursuivre par le développement économique et la satisfaction des besoins sociaux du peuple.

Document 67.
Le 11 janvier 1959, informée d'une prochaine libération de Messali, la grande presse qui l'avait ignoré se précipite à Belle-Isle et lui consacre, du 11 janvier au 3 février, plus de 85 articles avec des interviews. Le 13 janvier, Messali Hadj et sept mille internés algériens sont libérés, tandis que Ben Bella est transféré de la prison de la Santé à l'île d'Aix. Installé à Gouvieux, Messali tient un meeting devant plus de 3 000 partisans. A Jean Lacouture il précise de nouveau que la Table ronde reste la seule solution démocratique.

Document 68.
A Michèle Barat, Messali Hadj reprend la formule de la Conférence d'Aix-les-Bains

et ne refuse pas la présence des députés algériens non représentatifs. Il dit aussi que s'il ne renonce pas à l'indépendance, il la comprend mieux qu'il y a quarante ans, quand l'ENA luttait en liaison avec la classe ouvrière française contre le colonialisme et le capitalisme. Le discours est plus modéré.

Document 69.
Messali Hadj tend la main au FLN, se démarque des staliniens et estime que le temps de l'Etoile Nord-Africaine est lointain.

Document 70.
Messali tend la main aux Européens d'Algérie qu'il considère comme des compatriotes et insiste sur l'urgence de la réunion de «la Table ronde», même si le FLN, groupe hétéroclite dominé par des puissances étrangères, s'y refuse.

Document 71.
Au journal belge *La Cité*, le discours est plus ferme. Messali insiste sur le caractère prolétarien du MNA en souhaitant plaider le dossier algérien dans les capitales européennes.

Document 72.
Devant plusieurs milliers d'Algériens venus à Gouvieux, Messali Hadj se veut un homme de paix et de réconciliation de tous les Algériens pour construire l'Algérie nouvelle.

Document 73.
Ecarter la haine pour construire un avenir franco-algérien et un Maghreb islamique, différent de la Nation arabe de Nasser, associé à la France et à l'Occident.

Document 74.
Interviewé par Bensid, secrétaire général de l'USTA, Messali se montre réservé envers le Plan de Constantine. Le syndicat doit s'adapter à la situation qui s'annonce mais en restant attaché aux intérêts de la classe ouvrière algérienne et au mouvement syndicaliste international.

Document 75.
Après le discours du général de Gaulle sur l'autodétermination, Messali estime que ce plan laisse entrevoir une ouverture susceptible d'aller dans la voie de la liberté et du progrès.

Document 76.
Pendant le deuxième congrès de l'USTA tenu à Fives-Lille, du 27 au 30 novembre 1959, Messali prononce un discours. Heureux de se trouver parmi les travailleurs algériens, il considère que le plan de Constantine ne se réalisera qu'après la solution du problème algérien et que le MNA est resté fidèle aux principes de la démocratie.

Documents 77.
Alors que le GPRA interprète l'autodétermination de façon unilatérale, Messali répète que l'autodétermination signifie des négociations sans préalable ni exclusive. Le peuple algérien doit se prononcer en toute liberté.

Document 78.
La reconnaissance par le Parlement français du droit du peuple algérien à l'autodétermination est un acte historique et après la conférence de presse du général de Gaulle du 10 novembre, la voie de la négociation est ouverte.

Document 79.
Messali prêt à discuter du cessez-le-feu avec tous les Algériens de bonne volonté.

Document 80.
Messali condamne le soulèvement fasciste d'Alger et donne des directives au MNA pour se placer aux côtés du peuple français ami contre les fascistes.

Document 81.
Le MNA est un parti d'origine prolétarienne attaché à la démocratie. C'est à Paris que doit se tenir la Conférence sur l'autodétermination et toute internationalisation peut conduire à la balkanisation de l'Algérie.

Document 82.
La Conférence au sommet de Paris doit apporter une solution au problème algérien.

Document 83.
Dans un contexte marqué par l'échec des négociations entre la France et le GPRA à Melun ainsi que des événements sanglants du Congo-ex belge, le plan de paix du MNA permet seul d'être entendu par les Européens, les musulmans et la France.

Documents 84.
Messali préconise la formation d'un gouvernement provisoire algérien ayant comme objectif principal : l'application loyale de l'autodétermination. Pour Messali, tous les courants européens et algériens participeraient à ce gouvernement provisoire, à l'inverse du GPRA formé par le seul FLN.

Document 85.
Recevant plusieurs journalistes belges, Messali précise sa conception de l'autodétermination et son plan de paix qui se démarque de celui du président de Gaulle.

Document 86.
Le 4 novembre, le général de Gaulle déclare que «la République algérienne existera un jour». Messali manifeste son espoir et son inquiétude car rien n'est dit sur les négociations. Il profite de la Conférence des Etats africains d'Abidjan pour donner un contenu plus concret à sa conception du Commonwealth franco-africain.

Document 87.
Le 4 novembre 1960, de Gaulle évoque l'existence d'une «République algérienne». Le voyage qu'il entreprend en Algérie (9-13 décembre) entraîne de vives réactions des Européens et des manifestations des Musulmans, sévèrement réprimées.

Document 88.
Messali dénonce les propos de madame Germaine Tillion sur une influence du colonel de la Roque (extrême droite), lors de la création du PPA.

Document 89 et 90.
Avec une grande lucidité, Messali analyse les contradictions du FLN et il prévoit que Ferhat Abbas ne tiendra pas longtemps. Parlant des liens repris avec Ben Bella et le FLN en France, Messali cherche à disloquer le GPRA pour l'amener à accepter son plan de paix. Un an avant la signature des Accords d'Evian, la question de l'autodétermination reste toujours en discussion et le MNA reste toujours un parti dont le poids politique est loin d'être secondaire.

Document 91.
Messali ne s'effacera pas devant Ferhat Abbas et le GPRA et avec «la minorité européenne nous ferons une belle république algérienne». Il s'active pour obtenir de Nasser et Bourguiba que le FLN s'entende avec le MNA pour arriver à une solution démocratique en Algérie.

Document 92.
Le MNA condamne le putsch des généraux du 22-25 avril 1961.

Document 93.
Après l'annonce faite par Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes sur la participation du MNA aux négociations, la délégation du FLN refusera de se rendre à Evian. La prise de position de Messali sur le Sahara, ses réserves sur le plan de Constantine et sa conception sur l'autodétermination établissent une divergence majeure avec le général.

Document 94.
Après l'échec des négociations d'Evian entre le gouvernement français et le GPRA, Messali Hadj déclare que le MNA ne renoncera pas au combat pour une solution démocratique au problème algérien.

Document 95.
Les conditions sont réalisées pour que de Gaulle qui se trouve confronté à une crise au sein de l'armée et à l'hostilité des Européens qui redoutent un accord avec le seul FLN, va reprendre les négociations d'Evian où il ira au delà des demandes faites par les délégués algériens. Messali tiendra alors à Gouvieux une conférence de presse où il condamnera tout accord avec l'OAS fasciste et redemande au FLN une réunion pour réaliser l'autodétermination en Algérie. Cette proposition ayant été rejetée, le MNA se prononcera pour l'indépendance et se constituera en un nouveau parti : le Parti du Peuple Algérien (PPA).

Document 96.
Le gouvernement de Ben Bella ayant refusé au PPA de participer à la vie politique en Algérie, Messali tient une conférence des cadres qui adopte une résolution qui restera la charte du PPA jusqu'à la mort de Messali en 1974.

Document 60 - Après le discours du général de Gaulle, une déclaration de Messali Hadj

6 juin 1958

Je ne puis dissimuler évidemment que j'ai été déçu après les discours du général de Gaulle. Déçu mais pas découragé, car durant ma vie de vieux militant, j'ai assisté à beaucoup d'événements et à beaucoup de discours-programmes. Déçu parce que des amis des milieux gaullistes qui étaient venus me voir à Belle-Ile, m'avaient fait part des sentiments libéraux de l'homme de fer des journées de 1940. Jusqu'à maintenant, je ne peux croire que l'homme qui s'est dressé comme un roc en ces moments extrêmement difficiles pour restituer à la France son honneur et sa liberté, puisse ne pas tenir compte de la résistance de notre peuple et de sa volonté de vivre libre.

Il n'est pas possible d'extraire la partie centrale du bloc nord-africain pour en faire une construction arbitraire, en contradiction avec l'histoire, la géographie et la volonté de notre peuple.

Cependant, je n'ignore rien des difficultés que rencontre le général de Gaulle pour mettre de l'ordre dans la maison de France. En effet, la situation en Algérie est extrêmement difficile et confuse, tant les courants sont difficiles et contradictoires. Il est vrai que, jusqu'à maintenant, le général de Gaulle n'a pas, une seule fois, prononcé les mots d'«intégration» ou d'«Algérie française». D'autre part, jusqu'à maintenant également, il n'a pas eu du tout de contact avec les autochtones pour connaître leur intention et leur volonté.

Pour l'heure, il consulte les Français d'Algérie et de la métropole. Cependant, dans ses déclarations à Constantine et dans le reste de l'Algérie, on peut voir quelques éclaircissements permettant d'espérer une meilleure compréhension chez le Président du Conseil français.

Nous avons reconnu, particulièrement, les passages suivants de ses discours:

«Cela signifie qu'il faut ouvrir des voies qui, jusqu'à présent, étaient fermées devant beaucoup... Avec les représentants élus, nous verrons comment faire le reste...» Il est question également du courage des combattants algériens, de la rénovation, de la réconciliation. Je considère que tout cela signifie que, dans la pensée du général de Gaulle, il y a des ouvertures susceptibles de permettre la création de l'Etat algérien, pour ensuite aboutir à un Commonwealth du type anglais France-Maghreb et France-Afrique. Il y a longtemps que cette conception est nôtre, car nous pensons qu'elle répond aux intérêts de tous et de l'Afrique dans son ensemble. Pour aboutir à cette politique, il est nécessaire d'ouvrir des négociations autour d'une table ronde, sans préalable ni exclusive, en présence de tous les représentants qualifiés des mouvements nationalistes.

Belle-Ile, 6 juin 1958.

Source : Bulletin d'information du MNA, n° 19/20, 20 juin 1958.

Document 61 - **Interview à *Combat***
2 juillet 1958

- *Quelle est votre vie de tous les jours ?*

- Levé vers 5 heures et demi, mes occupations quotidiennes se rattachent à la vie intellectuelle et politique, aux études. Je lis des livres arabes, des livres français et un petit peu l'anglais... J'écoute la radio, je lis tous les journaux français (j'apprécie beaucoup notamment les articles de *Combat* consacrés aux lettres et aux arts). Je lis tous les journaux arabes qui me tombent sous la main... J'ai beaucoup lu en prison, en exil... ça été ma seule façon de vivre.

[Messali en quelques mots résume toute sa philosophie]

- J'estime que la vie vaut d'être vécue et ma préoccupation constante fut toujours de mieux connaître les hommes. Le moral est chez moi toujours excellent, puisqu'il y a vingt-cinq à trente ans que je mène cette vie d'exilé, de prisonnier ou de déporté.

- *Et le physique ?*

- La santé, évidemment, tient au climat. Ce fut pénible, lorsque je résidais à Ramonette, petit port situé à proximité de Palais. J'étais très mal logé et tombai malade : ni chauffage, ni électricité...une villa froide et humide plantée dans l'Atlantique...Ici, ça va beaucoup mieux : c'est une maison avec électricité, radio et des possibilités de chauffage.

Militant chevronné, Messali est, en outre, de longue date habitué «non seulement aux paysages de France, mais aux Français» et il fréquenta beaucoup notre littérature.

- Celui de vos écrivains qui m'impressionne le plus, c'est Hugo... Dans *les Misérables*, par exemple, il y a de tout. Quant à Balzac, j'ai lu trois fois ses œuvres, avec un intérêt croissant : il est, à mon avis, le Napoléon des lettres françaises. Je suis sensible à telle ou telle de ses observations sur la vie politique française. Enfin, il y a un fait qui toujours me passionne : c'est la Révolution française... C'est aussi la Commune, qui intéressait tant Lénine... Pour moi, la révolution (au sens non sanguinaire de ce mot), c'est la vie.

J'en viens aux importantes déclarations de Messali Hadj, en date du 6 juin dernier, sur le discours que venait de prononcer le général De Gaulle.

- En effet, le 6 juin dernier, j'ai donné une déclaration à la presse pour préciser une fois de plus la position politique du MNA à l'égard de la solution du problème algérien. Il n'y a rien de changé par rapport à toutes mes déclarations antérieures à ce sujet. En un mot, nous avons toujours lutté et nous lutterons encore, pour donner la parole au peuple algérien. Il est vrai que nous avons dans la dernière déclaration, apporté des précisions et réitéré l'ouverture des négociations, afin d'examiner ensemble tous les aspects du problème.

- *Vous maintenez, en conséquence, la formule double : «Déçu, mais non découragé» ?*

- Oui, j'ai été déçu parce que j'espérais beaucoup, mais pas découragé, parce que je n'ai jamais perdu mon courage au cours de cette tempête qui dure depuis quarante ans. C'est pourquoi j'ai ajouté que j'avais assisté à beaucoup

d'événements en France et à beaucoup d'avènements au pouvoir.

- *Percevez-vous à l'heure actuelle, les signes d'une «remontée» de la France ?*

- Il y a eu depuis 1946, deux instants où nous avons senti une remontée : la venue de Mendès France et celle du général De Gaulle. Pour le moment, je sens cette remontée...

Source : *Combat*, 2 juillet 1958.

Document 62 - Qui gouverne au Maroc ?
20 juin 1958

Le MNA a longtemps hésité avant de rendre public le document ci-dessous. Il s'agit d'extraits d'un mémoire adressé en avril dernier au Roi du Maroc, au Président de l'Assemblée Consultative et au Président du Conseil marocains. Nous nous sommes adressés à ces hautes autorités du royaume, croyant qu'à défaut de fraternité maghrébine, un sentiment d'élémentaire justice les inciterait au moins à condamner les crimes perpétrés sous leurs yeux et sur leur sol. Hélas, les autorités marocaines ont définitivement opté pour les pseudo-patriotes du FLN et non contentes de tourner le dos aux réalités algériennes, elles couvrent délibérément leurs forfaits croyant servir par là les intérêts marocains avant tout.

Après avoir subi la perte de grands patriotes, tels que Larbi Oulebsir, Me Mohammed Belbegra et des dizaines d'autres, assassinés ou «disparus», depuis que le Maroc est «indépendant», après avoir attendu pendant des mois mais en vain, une explication de cette attitude hostile des gouvernants marocains à l'égard du MNA, celui-ci se trouve dans l'obligation de s'adresser à l'opinion publique pour juger à la fois des odieuses méthodes du FLN et du prétendu soutien du gouvernement marocain à la Révolution algérienne. Que les dirigeants marocains présentent à la France des revendications sur le territoire algérien, l'opinion publique comprendra que ce n'est qu'une simple politique de cupidité mercantile. Mais qu'ils permettent aux saboteurs de la Révolution de neutraliser les forces vives de la nation algérienne, c'est là une complicité que le peuple algérien ne tolérera pas.

En août 1957, notre frère Omar Ben Boulaïd, commandant du secteur de l'Aurès et son adjoint Hadj Messaoud, se sont rendus en Tunisie, sur invitation des dirigeants du FLN, afin d'étudier la possibilité d'une réunification de la résistance algérienne. Omar Ben Boulaïd est le frère de Mustapha Ben Boulaïd, grand dirigeant du MNA, ex-commandant en chef de l'Armée de Libération Nationale, plusieurs fois condamné à mort par les tribunaux français, arraché de prison par les troupes du MNA et lâchement assassiné le 27 mars 1956 par les émissaires du FLN qui ont tué, en outre, plusieurs autres chefs de maquis.

Lorsque Omar Ben Boulaïd et son adjoint arrivèrent à Tunis, les dirigeants du FLN les sommèrent de renier Messali Hadj et le MNA et de déclarer publiquement leur ralliement au FLN. Les deux chefs militaires répondirent que cela signifierait leur condamnation par leurs soldats, vu que les combattants de l'Aurès étaient Messalistes, mais que pour faciliter l'entente et préparer la coordination de l'action libératrice des différents groupes de combattants, ils étaient prêts à se déclarer purement militaires, laissant le règlement des divergences d'opinion aux mouvements politiques.

Les dirigeants du FLN n'acceptèrent pas cette proposition. Néanmoins, ils promirent de la traiter au Caire et suggérèrent à leurs interlocuteurs de les accompagner jusque là.

Ils se rendirent au Caire.

Dans la capitale égyptienne, nos deux frères se heurtèrent aux mêmes sommations, mais n'y ayant pas obtempéré, il leur fut conseillé de se rendre à Tanger où une rencontre allait être organisée pour traiter du problème de la réunification des forces algériennes.

Omar Ben Boulaïd et son adjoint, accompagnés de responsables du FLN, gagnèrent le Maroc confiants et pleins d'espoir. Ils trouvèrent à leur arrivée, qu'une réunion était effectivement organisée, mais sous la forme d'une parodie de tribunal qui leur intima l'ordre d'intégrer le FLN et de renier le MNA et Messali Hadj. Devant leur refus, fondé sur la réalité de l'opinion publique en Algérie, ils furent conduits enchaînés dans une cave des environs d'Oujda qui faisait office de «prison privée».

... Dans cette geôle rudimentaire, Omar Ben Boulaïd et Hadj Messaoud rencontrèrent des dizaines d'officiers et combattants, venus de tous les points du territoire algérien pour traiter du même sujet. Ils apprirent en outre, que des dizaines d'autres avaient été exécutés après leur passage dans ce lieu, pour leur fidélité à Messali Hadj et au MNA et pour leur respect de la volonté du peuple algérien.

Le 5 janvier 1958, profitant d'un léger relâchement de la surveillance, ils se joignirent à cinq de leurs co-détenus, désarmèrent leurs gardiens et s'évadèrent.

Ces cinq co-détenus sont nos frères :

- Al Ammari, fondateur et chef de la zone opérationnelle de Géryville (El-Baïod),
- son adjoint Cheddad,
- un officier de la zone de Mascara, le lieutenant Mohamed Al-Ahmar,
- un officier de la zone des Monts des Ouled Naïl, Salem Al-Djelfaoui,
- un sympathisant du MNA, le professeur Bouzouzou.

Ce dernier a été arrêté dans les conditions suivantes :

Il revenait de New-York et s'était fixé chez son frère dans les environs de Casablanca. En octobre 1957, il fut attiré par téléphone dans un guet-apens. Enlevé par cinq membres du FLN armés de pistolets, il fut sommairement «jugé» et expédié à la «prison» FLN d'Oujda où il devait attendre le sort qui lui était réservé.

Les sept évadés se sont dirigés sur Casablanca, chez un parent éloigné de Omar Ben Boulaïd, l'Algérien Athmani Seïf Ed-Dowla.

Auparavant, ils ont chargé Mohamed Bouzouzou d'écrire au Gouverneur de Casablanca pour le mettre au courant de leur situation et l'avertir de leur lieu de destination.

Il s'est trouvé que le nommé Athmani Seïf Ed-Dowla était un responsable FLN. Il reçut «cordialement» ses hôtes, mais s'est empressé de les signaler à ses chefs. Un nouveau «tribunal» s'instaura aussitôt dans sa maison avec, comme «juges», les nommés :

- Kheireddine Mohamed, de l'Association des Ulémas d'Algérie,
- Gadiri Hoceine, ex-centraliste de Marnia,
- Barkati Abderrahmane,
- et Halimi El-Hachemi

assistés d'un groupe de choc qui se tenait à quelque distance de là.

Le «tribunal» FLN allait prononcer sa «sentence» quand la police marocaine, alertée par le Gouverneur de Casablanca, est intervenue...

Ces victimes des méthodes totalitaires du FLN ne sont pas de simples militants politiques que l'on pourrait accuser avec légèreté de positions non-conformistes. Ce sont d'authentiques dirigeants de la Révolution algérienne, qui ont vécu toutes les péripéties de la lutte armée et portent en eux l'espoir et les sentiments véritables du peuple algérien. Le nombre et l'étendue des régions qu'ils ont commandées démontrent l'ampleur du mouvement révolutionnaire qui échappe au contrôle du FLN et que celui-ci prétend diriger de l'extérieur.

Un pays frère ne peut donc soutenir la lutte libératrice du peuple algérien et permettre en même temps à des usurpateurs d'en saboter impunément l'encadrement.

D'autre part, les méthodes d'attaque employées par le FLN contre le MNA au Maroc constituent une grave atteinte à la souveraineté chérifienne. Le gouvernement marocain ne saurait les admettre sans compromettre l'avenir de liberté que nous nous efforçons de préparer pour le Maghreb arabe...

Nous avons demandé au gouvernement marocain de libérer nos frères afin de leur permettre de poursuivre la lutte libératrice qu'ils avaient mené depuis 1954. Le gouvernement marocain est resté sourd à notre appel qui est celui du peuple algérien tout entier.

Livrés à eux-mêmes et contraints de subvenir par leurs propres moyens à leurs besoins et à leur sécurité, nos frères sont restés bloqués au Maroc sauf Mohamed Bouzouzou qui a pu échapper à cette prison à l'échelle d'un pays, grâce à un concours de circonstances et qui a pu gagner l'Europe.

Depuis le 27 mars 1958, nos six frères ont de nouveau «disparu». A l'heure actuelle, nous ne savons pas ce qu'ils sont devenus et le gouvernement marocain qui prétend soutenir la lutte du peuple algérien feint d'ignorer jusqu'à leur existence.

Source : Bulletin d'information du MNA, n° 19/20, 20 juin 1958.

Document 63 - Déclaration du Bureau Politique du MNA
18 septembre 1958

Le Bureau politique du MNA s'est réuni pour examiner la situation politique et l'évolution du conflit franco-algérien à la veille de la session annuelle ordinaire des Nations Unies.

Le Bureau Politique a noté :

1. l'aggravation de la guerre en Algérie et les exactions toujours plus nombreuses qu'elle entraîne : centaines de victimes quotidiennes, exécutions sommaires, exécutions capitales, destruction de biens, etc.

2. la volonté réaffirmée du gouvernement français, malgré cet état de fait, de contraindre les Algériens à voter lors du référendum du 28 septembre afin - ainsi que l'ont noté tous les commentateurs de la politique gouvernementale - d'exploiter cet événement pour «démontrer que le peuple algérien veut être français et se prononce pour l'intégration»;

3. la décision prise par la France de répéter, lors de la prochaine session de l'ONU, la manœuvre de chantage effectuée déjà en 1955 et de mépriser ainsi les résolutions de cet organisme international dont elle-même est membre ;

4. le silence gardé par le général de Gaulle, dans ses derniers discours, sur les aspirations du peuple algérien et, par contre, son soutien au mythe de «la grande France, de Dunkerque à Tamanrasset»;

5. la répression féroce et impitoyable qui s'abat sur l'émigration algérienne en France, les arrestations massives, l'état de siège déclaré à Paris contre les Algériens, les exécutions sommaires effectuées par les policiers, les tentatives de l'administration pour finalement interner dans les camps de concentration tous nos compatriotes émigrés.

Devant cette situation, le Mouvement National Algérien réaffirme que cette politique de force qui ne vise qu'à étouffer les aspirations nationales du peuple algérien, est vouée à l'échec. Il répète que les Algériens ne veulent pas s'immiscer dans les affaires intérieures françaises et ne voteront librement que pour une Constituante algérienne souveraine.

Le MNA déclare que, quel qu'en soit le résultat, le référendum du 28 septembre, étant donné que seule la coercition fera voter les Algériens, ne signifiera strictement rien et n'engagera en rien l'avenir de l'Algérie.

Il demande à l'opinion internationale de ne pas se laisser influencer par le chantage français à l'ONU et, en se basant sur la situation réelle de l'Algérie, d'intervenir efficacement pour que le gouvernement français mette fin à sa guerre de reconquête coloniale en reconnaissant le droit du peuple algérien à la libre-disposition.

Le MNA proteste énergiquement et dénonce la politique de répression et de représailles collectives inaugurée en France par le gouvernement français à l'encontre de l'émigration algérienne. Il adjure le peuple français de ne pas refuser sa solidarité au peuple algérien (qui ne lutte que pour recouvrer sa

liberté et sa dignité, contre le seul colonialisme) et lui demande d'exiger de son gouvernement l'ouverture de négociations afin de hâter l'issue du conflit et de préparer un avenir de coopération et d'amitié entre la France et l'Algérie de demain.

Source : Communiqué diffusé à la presse, le 18 septembre 1958.

Document 64 - Déclaration de Messali Hadj à propos du discours de Constantine

octobre 1958

Le MNA constate avec plaisir et une fierté légitime, que sa prise de position politique à l'égard du problème algérien se révèle aujourd'hui comme étant la plus juste et la plus sage politiquement parlant. En effet, il y a fort longtemps que nous avons déclaré que pour mettre fin au conflit franco-algérien, il était nécessaire d'ouvrir des négociations entre tous les représentants qualifiés des mouvements nationalistes algériens, sans préalable ni exclusive.

Il importe de rappeler que cette prise de position n'a jamais connu le «tam-tam» de la presse ni la considération de certains milieux politiques partisans du FLN. Au contraire, un grand silence, pour ne pas dire une conspiration a été la ligne de conduite à l'égard de toute la vie politique du MNA.

Après tant de surenchères, de «tartarinades», qui ont coûté tant de victimes à notre peuple et après avoir provoqué en France pour brouiller les rapports amicaux entre l'émigration algérienne et le peuple français, les pachas du FLN se déclarent maintenant prêts à négocier sans leur fameux droit à l'indépendance.

Pour cela, ils vont jusqu'à renier leurs militants en les accusant de tous les crimes et de toutes les folies. Notre peuple appréciera. Pour aujourd'hui, constatons le fait et passons à des choses plus intéressantes.

Le discours du général de Gaulle prononcé à Constantine, le 3 octobre 1958, appelle un certain nombre de constatations et de remarques qui méritent d'être examinées.

Le plan économique, social et culturel esquissé sur cinq ans, s'oriente pratiquement vers une politique d'intégration. Comme on le sait, celle-ci est rejetée par notre peuple parce qu'elle est contraire à notre passé historique. Si l'amélioration de la vie économique de notre peuple nous intéresse au plus haut point, il demeure toujours que le problème algérien reste avant tout un problème politique. En conséquence, c'est dans cette voie qu'il convient de s'engager pour trouver à ce problème une solution démocratique, pacifique et juste. La reconnaissance de la personnalité algérienne et la lettre que le général de Gaulle vient d'adresser au général Salan à propos des élections de novembre prochain, peuvent conduire à cette solution, à condition d'ouvrir des négociations pour examiner tous les aspects du problème algérien afin d'aboutir au cessez-le-feu, car il y a en Algérie une situation de fait qu'on ne peut ignorer.

Nous constatons aussi que la représentation proportionnelle au sujet des futures élections en Algérie n'est pas prise en considération étant donné que celle-ci se trouve fixée aux deux-tiers, alors que la population musulmane est neuf fois plus nombreuse que nos compatriotes de souche française.

D'autre part, le problème de la solidarité entre l'Algérie et la France a prêté à plusieurs interprétations. Pour nous, nous avons toujours préconisé une coopération franche et loyale entre nos deux peuples libres, sur le même pied d'égalité et de liberté.

Nous avons conscience de l'état de notre pays, de ses besoins financiers, techniques et de la nécessité de la mise en valeur de ses richesses sahariennes. C'est là un champ de coopération immense et plein de prospérité qui s'ouvre à nous. Ce que nous ne voulons pas, c'est de voir le colonialisme se perpétuer à travers la coopération. Enfin, nous craignons une menace pour l'unité de notre pays et nous déclarons que le Sahara fait partie intégrante de l'Algérie.

Dans la conjoncture actuelle, le MNA, tout en restant lui-même, est décidé de prendre toutes ses responsabilités. Une solution heureuse du problème algérien l'encouragera dans cette voie. Une solution heureuse en Algérie, c'est la paix au Maghreb, c'est aussi la paix en Méditerranée et en Europe. Enfin, c'est une chance de plus pour la paix du monde. Pour la France, c'est une chance pour reprendre sa place véritable dans les premiers fauteuils des Grands et à côté du monde arabo-asiatique.

Déclaration diffusée à la presse, le 15 octobre 1958.

Source : Reproduite dans le Bulletin d'information du MNA, n° 23 du 23 octobre 1958.

Document 65 - **Déclaration de Messali Hadj à l'A.F.P.**
décembre 1958

La presse d'aujourd'hui a publié un communiqué FLN de Tunis qui n'est ni plus ni moins qu'un tissu de mensonges.

Déjà hier j'ai opposé le démenti le plus formel à cette fausse information. Or, je suis aujourd'hui en mesure d'affirmer que ce dit groupe qui aurait suivi l'individu Mesbah, n'est que pure imagination FLN qui essaie à travers un membre exclu du MNA de se tailler un succès pour gonfler son prestige en baisse.

Ce Mesbah a été suspendu le 15 octobre dernier pour détournement de fonds, de matériel et pour tentative d'assassinat sur certains responsables. Dès que nous avons découvert le complot, Mesbah a été exclu. Mesbah n'a d'ailleurs jamais été dirigeant de l'organisation MNA en France.

D'autre part, ni l'affaire Bellounis, ni la reconnaissance du soi-disant gouvernement FLN ou l'action directe à laquelle nous aurions été paraît-il invités, n'ont jamais fait l'objet de discorde au sein du parti.

Non seulement cela est faux, mais bien plus, nous avons condamné les règlements de comptes entre patriotes algériens et le terrorisme en France que le FLN avait déclenché pour brouiller les liens amicaux entre le peuple français et l'émigration algérienne.

A propos du soi-disant ralliement du groupe MNA au FLN, non seulement j'oppose le démenti le plus formel, mais encore je suis en mesure d'affirmer que les intéressés eux-mêmes m'ont téléphoné dans la journée pour flétrir les déclarations de Mesbah et me renouveler leur confiance et leur fidélité au MNA.

J'en profite pour déclarer que l'état de santé du MNA est excellent et que depuis quelques mois un certain nombre de militants FLN ont rejoint les membres du parti.

Belle-Ile, 26 décembre 1958.

Source : Archives privées.

Document 66 - Interview de Messali Hadj à *La Cité*

6 décembre 1958

Q. : Le MNA a clairement fait savoir qu'il souhaitait une conférence de la Table Ronde groupant la France et les représentants des divers mouvements algériens. Le MNA a également fait savoir qu'il prendrait toutes ses responsabilités. Faut-il comprendre par là que le MNA prendrait la responsabilité de négocier seul avec la France si les autres mouvements nationalistes faisaient défaut ?

R : Tout d'abord, je profite de cette occasion pour adresser mes remerciements à sa Majesté le Roi de Belgique, à son gouvernement et au peuple belge, pour l'hospitalité offerte à l'émigration algérienne. Celle-ci, grâce à cet accueil, travaille et s'instruit sur le territoire national belge. Le MNA est heureux que ses militants observent le respect des lois du pays qui les héberge.

Il y a plus de deux ans, nous avons invité le gouvernement français à une conférence de la Table Ronde sans préalable ni exclusive, en présence de tous les représentants qualifiés de notre peuple pour examiner tous les aspects du problème algérien.

Tout en ne désirant pas être seul à cette conférence, le MNA est décidé à prendre toutes ses responsabilités dans la mesure où le gouvernement français s'engage solennellement à réaliser les véritables aspirations du peuple algérien.

Q : Vous avez donc le sentiment de pouvoir parler au nom du peuple algérien tout entier ?

R : Bien que le MNA jouisse d'un grand prestige et d'une grande confiance dus à sa constante fidélité à son programme politique, notre Parti ne prétend pas représenter l'unanimité du peuple algérien.

Q : A quelles conclusions pensez-vous que des négociations pourraient aboutir?

R : Vous connaissez notre programme, il ne m'appartient pas d'anticiper pour le moment; je me réserve le droit de le préciser en temps opportun. Tout ce que je puis dire, c'est que nous aborderons ces éventuelles négociations dans un esprit de paix, de compréhension et de bonne volonté. A propos de nos compatriotes Algériens non-musulmans, nous les considérerons sur le même pied d'égalité que l'ensemble du peuple algérien. Je puis vous affirmer que jamais il n'y aura de représailles d'aucune sorte et contre personne. Il y a plusieurs décades que nos rapports sont amicaux avec le peuple français qui d'ailleurs comprend le bien fondé de nos revendications.

Q : Comment voyez-vous l'avenir de l'Algérie dans le monde ?

R : Dans l'immédiat, tous nos efforts tendent vers la réalisation de la République algérienne. Après cette étape, nous examinerons avec le Maroc et la Tunisie l'avenir du Maghreb arabe. Le Maghreb, étant lui-même l'Islam occidental avec ses prolongements méditerranéens, européens et africains, ne peut méconnaître ses intérêts immédiats et sa sécurité.

Nous sommes pleinement conscients des problèmes économiques, des développements politiques qui règlent les relations des peuples. Bien que nous

soyons liés par la langue, l'histoire et la religion à nos frères d'Orient, cela n'empêche nullement l'existence de bonnes relations avec l'Occident.

Pour le MNA, l'époque de l'isolement est révolue; ce qui compte pour aujourd'hui et demain, c'est l'association et la coopération des peuples. Le progrès, les nécessités économiques, la sécurité et les découvertes scientifiques rapprochent les peuples et aplanissent les frontières. C'est dire que tout ce qui se passe en Europe et dans le monde nous intéresse au plus haut point.

Q : Si je comprends bien, vous êtes d'avis que l'Algérie peut jouer un rôle de premier plan sur l'échiquier mondial avec ses partenaires du Maghreb ?

R : Notre désir est de faire de l'Algérie une République sociale et démocratique, ouverte au progrès et à toutes coopérations dans le respect et la dignité. Pour nous, l'indépendance n'est pas une fin en soi. Celle-ci doit se traduire dans le domaine économique et social par l'amélioration du niveau de vie du peuple algérien. Nous pensons que le Maghreb, dans son ensemble, doit aboutir à cette réalisation.

Sur le plan international, l'Algérie, de par sa position géographique, sa composition ethnique, ses grandes possibilités sahariennes et ses prolongements méditerranéens et africains, peut jouer un rôle de premier plan dans les transformations à venir de la vie moderne.

Pour cela, notre pays a besoin de paix, de liberté, de stabilité économique et de la compréhension internationale. La France, comme le monde occidental, doivent une fois pour toutes se débarrasser du boulet colonial pour permettre la coopération et le développement des peuples nés à l'indépendance.

Source : *La Cité*, quotidien belge du 6 décembre 1958. Reproduit dans le Bulletin d'information du MNA du 23 décembre 1958.

Document 67 - Déclaration de Messali Hadj
janvier 1959

Messali Hadj, le président du Mouvement National Algérien a accordé à l'envoyé spécial de l'agence France-Presse à Belle-Île une interview au cours de laquelle il a déclaré que les mesures de clémence envisagées en faveur de lui-même et d'autres détenus algériens «devraient avoir une heureuse répercussion en Algérie, dans le Maghreb, à travers le monde arabo-islamique et sur le plan international».

Interrogé sur les répercussions qui pourraient avoir ces mesures quant au règlement du problème algérien, Messali Hadj a répondu :

- J'ai été comme tout le monde le sait, le premier à préconiser une conférence de «la table ronde» pour permettre à tous les représentants qualifiés des mouvements nationalistes algériens d'examiner avec le gouvernement français, sans préalable ni exclusive, les possibilités pour une solution aboutissant à l'examen de tous les aspects du problème algérien, en vue d'un cessez-le-feu. La tenue d'une conférence de «la table ronde» serait un élément d'assainissement de l'atmosphère algérienne, qui permettrait d'envisager, dans une parfaite compréhension, et avec les Algériens, l'intérêt général.

Le leader du MNA accorde d'autre part une haute importance à toute mesure dont pourraient bénéficier ses deux camarades Chedli Mekki et Mezerna. Ces derniers, on le sait, seraient actuellement détenus au Caire par les autorités égyptiennes à l'initiative du FLN.

Comme son interlocuteur évoquait l'appel que le dirigeant nationaliste a lancé le 1er septembre 1957 pour demander aux Algériens de cesser leurs luttes fratricides, Messali a répondu:

- J'ai demandé en effet à mes compatriotes, à cette époque, sans tenir compte de leur appartenance politique, de cesser les règlements de compte et de ne jamais s'attaquer au peuple français au milieu duquel nous vivons dans une atmosphère de parfaite compréhension et de sympathie. Il est évident que je reste toujours non seulement animé du même esprit, mais encore je tiens à renouveler mon appel à tous les Algériens vivant en France. Je considère qu'au moment où le général de Gaulle prend courageusement des décisions, décisions qui ouvrent de nouvelles perspectives dans la voie de la solution, nous devons, nous Algériens, faire preuve de compréhension entre nous-mêmes et nous élever à la hauteur de la situation actuelle.

- Sur quelles bases, selon vous, monsieur le président, peut-on rechercher la solution du problème algérien ?

- La solution du problème algérien, pour être juste et pour satisfaire notre peuple doit être fondée sur ses véritables aspirations. Pour aborder les aspirations du peuple algérien nous pensons qu'il est absolument indispensable d'établir des contacts humains entre les protagonistes intéressés pour confronter leurs idées, leurs conceptions, afin d'aboutir à une solution démocratique juste et pacifique. Je suis sûr que les contacts humains peuvent et doivent conduire

à la clarification de la situation. Ils doivent permettre à chacun de nous de mesurer à la fois les possibilités et les difficultés.

La conférence de «la table ronde» est un moyen démocratique pour essayer de trouver une solution au problème politique. Nous devons nous efforcer de faciliter cette conférence de «la table ronde». C'est pourquoi, à cette fin, nous avons éliminé les préalables et les exclusives.

- *Quelles seraient, selon vous, monsieur le président, les personnalités, compte tenu des intérêts des uns et des autres qui devraient siéger à cette «table ronde»?*

- Il ne m'appartient pas de désigner des interlocuteurs. C'est le rôle du gouvernement. Il appartiendra ensuite au peuple algérien de s'exprimer librement et démocratiquement pour élire ses véritables représentants.

Messali Hadj, interrogé ensuite sur la résidence qu'il pourrait éventuellement choisir en cas de transfert dans la région parisienne, a précisé que, vraisemblablement, il pourrait résider à Chantilly.

Source : *Le Monde*, 13 janvier 1959.

Document 68 - Interview à *France-Observateur*

29 janvier 1959

En dépit d'une barbe de patriarche, du fès et du caftan traditionnels, Messali Hadj, qui nous a reçu cette semaine à son hôtel de Chantilly, paraît jeune, robuste et son visage rosé dément le cérémonieux de sa tenue.

Libre de ton, il nous dit aussitôt qu'il pense que le moment est venu de «parler».

- Le peuple écoute la paix, cet espoir qui aujourd'hui a touché Algériens et Français. Il ne faut pas laisser passer ce moment. Et, seuls les contacts humains peuvent rétablir ce que l'exil, la séparation ont brisé. Je souhaite, autour d'une table ronde, de rencontrer mes frères du Caire. N'ai-je pas été le premier à préconiser cette «table ronde» pour permettre à tous les représentants qualifiés des mouvements nationalistes algériens d'examiner les possibilités d'une négociation.

- *Comment envisagez-vous donc ces négociations ?*

- Démocratiques, d'abord. C'est pourquoi j'insiste sur la participation de toutes les tendances nationalistes.

- *Et les députés algériens actuels ?*

- Pourquoi pas ? Pour moi, ils ne représentent rien. Mais ils peuvent s'asseoir auprès de nous. Ensuite, le peuple jugera.

- *Une telle confrontation est-elle possible après tant de haines accumulées, tant de règlements de comptes ?*

- Parmi tant de haines accumulées en effet, il est un moment que l'on peut saisir. Je le trouverai. Mes compatriotes du Caire m'entendront. Hier, je n'ai parlé que d'union entre les frères à mes jeunes amis du MNA venus me voir ici. Une fois réunis, nous examinerons avec le gouvernement français, sans aucun préalable ni exclusive, les possibilités d'une solution politique et d'un cessez-le-feu. Je n'ai rien abandonné de mes principes. Mais je sens que la caravane est prête pour une nouvelle étape.

- *Comment voyez-vous la paix ?*

- Il faut faire de l'Algérie un Etat. En avons-nous les moyens ? Non. Où les trouver ? Seuls les Français ont des habitudes municipales et gouvernementales... Dans tous les temps, il y a eu des indépendances, mais il y a eu aussi des associations. Je n'abandonne pas le principe de l'indépendance, loin de là. Mais je la comprends mieux qu'il y a quarante ans. Le monde est divisé en deux blocs autour desquels gravitent des satellites. Nous sommes à l'époque stellaire... Un chef doit prendre en considération ces changements politiques à l'échelle du monde. Croyez-moi, il est plus facile de combattre l'impérialisme que de faire la paix...

Propos recueillis par Michèle Barat.

Source : *France-Observateur*, 29 janvier 1959.

Document 69 - Entretien avec Jean Lacouture
29 janvier 1959

Après un portrait de Messali et des questions sur le passé, le journaliste aborde le présent.

- Si nous rapprochons de l'actualité ? Novembre 1954, l'insurrection ?

- Ce que j'ai reproché surtout à mes frères exilés au Caire, c'est d'avoir lié trop étroitement notre révolution à une puissance étrangère, même s'il s'agissait de compatriotes arabes. Mais cela, c'est le passé. Aujourd'hui, il nous faut tenter à nouveau de nous comprendre. J'ai beaucoup combattu, beaucoup pris parti. Mais d'ici à ma mort, je voudrais être l'homme de la réconciliation. Avec les autres combattants algériens, et entre notre peuple et la France. Est-ce trop que demander la fin des règlements de comptes entre compatriotes ? Je ne veux plus parler que de compréhension, de lieux de rencontre.

- Croyez-vous trouver, de la part du FLN une égale volonté de réconciliation ? Croyez-vous que ses dirigeants soient prêts à répondre à votre appel ?

- Je l'espère d'un homme comme Ahmed Boumendjel. Non seulement parce qu'il a été mon avocat à diverses reprises, mais parce qu'il est fortement imprégné de l'esprit de la culture française. En matière politique, c'est tout de même quelque chose ! Aucun d'entre nous n'a poussé aussi loin cette compréhension. Ben Bella ? Mais il est de Marnia, juste à côté de Tlemcen, chez moi. Petit garçon, il venait dans ma famille : c'est moi qui l'ai formé. Il est très intelligent, très courageux. Ah! s'il voulait se déclarer ! Avec le prestige qu'il s'est acquis auprès du peuple par son courage, son activité révolutionnaire, son action militaire, la simplicité de sa vie, il pourrait tant pour faire comprendre tout cela aux masses, pour imposer la réconciliation entre les patriotes algériens !

- Autour de la «Table ronde» que vous préconisez pour discuter et résoudre le problème algérien, vous souhaitez donc que siègent des représentants du FLN ?

- Bien entendu : comment pourrais-je récuser des personnalités représentatives de notre peuple ?

- Et les députés élus le 30 novembre ? Ne les jugez-vous pas représentatifs? Voulez-vous les exclure de cette discussion ?

- Représentatifs ? Franchement, je trouve qu'ils ne représentent rien. Autrefois, nous avions nos «beni-oui-oui» comme Abbas Ferhat [c'est ainsi qu'il appelle le leader FLN] ou le docteur Benjelloul. Mais enfin, ils avaient de l'allure ; ils revendiquaient, ils parlaient de la dignité du peuple. Aujourd'hui, ces hommes-là, je les appellerai plutôt des «beni-garde-à-vous». Mais après tout, pourquoi les exclure de la discussion ? Tout compte fait, je ne les récuse pas. Ils font ce que veut le gouvernement. Et si le gouvernement réunit une «table ronde», c'est qu'il veut que ça change. Alors?

- Mais en attendant auront lieu les élections municipales. Elles sont traditionnellement plus libres en Algérie que les législatives. Pour renouveler le personnel politique, envisagez-vous de pousser certains de vos amis ou sympathisants à s'y présenter ?

- Tant que dure la guerre c'est impossible. Je sais bien que le gouvernement d'aujourd'hui est décidé à faire respecter la justice. Mais le peut-il ? Non, aucune candidature électorale n'est raisonnable avant un cessez-le-feu...

Et comme nous parlons des éléments d'une solution politique - sur ce plan Messali Hadj se réserve prudemment et reste dans le vague. Il observe :

- L'ennui c'est que les dirigeants du FLN vivent trop loin des masses pour apprécier exactement les réalités d'aujourd'hui. Ils deviennent progressivement prisonniers des mots et des formules qu'ils ont lancés.

- *Mais vous, n'en êtes-vous pas prisonnier aussi ?*

- Parce que moi je discute avec les militants. Je les conseille, je les écoute, je peux leur faire entendre raison. Ce que je leur dis surtout, c'est ceci : «Ne nous arrêtons pas aux formules, mais pensons à notre objectif qui est de bâtir notre Algérie de demain, notre Etat. Et avec qui pourrons-nous le faire, sinon avec la France, ses techniciens, ses conseillers ? Il faut bâtir ensemble, voilà ma formule...»

Oui, le temps de l'«Etoile nord-africaine» est loin.

Source : *Le Monde*, 29 janvier 1959.

Document 70 - **Interview de Messali Hadj**
à The New Leader
9 mars 1959

[...] Il est certain que la IVe République avait de louables intentions, mais elle n'a jamais trouvé le courage ou la force d'aller dans la bonne direction. De Gaulle a les deux. La grâce qu'il a accordée aux 200 rebelles condamnés a fait une énorme impression sur les Algériens. Ce n'était pas rien que de les gracier en pleine lutte. J'ai reçu des centaines de lettres d'Algérie disant toutes combien le peuple algérien avait été profondément ému par ce geste humanitaire. Mais il est clair que la France a besoin d'un certain temps pour digérer ce geste avant que de Gaulle puisse en accomplir un autre. Mais de Gaulle continuera. Il a son plan et il le mettra certainement à exécution.

- Mais pour réussir, interrompais-je, de Gaulle a besoin d'un interlocuteur pour négocier. Quelle est votre position à ce sujet ?

- Je sais ce que vous voulez dire. L'attention mondiale a été concentrée sur le FLN à cause de ses actes spectaculaires de terrorisme. Toutes les dictatures commencent avec de tels actes de terrorisme. Mais une véritable direction sait quand il faut les arrêter. Le FLN est un groupe hétérogène qui va de l'extrême-gauche à l'extrême droite. Un homme comme Ferhat Abbas par exemple s'opposait au nationalisme algérien lorsque j'ai fondé le MNA. Maintenant, il essaye de faire oublier son passé, ce qui explique son extrémisme.

Il y a sans aucun doute des éléments de valeur dans le FLN, mais ils n'ont pas de chefs. Et ce mouvement est aidé par des puissances extérieures qui, tôt ou tard, présenteront leurs factures à payer pour leur aide. Vous ne croyez pas tout de même pas que le Caire et Moscou font des choses pour rien ? Ceci n'est pas une vraie indépendance.

N'oubliez pas, je suis le père du nationalisme algérien. Il y a des régions entières dans le pays où les fellaghas ont adhéré à la rébellion parce que Messali Hadj le leur a demandé. Ma vie entière n'a été qu'une longue lutte contre Staline et ses alliés. Mais maintenant, je suis libre et je peux m'occuper de l'organisation de mon parti.

Cinq cent mille Algériens vivent en France et en Belgique. La majorité d'entre eux m'est restée fidèle; ils viennent ici par centaines. Je suis étonné des progrès énormes qu'ils ont fait depuis 40 ans. Il y a 40 ans, c'étaient des mendiants, maintenant, ils sont une élite - des ouvriers modernes possédant une expérience de l'organisation, de la discipline et de la connaissance des questions syndicales. Leurs contacts avec moi auront des répercussions immédiates en Algérie où des milliers de gens sont maintenant libérés des camps - un grand nombre d'entre eux étant des Messalistes. Ils reconstruiront mon organisation.

- Et quel est votre programme pour une solution de la question algérienne ?

- Lorsque nous avons d'abord employé l'expression d'indépendance nationale, nous voulions réveiller un peuple. Depuis, nous avons appris beaucoup de choses. Un million de Français vit en Algérie. Ils y sont nés et y ont vécu toute

leur vie. Les uns sont riches, les autres sont pauvres. Ils représentent une grande réserve de culture, de puissance d'organisation, et, dans leur propre élite, d'expérience démocratique, toutes choses indispensables à l'Algérie. Et, dès la fin des combats, les contacts humains devraient reprendre.

Soyons francs. Nous, Algériens, pouvons gouverner une petite ville ou une petite communauté. Mais, pour gouverner tout un pays, il faut beaucoup plus. Nous devons nous évader de l'intoxication révolutionnaire. Nous affrontons de terribles problèmes économiques que l'indépendance seule ne pourra résoudre. La Tunisie et le Maroc le savent maintenant ; ainsi que le Président Sekou Touré de Guinée.

Le mot indépendance évolue et acquiert des significations plus grandes. Les nations vivent maintenant dans de grandes communautés. Le Bénélux, le Marché Commun Européen, l'O.T.A.N. : ensemble, ils vivent et se défendent.

Je propose qu'une Algérie indépendante collabore le plus étroitement avec la France, dans le cadre d'un Commonwealth sur le mode britannique. C'est certainement ce que de Gaulle pense aussi : une nouvelle communauté, France-Maghreb (la France avec l'Afrique du Nord) à côté d'une communauté France-Afrique Centrale...

Dans ce but, il faut une conférence de la Table Ronde, à laquelle viendront tous les groupes représentatifs. Que le FLN vienne aussi. Il faut que les discussions soient rendues publiques afin que le peuple algérien juge quels sont ses vrais défenseurs et quels sont les fanatiques intransigeants. Je ne représente pas toute l'Algérie ; mais j'en représente une grande partie. Et si le FLN refuse de venir, il faut tenir la Conférence quand même. Je vous assure qu'une telle conférence serait le début des indispensables contacts humains et aurait un retentissement énorme. Ce serait un modèle pour l'avenir.

Je demande à mes amis socialistes de m'aider. J'aimerais avoir la possibilité de voyager à l'étranger, de montrer au monde une Algérie qu'il ne connaît pas. Par cette connaissance, par cette compréhension et cette coopération internationales, nous pourrions jeter les bases d'une solution raisonnable et digne du problème algérien. Laissez-moi montrer cette autre Algérie ! Que mes amis de l'étranger aident à la faire reconnaître.

Source : *The New Leader*, journal socialiste anglais, 9 mars 1959. (Archives privées).

Document 71 - Interview à *La Cité* par André Louis

10 février 1959

Nous demandons à Messali Hadj s'il considère que sa mise en liberté fait partie d'une politique nouvelle du gouvernement français.

- Je considère cette décision du général de Gaulle comme un geste de bonne volonté de nature à faciliter une évolution favorable de la question algérienne. Mon sentiment personnel est que cette mesure - tout comme les libérations de détenus et les grâces de condamnés à morts - est un prélude nécessaire au règlement souhaitable. C'est ainsi d'ailleurs que la plupart de nos compatriotes l'ont compris.

Avez-vous des échos concernant les répercussions en Algérie de l'annonce de votre libération ?

- Les innombrables témoignages de sympathie qui me sont parvenus de partout ne me permettent pas de douter que ma libération a été accueillie avec joie non seulement en Algérie, mais aussi dans l'ensemble du Maghreb et du monde arabo-islamique.

Nous demandons ensuite à Messali Hadj si l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle a changé quelque chose au problème. La réponse est claire :

- Le général de Gaulle n'est pas un homme comme les autres. Les Musulmans, attachés à la parole donnée, considèrent le général comme un homme d'honneur. Les Algériens auraient certainement moins d'appréhension à conclure un accord avec lui qu'avec un autre responsable français. Le général de Gaulle n'a pas hésité à rendre honneur à nos combattants, traités avec mépris par ses prédécesseurs. C'est capital ! Enfin, l'actuel président de la République française a osé faire des gestes en faveur des nationalistes. Cela crée un climat nettement plus favorable à une solution .

Ce préjugé favorable accordé au général de Gaulle n'empêche pas Messali d'être très sévère pour les élections qui ont eu lieu en Algérie.

- «Ce n'est pas sérieux !» dit-il d'un ton sec. Pas question non plus de participer aux élections municipales aussi longtemps qu'une solution d'ensemble n'aura pas été trouvée.

Croyez-vous qu'une solution rapide puisse être trouvée ?

- Pourquoi pas, cela dépend de la France.

Messali nous expose ensuite son programme politique :

- Il faut rétablir avant tout l'union entre les Algériens eux-mêmes. Il faut lutter ensuite pour un rapide retour à la paix en Algérie, et pour cela, rechercher une solution honorable et durable. Il faut une table ronde où Français et Algériens puissent se rencontrer et confronter leurs points de vues...

J'estime que ma mission est une mission de réconciliation et de paix. Réconciliation des Algériens entre eux et à plus long terme, réconciliation franco-algérienne. Certains croient que je suis systématiquement antifrançais, parce que je lutte contre la France depuis quarante ans. C'est une erreur. Si j'ai commencé

la lutte c'est parce qu'on contestait à mon peuple le droit d'être. Si demain on lui reconnaît ce droit, tout devient possible. Ce que j'ai fait pour mon peuple, c'est au fond exactement ce que le général de Gaulle a fait pour le sien en 1940. N'est-ce pas légitime et normal ? J'ai beaucoup d'amitié pour le peuple français au milieu duquel j'ai passé une partie de ma vie.

- *Vous exigez donc formellement la création de l'Etat algérien ?*

- Absolument. Après cela nous pourrons nous associer à la France dans le cadre d'un «commonwealth» de type britannique.

Messali Hadj nous parle ensuite longuement de la minorité européenne d'Algérie. Il nous dit que sa préoccupation profonde est de leur faire comprendre que la création de l'Etat algérien laissera intacte toutes les chances d'avenir des Européens d'Algérie.

- Nous avons besoin d'eux, dit-il avec chaleur, leur place sera meilleure dans celle d'hier et d'aujourd'hui. Seule une propagande intéressée a pu leur faire croire le contraire.

Abordant ensuite la question de la place future de l'Algérie dans le monde, Messali Hadj affirme vivement :

- Vous pouvez dire que nous ne sommes pas des isolationnistes. Nous ne désirons pas suivre seuls, nous défendre seuls, nous enfermer. Nous sommes pour la fraternité des peuples. Nous suivons avec intérêt les efforts d'unification européenne, et nous ne sommes pas hostiles à l'idée d'une coopération. Toutefois, il faudra alors que ce soit une vraie coopération et non un néo-colonialisme économique que nous n'accepterons jamais.

Messali demande encore que les nations européennes s'intéressent au sort politique de l'Algérie.

- Il est certain, dit-il que si les seuls gouvernements qui se posent en défenseur du nationalisme algérien se trouvent au Caire et à Moscou, cela n'est pas de nature à attacher les Algériens à l'Europe ! Les nations amies de la France peuvent nous aider et aider la France.

La doctrine politique du messalisme :

- Nous sommes des Musulmans dit-il, et comme tels attachés à une certaine vue de l'homme. Pour nous, cela n'offre aucune difficulté qu'il y ait des hommes attachés à d'autres religions divines.

Messali met ensuite l'accent sur l'aspect social de sa doctrine politique.

- L'évolution économique du siècle dernier nous a créé des obligations nouvelles. Le prolétariat se trouve dans une situation grave. Si l'on veut que l'homme puisse accomplir sa destinée divine, il faut assurer son émancipation sociale...

Avec conviction, Messali Hadj nous expose que c'est pour toutes ces raisons là qu'il a fondé un parti prolétarien, qu'il a appris à son peuple à lutter pour sa dignité, à prendre conscience de sa personnalité. «Demain, dit-il, ceux-là mêmes qui m'ont combattu seront amenés à reconnaître que le nationalisme algérien et la haute conscience sociale du peuple algérien - acquise dans la lutte - sont des garanties d'avenir pour le Maghreb tout entier et même pour l'Occident.»

Nous demandons ensuite à Messali Hadj comment il explique le curieux silence dont la presse française et plus particulièrement la gauche ont entouré - depuis la création du FLN - le MNA, mouvement qu'il a créé.

Un rien d'amertume voile son regard : «Je puis vous dire que j'ai été aux côtés de

la gauche française dans tous les coups durs contre le fascisme. Je n'ai pas changé. Peut-être les autres ont-ils changé ?» *Messali refuse de commenter plus avant cette question d'intérêt rétrospectif. Il affirme avec force qu'il faut regarder en avant : refaire l'unité des Algériens et engager le dialogue avec la France.* «Tous ceux qui soutiennent ce point de vue sont nos amis...»

Avant de quitter Messali Hadj, nous lui demandons s'il est satisfait de la situation qui lui est faite aujourd'hui en France. Le leader nationaliste nous répond que la liberté d'action relative dont il dispose est évidemment un progrès appréciable, mais qu'il est mécontent de l'interdiction qui lui est faite de quitter le sol métropolitain : «Je désire aller à l'étranger. Je désire ouvrir le dossier algérien dans toutes les capitales européennes. Je désire plaider la cause d'une entente franco-algérienne bien comprise. On ne connaît pas la question algérienne à l'étranger, et souvent on n'y entend qu'un son de cloche...»

Sur ces paroles, nous prenons congé de Messali Hadj, qui nous a fait l'impression d'être un homme qui a beaucoup réfléchi au cours des années de détention qu'il a subies, un homme qui sait où il veut en arriver et qu'anime une volonté de fer...

Source : *La Cité*, 10 février 1959, reproduit dans *La Voix du Peuple*, numéro spécial, 11 mars 1959.

Document 72 - Discours de Messali Hadj
mars 1959

Il y a un instant une jeune Algérienne s'est exprimée devant nous, à la fois en français et en arabe. Elle a parlé avec son cœur ; elle a exprimé ici, devant nous, l'espoir de tout un peuple; elle a traduit avec énergie la volonté de notre peuple, hommes et femmes, de vivre libre comme tous les autres peuples.

Le problème de l'émancipation de la femme algérienne a toujours été inscrit au programme du Mouvement National Algérien depuis 1926, de l'Etoile Nord-Africaine à l'actuel MNA en passant par l'Union des Musulmans Nord-Africains, le Parti du Peuple Algérien et le MTLD.

Dans ce domaine nous avons attaché une grande importance à l'émancipation de la femme algérienne dans le cadre de la tradition islamique en lui mettant dans l'esprit tout ce qui est nécessaire à la lutte pour la liberté et la dignité.

Je suis heureux de constater aujourd'hui devant moi les premiers pas de cette émancipation.

L'émancipation de la femme et celle du peuple dans son ensemble ont été menées parallèlement. C'est pourquoi j'ai toujours, pour ma part et à chaque instant, mené le combat de l'émancipation du peuple algérien, aussi bien loin de vous que près de vous, que ce soit dans les cellules des prisons, jeté dans une île de l'Atlantique ou que ce soit dans les forêts vierges de l'Afrique Noire ou encore au Sahara.

Dans le silence de l'éloignement, dans le silence des prisons, nous avons travaillé, nous avons médité, nous avons réfléchi et, au fur et à mesure du combat, nous avons examiné à la fois et le progrès de l'action et les possibilités de réalisation des aspirations du peuple algérien.

Ce travail de longue haleine a nécessité de longues années, des décades même. C'est un travail, non de surenchère, non de démagogie, mais un travail d'éducation de tous les jours, un travail d'organisation, d'union au cours duquel nous avons appris au peuple algérien - il y a de longues années et une fois pour toutes - à se débarrasser de la peur et du complexe de l'infériorité.

Vous avez démontré, au cours de ces années, que vous n'aviez plus peur de la prison mais que vous aviez plutôt peur de ne pas faire votre devoir de nationaliste algérien.

Votre présence ici aujourd'hui comme celle, hier encore, des milliers de nos compatriotes qui sont venus dans ce Chantilly, ont prouvé à l'opinion publique française que dans toutes ces manifestations il y avait un peuple au grand passé qui, dans la Méditerranée, a brillé par sa civilisation, ses arts, sa langue, sa religion, par son droit de vivre libre comme tous les autres peuples.

Il y a quelques 35 ou 40 ans lorsque nous, une petite poignée de travailleurs nord-africains dans la région parisienne, parlions de la liberté, de l'émancipation, du droit du peuple algérien à disposer de lui-même, il semblait pour beaucoup de gens que nous rêvions ; il semblait que nous parlions de quelque chose

d'impossible. Mais aujourd'hui, non seulement votre présence ici mais les événements qui se sont déroulés de 1943 à nos jours, sont venus d'une façon magistrale corroborer tout ce que nous avions prévu et pour ne citer qu'une seule chose : la création des Nations Unies qui se sont constituées pour permettre aux peuples de disposer d'eux-mêmes.

Aujourd'hui, dans ce beau pays de France, on parle de la personnalité algérienne. C'est pour l'avoir dit que nous avons tant souffert avec nos compatriotes et que nos mères, nos sœurs, nos épouses ont tant souffert.

On parle de la personnalité algérienne, on parle du suffrage universel, eh bien, c'est cela précisément que nous demandons dans le programme du Parti du Peuple Algérien, du MNA : la parole au peuple algérien pour exprimer librement ses idées, ses conceptions politiques et choisir ses représentants qualifiés. C'est pour cette parole que nous avons tant souffert.

Eh bien, dans le discours que le Président de la République, le général de Gaulle, a prononcé avant-hier comme également dans ceux de Constantine, d'Alger et dans ses conférences de presse, nous retenons quelques éléments qui sont venus encore favoriser, ouvrir des perspectives vers la solution du problème algérien.

Qu'est-ce que la personnalité algérienne ? Qu'est-ce que la personnalité française ? Qu'est-ce que la personnalité belge ? Eh bien, la personnalité d'un peuple c'est simplement la nation, la nation de ce peuple. Donc, la personnalité algérienne égale la nation algérienne.

Mes frères, mes sœurs, nous sommes pour la construction de cette nation algérienne, mais nous avons parfaitement conscience de l'état de notre pays, de nos besoins économiques, financiers et techniques.

Ces besoins, tant sur le plan financier que sur le plan technique ou sur celui de l'aide, il nous faut les trouver. Pour ce faire, j'espère dans une coopération avec le peuple français «que nous connaissons», le peuple français qui n'est pas entièrement colonialiste, qui a fait sa révolution, le peuple français qui connaît très bien les barricades et qui a donné l'exemple des Droits de l'Homme.

Pour ces droits, cette coopération, cette amitié, nous sommes disposés à répondre au général de Gaulle, nous sommes prêts à des négociations autour de la Table Ronde en présence des représentants qualifiés du peuple algérien et du gouvernement français pour trouver une solution au problème algérien.

Mes frères, mes sœurs, au sein de cette France où nous sommes venus depuis 1918 pour aider les Français à sauvegarder leurs libertés, pour protéger leur pays et aussi pour sauver le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous avons travaillé à faire comprendre d'une manière pacifique et amicale à ce peuple de France notre volonté, notre désir de jouir de la liberté.

Il est évident que les difficultés étaient grandes pour expliquer de telles revendications. Mais quand même, avec beaucoup d'énergie, avec beaucoup de volonté, nous avons toujours trouvé au sein du peuple français des amis qui nous ont tendu la main, qui nous ont aidés et qui ont aidé le Maroc, la Tunisie.

En France, S. E. Habib Bourguiba avant d'être Président de la République et beaucoup de nos frères Marocains furent à la fois étudiants et militants... Aujourd'hui, ils ont encore ici des amis qui pensent à eux et qui les aident.

Nous aussi, à notre tour, nous voulons inviter fraternellement ces Français à nous comprendre, à nous aider à construire la nation algérienne afin que nous puissions tous ensemble coopérer au bien-être du peuple algérien et du peuple français.

C'est une mission qui continue avec un sens aujourd'hui plus précisé puisque j'estime, étant donné ce passé et cette fidélité au peuple algérien et à la politique d'émancipation, qu'il est de mon devoir d'être un homme de la paix, un homme de l'union de tous les Algériens sans distinction aucune autour du Mouvement National Algérien. Oui, le MNA tend sa main, tous les Algériens même à ceux qui ne sont pas de nos idées afin de faire ensemble un bloc uni, compact, pour demander au gouvernement de la République française d'ouvrir des négociations.

Cette mission nous conduira naturellement, après la libération de l'Algérie à nous occuper du Maghreb arabe uni. L'Algérie une fois libérée œuvrera, également d'une manière effective pour la construction du Maghreb selon l'esprit de l'Etoile Nord-Africaine.

Ainsi, en accord avec nos frères marocains, tunisiens, lybiens, nous bâtirons dans cette Méditerranée une fédération de peuples qui se réuniront pour examiner leurs intérêts, leur économie et assurer ensemble leur sécurité.

Ce Maghreb uni ne sera pas fermé par une sorte de muraille de Chine. Il sera ouvert à la France d'abord, à nos voisins de la Méditerranée et à tous les peuples qui se réclament de la liberté et qui n'y viendront pas pour s'immiscer dans nos affaires intérieures ou extérieures. Car, je dois le dire, au nom de tous les Maghrébins, nous sommes jaloux de notre liberté... C'est pourquoi je demande à vous tous, je demande à cette jeunesse qui est pleine de bonne volonté et de santé, de vous considérer à partir d'aujourd'hui comme mobilisés pour cette grande tâche d'union de tous les Maghrébins et pour la construction de ce Maghreb arabe.

En premier lieu il faut travailler d'arrache-pied pour parvenir à faire l'union et à faire clamer l'union. Il faut travailler à oublier toutes les querelles et à mettre fin aux luttes fratricides afin de démontrer à tout le monde que nous sommes un peuple capable de nous élever et de ne plus regarder que l'intérêt national, l'intérêt maghrébin.

Eh bien, mes frères, mes sœurs, nous en avons terminé pour aujourd'hui et maintenant le travail est ailleurs. Je vous remercie encore une fois d'être venus nombreux, je vous demande en rentrant chez vous de transmettre toute mon amitié, ma sympathie, ma confiance à nos frères absents d'ici.

En travaillant, en luttant en espérant, cherchez toujours dans ce beau pays de France l'amitié et la compréhension. Considérez-vous déjà comme des ambassadeurs. Vous travaillez pour l'Algérie et notre pays de demain a besoin d'amitié et de compréhension. Puisque depuis plus de quarante ans nous sommes au sein de ce peuple de France, soyez à côté de lui des amis, soyez compréhensifs. Cherchez à vous faire comprendre et à le comprendre. Cherchez à le convaincre car dans le cœur du Français il y a une liberté toujours en mouvement. Sachez la gagner cette sympathie et sachez continuer votre mission d'homme digne, libre, qui veut vivre libre au milieu des hommes libres.

Source : *La Voix du Peuple*, 11 mars 1959.

Document 73 - **Interview au *Figaro***
13 avril 1959

Un petit pont qui enjambe une ravissante rivière, un chemin vicinal, deux C.R.S. en armes, un portail en briques rouges, un manoir en bordure de l'Oise, près de Gouvieux, à quelque kilomètres de Chantilly... C'est là que désormais vit, avec sa famille, Messali Hadj, président du MNA.

A l'occasion de l'Aïd-es-Seghir, fin du ramadan, une centaine de délégués messalistes du Nord et de l'Est de la France - tous de très jeunes gens- sont venus lui rendre visite.

Devant eux, Messali insiste sur la nécessaire amitié franco-algérienne.

Puis, la manifestation terminée, le chef du MNA répond à mes questions sur l'Algérie.

Après avoir rappelé que les aspirations du MNA tendaient à l'indépendance de l'Algérie, «ce que je n'ai jamais caché», Messali insiste sur la volonté de son parti de considérer d'une manière réaliste le problème algérien.

- La sagesse politique postule que rien de valable ne peut être fait sous l'empire de la colère ou de la haine. Il faut apaiser les esprits. Mes différents appels dont l'un, celui de 1951, fut fait en accord avec Ben Bella, n'avaient pas d'autre but.

En Algérie, il y a un problème, et il est inutile de se cacher les yeux pour ne pas le voir. C'est celui des minorités. Il y a, en Algérie, plus d'un million de Français et près de 400.000 Algériens vivent en France. Qu'on le veuille ou non, cela crée des liens et une manière de penser commune qui doit faciliter la construction du futur avenir franco-algérien.

Il faut éliminer les préalables et les exclusives pour réunir les hommes. Pour cela, il faut multiplier les contacts, provoquer la réunion de «petites tablettes» pour arriver à la Grande Table. C'est un début de succès quand les hommes sont là, car le contact humain permet beaucoup de possibilités de rapprochement. Le FLN ne peut être le seul interlocuteur valable ainsi qu'il le proclame.

Messali évoque ensuite la future rencontre de Gaulle-Mohamed V:

- Je salue cet événement qui viendra renforcer l'amitié franco-marocaine et aidera à une solution du problème algérien qui est dans la pensée du général de Gaulle et des chefs d'Etat maghrébins.

Cette rencontre est attendue avec le plus vif intérêt. Cela fait bien longtemps qu'il n'y avait pas eu cette atmosphère que nous jugeons particulièrement propice. Dans le passé, chaque fois que l'on évoquait la possibilité d'un règlement du conflit, la situation devenait explosive, certains voulant y voir une immixtion dans les affaires françaises. Cette fois, rien de tout cela ne se produit, et nous nous en réjouissons. Cette rencontre peut avoir une ampleur historique.

Le président du MNA m'assure que son parti fera tout ce qui lui est possible pour faciliter le succès de cette rencontre à laquelle, ajoute-t-il, est indirectement associé Bourguiba.

- L'important pour nous, notre rôle, je dirais notre mission, c'est de réunir tous les Algériens, Européens ou non, pour mettre fin aux luttes fratricides, et fournir l'effort nécessaire pour créer le rapprochement de toutes les communautés

afin de construire le Grand Maghreb arabe en association avec la France. Cela est une nécessité économique et humaine, facteur de stabilité en Méditerranée. La France doit devenir pour nous, qui représentons un marché de trente millions d'hommes, un arsenal de paix et d'amitié. Les Algériens sont actuellement 400 000 en France. Demain, ils seront un million, si Dieu le veut.

Enfin, sur le chapitre de la Ligue arabe, Messali dénie à Nasser le droit d'imposer un système au nom de cet organisme.

- Le Maghreb, conclut-il, est ce que j'appellerai, l'Occident islamique, et il entend le demeurer. Une refonte de la Ligue est nécessaire en ce sens. Il faut qu'elle se démocratise.

L. Météyé.

Source : *Le Figaro*, 13 avril 1959.

Document 74 - Interview par A. Bensid dans *La Voix du Travailleur Algérien*

avril 1959

- *Votre libération a rempli de joie le cœur des Algériens. Ils ont vu là un prochain règlement du problème algérien. Est-ce juste ?*

- Ces mesures qui ont gracié cent condamnés à mort, libéré quelques milliers de détenus politiques et déportés, ainsi que ma libération, ont eu une résonance et soulevé quelques espoirs. Il faut le croire ou du moins, l'espérer. D'autre part, si ces mesures empreintes de sagesse politique n'œuvraient pas pour une perspective de paix en Algérie, elles n'auraient pas atteint l'objet et l'effet attendus. C'est pourquoi, pour ma part, je pense et j'espère qu'elles doivent être suivies d'autres libérations et aboutir enfin à une véritable solution du problème algérien. Mais de toute façon, pour être juste, il faut non seulement continuer à espérer mais encore à lutter pour la réalisation de cette solution.

- *Que pensez-vous du plan de Constantine ?*

- Je n'ai pas besoin d'insister pour dire toute l'importance que le MNA attache aux problèmes économiques, sociaux et techniques. Notre pays a besoin d'une mise en valeur qui nécessite précisément la construction de plans capables d'embrasser tous ces problèmes économiques et planifier tous les domaines de l'activité.

Mais avant tout, un pays qui a connu plus d'un siècle de colonisation et qui a vu toutes ses richesses échapper à sa possession et à son contrôle ne peut, dans cet état de choses, faire œuvre utile en se contentant, d'emblée et sans préalable politique, du plan de Constantine. C'est dire qu'avant d'arriver à des plans de ce genre, il faudrait d'abord laisser place à la politique. En d'autres termes, Français et Algériens sont naturellement conviés à se pencher sur le problème politique afin d'en examiner tous ses aspects pour aboutir au cessez-le-feu. C'est après cela seulement qu'on peut aborder les problèmes économiques dans une coopération loyale, juste et qui exclut tout vestige de privilège ou de chasse gardée.

- *Les travailleurs algériens ont été surpris et étonnés lorsque vous avez déclaré à une revue française qu'avec la paix en Algérie, il y aurait un million de vos compatriotes en France. Pourriez-vous nous préciser votre pensée ?*

- Cette solution du problème permettra à nos deux peuples de consacrer le temps nécessaire à leur mise en valeur. C'est dire que partout, on verra surgir des chantiers, des usines, des villages et des constructions de toutes sortes. Cela fera tourner des courroies et emploiera des centaines de milliers d'ouvriers. Le monde du travail aura de l'occupation et de ce fait, son niveau de vie, si minuscule en Algérie s'élèvera à une vie toujours plus décente et toujours plus digne. Sans aucun doute, la main-d'œuvre, pour faire face à cette mise en valeur, aura besoin de savoir manier des instruments nouveaux et modernes et d'apprendre des techniques toujours en progrès. L'amitié, l'intérêt, la paix et la sécurité des Algériens et des Français, trouveront des raisons nouvelles de compréhension et de coopération.

C'est ainsi que nous verrons d'autres ouvriers algériens et d'autres étudiants se diriger vers la France, les uns pour travailler et se perfectionner et les autres pour apprendre les sciences nouvelles.

La France sera appelée à construire des universités, des écoles professionnelles pour que Français, Algériens et Africains viennent s'instruire pour préparer l'élite de demain. C'est pour toutes ces considérations que j'ai déclaré en effet que le nombre des Algériens en France, soit comme travailleurs, étudiants, petits commerçants, industriels, atteindra facilement le million.

En un mot, l'élimination de la direction de l'USTA signifie combien ce mouvement était utile, tant par son esprit national et de liberté que par sa volonté de surmonter les premières difficultés qui surgissent devant toute œuvre nouvelle. Je ne puis que me réjouir de ces premiers résultats.

Je profite de cette occasion pour m'incliner devant la mémoire de ceux qui sont tombés pour que le syndicalisme algérien libre ait sa place et ses droits en Algérie.

J'adresse également mes félicitations et l'expression de ma sympathie à tous ceux qui continuent dans la voie de leurs aînés la lutte pour la liberté syndicale.

A propos de la dernière question ayant trait aux remarques que j'aurais à faire sur cette première expérience, je crois qu'il faut d'abord se réjouir des premiers résultats en les examinant avec la critique qui s'impose.

La première remarque à mon avis, est que le syndicalisme algérien va subir, au cours de son développement, de nouvelles expériences, de nouvelles difficultés qui lui permettront de rectifier lui-même sa marche, son évolution et ses objectifs.

En effet, il est très certain que les décisions prises au premier congrès de l'USTA connaîtront, dans la marche du syndicat, des amendements, des modifications et des réajustements. C'est là une nécessité historique qu'on ne peut éviter.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les mouvements syndicalistes français pour comprendre que la loi de l'évolution est une chose naturelle à la vie d'un syndicat comme à celle d'un enfant qui arrive au monde.

Cette nouvelle émigration se fera dans une nouvelle atmosphère et dans de meilleurs conditions que celles que nous avons connues nous-mêmes.

- *Que pensez-vous des premiers résultats du mouvement syndical algérien? Avez-vous quelques remarques à nous faire après cette première expérience ?*

- La création de l'USTA en mars 1956 a été un événement de très haute importance. Ce geste accompli dans des circonstances aussi difficiles situe cette création sur le même plan que l'Etoile Nord-Africaine.

N'oublions pas que ce premier mouvement syndical algérien libre de toute obédience a été lancé précisément au moment où la révolution algérienne avait déjà pris deux ans d'existence, d'où son importance et sa valeur historique ; d'où également le fait qu'il ne fallait pas s'attendre à des résultats de grande envergure.

En effet, ce qui compte en pareil cas, ce sont l'idée, le moment et la volonté des fondateurs à affronter toutes les difficultés des premiers moments de la fondation.

Au point de vue moral, comme au point de vue syndical, les résultats sont

excellents en ce sens que les difficultés naissent avec l'action elle-même. Les résultats sont d'autant plus grands et plus nobles que l'USTA a rencontré, dès sa création, non seulement les difficultés inhérentes à toute création, mais encore celle-ci a connu une adversité qui n'a jamais eu son pareil dans les autres mouvements.

Il suffit pour cela de rappeler que vers la fin de 1957, toute la direction de l'USTA a été assassinée avec un acharnement qui a atteint le degré de sauvagerie et de haine jamais connues dans la lutte de notre temps.

La deuxième remarque est que cette évolution se fasse dans le bon sens et dans l'intérêt de la classe ouvrière algérienne et du mouvement syndicaliste international.

Dans l'état actuel des choses, les ouvriers algériens et les dirigeants de l'USTA doivent veiller à ce que ce jeune enfant se développe dans de bonnes conditions en attendant que l'émigration ouvrière algérienne le porte dans ses bras afin de le conduire en Algérie, comme cela a été pour l'Etoile Nord-Africaine le 2 août 1936, date qui marque l'arrivée du Mouvement Nationaliste en Algérie.

Source : *La Voix du Travailleur Algérien*, n° 13, avril 1959.

Document 75 - Conférence de presse de Messali Hadj
octobre 1959

Au lendemain de la première guerre mondiale, une émigration algérienne s'est constituée en France et en particulier dans la région parisienne. Faible au début, elle s'est développée rapidement par la suite. En 1926, elle a atteint le chiffre de 100 000 âmes seulement pour la région parisienne. Cette émigration était composée de gens pauvres n'ayant ni profession ni spécialité. Ainsi, elle n'était utilisée qu'à des travaux durs, pénibles, exténuants. Les très faibles salaires qu'elle percevait ne lui permettaient que d'habiter dans les quartiers les plus pauvres de Paris. Son niveau de vie était encore réduit par le fait qu'elle était dans l'obligation d'envoyer au pays où les familles étaient nombreuses, une partie importante de ses gains. Le climat, les méthodes de travail auxquels elle n'était pas habituée et les privations la prédisposaient à de graves maladies ; aussi la tuberculose et les autres maladies faisaient-elles des ravages parmi nos compatriotes.

Ces travailleurs algériens étaient assez souvent mis en chômage parce qu'ils n'étaient pas qualifiés dans les professions. Enfin, ces déshérités du sort se nourrissaient peu et se vêtaient de n'importe quoi. Souvent, ils se partageaient une petite chambre d'hôtel entre trois ou quatre personnes et parfois plus.

C'est dans ce milieu de la misère et de la souffrance humaines qu'est née la première manifestation du nationalisme nord-africain. On peut considérer que ce premier geste a été un réflexe naturel de la colère contre la misère, l'exploitation et les méfaits du colonialisme.

Quel a été par la suite le programme politique de l'Etoile Nord-Africaine ? La composition sociale de cette émigration algérienne l'indiquait pleinement. Tout en posant le problème de l'indépendance, l'Etoile Nord-Africaine s'est penchée sérieusement sur le sort social, économique et culturel des masses algériennes. Depuis cette époque, l'Etoile Nord-Africaine qui a changé de nom après chaque dissolution, et elles ont été nombreuses, s'est trouvée mêlée intimement à la vie politique du peuple français. Quels que soient les événements et les changements de régime, le MNA est toujours resté fidèle à la démocratie. De plus, il s'est toujours efforcé de promouvoir des rapports d'amitié entre les Algériens et le peuple français.

Quelle est donc la condition de tous ces travailleurs algériens? Elle était et elle est la condition de tous ceux qui ont perdu leur patrie et leur souveraineté.

Que voulaient-ils ? «LA PAROLE AU PEUPLE ALGÉRIEN». Cela nous amène, Mesdames et Messieurs, à vous parler de la déclaration du Président de la République française, objet principal de cette conférence de presse.

Nous avons déjà, avant ce jour, fait connaître notre première réaction à l'égard du discours du général de Gaulle. Nous avons pris acte du droit à l'autodétermination proclamé par le chef de l'Etat français. Car l'autodétermination, c'est la liberté et l'indépendance pour chaque individu d'accepter ou de refuser, ou

de choisir comme il l'entend, tel ou tel système politique.

Honnêtement parlant, on ne peut que se réjouir de cette importante déclaration qui répond nettement aux aspirations de notre peuple qui décidera lui-même de son destin.

Nous nous réjouissons d'autant plus de ce principe de l'autodétermination qu'il a toujours été inscrit en tête de notre programme, depuis l'Etoile Nord-Africaine, jusqu'au Mouvement National Algérien, sous le mot d'ordre : «LA PAROLE AU PEUPLE».

Cependant, il y a d'autres problèmes qui, dans le plan du général de Gaulle, méritent une importante clarification.

C'est ainsi que le délai de quatre ans dont a parlé le général de Gaulle, et qui pour nous est beaucoup trop long, les modalités d'application de l'autodétermination, le contrôle du déroulement et les garanties de sincérité de la consultation et des élections constituent de graves problèmes qui rendent nécessaires des contacts et des discussions entre tous les intéressés afin d'aboutir, dès que possible, dans la compréhension et la confiance réciproques, à un cessez-le-feu.

Pour nous, le plan du Président de la République peut-être considéré comme une base de discussion. Il appellera naturellement des modifications. Aucune œuvre humaine n'est parfaite à ses débuts.

Quant au MNA, il reste toujours fidèle à son programme. Aussi voit-il dans «le Gouvernement Algérien par les Algériens» l'annonce de l'instauration de la République algérienne amie de la République française.

C'est ainsi que peut s'ouvrir dans les rapports de nos deux peuples une ère nouvelle où seront garants la paix, la sécurité et les intérêts réciproques.

Le MNA attache, certes, une grande importance aux problèmes économiques et sociaux. Il a hautement conscience de l'état actuel de notre pays, quatre fois plus grand que la France, de ses besoins techniques et financiers pour la mise en valeur de ses richesses. Mais tous ces problèmes ne peuvent être résolus qu'après et par la solution politique du problème algérien.

A ce propos, nous croyons que pour bâtir un avenir sur des bases solides et à la satisfaction de tous, il importe de tenir compte des expériences du passé qui sont à l'origine du drame actuel.

C'est pourquoi le MNA voit dans l'initiative du général de Gaulle, un heureux présage pour l'avenir de nos deux peuples qui seront appelés nécessairement à la coopération dans tous les domaines afin de cheminer ensemble dans la voie de l'honneur et de la dignité.

Le Mouvement National Algérien, libre de toute sujétion politique, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, est animé par le désir exclusif et farouche de servir l'intérêt du peuple algérien.

Dans l'état actuel des choses, et tenant compte de tous les enseignements qui se sont dégagés de ces cinq années de guerre, le MNA constate que notre peuple, tout en désirant sa libération des servitudes coloniales, veut la paix et la fraternité des peuples.

En conséquence, nous déclarons, en prenant nos responsabilités devant Dieu, devant notre conscience et devant notre peuple, que le plan du général de

Gaulle laisse entrevoir une ouverture susceptible d'aller dans la voie de la liberté et du progrès.

Après quarante années de lutte sans répit, de souffrance et d'espérance, nous sommes heureux, aujourd'hui, de dire à notre Parti, à notre peuple et à nos combattants qu'enfin nous pensons pouvoir aborder l'étape de la libération et de la dignité.

Dieu veuille que cela soit la vérité et la voie de l'honneur que nous avons toujours recherchées.

La réponse du G.P.R.A par Ferhat Abbas, faite le 28 septembre est sensiblement différente. Elle fait du GPRA et non du peuple algérien, avec ses diverses composantes (européens, juifs et musulmans), le seul dépositaire de la souveraineté nationale.

... «Le gouvernement provisoire de la République algérienne, reconnu à ce jour par de nombreux Etats, est le dépositaire et le garant des intérêts du peuple algérien et la lutte libératrice de l'armée de libération nationale. Donc il ne peut y avoir - qu'avec son accord - retour à la paix. Celle-ci peut être immédiate.

A cet effet, le gouvernement provisoire de la République algérienne est prêt à entrer en pourparlers avec le gouvernement français afin de discuter des conditions politiques et militaires du cessez-le-feu, des conditions et des garanties de l'application de l'autodétermination.

Il ne peut y avoir de recours à la paix sans l'accord du «Front de libération nationale». Ceci posé, le gouvernement que je préside accepte d'entrer en contact pour discuter d'un cessez-le-feu.»

Source :

Réalités Algériennes : Bulletin Mensuel d'Information sur les Problèmes Algériens, publie dans son numéro 4 et 5 de septembre-octobre 1959 le discours-programme du général de Gaulle, les réactions suscitées par cette déclaration, la réponse de Messali Hadj et celle de Ferhat Abbas.

L'Ecole Libératrice, l'organe hebdomadaire du Syndicat National des Instituteurs (S.N.I) publiera dans un même numéro 5 du 9 octobre 1959, la déclaration de Ferhat Abbas faite au nom du G.P.R.A. et la teneur de la conférence de presse faite par Messali Hadj au nom du MNA.

Document 76 - Discours de Messali Hadj au 2e congrès de l'USTA

décembre 1959

A l'occasion du premier congrès de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens qui s'est tenu à Paris du 28 au 30 juillet 1957, j'ai adressé un message de Belle-Île-en-Mer où je me trouvais en résidence forcée.

Mais après la fin de cette première manifestation syndicale algérienne à Paris, une délégation est venue me rendre visite à Belle-Île-en-Mer envoyée par les congressistes eux-mêmes. Celle-ci était composée de Embarek Filali, Ahmed Bekhat et Mohamed Semmache. Ces derniers qui formaient la direction de l'USTA ont été assassinés quelque temps après le premier Congrès. L'objet de leur visite était de m'apporter un message écrit et un compte rendu sur le déroulement du premier congrès. Nous eûmes un entretien amical et fraternel sur le syndicalisme algérien, son avenir et les grandes difficultés que ce mouvement syndical allait rencontrer au cours de son développement.

Bien plus que les difficultés, l'USTA va connaître, dès sa création, l'assassinat de ses premiers dirigeants et fondateurs.

C'est dire que la création d'un mouvement syndical libre n'avait pas plu à ceux-là mêmes qui ont revendiqué la mort des dirigeants de l'USTA. De cela, il y a déjà deux ans passés. Malgré ces crimes et une hostilité générale tant en Algérie, en Afrique du Nord et à l'étranger, l'USTA vit, se développe et tient aujourd'hui son deuxième congrès en ce moment historique de la Révolution algérienne. C'est là le meilleure façon de nous incliner devant la mémoire des fondateurs du syndicalisme algérien libre et c'est aussi la meilleure manière de manifester notre gratitude.

Le prolétariat algérien, étant à la recherche de son organisation pour affronter le combat de son existence, ne pouvait être arrêté ni par le crime ni par les difficultés. Et la tenue de ce deuxième congrès de l'USTA en est la preuve éclatante de la volonté des travailleurs algériens de continuer l'œuvre de leurs aînés.

Aujourd'hui, je me réjouis de me trouver parmi vous au milieu de cette classe ouvrière algérienne à laquelle j'appartiens, et au sein de laquelle j'ai créé, il y a plusieurs décades, le premier mouvement nationaliste algérien : l'Etoile Nord-Africaine, et pour laquelle, aussi, je continue à lutter pour son émancipation.

Dans le message que j'ai adressé au premier congrès, je m'étais permis, en tant que vieux militant et ouvrier moi-même, d'attirer l'attention des congressistes sur les premiers pas de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens.

En effet, un mouvement syndical lancé en pleine révolution algérienne se doit de mesurer son activité et de bâtir autant que possible sur du solide. Celui-ci, avais-je dit, ressemblera certainement aux autres mouvements qui, au cours de leur développement, se sont améliorés dans le feu de l'action. Pas de précipitation, plutôt aller lentement mais sûrement.

Le souci de bien faire et d'éviter les précipitations est d'autant plus nécessaire que la naissance et développement du syndicalisme algérien en pleine révolution

ne ressemble en rien à un mouvement syndical européen.

En effet, la situation économique, politique, sociale et culturelle du peuple algérien n'a rien de commun avec celle du peuple français. Entre l'une et l'autre, il y a plusieurs décades. Ici, c'est à peine un artisanat organisé, une petite industrie et le début d'une agriculture améliorée ; en face, les trusts, les consortiums et l'automation.

En conséquence, il y a lieu de parcourir ce chemin qui nous sépare dans les meilleures conditions possibles. C'est là la raison d'être du syndicalisme algérien et son champ d'action. Autrement dit, c'est là, camarades congressistes, la tâche essentielle qui vous attend et qu'il importe d'entreprendre avec courage, volonté et détermination.

Il serait bien pour vous, jeunes syndicalistes algériens, de prendre connaissance, dans vos moments de loisirs, des mouvements ouvriers et syndicaux français. Il y a là un trésor d'expériences d'où vous pourrez puiser un enseignement qui, sans aucun doute, peut faciliter votre tâche. Il en est de même des autres mouvements syndicaux européens et mondiaux.

Dans cette Algérie meurtrie, appauvrie, ignorante, l'USTA aura fort à faire. Elle aura à combattre tous les fléaux et à parfaire l'éducation et l'organisation du prolétariat algérien pour être à la hauteur de la technique moderne et du planisme.

Dans un pays où la principale richesse est l'agriculture, les Algériens ont été dépossédés de leurs biens. C'est dire combien il est nécessaire de procéder à une redistribution de la terre aux fellahs afin de leur permettre de lutter contre le paupérisme et l'obscurantisme.

Il en est de même de l'enseignement où il y a plusieurs centaines de milliers d'enfants non scolarisés. Là également, il faut construire des écoles, des universités et des écoles professionnelles pour préparer l'élite de demain afin de participer elle-même à la mise en valeur des richesses algériennes.

D'autre part, conséquemment à une sous-alimentation chronique, notre peuple est victime de nombreuses et graves maladies. En son sein, la tuberculose, la syphilis et le trachome font des ravages. Dans ce domaine, il y a lieu de multiplier les hôpitaux, les dispensaires et les infirmeries.

Ainsi donc, il demeure que la terre, l'eau, le crédit, l'industrialisation et les investissements restent les conditions indispensables pour mettre fin à la misère.

Certes, il y a le Plan de Constantine : celui-ci n'est encore qu'à l'état de gestation. D'autre part, il ne peut connaître son épanouissement qu'après la solution politique et la participation effective du peuple algérien.

Cela nous ramène à l'actualité politique algérienne.

La déclaration du 16 septembre et la conférence de presse du 10 novembre 1959 du général de Gaulle dominent toute la politique française. En effet, le chef de l'Etat français a reconnu solennellement, par deux fois, le droit de l'autodétermination à notre peuple.

Qu'est-ce que l'autodétermination ?

Cela veut dire que le peuple algérien est entièrement libre de choisir son avenir politique et de désigner lui-même, sans nulle contrainte, ses représentants. En d'autres termes, notre peuple est majeur et aujourd'hui, il a la liberté de disposer de lui-même.

D'ailleurs, des précisions nouvelles ont été apportées à la conférence de presse du 10 novembre pour mettre fin à nos inquiétudes à la suite de certains discours qui ont été prononcés en Algérie. De plus, nous avons fait des réserves sur un certain nombre de problèmes qui méritent d'être clarifiés. Ainsi, sur la base de l'autodétermination, il est permis d'aplanir toutes les difficultés et d'arriver à un cessez-le- feu dans la dignité et la fraternité. C'est dans cette voie que l'on peut voir surgir une République algérienne dans un Commonwealth français aux côtés des Etats de la Communauté et du Maghreb.

Maintenant, je ne puis quitter cette tribune sans adresser mes salutations fraternelles au peuple français à l'occasion de cette manifestation syndicale algérienne.

En effet, il y a quarante ans que je suis associé à la vie politique française d'où j'ai appris beaucoup de choses. Sur ce passé, je crois qu'il y a de quoi jeter un pont d'amitié sur la Méditerranée. Pont de rencontre, de coopération et de fraternité entre nos deux peuples libres et amis.

Après son message au congrès, le président Messali Hadj continue :

J'ai terminé. Cependant, je crois nécessaire d'ajouter quelque chose :

1° En effet, j'ai déclaré il y a un instant que l'autodétermination pouvait servir de base pour aplanir toutes les difficultés à la fois sur le cessez-le-feu et sur les problèmes politiques. C'est pour cela précisément que nous avons, depuis le 1er novembre 1954, date à laquelle il y a eu le déclenchement de l'insurrection algérienne, préconisé une conférence de la Table Ronde, sans préalable politique ni exclusive pour, enfin, aborder le problème algérien. Pourquoi nous l'avons demandé ? D'abord, parce que nous sommes des démocrates, en dernier ressort il appartiendra demain, au peuple algérien de décider de ce que nous aurons à discuter avec le gouvernement français (applaudissements). Aussi, nous avons salué l'autodétermination sans attendre 25 jours de réflexion, parce que l'autodétermination était inscrite dans le programme politique de l'Etoile Nord-Africaine jusqu'au MNA (*Applaudissements*);

2° Nous avons préconisé une conférence de la Table Ronde parce que nous savons parfaitement bien le facteur que jouent les contacts humains. Quand les responsables de toutes les tendances politiques algériennes se réunissent en présence des représentants du gouvernement français, il y a d'abord un contact humain; il y a aussi que les hommes qui sont là autour d'une conférence de la Table Ronde doivent prendre leurs responsabilités en face de l'opinion publique (*Applaudissements prolongés*).

Il est facile de parler, de manœuvrer, d'ergoter dans les couloirs des Nations Unies, dans les conférences de presse de Rabat, de Tunis et du Caire, mais quand on sera là, autour d'une conférence de la Table Ronde, le peuple reconnaîtra les siens (*Applaudissements frénétiques prolongés*).

Dieu merci, quand nous nous sommes prononcés, il y a quarante ans pour l'autodétermination et quand nous l'avons saluée le 16 septembre et le 10 novembre derniers, nous sommes restés dans la ligne de la politique du Mouvement National Algérien. Nous sommes restés fidèles à la Démocratie, parce que pour nous démocrates, la démocratie n'est pas un vain mot. (*Applaudissements prolongés*). Parce que, on a beau se trouver en Tunisie, on a beau se trouver au

Maroc, on a beau se trouver à Djakarta, on a beau se trouver à la conférence de Bandoeng, on a beau se trouver dans les palaces, demain, il faut revenir en Algérie, pour construire la nouvelle Algérie. (*Applaudissements prolongés avec des bravos*).

Dieu merci, avais-je dit, au début, je continue à le dire en ce sens que la nature et le destin ont fait que le Mouvement Nationaliste Algérien se créé dans cette France où il a profité de tous les avantages qui sont venus de la classe ouvrière française avant même que le Mouvement national ouvrier soit formé, puisque ce sont dans les contacts à l'usine, au champ, au bureau, dans les manifestations qui se sont déroulées depuis 1918 jusqu'à nos jours, que nous avons, et chez la classe ouvrière et dans la pensée révolutionnaire du peuple français dans son ensemble, puisé les instruments de la lutte révolutionnaire. (*Applaudissements prolongés*)

Eh bien ! avant de terminer, je remercie tous les Français et les étrangers qui ont bien voulu répondre à l'appel du congrès du syndicalisme libre algérien. (*Applaudissements prolongés*) Bien sûr, tous ne sont pas là, mais qu'importe les difficultés que nous vivons, les difficultés que nous rencontrons, parce que nous sommes dans un moment historique et dans une révolution pour la liberté, la classe ouvrière française vit dans d'autres difficultés, la classe ouvrière française n'est pas entièrement responsable de cet état de choses, il y a les bonzes qui supportent toute cette responsabilité. Et aussi, en France, on est dans une telle situation après deux guerres mondiales, la guerre de 1914-1918 et la guerre de 1939-1945 et la suite n'ont pas été sans laisser des traces un peu partout. Par conséquent, nous, amis de la gauche française et de la pensée du peuple français dans son ensemble hormis le colonialisme bien entendu, eh bien! nous avons toujours en nous cette sympathie, sans pour le moment nous dire pourquoi tel et tel syndicat ne sont pas présents, parce que cette gauche française qui se trouve dans cette situation est là, parce qu'elle s'est écartée de la voie, de la pensée de la véritable gauche française. En attendant qu'elle retrouve son chemin et sa voie, eh bien! nous, nous avons là une poignée d'amis que j'ai appelés dans une conférence que j'ai donnée au cercle Zimmerwald il y a quelques mois, la poignée de la «baraka», la baraka est un mot arabe qui veut dire bénédiction ; il y a de la bénédiction dans cette poignée de Français qui ont assisté à ce congrès et qui ont apporté la baraka ; or, la baraka est tout chez les Arabes ; il se trouve que les hommes qui sont montés tout à l'heure à cette tribune ont interprété fidèlement la véritable pensée de la classe ouvrière française et de la pensée révolutionnaire du peuple français (*Applaudissements prolongés*).

Je les remercie de tout mon cœur et moi, un vieux militant qui ai été éloigné presque tout le temps, depuis 1934 à la première arrestation à la Santé ici, à Paris, je ne vous cache pas que j'ai été privé d'une chose qu'il m'a été difficile de supporter, c'est précisément, voyez-vous, cette atmosphère, cette réunion, cette jeunesse algérienne, ses revendications, cet esprit révolutionnaire qui se dégage de cette réunion, cette atmosphère, la lutte, le combat, l'espoir, l'avenir, je ne vous le cache pas, cela m'a manqué dans les prisons et dans les exils, alors même que j'étais avec vous, toujours en pensée.(*Applaudissements prolongés*).

Avant de me retirer de cette tribune, je n'oublie pas ma mission, celle d'appeler

tous les Algériens en cette circonstance pour créer cette réconciliation, pour faire ce rapprochement entre tous les Algériens, parce que je suis convaincu qu'on lutte tous pour le même idéal : l'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE. (*Applaudissements*). Oui, bien que victime moi-même d'un attentat, bien que victime moi-même, parce que je suis condamné à mort, ça ne fait rien, nous obéissons à un principe, il faut terminer les luttes fratricides entre tous les Algériens. (*Applaudissements*) Il faut partout proclamer l'union, la réconciliation ; il faut aussi, tant que nous sommes en France, continuer l'œuvre de l'Etoile Nord-Africaine parce que cette France a été pour nous, puisque le colonialisme, de l'autre côté de la Méditerranée a transformé pour nous notre Algérie en une sorte de camp de concentration, eh bien! cette France est devenue pour nous une école de l'amitié.(*Applaudissements*). Eh bien ! il faut cultiver cette amitié pour la coopération entre le peuple français et le peuple algérien dans tous les domaines. (*Applaudissements prolongés*). Cultivez cette amitié pour qu'elle déborde au-delà des frontières françaises, partout pour la fraternité de tous les peuples.(*Applaudissements prolongés*).

(*Après la fin du discours, le président Messali Hadj est salué de nouveau par l'assistance debout*)

Source : *La Voix du Travailleur algérien*, décembre 1959.

Document 77 - Déclaration de Messali Hadj au journal *Le Monde*

3 octobre 1959

La déclaration du Président de la république française a confirmé l'espoir et le désir de paix du peuple algérien. Je suis convaincu que les trois quarts de la population française sont animés du même esprit. L'opinion internationale intéressée par la paix en Algérie et dans le monde a trouvé également dans le plan français du général de Gaulle des éléments susceptibles de mettre fin à la guerre d'Algérie.

Après le discours présidentiel, les mouvements nationalistes algériens se sont prononcés. Le MNA a pris acte de l'autodétermination et salué celle-ci comme un événement capital. En effet, il n'est pas possible qu'un Algérien, quelle que soit son appartenance politique puisse rejeter l'autodétermination ou l'utiliser par un tour de passe d'une manière unilatérale contre les autres courants politiques algériens.

Pour être conforme aux principes de la démocratie, seul le peuple algérien est dépositaire de sa destinée et de sa libre détermination.

La Révolution algérienne n'est pas l'œuvre de tel ou tel groupe mais la participation de tout un peuple qui pendant cinq ans a consenti à tous les sacrifices pour, enfin, pouvoir s'exprimer librement et choisir dans la plénitude de son droit et de son avenir politique.

Le MNA, conformément à ses principes démocratiques de négociations sans préalable ni exclusive, a considéré et admis que la déclaration du Président de la République française peut servir de base de discussion. Certes, tout en formulant des réserves sur un certain nombre de problèmes, le MNA a voulu, dans un but de compréhension, faciliter les contacts, les rencontres et la discussion entre tous les intéressés. La déclaration de Tunis semble avoir déçu une partie de l'opinion publique.

Cependant, certains y voient une porte ouverte à des négociations afin de permettre à ses auteurs de dire en privé ce qu'ils n'ont pas osé dire en public.

Il est évident que le fait d'avoir pris acte de l'autodétermination et la faire sienne, cela est bien en soi, mais vouloir s'ériger en dépositaire et seul garant des intérêts du peuple algérien, c'est violer le principe même de l'autodétermination. Le propre de l'autodétermination est de permettre à tous les Algériens sans distinction de race ni de religion de se déterminer librement sans qu'aucun parti ne puisse, à lui seul, revendiquer un monopole quelconque.

Pas de tuteur du peuple algérien après les servitudes coloniales.

Ce droit à l'autodétermination a rendu majeurs dix millions d'Algériens. C'est pourquoi personne n'a le droit de le décevoir. Je puis dire que depuis le 16 septembre 1959, il y a quelque chose de nouveau dans le ciel algérien. Oui, il y a dans ce ciel une lueur de paix, de fraternité que nul ne peut contester ou ignorer. Nous l'avons déjà dit, nous MNA, qu'il y avait dans le discours présidentiel tous les éléments susceptibles de construire la République algérienne,

amie de la République française.

A l'heure qu'il est, il semble qu'il y ait des personnalités politiques, voire des gouvernements qui préconisent des bons offices. Cela est très bien dans la mesure où ces bonnes volontés ne visent que le rapprochement de tous les intéressés dans l'application de l'autodétermination. Mais si, au contraire, ces bonnes volontés n'agissent qu'en faveur d'une formation politique, il y a là, non seulement une immixtion directe dans les affaires intérieures du peuple algérien, mais un danger à conséquences graves pour l'avenir.

En effet, si par malheur, une formation politique quelconque téléguidée de l'extérieur avec un programme politique dictatorial et jouissant de toutes les aides que l'on sait s'installait en Algérie, on pourrait dire alors que la paix ne se rétablirait jamais.

C'est pourquoi, on doit respecter le recours à l'autodétermination afin que tout le peuple algérien et sans que nul ne puisse arguer d'une suprématie politique quelconque se prononce librement sans nulle contrainte. Cependant, qu'on le veuille ou non, on doit arriver à un cessez-le-feu ; pour cela, on doit nécessairement passer par des négociations.

Gouvieux, le 1er octobre 1959

Source : *Le Monde*, 3 octobre 1959.

Document 78 - Interview de Messali Hadj à *La Cité*

21 octobre 1959

L'évolution du problème algérien, le récent débat à l'Assemblée française, les réactions «ultras», le discours de Ferhat Abbas à Rabat indiquent assez bien que l'on se trouve à un tournant de cette importante affaire. Notre chroniqueur André Louiss a interviewé, il y a quelques jours, Messali Hadj. Les prises de position du leader nationaliste, la récente interview qu'il a accordée au Monde au sujet des perspectives de cessez-le-feu ont fortement marqué l'attention au cours de ces dernières semaines.

- Depuis quelque temps, on parle beaucoup d'un rapprochement entre Ben Bella, vous-même et Ferhat Abbas pour essayer de réunir toutes les chances en vue d'une solution au problème algérien. Qu'en pensez-vous, M. Messali ?

- J'étais encore à Belle-Isle-en-Mer quand ces bruits me sont parvenus au printemps 1957. Depuis ces bruits n'ont jamais cessé de préoccuper les milieux marocains proches de Ben Bella ainsi que les amis du MNA qui ont toujours pensé et œuvré pour ce rapprochement.

Après l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir, des amis français m'ayant rendu visite à Belle-Isle-en-Mer, en juillet 1958 m'ont entretenu de cette question avec plus d'insistance que mes compatriotes. Je dois dire que les Algériens appartenant aussi bien au MNA qu'au FLN estiment que la solution qui permettra de sorti de l'impasse de la guerre d'Algérie et de garantir la paix de demain, dépend dans une large mesure de ce rapprochement et de cette entente.

Quelques jours avant ma libération, le nom de Ferhat Abbas a été prononcé comme susceptible de faire partie de cette entente qui, désormais, prendrait la forme d'un triumvirat ! Pour le moment, c'est tout ce que je puis dire à ce sujet et selon un proverbe arabe : «Il faut bien que la nuit prenne fin pour laisser le soleil éclairer la société».

- On a également dit que vous avez reçu beaucoup de visites et en particulier de la part de membres du FLN qui sont restés fidèles à Ben Bella.

- Depuis ma libération, j'ai, en effet reçu beaucoup de visites de la part de mes compatriotes. Ce sont évidemment des MNA et des sympathisants. Cependant, j'ai reçu des Algériens qui ne sont ni l'un ni l'autre. Il va sans dire qu'au cours de ces entretiens, le mot de l'union et de la réconciliation a toujours prévalu. Je crois qu'il serait prudent de ne pas trop s'étendre sur ce cas particulier et laisser les choses évoluer naturellement par elles-mêmes.

- Que pensez-vous du discours de M. Debré ?

- Après le discours présidentiel du 16 septembre 1959 au terme duquel le premier résistant français a reconnu solennellement le droit à l'autodétermination du peuple algérien, le chef du gouvernement français, M. Debré, a exposé devant le Parlement l'importance et la nécessité du plan du général de Gaulle. Bien plus, une majorité très importante l'a ratifié en faisant sienne l'autodétermination. Aujourd'hui, c'est toute la nation française, par la voix de ses représentants, qui approuve le plan du général de Gaulle.

Il y a un événement qui peut être considéré comme un acte historique marquant la seconde moitié du XX^e siècle. Désormais, on peut dire que les trois quarts des difficultés et des obstacles sont aplanis. Il reste, en effet, à s'entendre sur l'application de cette autodétermination et sur un certain nombre de problèmes dans la déclaration du général de Gaulle qui méritent des pourparlers. Pour cela, nous avons intérêt, les uns et les autres, et pour le bien de tous, à entamer des négociations afin d'examiner tous ces problèmes et d'aboutir à un cessez-le-feu.

- *Tenant compte de l'ensemble de ces problèmes, pouvez-vous nous dire comment, d'après vous, les événements vont se dérouler jusqu'à l'application de l'autodétermination ?*

- Tout d'abord, il est absolument indispensable qu'il y ait de part et d'autre des hommes de bonne volonté pour aborder cette importante étape qui, d'elle, découlera le bonheur des Algériens sans distinction de race ni de religion. Il y a en Algérie, une importante minorité française. Elle doit tenir une place importante dans toutes nos préoccupations. Nos compatriotes algériens non-musulmans sont chez eux en Algérie. Outre cela, ils sont nos hôtes et ce terme, dans la pensée arabe, a une garantie plus forte que les accords conclus entre Etats.

C'est là la voie la meilleure qui conduit à l'instauration de la République algérienne amie de la République française.

Le Mouvement National Algérien a, de tout temps, été un mouvement démocratique et libérateur; aussi il entend que seuls les principes démocratiques doivent régir, demain, la nouvelle Algérie.

Source : *La Cité*, 21 octobre 1959.

Document 79 - Interview à Radio Luxembourg
17 novembre 1959

Q. : *Vous avez, M. le Président, pris connaissance de la conférence de presse du général de Gaulle. Qu'en pensez-vous ?*

R. : En effet, j'ai pris connaissance de la conférence de presse du général de Gaulle par la radio aussi bien que par la presse. C'est avec un vif intérêt que j'ai lu la partie de cette conférence relative au problème algérien, d'autant plus qu'entre le 16 septembre dernier et le 10 novembre, il y a eu certains discours qui ont été prononcés en Algérie et qui ont, en quelque sorte, obscurci, selon l'expression même du général de Gaulle, le principe de l'autodétermination.

En conséquence, la déclaration du général de Gaulle du 10 novembre est venue remettre les choses en place et dissiper toutes les inquiétudes quand il a réaffirmé le principe de l'autodétermination.

En ce qui concerne l'Algérie, il s'est produit un fait décisif : les Algériens auront à décider eux-mêmes de leur destin et leur choix sera entièrement libre. Car la France veut que la question soit tranchée au fond, telle a été la mise au point que le président de la République française a soulignée dans sa dernière déclaration.

Q. : Pensez-vous, M. Messali, que le discours ou plutôt la conférence de presse du général de Gaulle et le passage ayant trait à l'Algérie aient fait faire un pas important vers une négociation et surtout vers un cessez-le-feu ?

R. : Oui, il y a, à ce propos, d'autres précisions qui revêtent une importance considérable susceptible d'aboutir à un cessez-le-feu et au règlement pacifique, juste et démocratique du problème algérien.

Q. : Voulez-vous nous dire, M. Messali, quelles sont ces précisions ?

R. : Le général de Gaulle s'engage à ce que tous les Algériens puissent participer à la consultation sans contrainte, quels qu'ils soient et quel que soit leur programme, ils prendront part non seulement au scrutin, mais encore aux délibérations qui précéderont les modalités de ce scrutin. Telle est la déclaration du Président de la République française.

Enfin à propos du cessez-le-feu et des combattants, il est dit que le déroulement des pourparlers en vue de la fin des combats serait honorable et empreint de dignité.

Cependant, nous constatons que les délais pour arriver au référendum sont très longs et doivent, à notre avis, subir une réduction.

Le MNA a pris acte de cette déclaration en saluant, une fois de plus, le principe de l'autodétermination tout en restant vigilant quant à son application.

Q. : Vous venez d'évoquer le cessez-le-feu ; étant donné votre prestige du fait que vous avez été le premier à brandir le drapeau de l'indépendance, ne pensez-vous pas que le moment est venu de lancer un appel aux combattants des djebels et au peuple algérien pour obtenir un cessez-le-feu que tout le monde attend ?

R. : En effet, j'ai été le premier Algérien, non seulement à lancer l'idée de

l'indépendance mais encore j'y ai consacré toute ma vie pour préparer le peuple algérien à cet événement.

Au moment des négociations pour le cessez-le-feu, je prendrai toutes mes responsabilités en présence et du gouvernement et des autres représentants.

Q. : Etant donné les hésitations justement de ces représentants et la lenteur que mettent les autres représentants à répondre à l'invitation du général de Gaulle, admettons que vous soyez le seul représentant à y répondre, quelle serait alors votre position ?

R. : Démocrate moi-même, je souhaiterais que tous les représentants qualifiés du peuple algérien soient là et prennent leurs responsabilités. Dans le cas contraire, je suis prêt à entamer seul les négociations avec le gouvernement français.

Q. : Etant donné votre audience, vous seriez certainement écouté.

R. : Je l'espère et je le crois car le peuple algérien sait que toute ma vie a été faite de sacrifices au services de ses intérêts. Du fait que je m'adresse à lui en des circonstances particulièrement historiques et graves à la fois, il sait que je défends toujours son indépendance et son avenir.

Q. : Est-ce que je puis vous demander comment vous concevez cette indépendance et cet avenir car vous savez qu'il y a plus d'un million d'Algériens de souche française de l'autre côté de la Méditerranée et vous connaissez leurs inquiétudes ?

R. : Dans le domaine des faits, l'indépendance de l'Algérie doit se traduire par une République algérienne amie de la République française aux côtés des Etats de la Communauté et du Maghreb.

Je suis pour une coopération dans tous les domaines avec le peuple français, d'autant plus que je sais parfaitement quel est l'état de notre pays, ses besoins financiers et ceux de la mise en valeur des richesses algériennes.

Quant à nos frères algériens non-musulmans, ils sont chez eux en Algérie et participeront avec nous fraternellement au développement de notre pays sur pied d'égalité. En plus qu'ils sont sont chez eux en Algérie, ils sont aussi nos hôtes. Ce terme, en arabe, a une valeur supérieure à tous les traités et à tous les chiffons de papier de l'histoire.

C'est pourquoi, voici quarante ans que j'ai œuvré dans le silence pour arriver à cette amitié et à cette coopération entre tous les Algériens sans distinction de race ni de religion. J'en suis sûr, quand le moment de la passion sera passé, je vois des perspectives heureuses pour tous les Algériens et pour les relations franco-algériennes.

Source : *La Cité*, 17 novembre 1959.

Document 80 - Interview au *Figaro*
24 avril 1960

Messali Hadj nous déclare :

«C'est ici, à Paris, qu'il faut s'accorder avec le gouvernement français.

Je suis prêt à réunir tous les Algériens de bonne volonté pour discuter du cessez-le-feu et ensuite de l'autodétermination.»

Le bruit circule avec insistance dans certains milieux parisiens d'un rapprochement entre le MNA de Messali Hadj et le FLN. On évoque les possibilités de contacts entre le chef messaliste et Krim Belkacem. Ce dernier a été évincé du poste de «ministre de la Guerre» des rebelles, au profit de Boumediene, placé là par Boussouf, qui apparaît de plus en plus comme «l'homme fort» du FLN.

Krim, seul survivant des «chefs historiques» de la rébellion, s'est vu confier le «portefeuille des Affaires étrangères» avec résidence au Caire. Ecarté de Tunis parce que certains lui reprochaient sa «modération», le chef de guerre kabyle se rapprocherait des «politiques» et des anciens leaders nationalistes, inquiets de voir la «nouvelle vague» du FLN s'orienter vers le durcissement et rechercher l'appui de Pékin et du bloc communiste.

Krim vient de désigner comme représentants du FLN à Rabat et à Belgrade deux anciens membres du PPA de Messali Hadj : Boukadem et Mostefai qui furent, l'un député à l'Assemblée nationale et l'autre conseiller de la République et député à l'Assemblée algérienne.

S'agit-il là d'un indice de rapprochement entre les membres de la vieille garde nationaliste ? Nous sommes allés poser la question à Messali Hadj dans sa résidence voisine de Chantilly.

Evoquant les dissensions au sein du FLN, Messali souhaite «une entente entre les combattants, tant militaires que politiques, pour une solution pacifique du problème algérien. Il faut, dit-il, envisager ce problème avec le seul souci du peuple algérien et non celui de jouer un rôle politique personnel.»

La conversation dévie rapidement sur les possibles contacts MNA-Krim Belkacem. Messali poursuit : «Pour le moment, je ne peux rien dire à ce propos. Je préfère laisser la situation se décanter.

«J'espère chez les Algériens, chez tous les Algériens, la compréhension nécessaire pour arriver à s'entendre avec le gouvernement français autour d'une table ronde. Je dis et l'affirme que c'est ici, à Paris, qu'il faut s'accorder avec les Français puisque c'est avec eux qu'existe un différend.

«La chose est d'autant plus aisée que depuis le 16 septembre sont facilités les principes de la réconciliation et de la rencontre avec des représentants français pour le cessez-le-feu et, ensuite, l'établissement de la République algérienne au sein d'un commonwealth français aux côtés des Etats de la Communauté.

«Quoi qu'en disent certains, les maquis sont au service de l'Algérie et non au service d'un parti. Les combattants sont partis lutter pour l'Algérie et non pour autre chose. Si les dirigeants des partis politiques algériens s'entendaient sur

l'autodétermination, le peuple en serait heureux et les combattants seraient d'accord. J'ai reçu plusieurs messages, notamment des maquis du Sahara, du Constantinois et de Kabylie, qui m'en assurent.

«D'ailleurs, l'autodétermination était la revendication principale de l'Etoile Nord-Africaine que j'ai fondée en 1923 et d'où est issu le FLN qui semble l'oublier.

«Je vous affirme que, de plus en plus, le peuple et les maquis - les témoignages m'en sont de plus en plus fréquents - regardent vers Chantilly pour une solution du problème algérien.»

C'est ainsi que Messali Hadj nous révèle un aspect méconnu des rapports FLN-MNA. Il nous apprend qu'en 1956 existèrent de fréquents contacts Ben Bella-MNA pour mettre fin aux règlements de compte entre les deux mouvements. Les premières conversations eurent lieu entre détenus à la prison de la Santé. Le MNA fut plus tard représenté par Abdallah Filali, leader de l'USTA - syndicat messaliste - qui devait représenter cette centrale au congrès de Bamako.

Les amis de Filali revirent Ben Bella à plusieurs reprises. L'accord était près de se faire lorsque Filali fut assassiné à Paris, ainsi que quatre autres leaders de l'USTA, par une certaine fraction hostile du FLN. Les règlements de compte recommencèrent.

Quelques mois après, le 13 mai, Messali fut libéré et Ben Bella transféré à l'île d'Aix. Les contacts n'en sont peut-être pas coupés pour autant. Mais que représente Ben Bella neutralisé depuis plus de trois ans bien que celui-ci ait été désigné comme interlocuteur valable par le GPRA ?

Maintenant semble intervenir le facteur Krim Belkacem. Si ce dernier amène, avec son prestige, le ralliement des combattants de l'intérieur à Messali, celui-ci peut-il se mettre dès lors à la tête d'un plan de paix :

«Je conserve effectivement quelque chose que je me réserve de dire si j'en ai l'occasion.

«Le MNA a toujours été partisan d'avoir des contacts avec n'importe qui pour mettre fin au conflit dans la liberté et la dignité. Aujourd'hui, personnellement, je suis prêt, dans l'intérêt de l'Algérie, pour que le peuple sorte de son enfer, à jouer le rôle de celui qui réunirait et rapprocherait tous les Algériens de bonne volonté pour discuter du cessez-le-feu et ensuite de l'autodétermination.»

Enfin Messali Hadj, d'accord en ce point avec le FLN, se déclare hostile aux prochaines élections cantonales en Algérie. Sa solution : cessez-le-feu d'abord, élections ensuite.

Ainsi un rapprochement de Messali Hadj avec certains éléments FLN semble d'autant plus aisé que les thèses affichées des deux partis ne paraissent plus très éloignées les unes des autres sur le fond du problème. Le MNA, plus souple, considère, pour sa part, inversant une théorie célèbre, «que la politique est une forme de la guerre». Ce n'est pas l'avis de certains «jusqu'au-boutistes» FLN.

J.L. Méteye

Document 81 - **Messali Hadj à la *Gazet Van Antwerpen***
18 mai 1960

Q. : Est-ce que vous voyez des possibilités d'union MNA-FLN ?

R. : Dans l'état actuel des choses, l'union et la réconciliation des Algériens auraient d'excellents effets sur notre peuple. Elles peuvent faciliter des rapprochements et des contacts en vue d'aboutir à un cessez-le-feu et aborder la solution du problème algérien.

Ce qui est certain, c'est que ce problème d'union des deux mouvements nationalistes algériens préoccupe non seulement la population algérienne musulmane, mais encore il a été très souvent débattu par les Nationalistes eux-mêmes par différents contacts depuis le 1er Novembre 1954 jusqu'au début de l'années 1960.

Pour ma part, je crois fermement que l'intérêt de la cause algérienne exige ce rapprochement MNA-FLN. C'est pourquoi je n'ai jamais cessé, même quand j'étais en résidence forcée, de prêcher cette union.

Dans l'immédiat, cette union pourrait mettre fin aux luttes fratricides qui font tant de victimes parmi les Algériens aussi bien en France qu'en Algérie.

Enfin, aujourd'hui, une entente entre le MNA et le FLN peut non seulement faciliter la solution du problème algérien, mais encore éviter, demain, à notre peuple, des luttes intestines dont les conséquences ne peuvent que nuire à la naissance et au développement de la République algérienne.

Q. : Qu'entendez-vous par une République algérienne dans un Commonwealth français aux côtés des Etats de la Communauté ?

R. : A travers la Communauté qui groupe déjà douze Républiques d'Afrique Noire d'expression française, se dessinent les premiers contours d'un Commonwealth d'un type nouveau.

A propos de l'Algérie, le Président de la République française a parlé d'une place de choix. Pour nous, celle-ci ne peut être qu'au sein de ce Commonwealth en formation. La République algérienne évoluera au sein de ce rassemblement de jeunes nations vers sa liberté et sa souveraineté. Cela ne l'empêchera nullement de conserver des rapports amicaux et une coopération avec la République française et les Etats de la Communauté.

Par sa position géographique et ses prolongements sahariens, l'Algérie est naturellement en contact avec tous ces peuples noirs. La sécurité, le développement économique et la mise en valeur ne peuvent que profiter à ce Commonwealth français. Au moment où l'Europe cherche à créer son union et à renforcer son marché commun pour l'étendre jusqu'au continent africain, au moment où les continents eux-mêmes éprouvent ce besoin de s'unir et de se rapprocher sous la poussée des événements, l'Algérie, la France et la Communauté ne peuvent rester à l'écart de cette marche en avant vers le progrès, la liberté et la sécurité.

Q. : Que pensez-vous du problème de la minorité française en Algérie ?

R. : Ce problème me préoccupe depuis la création de l'Etoile Nord-Africaine

jusqu'au Mouvement National Algérien.

A ce propos, nous avons toujours déclaré que la minorité français qui groupe aujourd'hui plus d'un million d'hommes, est parfaitement chez elle en Algérie. Elle est à l'origine de tout le drame algérien depuis 1830 jusqu'à nos jours. Aujourd'hui, en revenant aux réalités politiques actuelles et en tenant compte des aspirations légitimes et nationales de dix millions d'Algériens musulmans, cette minorité contribuera à l'édification de la République algérienne où elle doit jouer nécessairement un rôle très important.

Le MNA pense que la minorité française pourra vivre librement au sein de cette République dans le respect de ses biens, de sa foi et de ses droits légitimes.

D'autre part, il y en France près d'un demi million d'Algériens qui vivent aux côtés du peuple français. Sur ces deux piliers, nous avons toujours pensé jeter un pont d'amitié et de rencontre entre l'Algérie libre et la République française.

Q. : Que pensez-vous du Plan de Constantine ?

R. : Par ses origines prolétariennes et compte tenu de la situation dramatique de notre peuple à la suite des expropriations et de l'exploitation, le MNA a été porté naturellement à réserver une place particulière aux problèmes économiques, sociaux, techniques et culturels.

Au cours de quarante ans de lutte, nous n'avons jamais cessé de revendiquer des améliorations sociales et économiques tout en luttant pour l'indépendance de l'Algérie. C'est dire que nous sommes toujours prêts à aider à toute action dans cette voie. Après tout, le Plan de Constantine pourra être une œuvre économique et sociale de grande envergure. Mais cet objectif ne peut trouver sa réalisation et son épanouissement qu'après le règlement du problème politique par des négociations pour le cessez-le-feu et l'application honnête et loyale des principes de l'autodétermination. Notre peuple pourra alors participer librement et démocratiquement à la construction de son avenir en pleine coopération avec la République française.

Q. : Que pensez-vous du panarabisme ?

R. : Panarabisme, panafricanisme, panslavisme, panaméricanisme sont des termes révolus par les progrès scientifiques, économiques et politiques.

Que des peuples appartenant à la même langue, à la même religion et unis par la géographie et l'histoire, cherchent à s'unir pour mettre en commun leurs moyens d'existence et leurs richesses ; il n'y a à cela rien de plus logique.

Effectivement, le Monde arabe qui a eu son empire qui s'étendait des rivages de l'Atlantique au Golfe persique, cherche cette unité pour faire face aux transformations économiques, scientifiques et techniques qui animent le monde entier.

Peut-on reprocher aux Arabes cette aspiration qui anime aujourd'hui l'Europe et d'autres nations encore ? Nous ne le pensons pas.

Ceci dit, il reste maintenant à savoir comment et dans quelles conditions cette unité des peuples arabes pourra se réaliser.

Pour notre part, nous croyons fermement que cette unité ne peut se faire, s'épanouir et durer qu'en tenant compte des aspirations des peuples arabes eux-mêmes et de la conjoncture politique internationale. Cette unité, disons-le franchement ne peut se faire que démocratiquement et dans le respect des droits

et de l'évolution de chaque peuple.

En conséquence, ce qui importe en l'occurrence, c'est la manière, la méthode, les principes qui présideront à cette unité. Cela nécessite évidemment l'adhésion pleine et entière des masses populaires.

Le développement économique, technique et social des pays arabes, la démocratisation de la vie politique et l'élévation du niveau de vie sont autant de facteurs nécessaires dont il faut tenir compte afin de pouvoir envisager avec plus de chance et de succès leur unité. Selon les principes, la création des Etats-Unis Arabes pourra être envisagée et toujours, comme nous l'avons dit, dans la liberté, la démocratie et le respect mutuel de tous ces peuples que la religion, la langue et l'histoire ont déjà unis. Enfin, cette unité sera une œuvre de longue haleine et qui nécessite beaucoup de sagesse politique et d'élévation d'esprit.

Q. : Quelle est votre position vis-à-vis du bloc de l'Est ?

R. : Le Mouvement National Algérien est d'origine prolétarienne et, par voie de conséquence, il est fidèlement attaché à la démocratie et au respect de la liberté des peuples et des individus. Il restera fidèle à cette conception politique et fera tout pour étendre ses relations à tous les peuples imbus des mêmes conceptions que lui. La non-intervention dans les affaires intérieures des mouvements politiques et des Etats reste ses principes. Aussi, il sera toujours heureux de développer ses relations dans la fraternité avec tous les autres peuples et s'opposera farouchement à toute dictature quelle qu'elle soit et d'où quelle vienne.

Tout en luttant pour sa liberté, son amélioration économique, sociale et culturelle et en favorisant la fraternité des peuples, le peuple algérien reste fidèle à ses origines spirituelles.

Dans l'état actuel des choses, le Bloc de l'Est ne nous donne, après quarante ans d'expériences, aucune raison de croire qu'il respecte la liberté des consciences ainsi que les liberté démocratiques.

Pour toutes ces raisons, le peuple algérien reste vigilant, attend et observe ce qui se passe au-delà des frontières du monde stalinien.

Q. : Quelles sont, à votre avis, les chances actuelles d'un dialogue franco-algérien ?

R. : Il est évident que les chances d'un dialogue franco-algérien existent depuis le discours du 16 septembre 1959. La reconnaissance au peuple algérien des principes de l'autodétermination est un facteur susceptible de favoriser d'un moment à l'autre, le dialogue, voire la négociation.

Au lendemain du complot d'Alger, le discours du général de Gaulle est venu renforcer les chances d'un prochain cessez-le-feu. Les observateurs politiques les plus qualifiés avaient vu dans ce discours la voie ouverte à d'heureuses perspectives. Il semble que le Président de la République française prononcera un important discours à propos de l'Algérie après les élections cantonales. Que dira-t-il ? Tout le problème est là !

Q. : Ne craignez-vous pas le danger d'une internationalisation du problème algérien ?

R. : Déjà le problème algérien a été débattu plusieurs fois devant les Nations Unies. Une résolution a été votée par deux fois au cours de l'année 1957 invitant le gouvernement français à trouver une solution pacifique, démocratique et juste. Par contre, il y a lieu de craindre le prolongement de la guerre d'Algérie

et son extension à toute l'Afrique du Nord par suite des complications diplomatiques survenues aux frontières algéro-tunisiennes et algéro-marocaines.

Une internationalisation excessive peut conduire à la balkanisation de l'Algérie. Dans ce cas-là, on aura créé, à l'intérieur du pays, des frontières nouvelles, des pays riches et des pays pauvres. Donc autant de sujets, autant de discordes.

Gouvieux, le 18 mai 1960.

Source : Archives privées.

Document 82 - **Messali Hadj déclare :**
Du débarquement des alliés en Afrique du Nord à l'autodétermination.
mai 1960

Au moment où le monde entier braque son regard sur Paris où va se tenir la conférence au sommet dans une atmosphère quelque peu explosive, les Algériens ne peuvent oublier la paix du monde et le drame qui déchire notre pays.

A cette conférence au sommet, nous formulons nos meilleurs vœux pour sa réussite. Nous espérons qu'elle ne manquera pas d'avoir d'heureux résultats sur la paix du monde et sur une prochaine solution du problème algérien conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Nous avons déjà vu le 8 novembre 1942 les Forces Alliées débarquer en Afrique du Nord, d'où elles sont reparties à la libération de l'Europe, dont une grande partie était déjà sous les bottes du nazisme et du fascisme. Le peuple algérien, par ses efforts économiques et par ses fils, a contribué largement à cette libération. A cette occasion, que de grands discours pleins de promesses de liberté et d'indépendance ont été prononcés par les chefs d'Etat de tous les pays alliés ! Son Excellence Winston Churchill lui-même a rendu hommage à la bravoure et au mordant des attaques des troupes algériennes. On a promis, enfin, aux peuples encore dépendants leur libération dès la fin de la guerre.

Nous connaissons, nous Algériens, la suite qui a été donnée à toutes ces promesses et en particulier les événements sanglants du 8 mai 1945 où 45.000 des nôtres ont été massacrés dans des circonstances moyen-âgeuses pour avoir réclamé leur droit à la liberté. Dix ans après, la Révolution algérienne a été déclenchée pour que le monde entier sache bien que notre peuple, à son corps défendant, a été obligé de faire parler la poudre après avoir frappé à toutes les portes, y compris celles des Nations Unies.

A la suite de l'avènement du général de Gaulle au pouvoir, après les événements du 13 mai, qui ne sont d'ailleurs que les conséquences de la guerre d'Algérie, et son discours du 16 septembre 1959, le peuple algérien s'est réjoui de voir enfin que le droit de disposer de lui-même lui était reconnu. Ce fut une joie immense et notre peuple a pensé qu'il allait enfin, voir cette grande promesse se réaliser. Malheureusement, il n'en est rien jusqu'aujourd'hui. Bien au contraire, nous assistons à un retour des anciennes méthodes de l'administration algérienne et aux anciens clichés de la colonisation. Aussi, en pleine guerre, on persiste à faire des élections cantonales, alors que le pays vit un régime de terreur odieux et exécrable.

Nos positions sont connues et nous continuons à croire fermement que le moment de la solution du problème algérien et des négociations est bien arrivé.

Notre peuple attend avec impatience les dispositions du Gouvernement français pour mettre en application l'autodétermination et, pour cela, il faut absolument ouvrir des négociations pour le cessez-le-feu et pour examiner l'avenir de cette Algérie qui sera certainement une République algérienne amie de la République française.

Source : *La voix du Peuple*, mai 1960.

Document 83 - **Interview au *Figaro***
30 août 1960

Q. : Que pensez-vous dans l'état actuel des choses de la situation algérienne après l'échec de Melun ?

R. : Depuis l'échec des pourparlers de Melun, le problème algérien, après un moment d'explications et de mises au point de part et d'autre entre les partenaires, est rentré dans le silence.

Les causes de cet échec, comme l'a affirmé notre Comité directeur dans sa dernière conférence de presse à Rome, ont été, d'une part les manœuvres du gouvernement français pour retarder la solution du problème et, d'autre part l'intransigeance de certains Algériens encore attachés à l'idée de représentation exclusive.

L'opinion publique et les Algériens eux-mêmes qui avaient tant espéré après le discours du 14 juin 1960 ont été profondément déçus de l'aspect négatif de ces pourparlers et surtout de la procédure particulière établie qui devait fatalement conduire à l'échec.

Qu'on le veuille on non, la paix en Algérie ne peut-être l'œuvre d'un seul courant politique ni une solution imposée à notre peuple par le gouvernement français.

Q. : Pensez-vous que les événements du Congo ex-belge et l'éclatement du Mali auront des répercussions sur le problème algérien ?

R. : Les événements sanglants survenus durant ces deux derniers mois au Congo ex-belge et l'éclatement du Mali peuvent être interprétés par les uns et les autres de manière différente.

Les partisans de la guerre les apprécieront et en tireront les arguments pour s'opposer à toute solution démocratique et juste, et justifier ainsi la poursuite de la guerre.

Les partisans de la paix pensent que ces événements doivent inciter les hommes de bonne volonté et le gouvernement français à hâter les négociations pour mettre fin au conflit algérien.

Les observateurs politiques n'ont pas manqué d'en appeler au gouvernement français pour faire part de leurs inquiétudes sur les conséquences de ces événements qui peuvent d'un moment à l'autre compliquer la solution du problème algérien, et ouvrir la porte toute grande à l'aventure et au chaos qui ne manqueront pas de s'étendre à toute l'Afrique du Nord.

Q. : Que pensez-vous de la nouvelle attitude du FLN et de l'internationalisation du problème algérien ?

R. : Ne pouvant être à la fois juge et partie, je préfère me cantonner aux affaires du MNA et balayer devant ma porte sans m'occuper du voisin.

Cependant, l'internationalisation dont il est question est un fait qui a toujours intéressé notre mouvement dans le passé comme dans le présent. Le MNA a été le premier à internationaliser le problème algérien aussi bien avant qu'après

le déclenchement de la Révolution algérienne.

A cet égard, il est juste de souligner que c'est bien le MNA qui, en septembre 1955, a préparé et obtenu l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour des Nations Unies.

Il est également très intéressant de rappeler qu'à cette session, le FLN, sous la pression de l'étranger, a marchandé le retrait de la question algérienne à l'ordre du jour de l'ONU pour permettre le retour de la délégation française qui, en signe de protestation avait déserté les Nations Unies.

Dans l'état actuel des choses, le problème algérien s'impose aux hautes Instances internationales et demeure la préoccupation dominante de la conscience mondiale. Il n'appartient qu'au gouvernement français, dans le but d'éviter l'internationalisation effective, de négocier le cessez-le-feu ainsi que les garanties sur l'application de l'autodétermination et le contrôle du référendum avec tous les représentants des combattants algériens.

Nous continuons de croire que la solution de ce problème n'est ni à Pékin, ni à Moscou, ni aux Nations Unies, mais à Paris, à condition, et à condition seulement, que le gouvernement français se décide véritablement à ouvrir les négociations dans les plus brefs délais.

Si le gouvernement français d'une part, s'opposait à l'internationalisation de l'affaire algérienne par tous les moyens et que d'autre part, il rejetait les négociations, il faudrait alors s'attendre à une tension en Algérie qui entraînerait notre peuple à jouer de tous les moyens pour se libérer.

Dans ces conditions, le MNA sera appelé à reconsidérer son attitude et à prendre toutes les mesures qui s'imposent.

Q. : Avez-vous des propositions concrètes à faire, susceptibles d'être entendues tant par les Musulmans, la minorité française et le gouvernement français ?

R. : Oui, je suis en possession d'un plan pour la paix en Algérie que le Bureau politique du MNA a minutieusement élaboré après la dernière conférence de Rome en vue d'écarter toutes les difficultés de part et d'autre afin d'aborder la solution du problème dans les meilleures conditions.

Ce plan de paix est le seul moyen de créer un climat d'entente, susceptible d'entraîner l'adhésion de tous les intéressés au rétablissement de la paix.

Pour cela, le gouvernement français doit provoquer une réunion de tous les représentants de ceux qui se battent pour examiner avec eux la procédure à adopter en vue d'aboutir à une entente sur la réalisation des objectifs suivants : le cessez-le-feu, les garanties de l'autodétermination et le contrôle du référendum. Cela évidemment suppose une conférence de la Table Ronde ou de tables parallèles.

Le MNA propose, immédiatement après, la formation d'un gouvernement algérien provisoire dont l'action serait limitée à l'application des moyens mis en œuvre afin d'atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus. Ce gouvernement provisoire serait composé de nationalistes algériens et de représentants de la minorité française.

L'application de l'autodétermination devra nécessairement intervenir en dernier ressort pour permettre au peuple algérien, sans distinction de race ni de religion, de choisir son avenir politique et ses représentants qualifiés.

L'avantage de cette proposition est de se réunir d'abord, de mettre fin aux antagonismes et de laisser le temps et la discussion faire leur œuvre constructive.

Les contacts humains sont, dans une solution de l'envergure du problème algérien, d'une nécessité vitale. Ainsi, ils mettront fin au dialogue de sourds, à l'intransigeance des uns et des autres et permettront également à l'opinion publique de peser de son poids dans les problèmes qui seront débattus.

En ce qui nous concerne, nous sommes convaincus que ce plan permettra de préparer la coopération qui, au-delà de la République algérienne, s'avérera comme une nécessité à la vie du jeune Etat algérien et un moyen d'entente efficace entre les éléments ethniques du peuple algérien.

Source : *Le Figaro*, 30 août 1960.

Document 84 - Messali Hadj préconise la constitution d'un gouvernement algérien provisoire

octobre 1960

Bientôt la guerre d'Algérie rentrera dans sa septième année. Aucun gouvernement français depuis le 1er novembre 1954 jusqu'à nos jours ne s'est montré capable d'apporter une solution conforme aux aspirations nationales du peuple algérien.

Les conséquences tragiques qui découlent de cette guerre mettent en péril le destin du Maghreb arabe, des pays de la communauté et la paix du monde.

Devançant la conférence de presse du général de Gaulle du 5 septembre 1960, le leader national Messali Hadj a lancé un plan de paix. L'avantage de cette initiative est d'aplanir les difficultés soulevées de part et d'autre afin d'aborder la solution du problème algérien dans les meilleures conditions.

En quoi consiste-t-il ?

Tout d'abord, le gouvernement français doit provoquer une réunion de tous les représentants de ceux qui se battent afin d'examiner avec eux la fin honorable des combats, le sort des combattants et la destination des armes. Cette confrontation entre nationalistes algériens et représentants du gouvernement français se fera autour d'une «Table Ronde» ou à défaut sous la forme de «Tables Parallèles».

Après la conclusion du cessez-le-feu, cette réunion serait élargie aux divers représentants des minorités européennes, si leur présence s'avérait indispensable à un climat d'apaisement et de collaboration fructueuse. L'objet de cette réunion élargie est d'examiner les conditions et les garanties en vue de l'application de l'autodétermination et du contrôle du référendum. Immédiatement après, un gouvernement provisoire algérien sera constitué groupant en son sein toutes les tendances y compris les minorités européennes. La compétence de ce gouvernement sera limitée au respect des clauses du cessez-le-feu, à l'application de l'autodétermination et au contrôle du référendum.

L'application de l'autodétermination devra nécessairement intervenir en dernier ressort pour permettre au peuple algérien, sans distinction de race ni de religion, de choisir son avenir politique et ses représentants qualifiés.

L'avantage de cette proposition est de se réunir d'abord, de mettre fin aux antagonismes et de laisser le temps et la discussion faire leur œuvre constructive.

Les contacts humains sont, dans leur solution de l'envergure du problème algérien, d'une nécessité vitale. Ainsi, ils mettront fin au dialogue de sourds, à l'intransigeance des uns et des autres et permettront également à l'opinion publique de peser de son poids dans les problèmes qui seront débattus.

En ce qui nous concerne, nous sommes convaincus que ce plan permettra de préparer la coopération qui, au-delà de la République algérienne, s'avérera comme un nécessité à la vie du jeune Etat algérien et un moyen d'entente efficace entre les éléments ethniques du peuple algérien.

Source : *La Voix du Peuple*, octobre 1960.

Document 85 - Déclaration de Messali Hadj en réponse au discours du général de Gaulle du 4 novembre 1960

5 novembre 1960

J'ai écouté le discours du général de Gaulle à la fois avec inquiétude et espoir. Les passages concernant le gouvernement algérien avec ses institutions et ses lois et l'annonce d'une future République algérienne ont rempli de joie mon cœur de vieux militant. Je suis convaincu que tous les Algériens ressentiront le même effet.

Dans cette allocution radiodiffusée, il y a un certain nombre de précisions et d'éléments nouveaux susceptibles de provoquer un rapprochement et une compréhension des réalités algériennes. Par exemple, la trêve à laquelle il est fait allusion et qui, sans doute, fera l'objet de démarches de personnalités religieuses et de chefs d'Etats africains, peut amener de nouvelles ouvertures.

Cependant il y a une ombre au tableau : pas de négociations.

Je continue à croire que toutes les portes ne sont pas fermées et je demande avec insistance et déférence au Président de la République française de provoquer une réunion de la Table Ronde sans préalable ni exclusive pour permettre aux représentants qualifiés du peuple algérien de prendre leurs responsabilités devant le peuple algérien, la France républicaine et le monde.

Et tout compte fait, c'est là la voie de la coopération entre le peuple français et le peuple algérien libres et amis, de préférence à une internationalisation qui ne peut conduire qu'au chaos et à l'aventure.

Gouvieux, le 5 novembre 1960.

Source : A.F.P et la presse française.

Document 86 - La conférence d'Abidjan un facteur non négligeable pour faciliter l'arrêt des hostilités en Algérie

novembre 1960

1° L'Algérie et l'ONU

En effet, depuis l'échec de Melun, les dirigeants du FLN ont compris que le gouvernement français ne reconnaîtra jamais leur gouvernement et, en aucune façon, ne leur reconnaîtra plus la représentation exclusive du peuple algérien dans d'éventuelles négociations. Ils revinrent alors à une idée que le MNA avait proposée à l'ONU au cours de la session de 1956 : l'organisation d'un référendum sous le contrôle de l'organisation internationale. Ainsi, ils renoncent aux négociations directes avec les représentants du gouvernement français et soumettent la solution du problème aux mains de l'ONU, pendant que celle-ci dispose de toute l'autorité voulue pour dépêcher ses «Casques bleus» en Algérie afin d'organiser l'autodétermination et contrôler le référendum.

Que fera cette année l'ONU dans un conflit qui revient chaque année en discussion devant elle et que, depuis six ans, elle n'est pas parvenue à régler ? Une motion réclamant l'intervention des troupes de l'ONU en Algérie sera-t-elle adoptée grâce à l'appui des pays afro-asiatiques ?

Même si une pareille motion était acquise à une forte majorité, elle n'aurait qu'une portée morale et théorique. Nous n'avons de cesse de répéter que la solution du conflit restera à trouver en commun à Paris et à Alger, par la France et tous les Algériens sans aucune exclusive.

Et c'est dans cette perspective, à savoir que la France s'opposerait à une éventuelle intervention de l'ONU dans les affaires algériennes et que cette dernière ne ferait que compliquer et éloigner les chances d'un règlement pacifique, que se place la conférence d'Abidjan.

2° La médiation des Etats de la Communauté.

Les Etats d'Afrique Noire, voulant éviter un choix difficile d'abord, ensuite éviter les complications et une situation inextricable, se proposeraient - et tel est le but de la conférence d'Abidjan - de présenter une motion à l'issue des débats sur l'affaire algérienne à l'ONU, susceptible de réunir une forte majorité proposant leur médiation auprès des parties en présence afin de favoriser le rapprochement.

L'initiative en elle-même est louable. Si les observateurs politiques se montrent sceptiques quant à un résultat positif, il n'en demeure pas moins qu'ils estiment l'idée hardie et généreuse et lui prodiguent tous leurs encouragements. Le gouvernement français partage aussi les mêmes craintes, mais encourage vivement les émissaires à poursuivre leurs démarches.

Si le FLN accueille avec méfiance l'initiative des Chefs d'Etats noirs et continue de manifester la réserve et la prudence, le MNA de son côté n'a pas hésité un instant pour saluer cette heureuse initiative et encourager ses promoteurs à activer sans relâche dans le but de provoquer le dégel afin de contribuer à trouver la solution.

Le premier geste de Messali Hadj a été d'adresser à cette conférence à Abidjan un télégramme leur souhaitant plein succès dans la réalisation de leurs projets. Tout en les félicitant pour l'initiative tendant à une médiation, il s'est déclaré prêt à leur faciliter la tâche en vue d'aboutir à un résultat satisfaisant.

Lors du récent passage à Paris de MM. Senghor, président de la République du Sénégal, l'Abbé Youlou, président de la République du Congo et Houphouët-Boigny, président de la République de la Côte d'Ivoire, Messali Hadj leur a, de nouveau, adressé des messages personnels où il est dit notamment :

«...Toute intervention de votre part auprès du gouvernement français et auprès des Nationalistes algériens sera d'une grande importance dans le règlement du conflit...»

Après avoir rappelé les positions du MNA établies dès le déclenchement des événements et qui consistent en une Table Ronde sans préalable ni exclusive, Messali Hadj aborde, dans son message, son plan de paix et explique les raisons de son élaboration.

Le message aux présidents des trois Etats africains se termine ainsi :

«Il y a en Algérie, un drame tragique qui se joue et qui met en mouvement de gros intérêts et des hommes de différentes races. Cette situation doit, à notre avis, déterminer le système politique qui régira demain l'Algérie.

«Nous croyons que la clé de toute solution doit se trouver dans l'instauration d'une véritable démocratie. Tout ce qui se fait maintenant doit tenir compte de cette situation et d'une cohabitation harmonieuse entre tous les éléments ethniques du peuple algérien.

«Nos soucis... sont déterminés par cette volonté de créer des possibilités d'entente et de rapprochement afin d'aboutir à une coopération dans tous les domaines entre le peuple français, le peuple algérien libre et indépendant ainsi qu'avec les Etats d'Afrique. »Pour toutes ces considérations, le MNA est prêt à répondre à tout appel pour l'examen de ces problèmes.»

Source : *Réalités Algériennes*, n° 12, novembre 1960.

Document 87 - Déclaration du Bureau politique du MNA
13 décembre 1960

Le Bureau politique du MNA, à la suite des événements tragiques et qui, une fois de plus, viennent d'endeuiller le peuple algérien, réuni en session extraordinaire :

- S'INCLINE devant les martyrs de ces journées sanglantes provoquées par la répression colonialiste et adresse à toutes les familles algériennes atteintes par ce massacre ignoble ses condoléances profondément attristées, les assure de son affection et réaffirme son engagement de poursuivre le combat et servir la cause pour laquelle ils viennent de tomber.

- ÉLÈVE une protestation véhémente et énergique contre ce massacre odieux et dénonce l'aspect raciste du gouvernement français qui fait que les uns se livrent librement à toutes sortes de manifestations et de désordres, tandis que le lot réservé aux musulmans demeure toujours la mitraille, la torture et la répression sanglante.

Dans tout cela, il y a quelque chose de troublant et on se demande comment on en est arrivé à cette machination. En effet, pourquoi a-t-on vu du côté officiel saluer l'entrée en scène des manifestants musulmans, chose qu'on a considéré comme un «événement extraordinaire», et comment cette manifestation a dégénéré en massacre ? Faut-il croire alors que nous sommes en présence d'un nouveau 8 mai 1945 ? Au moment où notre peuple est engagé dans sa lutte de libération nationale, le MNA adresse un vibrant appel à tous les Algériens pour leur union et leur réconciliation autour de la République algérienne qui, déjà, pointe à l'horizon, délaissant les manœuvres colonialistes qui ont déjà sillonné toute cette période de colonisation, pour élever nos aspirations à la hauteur de l'intérêt national et général du peuple algérien.

L'exemple affreux de division et d'anarchie qu'offre le Congo ex-belge doit nous inciter davantage à être vigilants et à garder notre sang-froid.

L'enseignement essentiel à dégager de ces journées sanglantes est la volonté ardente de notre peuple, sa combativité et son esprit de sacrifice qui ont mis en échec toute politique tendant à créer une 3ème force et toute velléité de partition de notre territoire national.

C'est pourquoi, une fois de plus, l'ouverture des négociations s'avère indispensable pour mettre fin à la guerre d'Algérie et aborder ensuite la construction de la RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE. Ce sentiment profond est certainement partagé par le peuple français avec lequel nous entendons conserver des rapports amicaux, base fondamentale de la coopération de demain.

Le 13 décembre 1960.

Source : Archives privées.

Document 88 - Réponse à Germaine Tillion, dans *L'Express*

24 décembre 1960

Monsieur le Directeur,

Ma stupéfaction a été grande de lire dans *l'Express* n° 497 du 22.12.1960, un article intitulé «La France et l'Algérie» et signé par Madame Germaine Tillion où je suis mis en cause notamment dans un renvoi page 12, colonne 2.

Il y est indiqué qu'après la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, *«Messali, sur le conseil du Colonel de la Roque, leader d'une partie de la droite française, fonda un parti régulier, le PPA (Parti du Peuple Algérien)...»*

Dans ma longue carrière de militant, j'ai été habitué à subir bien des attaques injustes et je n'emploie à dessein que des termes modérés. Mais je ne pensais pas lire sous la plume de Madame Tillion, qui en sa qualité d'ethnologue devrait avoir le sens de l'objectivité et contrôler soigneusement ses sources, une inexactitude dont la taille dispense de la qualifier.

Je pourrais relever dans son article bien des affirmations contestables ou noter de graves erreurs ou omissions concernant l'Histoire récente et le rôle de partis à la vie desquels j'ai pris une part importante. J'admets que sur des événements proches les appréciations puissent être divergentes mais il y a des faits qui appartiennent à l'Histoire objective et sur lesquels l'erreur n'est plus permise. J'estime que l'affirmation selon laquelle j'aurais créé le PPA sur les conseils du Colonel de la Roque est une atteinte intolérable à ma dignité de vieux militant.

Force m'est donc de rappeler que la plus grande partie de ma vie politique s'est déroulée au milieu de la classe ouvrière et du peuple français. Dès que les mouvements fascistes ont fait leur apparition et se sont manifestés notamment à la fin de l'année 1933, l'émigration algérienne dans son immense majorité s'est rangée dans le camp antifasciste. Déjà le 12 février 1934, nous étions présents à la grande manifestation de la Place de la Nation qui a groupé plus d'un demi million d'hommes. En tant que Président de l'Etoile Nord-Africaine, j'ai participé à la création du Front Populaire dont nous fûmes adhérents dès l'origine. Ainsi, nous avons mobilisé des milliers de travailleurs algériens pour la défense des libertés démocratiques qui cependant ne nous étaient pas reconnues. Nous avons fait échec aux tentatives d'embrigadement auxquelles se livraient effectivement les ligues factieuses qui, sachant le dénuement des Algériens en France, s'efforçaient de recruter parmi eux des mercenaires à leur solde.

Dans toutes les manifestations du Front Populaire, nous fûmes présents avec nos pancartes, nos mots d'ordre et le drapeau algérien. Ce fut le cas le 14 juillet 1935, puis le 14 juillet 1936 où 40 000 Algériens défilèrent derrière nos emblèmes.

Entre temps, soit le 1er septembre 1935, j'avais participé à une conférence tenue au Quartier Latin afin de lancer une campagne contre l'agression de l'Abyssinie par le fascisme italien. Je fus désigné parmi la délégation qui se rendit à Genève pour porter à la S.D.N. la protestation du Front Populaire

contre cette agression. Je représentais les travailleurs d'Afrique du Nord dans cette délégation.

Durant les grèves de juin 1936, les travailleurs algériens furent aux côtés de leurs camarades français aussi bien dans les manifestations que dans les occupations d'usines. A cette époque, j'allais chaque jour dans les usines occupées par les grévistes pour y prêcher la solidarité et la fraternité entre les travailleurs algériens et français. Nous étions présents partout et il y avait lutte pour la liberté et la justice sociale.

Cette activité contre le fascisme en France eut son prolongement en Algérie. Le 2 août 1936, un grand meeting fut organisé au Stade Municipal d'Alger. J'y ai parlé devant 20 000 Algériens venus de tous les coins du pays. Pour la première fois et par ma voix furent clamés bien haut, devant la foule et sur le sol algérien, les idées d'indépendance de l'Algérie et de coopération avec le peuple français.

Mais alors que nous avions contribué de toutes nos forces à la constitution du Front Populaire, la répression s'abat subitement sur nous. L'Etoile Nord-Africaine est dissoute le 26 janvier 1937. Suivirent bientôt la dissolution du Destour et de l'Action Marocaine. Nous créerons alors le PPA, de même que nos amis tunisiens et marocains fonderont le Néo-Destour et l'Istiqlal.

Malgré le coup qui vient de nous frapper, nous voulons maintenir les liens qui nous unissent au mouvement ouvrier français. Le 14 juillet 1937, eut lieu à Alger, du Champ de Manœuvres à la Place du Gouvernement, un défilé du Front Populaire qui groupa des dizaines de milliers de Français et d'Algériens. Le PPA était présent avec le drapeau algérien vert et blanc frappé du croissant et de l'étoile rouge. Je pris la parole en son nom, Place du Gouvernement.

Désormais, la répression va s'accentuer contre nous et bientôt aussi contre nos amis Tunisiens et Marocains. C'est à nouveau pour mes amis et moi la prison. Arrêté le 27 août 1937, je suis condamné à deux ans d'emprisonnement. Relâché le 27 août 1939, je suis arrêté une fois encore le 4 octobre 1939 et cette fois pour longtemps, malgré les pressions et menaces de toutes sortes dont j'ai été l'objet sous le régime de Vichy, j'ai maintenu bien haut le drapeau de la patrie algérienne. Aussi le Tribunal Militaire d'Alger me condamna, en 1941, à 16 ans de travaux forcés, 20 ans d'interdiction de séjour, la confiscation de tous nos biens présents et à venir et la dégradation civique.

Je me demande comment il a été possible à Madame Tillion d'établir un lien quelconque entre mon action politique et les «conseils» du Colonel de la Roque. Que l'on ose m'attribuer des rapports avec un homme dont les idées étaient aux antipodes des miennes, auquel et pour cause je n'ai jamais adressé la parole et qui ne cessait de lancer des invectives et d'exiger des poursuites contre nous, voilà qui me paraît inconcevable.

Il y a, par ailleurs, une erreur de date qui m'étonne. Madame Tillion précise que le PPA fut dissous après les émeutes de 1945. Comment ne sait-elle pas que le PPA a été dissous par un décret du 26 septembre 1939, en même temps que le Parti Communiste ?

Il y a une nuance. Cela ne peut-il pas laisser supposer à vos lecteurs que le PPA, dont Madame Tillion affirme qu'il a été créé sur les conseils du Colonel de la

Roque, a pu rester légal pendant toute la période de Vichy ?

J'espère que vous mesurerez vous-même la gravité d'inexactitudes qui jettent le discrédit non seulement sur ma personne mais aussi sur une pléiade de militants qui ont connu les prisons, le bagne, les tortures et parfois la mort pour demeurer fidèles à leur idéal démocratique et à leur patrie.

C'est pourquoi, je me vois obligé de vous demander d'insérer la présente rectification dans le prochain numéro de votre hebdomadaire en même place et mêmes caractères que l'article qui me met en cause, conformément aux dispositions de l'article 13 de le loi du 29 juillet 1881 modifiée sur la liberté de la presse.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées.

Messali Hadj.

Source : Archives privées, lettre du 24 décembre 1960.

Document 89 - Interview à *Paris-Presse*
3 février 1961

Placé en résidence très peu surveillée à Chantilly, sinon par ses trente garde de corps, Messali Hadj, le chef du Mouvement National Algérien, rival du FLN, attend avec confiance l'ouverture des négociations pour la paix. Son parti fait actuellement de gros efforts pour développer son organisation en Algérie, où il entretient toujours un maquis dans le Sud-Algérien, du côté de Djelfa. Il a des troupes importantes chez les ouvriers algériens de métropole et de Belgique.

Par ses très nombreux contacts - il attend la visite imminente d'un membre du gouvernement - Messali Hadj est un des hommes les mieux informés de l'évolution politique algérienne et des chances d'une réconciliation. Le MNA s'estime assez fort pour construire un Etat algérien sans le FLN, en cas d'échec d'un second Melun. Cette solution de rechange prendra toute son importance si le général de Gaulle, comme on lui en prête de plus en plus l'intention, engage quatre négociations séparées avec le FLN, avec les Européens des commissions d'élus, avec les musulmans de ces mêmes commissions, puis avec le MNA.

Q : Pourquoi à votre avis, la négociation avec le FLN est-elle si lente ?

R : Depuis 1955, les contacts entre le gouvernement français et le FLN n'ont jamais cessé. Mais il ne s'agissait que d'expériences.

Cette fois, la victoire des «oui» au référendum et l'évolution internationale rendent inévitable une négociation. Seulement, de part et d'autre, on veut à tout prix éviter un nouvel échec.

Du côté du FLN, la perspective de la négociation provoque de nombreux tiraillements et même de l'inquiétude. Il ne faut jamais oublier que le FLN est formé de plusieurs mouvements politiques. Certains de ses dirigeants n'étaient pas FLN au départ. Ils veulent éviter d'essuyer les plâtres.

Les maquisards, les UDMA, les centralistes, les amis de Ben Bella, chaque fraction pense d'une façon différente. Comme le plat de couscous va bientôt circuler, tout le monde veut se réserver la part la plus grande de l'assiette.

Cela ne veut pas dire que le FLN n'est composé que de tendances négatives. Il devient une organisation sérieuse. Il se rend compte petit à petit que l'Algérie moderne n'est pas ce qu'il pensait. Avant toute chose soyez certain qu'il veut éviter une «congolisation».

Les déclarations fracassantes, les démentis qui les suivent, toutes ces contradictions que vous constatez actuellement dénotent, une tension interne au FLN, mais aussi une évolution.

Il faut en même temps faire la part de la tactique. Ferhat Abbas dit à Djakarta : «L'armée française doit évacuer l'Algérie». Quand les militants lisent cela dans les journaux, en Algérie, ils sont contents.

Mais Yazid dit aussitôt le contraire, parce qu'il sait bien que le jour où on sera autour de la table, il ne sera plus question de prendre des positions aussi tranchées.

Il faut tenir compte enfin du drame personnel de Ferhat Abbas qui se demande comment il se maintiendra demain au pouvoir. Ferhat Abbas, pour moi, c'est beaucoup moins que Tahar Ben Ammar, le premier président du Conseil tunisien. Il n'a jamais été libre au FLN, mais maintenant qu'on a crié son nom dans les rues, on a besoin de lui.

S'il pouvait, Abbas se contenterait de bien moins que ce qu'il réclame. Mais il y a derrière lui Boussouf, Ben Tobbal et les mitraillettes. Il faut bien qu'il trouve un moyen pour franchir la porte étroite.

Q : Comment expliquez-vous l'explosion musulmane du 10 décembre ?

R : Tous ces jeunes qui ont manifesté sont nés dans la révolution. Ils avaient entre six et dix ans quand j'ai fait ma dernière grande tournée politique en Algérie et que je me promenais dans la Casbah. Je revenais de La Mecque. Les enfants me regardaient et demandaient : «Qui est celui-là»? Quand on leur répondait : «C'est Messali Hadj», ils criaient déjà : «Vive le MTLD !»

Depuis, ils sont allés au cinéma. Les plus âgés ont eu des contacts avec les organisations syndicales, des partis politiques.

Certains ont fait des stages à l'étranger. Ils ont assimilé très vite les techniques révolutionnaires les plus classiques. Ils ont maintenant leur infrastructure particulière qui, dans certains endroits, est mieux organisée que celle du FLN ou du MNA.

L'Algérie nouvelle surprend peut-être Ferhat Abbas. Pas moi. Je sais parler à la jeunesse et le jour où cela sera possible, elle m'écoutera. Si, je pouvais me rendre en Algérie, vous seriez étonné par la popularité du MNA.

Q : Quelle est la part du MNA dans ces événements ?

R : Pendant un temps, on a dit que le MNA n'existait plus. Maintenant, on dit que nous faisons peur à toute la Casbah, c'est ridicule.

La vérité, c'est que le MNA n'a jamais cessé d'exister en Algérie, même lorsque ses militants se cachaient sous une étiquette FLN. Pour lui comme pour le FLN, les manifestations de décembre ont été un ballon d'oxygène.

Nous avons donné des consignes précises pour que le MNA manifeste partout sa présence, mais ne joue pas aux provocateurs. Au moment des événements de décembre, nous avons pris contact, à Alger, avec des responsables du FLN pour essayer de savoir exactement qui avait déclenché les manifestations. La réponse a été immédiate : «Attention, ce sont des provocateurs.» Cela prouve bien que les manifestations ont été dirigées par de nouvelles organisations.

Q : Où en sont vos relations avec le FLN ? Est-il exact que Ben Bella vous ait écrit une lettre souhaitant une réconciliation ?

R : En métropole, il n'y a plus de problèmes politique entre le FLN et le MNA. Mais il reste le lourd passif des règlements de comptes.

Je n'ai pas reçu récemment de lettre de Ben Bella. Mes contacts avec le FLN n'ont pas cessé, en Suisse et en Allemagne. Ils ont été les plus nombreux quand Ben Bella fréquentait des messalistes au quartier politique de la Santé. Depuis qu'il est à l'Ile d'Aix, nous avons de ses nouvelles par personnes interposées.

Le retour dans «la grande maison» n'est peut-être pas si loin qu'on le pense. Il est souhaité par plusieurs leaders du FLN qui voudraient s'entendre avec nous.

Q : Quelle est l'influence du parti communiste algérien ?

R : Il faut tenir compte du PCA. Il dispose d'une infrastructure sérieuse en Allemagne de l'Est. Vous avez remarqué qu'il met sans cesse en avant, depuis quelque temps, M. Larbi Bouali, pour qu'en Algérie on sache bien que lui aussi va revenir un jour.

Ce qui est angoissant, c'est que l'extrémisme des deux camps ne peut que le renforcer. Si demain la situation s'aggrave en Algérie, c'est le communisme qui en profitera.

De toute façon, avec des slogans du genre «La terre aux fellahs», il gênera toujours ceux qui voudront s'entendre avec les Français.

Source : *Paris-Presse*, 3 février 1961.

Document 90 - **Interview à *La Voix du Nord***
19-20 mars 1961

Il faut plus que jamais montrer patte blanche pour pénétrer au manoir de Toutevoie, à Gouvieux, près de Chantilly, où Messali Hadj se trouve depuis de nombreux mois déjà en résidence surveillée «protégée».

Q : Si d'aventure, votre mouvement était écarté de ces négociations, quelle serait votre attitude ?

R : En ce qui concerne ces négociations, les interlocuteurs et les représentants des différents mouvements nationalistes, je pense que jusqu'à maintenant, dans les déclarations du gouvernement français, du chef de l'Etat au premier ministre et au ministre chargé des Affaires algériennes, M. Joxe, il était bien question de prévoir la présence des représentants de toutes les tendances algériennes. Cela, à mon avis, est conforme aux principes de la démocratie et aussi au principe de l'autodétermination.

Si nous ne sommes pas mêlés à ces négociations d'une façon définitive, ou si ce n'est que momentané parce qu'on en prévoit d'autres, cela est affaire de gouvernement. Nous ne pouvons rien dire puisque cela ne dépend pas de nous. Si nous sommes invités, nous irons présenter nos conceptions politiques, faire entendre la voix du peuple algérien et défendre son avenir. Mais si nous ne sommes pas invités, nous continuerons notre action. Nous suivrons avec la plus grande attention ce qui se passe autour de ces pourparlers, nous en attendrons les résultats, nous les apprécierons et verrons à ce moment-là ce qu'il y a lieu de faire.

Cela ne signifie nullement, on le voit que le MNA ait accepté, comme on l'a dit de s'effacer devant le FLN et renoncé ainsi de participer à toute négociation. Dans un communiqué récent, l'entourage de Messali Hadj s'est élevé de la façon la plus énergique contre ce qu'il considère comme une manœuvre visant à troubler l'opinion.

«Dans le passé, Messali Hadj ne s'est jamais effacé devant quiconque, a-t-on affirmé à ce propos. Aujourd'hui, il ne s'effacera devant personne et bien moins devant Abbas. Le MNA entend poursuivre sa mission.»

Ses dirigeants veulent simplement se garder de troubler la sérénité des discussions. Ils entendent surtout ne rien compromettre.

«Nous voulons au contraire espérer, a ajouté Messali Hadj, que la tournure de ces négociations puisse se démocratiser et aboutir aux résultats que nous espérons tous.»

A propos des pré-négociations et de ce qu'on a appelé «leur esprit» le vieux mage a évoqué l'article paru dans un journal clandestin du MNA et intitulé : «Du Messalisme sans Messali Hadj». Le leader du MNA a rappelé à ce propos la politique traditionnelle de son mouvement depuis la création de l'Etoile Nord-Africaine en passant par le PPA (Parti du Peuple Algérien) et le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) :

«Nous avions posé, dès cette époque, le problème de l'indépendance, nous

rappelait-il hier. Nous avons également posé le problème de l'unité du Maghreb. Nous avons encore abordé celui de l'avenir de la minorité européenne en Algérie et enfin celui de la coopération.

Cela se fait maintenant sans nous et, nous pouvons le dire sans fausse modestie, nous le regrettons. Nous aurions aimé être présents. Mais si on réalise véritablement ces tâches auxquelles nous nous sommes consacrés depuis plus de quarante ans, nous ne pourrons que nous en réjouir.»

Nous avons alors demandé au chef du MNA, comment il concevait cet avenir de la minorité européenne d'Algérie auquel il venait de faire allusion.

«J'y ai pensé de très bonne heure, parce que je voulais habituer mes compatriotes engagés dans cette lutte à ce que celle-ci ne soit pas dirigée seulement contre ce qui n'est pas musulman algérien. Nous avons ainsi posé ce problème de la minorité à une époque qui est lointaine, et d'emblée nous en avons fait des Algériens. Demain, lorsqu'il y aura un gouvernement algérien, ceux-ci jouissant de tous les droits accordés aux autres citoyens, pourront participer à l'administration et au gouvernement algériens.

Sur un autre plan, la minorité européenne en Algérie nous intéresse beaucoup, en ce sens qu'aujourd'hui nous nous rendons parfaitement compte qu'elle est algérienne plus qu'elle ne le croit, et qu'elle est attachée à cette terre autant qu'à ses origines d'autrefois, qu'elle est un peu assimilée au pays, au climat, à la vie de la population musulmane.

Il y a une confiance entre le peuple algérien et la minorité européenne, que même les six années de révolution ne sont pas arrivées à entamer réellement.

Mais une fois ces aspects passionnels disparus, je suis sûr qu'avec la minorité européenne, nous ferons une très belle République algérienne.

.... Dans ce pays de contraste et de grandeur, où plusieurs races, plusieurs religions et plusieurs civilisations se côtoient, il y a d'immenses possibilités pour créer une Algérie nouvelle, prospère et rayonnante. Cela est possible dans la mesure où tous les Algériens sans distinction aucune, s'efforcent de s'élever à la hauteur du progrès. Pour cela, oublions le passé et vivons dans le présent, pour préparer un avenir qui chantera des lendemains pleins de promesses.»

Aux militants et sympathisants, le vieux patriarche dira encore :

«Votre place est à l'avant-garde de cette bataille pour la paix et la fraternité. Allez de l'avant, soyez fiers, généreux. Faites en sorte que la liberté et les principes de la démocratie règlent partout la vie de l'Algérie de demain. Ainsi la révolution algérienne aura atteint ses buts véritables et ses objectifs suprêmes et généreux.»

Lucien Pluvinage

Source : *La Voix du Nord*, 19-20 mars 1961.

Document 91 - Interview à *La Nation Socialiste*
29 mars 1961

Q : A l'heure où des pourparlers vont s'ouvrir à Evian entre représentants du gouvernement français et représentants du FLN, nous avons appris par l'intermédiaire de l'hebdomadaire Afrique-Action, *que Messali consentait pour la durée des pourparlers à observer la neutralité dans les différends qui opposaient le MNA et le FLN et qu'un accord avait été conclu dans ce sens par ses représentants en Suisse. Vous avez démenti que de tels accords aient été pris. Veuillez faire le point pour nos lecteurs de vos positions actuelles vis-à-vis du FLN et des pourparlers qui ont pu être engagés dans le sens d'un tel accord ?*

Est-il vrai, d'autre part, que M. Bourguiba vous ait invité à venir à Tunis, comme le bruit en a couru ?

R : Quelques jours avant l'arrivée du président Bourguiba en Suisse, j'ai demandé à un ami d'aller lui faire part de mon désir d'user de son influence auprès du FLN pour un rapprochement et mettre fin à la lutte fratricide et aux attentats qui ont fait tant de victimes parmi les Algériens.

Sur cette lancée, il était possible d'arriver à une entente pour aborder les négociations et préparer notre retour en Algérie dans les meilleures conditions possibles.

Pour être précis, il n'y a pas eu d'accord, mais simplement un désir de notre part plusieurs fois réitéré de procéder à des rencontres qui auraient pu aboutir à un rapprochement. Cependant, hier comme aujourd'hui, je me ferai un plaisir et un devoir de rencontrer mes frères et de discuter avec eux de tous les aspects du problème algérien en ne tenant compte que de l'intérêt général de l'Algérie combattante et des véritables aspirations du peuple algérien.

A cet égard, je suis prêt à recevoir une délégation du FLN pour discuter de tous ces problèmes afin de réaliser ce rapprochement tant désiré, avant même l'ouverture des négociations.

Dans le cas où cette rencontre ne pourra se faire directement étant données les circonstances et les difficultés, cette délégation pourra rencontrer notre secrétaire général Moulay Merbah en Allemagne et Ahmed Mezerna au Caire pour examiner en commun l'ensemble de ces problèmes en ne tenant compte que de l'intérêt supérieur de la Nation algérienne.

De plus, je propose à S.E. Habib Bourguiba, à S.M. Hassan II et à S.E. Djamel Abdel-Nasser d'intervenir pour favoriser cette rencontre et en assurer le plein succès.

L'heure est à la fois historique et grave. Devant Dieu, le peuple algérien, le MNA et ma conscience de vieux militant, je prends ainsi toutes mes responsabilités. Qu'Allah nous aide en cette circonstance où se joue le destin de l'Algérie et du Maghreb arabe.

Quant à l'intervention de M. Bourguiba, en effet, il m'a offert de me rendre chez lui, de me réserver un grand accueil et de m'installer dans une résidence officielle d'où je participerais à toutes les grandes réceptions comme un haut dignitaire.

J'ai décliné cette invitation et tous ces honneurs parce que j'estime que ma place est au milieu de mes frères et de mon peuple où je dois combattre pour parfaire l'indépendance de l'Algérie et pour la mise sur pied d'un véritable Etat algérien.

Ce n'est pas la première fois qu'on m'a fait des propositions analogues. Déjà, des offres plus tentantes et plus grandes m'ont été faites en d'autres temps. Je juge que ma mission est tout indiquée et que je dois rester à mon poste de combat jusqu'au jour où mes forces ne me le permettront plus.

*Q. : Y a-t-il corrélation entre cette information d'*Afrique-Action, *cette invitation de M. Bourguiba et les mesures de surveillance accrues dont vous êtes l'objet à Chantilly ?*

R : En effet, il y a corrélation entre cette proposition et le renforcement des mesures de surveillance qui, à un certain moment, ont pris des allures d'un véritable état de siège. Tous nos faits et gestes étaient strictement surveillés et les voitures à l'entrée et à la sortie étaient minutieusement fouillées avec ouverture des coffres et contrôle intérieur des voitures. Nos visiteurs, les journalistes, subissaient le même contrôle rigoureux.

Mon avocat, Me Dechézelles, qui était venu me rendre visite pour des affaires en cours devant la justice, a subi le même sort.

En un mot, la surveillance et le contrôle ont dépassé ceux de Belle-île-en-Mer et des forêts de l'Afrique Centrale où j'ai été déporté.

Q.: Est-il exact, comme nous l'a appris France-Soir du 28 mars que «des négociations seraient entamées par le gouvernement français avec une délégation officielle du MNA, aux environs de Paris, vraisemblablement en même temps que s'ouvriraient les négociations d'Evian» ?

R. : Oui, il y a des contacts, d'une façon particulière entre les délégués du MNA et des émissaires du gouvernement français pour examiner les préparatifs préliminaires en vue de l'ouverture des négociations.

Il ne s'agit non pas, comme on le dit, de consultations, mais de véritables négociations sur le même pied d'égalité que celles qui vont s'ouvrir à Evian.

Il est vrai qu'il a été question que ces négociations officielles se déroulerait dans la région parisienne. Nos délégués ont eu quelques difficultés à ce sujet, avec les émissaires français et ont fait des contre propositions pour que ces négociations aient lieu à Evian en même temps que le FLN et que notre délégation puisse habiter une ville de la Haute-Savoie.

Q. : Vous avez pu lire, dans les derniers numéros de La Nation socialiste, *que de nombreux lecteurs musulmans souhaitaient, bien que connaissant les problèmes qui avaient amené la rupture entre les deux mouvements nationaux, qu'une entente soit réalisée rapidement. Ne pensez-vous pas, comme on l'estime dans certains milieux, aussi bien musulmans que français, qu'un accord préalable entre MNA et le FLN devrait précéder l'ouverture même des négociations ?*

R. : L'attitude des Algériens qui ont écrit à *La Nation socialiste* et ont souhaité qu'un rapprochement ait lieu entre le MNA et le FLN, est non seulement juste et noble, mais je dois vous dire qu'il est le sentiment quasi unanime de tous les Algériens. Ce rapprochement MNA-FLN est également souhaité par tous les Français, sauf cependant ceux qui pêchent en eau trouble et à qui profite la division des nationalistes algériens.

Ce sentiment également généreux et fraternel qui anime Français et Algériens

est parfaitement juste. Aussi, n'ai-je jamais cessé de lancer des appels auprès du FLN pour arriver à un accord avant même l'ouverture des négociations.

J'ajoute qu'il est de l'intérêt des Algériens et des Français eux-mêmes d'arriver à une entente qui pourra inaugurer une cohabitation harmonieuse et fraternelle entre tous les éléments ethniques d'Algérie et ouvrir la voie à une véritable coopération entre le peuple français et le peuple algérien.

Q. : Pour le cas où cet accord se révélerait impossible, quelle position adopteriez-vous vis-à-vis de toute initiative du gouvernement français à votre égard et quelle serait votre attitude pendant la durée des pourparlers d'Evian ?

R. : Bien que je ne sous-estime point les difficultés, je continuerai à œuvrer pour arriver à cet accord qui est, à mon avis quasi-indispensable tant pour les négociations que pour l'avenir algérien.

Quant à notre attitude vis-à-vis de telle ou telle initiative française, cela dépend de ce qui nous sera offert. Si c'est une initiative honorable et digne, je m'en réjouirai et j'agirai de façon à être conforme aux aspirations du peuple algérien et au programme politique du MNA. Dans le cas contraire, je repousserai tout ce qui n'est pas conforme à ma dignité et à celle du peuple algérien.

Durant les pourparlers d'Evian, je me consacrerai entièrement à l'activité de la délégation du MNA qui aura fort à faire à mener des négociations avec les représentants du gouvernement français. J'ajoute que je veillerai à ce que tout geste de la part de mes compatriotes dans le sens d'un rapprochement ou de rencontres motivées par les intérêts supérieurs du peuple algérien soit accueilli favorablement. Sans aucun doute, il y aura, au cours de ces négociations, de l'imprévu et des difficultés tant chez le MNA que chez le FLN, difficultés qui peuvent susciter une certaine compréhension et un rapprochement de part et d'autre.

29 mars 1961.

Source : *La Nation socialiste.*

Document 92 - Après le putsch d'Alger
mai 1961

Durant la semaine dernière, l'Algérie et en particulier Alger ont été le théâtre d'une rébellion qui, désormais, a pris le nom des «quatre jours d'Alger». Celle-ci a étonné le monde, surtout quand on songe aux auteurs qui l'ont préparée. On a également éprouvé le même étonnement quand ce coup de force s'est effondré dans des conditions qu'il est difficile d'expliquer du moins pour le moment. A ce sujet, les rumeurs publiques laissaient entendre différentes explications et chacun des commentateurs se laisse entraîner à de multiples supputations.

La question qui a le plus retenu l'attention de l'opinion publique est la qualité des hommes qui ont préparé cette rébellion. Parmi les chefs du putsch d'Alger, le nom du général Challe semble dominer. Son séjour à l'OTAN comme représentant de la France a été bien souligné par la presse et les observateurs politiques. Certains vont jusqu'à dire que ce dernier a contracté des amitiés dans ces grands services européens qui lui ont permis d'espérer un certain soutien dans sa politique algérienne. De là au soutien effectif dans sa folle aventure, il n'y avait qu'un pas que beaucoup d'observateurs n'ont pas manqué de franchir.

D'autre part, il y a eu des allusions à une promesse d'aide de certains services secrets américains. Il est vrai que celle-ci a été démentie. De plus, le Président Kennedy a écrit par deux fois au général de Gaulle pour l'assurer de sa sympathie et d'une aide effective qu'il mettait à sa disposition. Mais il n'en demeure pas moins qu'un malaise a pesé sur les relations franco-américaines à la suite de cette situation.

... Face à cette aventure, quelle a été l'attitude de notre peuple ?

Dans ce domaine, on ne peut que s'en réjouir et s'en féliciter. En effet, non seulement les Algériens se sont tenus à l'écart de cette aventure, mais encore ils ont tenté, dans la mesure du possible, de venir en aide aux Français libéraux et de faciliter la tâche à un regroupement démocratique des forces populaires. Ils auraient pu jouer un rôle important et infliger une défaite aux ultra-colonialistes s'ils avaient pu jouir des mêmes libertés que les Européens d'Algérie. Et c'est là, à notre avis, une grave faute qui incombe à l'Administration colonialiste par sa politique de deux poids et deux mesures. Néanmoins, le peuple algérien est demeuré lui-même en obéissant aux principes de la Révolution et de la démocratie. De plus, le MNA à Alger n'est pas resté inactif et a fait son devoir en parcourant la capitale pour informer les Algériens et les guider dans la voie de l'honneur et de la dignité. En outre, le MNA a publié un tract dans lequel il a flétri le putsch d'Alger en appelant tous les Algériens à l'union et à la fraternité autour des libertés démocratiques. De son côté, la Fédération de France du MNA a, dès l'annonce de la rébellion, pris position contre celle-ci et s'est rangée aux côtés du peuple français pour la défense des libertés démocratiques et l'indépendance de l'Algérie.

Et maintenant que va faire le gouvernement français? Va-t-il réellement entreprendre l'épuration et faire droit aux véritables aspirations de notre peuple ? Va-t-il enfin rétablir les libertés démocratiques et permettre à notre peuple de défendre ses libertés et ses intérêts en attendant qu'intervienne une solution du problème algérien ?

Nous voulons l'espérer, car nous croyons également que le moment est propice pour aborder franchement et loyalement les pourparlers de paix que notre peuple attend avec impatience.

La riposte énergique du peuple français, l'attitude ferme du gouvernement et du chef de l'Etat face aux tentatives de la rébellion ont été salutaires. Il importe de profiter de cette situation favorable pour battre le fer tant qu'il est chaud et réunir tous les représentants qualifiés du peuple algérien autour du tapis vert.

... La Révolution est l'œuvre de tous les Algériens. Celle-ci a été préparée depuis quarante années, depuis l'Etoile Nord-Africaine, en passant par le Parti du Peuple Algérien, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques et le Mouvement National Algérien. L'ENA elle même n'est que la suite de la résistance algérienne qui a pris naissance immédiatement après l'agression de Sidi-Ferruch en juin 1830.

Ainsi donc, le MNA, depuis l'ENA jusqu'à nos jours, a préparé plusieurs générations à la lutte révolutionnaire tant sur les plans politique, éducatif, social et économique afin de poursuivre la mission de libération nationale au service de notre peuple pour l'instauration d'une véritable démocratie. C'est donc une œuvre de longue haleine qui est à la base de cette Révolution et qui justifie amplement la présence du MNA dans tout ce qui touche de près ou de loin aux intérêts du peuple algérien.

C'est dire que la présence du MNA aux négociations est non seulement un droit mais encore elle est conforme aux principes de l'autodétermination.

Que le FLN s'élève contre la présence du MNA aux pourparlers de paix ou qu'il conteste sa représentativité, cela ne trompe personne, car cette formation politique qui se targue de tant de prétentions ne cherche, en réalité, que le pouvoir. De telles ambitions ne sont que les conséquences de sa politique qui, sous une forme ou sous une autre, cherche à instaurer en Algérie un parti unique et une dictature stalinienne. A ce sujet, que l'on se rappelle les crimes de la vallée de la Soummam, les assassinats de militants MNA tant en Algérie qu'en France et le massacre de Melouza.

Et si notre peuple a accepté généreusement tous les sacrifices qui lui ont été demandés, c'est bien pour instaurer une véritable démocratie et une République algérienne sociale et démocratique. Aussi, notre peuple n'est plus dupe des véritables intentions du FLN et sait déjà à quoi s'en tenir, car il a acquis suffisamment d'expérience au cours de ces sept années de guerre.

C'est pourquoi le MNA continue avec force et courage le combat pour la libération nationale et l'édification d'un Etat algérien sur des bases démocratiques. C'est également pour ces mêmes raisons qu'il ne cesse d'appeler tous les Algériens pour réaliser leur union et leur réconciliation afin de s'imposer à toute velléité dictatoriale et éviter à notre peuple les malheurs du Congo ex-belge.

... Il est évident que tous les Européens d'Algérie ne sont pas des ultras. Aussi,

il est nécessaire d'aller vers cette population laborieuse d'ouvriers, de paysans, de petits exploitants et de petites gens pour l'apaiser en ces moments difficiles pour elle et l'assurer de notre volonté de construire l'Algérie nouvelle avec elle dans la fraternité, la paix retrouvée et le respect des libertés.

Comment arriver à de tels objectifs ? Cela évidemment dépend du gouvernement français qui doit sans tarder procéder à l'ouverture des négociations sans préalable ni exclusive.

Après le putsch d'Alger, dont le but était de s'opposer aux aspirations nationales de notre peuple, aucun Algérien ne permettra plus que l'on retarde ces négociations pour des futilités de préséance.

Source : MNA, Bulletin d'information, mai 1961.

Document 93 - Pourquoi le MNA était absent des négociations ?
juin 1961

Dès le début de la Révolution algérienne, le MNA a fait campagne pour l'ouverture des négociations sans préalable ni exclusive, car nous étions conscients de la complexité du problème. Cette position, la seule valable, devait éviter à nos deux peuples l'enlisement dans la guerre et préparer la construction d'une Algérie nouvelle, débarrassée du régime colonial. Mais hélas, le courant de la guerre fut le plus fort et rien n'a su lui résister. Néanmoins, le gouvernement français paraissait disposé à faire participer toutes les tendances au règlement général du problème.

Mais durant les contacts de Melun, nous avons constaté amèrement que notre mouvement fut bel et bien sacrifié. Il s'est confirmé que les principes soi-disant intangibles, les engagements publics et l'attachement à la démocratie perdaient leur droit au profit de la tactique et de la manœuvre pour la défense des privilèges colonialistes. Après l'échec de Melun, le MNA n'a pas cessé pour autant de poursuivre la lutte pour l'ouverture des négociations sans préalable ni exclusive.

Le 31 août 1960, nous avons rendu public un plan de paix de Messali Hadj. L'objet de ce plan était précisément de rendre possible la tenue d'une table ronde ou à défaut des tables parallèles en vue d'une confrontation pacifique.

Le général de Gaulle, dans ses allocutions et conférences de presse ainsi que dans ses discours prononcés à travers les départements français, a proclamé plus d'une fois que l'ouverture des négociations permettraient à tous les nationalistes algériens d'apporter leur contribution au retour de la paix.

De son côté, M. Louis Joxe, ministre d'Etat aux Affaires Algériennes, n'a-t-il pas déclaré à Oran en mars 1961 qu'il rencontrerait le MNA comme il rencontrerait le FLN.

Face à cette situation, le MNA a précisé clairement ses positions et n'a cessé de les réaffirmer jusqu'à l'ouverture de la conférence d'Evian, le 20 mai dernier, en ce qui concerne son éventuelle participation aux pourparlers de paix.

Après le référendum du 8 janvier 1961, des rencontres s'organisèrent entre représentants du MNA et des émissaires français et au cours desquelles des promesses formelles ont été faites par ces derniers pour que les négociations avec notre mouvement aient lieu en même temps qu'avec le FLN et sur le même pied d'égalité.

Mais hélas, du côté français, encore une fois la promesse ne fut pas tenue. C'est ainsi que la Conférence d'Evian arrêtée pour le 7 avril, avait été ajournée. Au prix de médiations et de nouvelles tractations, le gouvernement français a a acquiescé aux exigences du FLN. L'on peut légitimement se poser la question suivante : pourquoi le gouvernement français a sacrifié le MNA lors de ces tractations ? En éliminant le MNA de la conférence de la paix, n'avait-il pas espéré obtenir en contre-partie quelques concessions ? N'est-ce pas là une violation flagrante de la démocratie et du principe de l'autodétermination ?

Le MNA en tout temps et en toute circonstance, s'est toujours refusé à se prêter à un tel maquignonnage et à de telles intrigues. Il n'a pris en considération que les intérêts supérieurs du peuple algérien. Dès l'annonce de l'ouverture des négociations avec le seul FLN, le MNA, tout en restant en état d'alerte, a dignement observé une attitude de silence pour ne pas gêner en rien la marche des pourparlers.

Aujourd'hui, la conférence d'Evian est suspendue. Finira-t-elle par reprendre ? Quoi qu'il advienne, le MNA est toujours prêt à participer à des négociations, mais dans l'honneur et la dignité et sur le même pied d'égalité que les autres partenaires. Car à la base, il y a les intérêts supérieurs du peuple algérien qu'il faut défendre.

Source : MNA, Bulletin d'information, juin 1961.

Document 94 - Interview à *La Nation Socialiste*

Q. : Croyez-vous à la reprise des négociations d'Evian ?

R : Je crois à la reprise des négociations parce que celles-ci n'ont été suspendues que pour permettre aux intéressés un temps de réflexion.

D'autre part, il faut bien quand même en arriver à la paix et on ne peut atteindre cet objectif tant désiré et souhaité par des millions d'Algériens et de Français que par le moyen de la négociation.

Q. : Le MNA sera-t-il présent cette fois-ci à ces pourparlers ?

R : Je l'espère et je le souhaite, car c'est là non seulement son devoir mais encore son droit. La présence du MNA à ces pourparlers n'est que justice. En effet, c'est bien le MNA qui, le premier, a posé le problème de l'indépendance et de l'unité maghrébine, voici déjà 40 ans.

En outre, durant toute cette époque, le MNA a consacré toute son activité à l'éducation politique de plusieurs générations et au réveil de la conscience nationale du peuple algérien.

Sur le plan politique comme sur le plan militaire, le MNA a participé et participe encore à la Révolution algérienne, malgré une coalition d'adversaires qui a tout fait pour l'écarter. La survie du MNA à cette croisade est la preuve éclatante de sa force morale et politique.

Aussi, le MNA a également fait des propositions de paix et demandé l'ouverture de négociations sans préalable ni exclusive dès la première année de l'insurrection algérienne.

C'est pourquoi le MNA, bien avant l'ouverture des négociations d'Evian, a mené campagne pour assister à tous les pourparlers.

Q. : N'y a-t-il pas une contradiction entre votre refus d'accepter l'invitation que le gouvernement français vous a récemment adressée et votre exigence d'être présent aux négociations ?

R : Pas du tout. Les émissaires français qui avaient rencontré plusieurs fois nos délégués avaient promis formellement que notre Parti serait présent sur le même pied d'égalité que le FLN. Cette parole donnée par le gouvernement français n'ayant pas été tenue, le MNA a observé le silence pour éviter de ne pas gêner en rien le déroulement des négociations.

Enfin, il s'est refusé catégoriquement à reprendre tout contact quand il fut pressenti au moment où les négociations étaient dans l'impasse. Il n'a pas voulu se prêter à cette manœuvre et servir d'élément de pression pour tenter d'amener le FLN à des concessions. Cette tentative était une atteinte à la dignité du MNA et contraire aux intérêts de la Révolution algérienne.

Bien que nous soyons prêts à répondre à une invitation à l'occasion de la reprise des négociations, nous voulons être considérés sur le même pied d'égalité que les autres interlocuteurs. Et à aucun prix, nous ne voulons nous contenter d'une quelconque consultation ou d'un strapontin de parents pauvres.

Notre présence aux négociations dans l'honneur et la dignité est conforme aux principes démocratiques et à l'application de l'autodétermination qui doit, qu'on le veuille ou non, être l'élément essentiel du règlement du problème algérien.

Le MNA ne saurait, sous aucun prétexte, confier la défense de son programme politique à quiconque. C'est là son droit et son devoir. Lui seul est qualifié pour accomplir cette haute mission.

Q. : Que pensez-vous de la politique d'association préconisée par le gouvernement français ?

R : Il n'est pas possible de répondre exactement à cette question, car nous ignorons totalement quelles sont les intentions véritables du gouvernement français à ce sujet. Cependant, on peut dire tout de suite qu'en ce qui nous concerne, le terme association ne nous convient nullement et préférons à sa place celui de coopération. Il y a entre ces deux termes une grande nuance.

Toute politique d'association arrêtée sous forme d'accords avant l'indépendance de l'Algérie est la négation de l'autodétermination et la vide de toute sa substance.

Certes, le MNA a plusieurs fois, et bien avant l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir, préconisé une coopération entre le peuple français et le peuple algérien après l'indépendance et l'édification de la République algérienne souveraine. Mais il a pensé et pense toujours que l'on ne peut arriver à ce stade de la coopération que par le chemin et l'application de l'autodétermination sans aucune restriction.

Q. : Que pensez-vous du problème du Sahara ?

R : Depuis la découverte du pétrole, du gaz et d'autres richesses dans ce territoire algérien, le Sahara a pris une importance considérable dans le monde des affaires, des finances et de la politique.

Aussi, il y a des convoitises qui, de plus en plus, se sont précisées sur le Sahara algérien, voire aiguisées en Afrique du Nord, sur le continent africain et en Europe.

Avant la conférence d'Evian, le problème du Sahara était fort simple à régler. Les nationalistes algériens pensaient qu'après l'indépendance de l'Algérie, ils arriveraient à des accords pour l'exploitation économique de cette région avec le gouvernement français. Ils pensaient également qu'après l'indépendance de l'Algérie, les représentants des peuples nord-africains se réuniraient pour créer le Maghreb arabe. Dans la conception des Algériens, cette constitution du Maghreb arabe permettrait de régler tous les problèmes politiques, économiques, sociaux et stratégiques de l'Afrique du Nord.

Il est bien entendu que le problème du Sahara devait trouver sa solution dans ce contexte.

Dès l'instant que l'on est Maghrébin de cœur et de pensée, tous les problèmes doivent trouver leur solution dans cette mise en commun de toutes les richesses nord-africaines. Si telle est la conception du Maghreb arabe chez les Algériens, les Marocains et les Tunisiens, il n'y aura plus de revendications territoriales sur le Sahara algérien et de contentieux à régler avec le gouvernement français alors que le peuple algérien lutte depuis 7 ans pour sa libération nationale. Telle était à peu près l'idée générale des trois peuples nord-africains, avant

l'éclatement de la Révolution algérienne.

Mais quand le problème algérien vint sur le tapis vert d'Evian, il changea complètement de fond et de forme. M. Joxe a déclaré que «le Sahara était un problème en soi»; ce qui signifiait que le Sahara algérien devenait automatiquement «Sahara Africain».

Quelques temps après, tous les gouvernements riverains du Sahara algérien ont fait des déclarations pour préciser que ce territoire algérien était un «territoire africain». De plus, la Tunisie comme le Maroc ont précisé leurs revendications territoriales sur le Sahara algérien.

Cette orchestration a pesé lourdement sur la conférence d'Evian et gêné profondément les nationalistes algériens.

Ce fut un coup de poignard à la Révolution algérienne. De ce fait, le problème algérien a connu une nouvelle complication et une aggravation. En fait, la Révolution algérienne n'a plus affaire seulement au gouvernement français dans ces négociations, mais encore aux Etats riverains du Sahara.

Source : Archives privées.

Document 95 - Conférence de presse à Gouvieux
4 mai 1962

Mesdames, Messieurs,

Depuis le cessez-le-feu, la situation en Algérie, s'aggrave tous les jours. Il n'y a jamais eu autant d'attentats, d'assassinats et de victimes. Le peuple algérien attendait le cessez-le-feu comme l'événement historique qui allait mettre fin aux souffrances qu'il endure depuis plus de sept ans. Pour notre peuple, le cessez-le-feu, ce devait être la joie, la paix retrouvée, des manifestations avec le drapeau national largement déployé. Le peuple algérien pensait que le cessez-le-feu allait lui permettre de vivre les heures qu'ont déjà vécues les Marocains et les Tunisiens. Non seulement ces festivités annonçant l'indépendance et l'amélioration de son sort économique et social n'ont pas eu lieu mais encore notre peuple constate que son existence devient de plus en plus difficile sinon impossible.

Chômage, misère, épidémie, plasticages, voitures piégées, bombardements de quartiers, assassinats en série, c'est là une situation intolérable qui ne peut durer sans provoquer de violentes réactions. Ces méfaits sont commis quotidiennement par les fascistes de l'OAS pour maintenir l'Algérie dans le système colonial d'antan. Du côté de l'OAS, il faut s'attendre à tout, car celle-ci est résolue à utiliser tous les moyens, y compris le génocide et la politique de «la terre brûlée» afin de créer le chaos, l'anarchie et compromettre l'indépendance de notre pays.

C'est pourtant cette organisation ultra-fasciste que de différents côtés l'on veut, à tout prix, coller au MNA. Nous avons déjà, à de nombreuses reprises, dénoncé ces accusations mensongères qui ont pour but de jeter le discrédit sur notre parti et diviser les Algériens. Il faut croire que ces démentis n'ont pas suffi, puisqu'une certaine feuille est allée jusqu'à accuser des émissaires du MNA d'avoir conclu un accord à Francfort avec l'OAS. Ce journal a même prétendu que j'étais au courant de ces tractations.

Par ailleurs, l'on a beaucoup épilogué sur mon nom ces derniers jours à propos de la liste des témoins qui ont été cités par Salan lors de son premier interrogatoire. Il est vrai que je figure sur cette liste à côté d'un grand nombre de personnalités civiles et militaires, et notamment du général de Gaulle.

Que peut-on penser de toute cette campagne de mensonges sinon que le MNA a été utilisé comme un moyen pour une vaste opération politico-policière ?

Ce n'est pas la première fois que nous sommes victimes de telles tentatives. Mais, hier comme aujourd'hui, le MNA et moi-même sommes décidés à nous défendre, à déjouer toutes les machinations et à combattre les campagnes d'intoxication et de mensonge.

Mon passé politique, mes quarante années de lutte pour l'indépendance de l'Algérie et son émancipation sur le plan économique, social et culturel, mon attachement à la démocratie, quelles que fussent les circonstances du combat et, enfin, le caractère plébéien du mouvement national algérien depuis l'Etoile Nord-Africaine jusqu'au MNA prouvent, s'il en était besoin, que tout nous

sépare de l'OAS qui est aux antipodes de notre programme politique.

C'est pourquoi je déclare, de la façon la plus énergique, afin que tout le monde le sache, que ni le MNA, ni moi-même, n'avons conclu un accord quelconque avec cette organisation fasciste, qu'à aucun moment nous n'avons eu de contacts directs ni indirects avec ses représentants. Dans ce domaine, je n'ai jamais transigé et, pour preuve, je n'ai pas hésité, au mois de juillet dernier, à exclure un certain nombre d'individus qui se sont laissés soudoyer par les officines colonialistes en vue de créer la troisième force que le MNA avait déjà condamné dès le début de la Révolution algérienne. Ces individus qui se sont laissés entraîner si loin de la révolution, peuvent, demain, utiliser le sigle MNA pour d'autres aventures.

Quant à nous, nous n'avons jamais cessé de marcher dans le chemin de l'honneur et nous continuerons de marcher dans la même voie, quelles que soient les épreuves et les persécutions.

Il y a un autre problème que je veux aborder devant vous : c'est celui des luttes fratricides qui opposent le MNA et le FLN depuis 1956 à nos jours. Ces luttes entre nationalistes ayant pour même objectif l'indépendance de l'Algérie ont fait des milliers de victimes. En ce qui nous concerne, nous les avons déplorées et condamnées et nous avons lancé plusieurs appels à la réconciliation pour mettre fin à ces tueries. Si hier, malheureusement, elles ont continué malgré nos appels, aujourd'hui, elles auraient dû prendre fin avec le cessez-le-feu.

Or ces combats fratricides continuent et sont même, depuis quelques jours, en recrudescence, parfois sous de nouvelles formes. Hier, ce furent la mitraillette, le pistolet et la grenade; aujourd'hui, ce sont la hache, le couteau, le gourdin, la corde, l'enlèvement et l'égorgement.

La violence des uns appelle la violence des autres. Le moment n'est plus de dire qui a commencé le premier, car il y a là un engrenage et un cycle infernal de représailles. Le mieux, aujourd'hui, est de rechercher les moyens de mettre fin à cette calamité.

Quant à moi, je n'ai cessé, depuis 1957 jusqu'à nos jours, de faire appel sur appel au FLN pour que cesse ce massacre qui compromet l'indépendance de notre pays et qui apporte de l'eau au moulin du fascisme de l'OAS. Le moment n' est-il pas suffisamment grave pour que nous tous, Algériens, nous nous penchions sur ce problème pour briser ce cycle infernal et nous unir contre le danger commun ? A ce sujet, je tiens à préciser que, bien que n'ayant pas assisté aux négociations et malgré les réserves qu'il a faites sur les accords franco-FLN, le MNA a décidé de procéder à sa reconversion politique et de participer activement à l'édification du futur Etat algérien conformément aux principes de l'autodétermination. Aujourd'hui, nous renouvelons solennellement notre appel au FLN en vue de mettre fin aux luttes fratricides et de réaliser un rapprochement qui nous permettrait d'unir toutes les forces nationales et démocratiques de notre pays pour faire face aux difficultés qui assaillent de partout notre peuple et atteindre tous les objectifs de la Révolution algérienne.

C'est pourquoi nous proposons une réunion au sommet FLN-MNA pour débattre ensemble de ces problèmes. Si la sagesse politique ne prévalait pas, il faudrait s'attendre au pire. Nous verrions alors, en Algérie et en France, les

Français se battre contre les Français et les Algériens s'exterminer entre eux au profit du fascisme.

Le MNA considère que l'union est une nécessité vitale. Seule sa réalisation peut nous permettre d'aborder le problème algérien dans les meilleures conditions. Grâce à cette union, les Algériens pourront se consacrer essentiellement à la construction de l'Algérie nouvelle, mettre sur pied ses institutions et créer les bases indispensables pour résoudre les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels. Le peuple algérien attend de ses dirigeants que l'indépendance du pays se traduise dans les faits par la réalisation de ses aspirations.

Il y a également un problème sur lequel nous voudrions vous faire connaître notre point de vue. C'est nous qui, les premiers, en créant l'Etoile Nord-Africaine au lendemain de la première guerre mondiale, avons posé le problème du Maghreb uni en tant que nécessité historique, politique, économique et stratégique. Ce problème a toujours été pour nous d'une grande importance, mais il ne sera pas possible de le résoudre tant que notre pays demeurera dans l'état où il se trouve aujourd'hui. De même, on ne pourra créer le Maghreb que dans la mesure où les trois pays de l'Afrique du Nord auront réalisé leur indépendance politique et économique.

Il est vrai que nous sommes liés au monde arabe par l'histoire, la géographie, la culture, la langue et la religion. Il est normal que les peuples arabes cherchent à s'unir pour faire face à l'évolution économique et technique qui transforme le monde entier. Cette aspiration du monde arabe à l'union est aussi légitime que celle qui pousse d'autres régions du monde à s'unir.

Cela dit, il reste à déterminer dans quelles conditions cette union pourra se réaliser. Mais, en ce qui nous concerne, nous croyons que rien ne pourra se faire de valable et de durable dans ce sens que si l'on tient compte des aspirations profondes des peuples arabes eux-mêmes et en procédant par des voies démocratiques dans le respect des droits de chacun.

A propos du monde africain, nos prolongements sahariens nous mettent en contact avec lui. Le MNA entend que l'Algérie ait des relations amicales avec les peuples noirs d'expression française limitrophes de notre continent. Nous avons toujours eu d'excellents rapports avec les représentants de ces peuples noirs qui, hier, étudiants en France, dirigent, aujourd'hui, les destinées de leur pays.

Par sa position géographique, l'Algérie est une plaque tournante qui l'oriente aussi bien vers l'Orient arabe, le continent africain que le monde occidental. Dans le passé, l'Algérie, comme d'ailleurs tout le Maghreb, a toujours eu des relations économiques, commerciales et diplomatiques, avec le monde occidental. Nous n'oublions rien du passé et nous entendons qu'à l'avenir l'Algérie indépendante ait des relations fructueuses avec tous les pays méditerranéens et notamment avec le peuple français.

Source : Ce texte a été reproduit dans la presse messaliste et dans plusieurs journaux.

Document 96 - Résolution de la Conférence nationale d'information des cadres du PPA

1963

1° Le PPA, héritier de l'Etoile Nord-Africaine, du MTLD, du MNA, déclare rester fidèle à son programme politique, aux décisions du Congrès extraordinaire d'Hornu et poursuivre la lutte pour leurs réalisations.

2° Il entend également parfaire l'indépendance du pays sur le plan politique, économique, social et culturel.

3° A cet égard, le PPA considère que seule la voie du socialisme progressiste tenant compte de nos traditions islamiques, de la situation du pays au lendemain de la Révolution peut conduire l'Algérie vers la paix, la liberté et la justice sociale

4° Le PPA déclare que le socialisme ne peut connaître son développement et sa réalisation progressive que dans l'instauration d'une véritable démocratie.

Aussi il rejette et condamne la politique du parti unique qui ne peut engendrer que le fascisme, la dictature et l'Etat patron.

5° Le PPA a été de tout temps pour la coopération et la fraternité des peuples, pour l'union maghrébine, l'unité africaine et l'unité des peuples arabes sur la base de la démocratie et du respect de la souveraineté de chacun.

Mais il croit qu'étant donné la complexité que soulève ces problèmes, ceux-ci doivent faire l'objet d'une étude sérieuse, de contacts renouvelés dans une atmosphère de cordialité et de compréhension réciproque

6° Le PPA rappelle que cette politique d'union ne doit en aucune manière empêcher l'Algérie d'étendre sa coopération à ses voisins et à tous les peuples qui se réclament de la démocratie et qui, effectivement, respectent sa souveraineté.

7° Le PPA précise que tout en considérant l'importance que revêt l'ensemble de ces problèmes, la priorité doit être donnée à la construction de l'avenir algérien.

8° Le PPA ne reconnaît aucun accord secret qui aurait été contracté avant l'édification de l'Etat algérien et la proclamation de la République algérienne issue d'élections libres et démocratiques.

9° Le PPA, bien qu'il ait été le seul à faire d'expresses réserves sur les Accords d'Evian pour des raisons que lés événements sont venus confirmer, entend pratiquer une politique de coopération avec le peuple français si celle-ci est franche, loyale et dénuée de toutes convoitises.

10° Le PPA demande aux gouvernants actuels de former un gouvernement d'union nationale composé de tous les représentants qualifiés du peuple algérien afin d'associer tous les éléments de bonne volonté et toutes les énergies au relèvement du pays et à la préparation prochaine des élections.

11° Il considère que seule cette mesure de sagesse politique est susceptible de mettre fin au malaise qui pèse lourdement sur notre vie nationale et d'éviter ainsi les dépits, les déceptions et les explosions.

12° Le PPA demande son installation à Alger au même titre que tout autre parti, conformément aux principes des libertés démocratiques pour lesquels il lutte

depuis plus de quarante ans.

13° Il adresse un vibrant appel au peuple algérien et lui demande de ne pas se laisser entraîner par la déception et de reprendre le combat politique pour sauver l'Algérie de l'injustice, de la répression et du favoritisme.

14° Le PPA s'incline devant la mémoire de tous les martyrs et adresse l'expression de sa vive sympathie et sa gratitude à leurs familles.

Le PPA demande au gouvernement d'observer à leur endroit tous les égards moraux et psychologiques et de faire droit à leurs besoins.

15° Le PPA ayant été victime d'une grande injustice et d'une cabale montée de toutes pièces, demande au Maroc, à la Tunisie, aux peuples arabes et africains de reconsidérer leur attitude et de réserver le même accueil, la même fraternité aux Algériens sans distinction de pensées ou d'associations.

16° Le PPA adresse un appel fraternel à tous les Algériens et les invite à fraterniser et à s'unir pour le bien de l'Algérie.

Source : Archives privées, 1963.

Table

Table

Présentation 7

Première partie

Messali Hadj invente le nationalisme algérien, 1927-1936

Document 1 : Discours de Messali Hadj au congrès de Bruxelles 15
Document 2 : Tract de l'Etoile Nord-Africaine 18
Document 3 : Manifeste de l'Etoile Nord-Africaine 20
Document 4 : Programme de l'Etoile Nord-Africaine 22
Document 5 : Le procès de l'Etoile Nord-Africaine, déclaration de Messali Hadj 24
Document 6 : Discours de Messali Hadj au stade muncipal d'Alger 26
Document 7 : Interview de Messali Hadj 28
Document 8 : Réponse à M. Deloche de l'*Humanité* 30
Document 9 : Sur la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine 32

Deuxième partie

L'affirmation nationaliste : l'histoire du PPA, de 1937 à 1946

Document 10 : Déclaration du Bureau politique du PPA 37
Document 11 : Interview de Messali Hadj : le programme du PPA 38
Document 12 : Déclaration de Messali Hadj devant le tribunal d'Alger 41
Document 13 : A nos amis français des bons et des mauvais jours 43
Document 14 : Lettre aux présidents et membres du Comité de libération 45
Document 15 : Déclaration de Messali Hadj 47
Document 16 : Lettre à la Commission des dossiers d'internement 49

Troisième partie

La combat pour la Constituante, 1947-1954

Document 17 : Interview de Messali Hadj à *Combat* 57
Document 18 : Résolution de politique générale votée par le premier Conseil national du MTLD 60
Document 19 : Interview de Messali Hadj à *L'Algérie libre* 62
Document 20 : Mémoire aux Nations Unies 64
Document 21 : Message au deuxième Congrès du MTLD 78
Document 22 : Appel contre la politique anti-sociale du gouvernement Laniel 82
Document 23 : Message aux assemblées départementales 84
Document 24 : Lettre à la direction du MTLD 86
Document 25 : Message aux militants du MNA 88
Document 26 : Message à l'assemblée générale du Cercle Zimmerwald 93
Document 27 : La lutte des peuples contre la tyrannie 95
Document 28 : Lettre aux militants 97
Document 29 : Histoire de la Fédération de France du MTLD 99
Document 30 : Manifeste d'Hornu 105

Document 31 : Extrait du message au Conseil National Révolutionnaire 110
Document 32 : La Ligue Arabe a décidé de soutenir par tous les moyens la cause algérienne 112

Quatrième partie
Dans la guerre/révolution, 1954-1958

Document 33 : Déclaration de Messali Hadj 119
Document 34 : Message au Comité de lutte contre la répression 122
Document 35 : Lettre à Jawharlal Nehru 124
Document 36 : Le MNA aux députés de l'Assemblée nationale française 126
Document 37 : Lettre au Secrétaire général de la Ligue Arabe 128
Document 38 : Message à la conférence de Bandoeng 129
Document 39 : Messali Hadj au *Libérateur* 131
Document 40 : Mémoire au Secrétaire général de l'ONU 133
Document 41 : Appel aux travailleurs français 139
Document 42 : Message aux militants et au peuple algérien 141
Document 43 : Messali Hadj à *Franc-Tireur* 147
Document 44 : Réponse à un questionnaire du Comité des Intellectuels 149
Document 45 : Message au peuple algérien 150
Document 46 : Message de Messali Hadj 153
Document 47 : Messali Hadj à *Demain* 155
Document 48 : Déclaration du MNA sur le Sahara 159
Document 49 : Interview à *La Commune* 161
Document 50 : Message au congrès de l'USTA 164
Document 51 : Appel à la démocratie française 168
Document 52 : Interview à *Combat* 170
Document 53 : Appel au peuple algérien 173
Document 54 : Sur les principes du MNA 175
Document 55 : Interview à *Combat*, par Maurice Clavel 177
Document 56 : Sur la mort de Abdallah Filali 179
Document 57 : Interview de Messali Hadj 182
Document 58 : Rapport politique à la direction du MNA 185
Document 59 : Le «plan Gaillard» et la solution du problème algérien 205

Cinquième partie
De Gaulle et la solution du problème algérien, 1958-1962

Document 60 : Déclaration de Messali après le discours de de Gaulle 211
Document 61 : Interview à *Combat* 212
Document 62 : Qui gouverne au Maroc ? 214
Document 63 : Déclaration du Bureau politique du MNA 217
Document 64 : Déclaration à propos du discours de Constantine 219
Document 65 : Déclaration à l'A.F.P. 221
Document 66 : Interview à *La Cité* 222
Document 67 : Déclaration de Messali Hadj 224
Document 68 : Interview à *France-Observateur* 226
Document 69 : Entretien avec Jean Lacouture 227
Document 70 : Interview à *The New Leader* 229
Document 71 : Interview à *La Cité* par André Louis 231
Document 72 : Discours de Messali Hadj 234

Document 73: Interview au *Figaro* 237
Document 74: Interview par A. Bensid
dans *La Voix du Travailleur Algérien* 239
Document 75: Conférence de presse de Messali Hadj 242
Document 76: Discours de Messali Hadj au 2e congrès de l'USTA 245
Document 77: Déclaration au journal *Le Monde* 250
Document 78: Interview à *La Cité* 252
Document 79: Interview à Radio Luxembourg 254
Document 80: Interview au *Figaro* 256
Document 81: Interview à la *Gazet Van Antwerpen* 258
Document 82: Du débarquement des alliés à l'autodétermination 262
Document 83: Interview au *Figaro* 263
Document 84: Messali Hadj préconise la constitution
d'un gouvernement provisoire 266
Document 85: Réponse au discours de de Gaulle du 4 novembre 1960 267
Document 86: Sur la conférence d'Abidjan 268
Document 87: Déclaration du Bureau politique du MNA 270
Document 88: Réponse à Germaine Tillion dans *L'Express* 271
Document 89: Interview à *Paris-Presse* 274
Document 90: Interview à *La Voix du Nord* 277
Document 91: Interview à *La Nation Socialiste* 279
Document 92: Après le putsch d'Alger 282
Document 93: Pourquoi le MNA était absent des négociations ? 285
Document 94: Interview à *La Nation Socialiste* 287
Document 95: Conférence de presse à Gouvieux 290
Document 96: Résolution de la Conférence nationale
d'information des cadres du PPA 293

MESSALI HADJ
par les textes

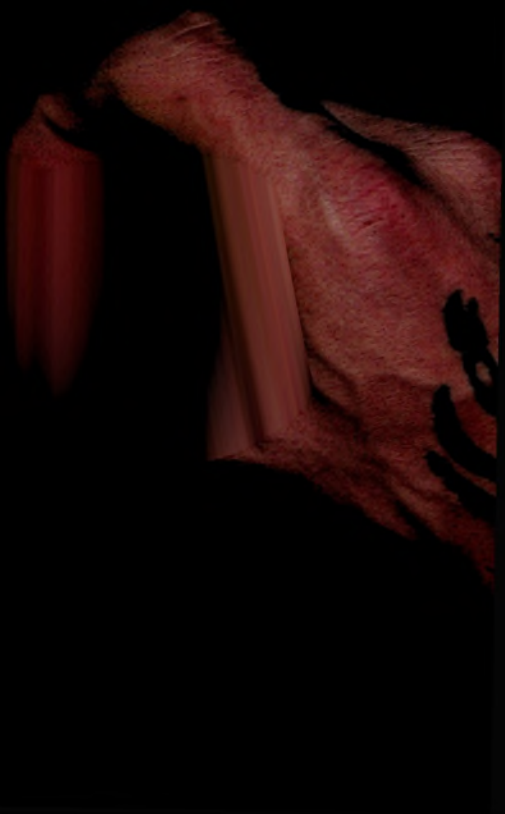
Dans ce recueil, le mouvement natio
Messali Hadj est le grand fond
compris au sens plein du terme, à
combat mené par les couches oppr
peuple algérien pour édifier
algérien
principes de la dé
Cette conception du nationalis
pour la sélection des textes de Me
présentés selon quatre
- la période 1927-1936, du d
Bruxelles à la dissolution
Nord-
- l'affirmation nationaliste e
Messali Hadj et le PPA de 1
- le combat pour la Constituante
MTLD, de 194
- la lutte pour l'indépendance, de 1
Les textes présentés son
Messali Hadj, et pour partie
documents du PPA-M
Ainsi présentés, ils n'ont d'autre o
de mieux faire connaître
«l'éternel enfermé» dor
ne cess

9 782912 946256

ISBN : 2-912946-

MESSALI HADJ
BOUCHENE
9 782912
Prix E
22
148

nal, dont
ateur, est
savoir le
imées du
la nation
ne sur les
mocratie.
me a servi
ssali Hadj
périodes :
iscours de
de l'Etoile
Africaine,
n Algérie :
937 à 1946,
au sein du
7 à 1954, et
954 à 1962.
t écrits par
extraits de
TLD-MNA.
bjectif que
un homme,
t la stature
e de croître.



PAR FONDS
08/07/2003 1001
946256
diteur
11 €
03 F